18

DOCUMENTS
DE RECHERCHE

LES JEUNES CHÔMEURS

Une enquête

MADELEINE GAUTHIER

institut québécois de recherche sur la culture
iqrc
1979

LES JEUNES CHÔMEURS

Une enquête

"Documents de recherche" nº 18

LES JEUNES CHÔMEURS

Une enquête

Madeleine Gauthier

1988

INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE
SUR LA CUTLURE

ISSN 0823-0447
ISBN 2-89224-121-9
Dépôt légal, 4e trimestre - Bibliothèque nationale du Québec

Distribution:
Diffusion Prologue Inc.
2975, rue Sartelon, Ville Saint-Laurent
Québec H4R 1E6 - (514) 332-5860

© Institut québécois de recherche sur la culture
14, rue Haldimand
Québec G1R 4N4 - (418) 643-4695

À mes fils, Dominique et Louis Beauchamp,
qui ont l'âge de ces jeunes chômeurs.

"Occupés pour le moment à ramasser l'énergie qu'il faut pour se tailler une place dans des milieux bloqués, nous n'éprouvons pas, comme les "jeunesses" précédentes, l'enivrante impression que l'avenir nous appartient."

Dominique JEAN
"Quand on a 20 ans", Autrement, 1984.

"La période d'indétermination propre à l'adolescence dépasse aujourd'hui le temps scolaire; elle s'étend à la phase d'insertion professionnelle, plus longue et plus incertaine qu'autrefois."

Olivier GALLAUD
Les jeunes, 1984.

TABLE DES MATIÈRES

Liste des tableaux 11

Liste des annexes 13

Avant-propos 15

Introduction 17

Chapitre premier:
Être chômeur 33

Les mots pour en parler 36
Les caractéristiques socio-démographiques 40
Les circonstances qui ont conduit au chômage 50

Chapitre 2:
Des travailleurs en attente d'emploi 69

Leurs expériences de travail 70
La durée de l'attente 75
Les représentations du travail 78
L'emploi rêvé 82
La recherche d'emploi 86

Chapitre 3:
Des manières de réagir à la situation 105

Les solutions individuelles 106
Le recours aux autres 111
L'isolement 126

Chapitre 4:
L'estime de soi 141

La recherche d'une identité positive 142
La valorisation de soi 153
Être jeune: une excuse et une barrière 163
Un statut qu'on ne choisit pas: assisté social 168

Chapitre 5:
Les diverses dimensions
de la socialisation au travail 179

Un regard critique sur l'école 181
Les autres modes de socialisation formelle 188
La famille et les chances de succès
sur le marché du travail 197
De l'héritier ou de l'apprenti, qui sera le gagnant? ... 201

Chapitre 6:
La vie quotidienne des jeunes chômeurs 213

Vivre sans argent ou presque 217
L'organisation du temps 231

Conclusion 255

LISTE DES TABLEAUX

1. Caractéristiques socio-démographiques des interviewés 34

2. Mode de résidence des jeunes et rapport avec l'emploi des parents 46

3. Situation des parents par rapport à l'emploi 47

4. Caractéristiques des chômeurs qui ont fait leur journal 216

5. Répartition des interviewés selon leur situation financière (ressources et dettes) et leur type de résidence 218

6. Nombre de mentions concernant l'occupation du temps des interviewés 233

LISTE DES ANNEXES

1. Notes méthodologiques 271

2. Tableau 1: Répartition des jeunes selon l'occupation principale, décembre 1984 281

Tableau 2: Nombre de chômeurs, taux de chômage et durée du chômage des jeunes, par groupe d'âge, 1984 282

3. Journal de chômeur 284

4. Mobilité sociale 285

5. Offre d'emploi et profil des répondants 288

AVANT-PROPOS

L'orientation de notre enquête auprès des jeunes et la cueillette des informations ont donné lieu à un travail d'équipe dans lequel il serait difficile d'identifier la part de chacun. C'est pour cette raison que j'utilise le pronom "nous" tout au long du manuscrit même si je porte seule la responsabilité de l'analyse et de la rédaction.

Mes remerciements s'adressent d'abord aux assistants qui ont accompli leur tâche avec compétence et grande sympathie pour ceux qu'ils rencontraient: Edward Berryman, Louise Brunet, Danie Desrosiers, Pierre Hamelin et les stagiaires Gislain DesPonts et Eric Warren. Fernand Harvey a eu l'idée de ce projet dont il a suivi la réalisation jusqu'à ce qu'un nouveau chef de chantier, Simon Langlois, prenne la relève. Un merci bien spécial à Marc-André Lessard, professeur au département de sociologie de l'Université Laval, qui a assumé avec beaucoup de dévouement sa tâche de conseiller scientifique. Linda Beaurivage, Marielle Bergeron et Diane Morin ont dactylographié avec une patience admirable les différentes versions de ce texte. Véronique Morin et Mariette Montambault en ont préparé l'édition avec grande diligence.

Je dois toute ma reconnaissance à ces collaborateurs anonymes, les jeunes qui ont accepté de nous livrer une part d'eux-mêmes et les adultes qui nous les ont fait connaître.

Plusieurs organismes ont facilité la réalisation d'un aspect ou l'autre du projet par leur soutien financier: le Conseil québécois de la recherche sociale, l'Office des personnes handicapées, le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. Je souhaite que cet effort pour mieux connaître une partie de la jeunesse réponde à leurs attentes et à celles de l'Institut québécois de recherche sur la culture dans le cadre duquel s'est effectuée cette recherche.

INTRODUCTION

Les taux de chômage des jeunes, depuis le début de la décennie 1970, ont atteint des sommets sans précédents, non seulement au Québec et au Canada, mais dans la plupart des pays occidentaux. Ces taux ont grimpé jusqu'à 23,4 % chez les Québécois de 15 à 24 ans en 1982 et étaient encore à 19,6 % en 1984[1]. La situation était telle que le substantif souvent utilisé pour en parler était celui de crise. La situation s'est améliorée depuis, mais la réalité du chômage des jeunes demeure toujours importante de même que la pertinence d'en connaître des aspects souvent négligés par l'urgence des situations de crise.

Ainsi, dans la masse d'informations[2] qui nous parvenait de tous azimuts au moment où nous avons entrepris la recherche sur le chômage des jeunes, peu[3] de travaux effectués au Québec nous permettaient de considérer cette question sous l'angle de la culture, c'est-à-dire dans une perspective qui aurait intégré les diverses facettes des manières de vivre en situation de chômage. Les recherches étaient encore moins nombreuses à nous présenter le regard des jeunes eux-mêmes sur leur propre situation[4].

S'il peut sembler relativement facile de décrire le chômage que l'on retrouve à la suite de fermeture de postes, de la fin d'emplois saisonniers ou de renvois, il n'en va pas de même du chômage consécutif à la pénurie et à la pré-

carité des emplois. De plus, il est difficile de distinguer entre la conjoncture générale et ce qui tiendrait des caractéristiques propres au chômage des jeunes.

Beaucoup de confusions attendent quiconque s'avise d'explorer les observations qui ont été faites à propos du chômage des jeunes au cours des dernières années. Des images que les médias et les protagonistes eux-mêmes en ont données brouillent sans cesse le regard, par exemple ces représentations de la presse que nous avons analysées ailleurs[5] et qui nous montrent le chômage des jeunes comme étant fortement polarisé: d'un côté les "faux chômeurs", tantôt des "fraudeurs de l'assurance-chômage", tantôt des "abuseurs de l'aide sociale"; de l'autre, les "vrais chômeurs", les "victimes de la crise économique", "une génération sacrifiée", un "sous-prolétariat"[6]. Un titre du quotidien Le Soleil peut même laisser croire à une trajectoire type: "Du chômage à l'aide sociale et au suicide[7]". On apportera quelques nuances à l'intérieur du deuxième pôle en distinguant entre les chômeurs instruits et les autres. Assez curieusement, le volume d'articles et d'études sur le chômage des jeunes s'est gonflé avec l'arrivée des diplômés de cégep et d'université dans le rang des chômeurs. Tant que les jeunes de la classe moyenne instruite n'étaient pas atteints, des voix avaient beau crier, elles le faisaient dans le désert. Des articles feront parfois état des conséquences psychologiques du chômage sur les jeunes et de problèmes matériels relatifs au logement et aux ressources financières. Ces considérations contrastent par leur ton avec les froides analyses statistiques présentées chaque mois à la suite des publications de Statistique Canada.

L'ambivalence devant le chômage des jeunes trouve son écho, peut-être ses assises, dans les comportements et les propos des jeunes eux-mêmes. Par exemple, la dispersion des jeunes dans de multiples associations qui n'arrivaient pas à les regrouper, les difficultés sans nombre du Sommet de la jeunesse de 1983, l'échec d'une opération qui se voulait mobilisatrice, ONET, ont donné des arguments à ceux qui

n'ont jamais voulu croire que la jeunesse était réellement mal prise. Certains comportements souvent obligés des jeunes chômeurs ont aussi contribué à créer l'ambiguïté. Doit-on considérer comme chômeurs les jeunes sans abri qu'on retrouve dans les centres commerciaux, sur les bancs publics, rassemblés à proximité des cafés? Il faudrait une enquête pour saisir les images que ces jeunes créent dans une opinion publique sans doute plus portée à y voir du laisser-aller que les conséquences du manque d'emploi. Ainsi, le moindre fait ou geste risque de renforcer l'opposition entre les "bons" chômeurs, ceux qui font un effort pour se trouver de l'emploi et les "mauvais" parmi lesquels l'opinion range les "vagabonds du rêve". La mémoire collective confond peut-être ces derniers, chômeurs involontaires, avec les valeureux "hippies" de la dernière décennie...

Par ailleurs, des travaux[8] associaient à la marginalité ou au cheminement vers la marginalité des comportements de débrouillardise et novateurs consécutifs au manque d'emploi régulier. Le pas à franchir pour associer ces comportements aux marginalités liées à la délinquance (abus de drogue ou d'alcool), à l'errance due à la maladie mentale vécue hors institution, à la désintégration des réseaux primaires de relation est facile. D'autres laissaient souvent un arrière-goût de nostalgie. "Que va-t-il nous rester en commun dans nos cités, urbanisées sur le tard, que nous découvrons soudain dans leur vérité[9]?" se demandait un chercheur face à une jeunesse désemparée. Une vision pessimiste de l'avenir des jeunes aux prises avec la pénurie d'emplois n'a pas cessé d'alimenter les discours. "Seront-ils les vaincus de l'histoire[10]?" titrait un article de revue.

Faut-il reprocher une classification parfois réductionniste, parfois ambiguë aux observateurs lorsque même des jeunes chômeurs que nous avons côtoyés ont manifesté une appréciation semblable de la situation? La raison que plusieurs nous ont donnée pour expliquer leur insertion dans le cadre d'un programme du gouvernement manifeste presque toujours le souci de se situer dans le bon groupe. "Faire des

démarches" pour travailler, "accepter" une tâche, c'est faire la démonstration qu'on ne tient pas à être un "parasite social". "Quand il nous voit travailler, le monde nous encourage", nous a dit une jeune femme qui faisait du terrassement comme "travail communautaire"! Les programmes gouvernementaux d'aide à l'emploi ont donc contribué, à leur manière, à creuser le fossé entre les "vrais" et les "faux" dans l'image que projettent les jeunes sans emploi. Les meilleures intentions ont parfois produit l'effet inverse de celui qui était recherché. Ainsi, la valorisation des jeunes entrepreneurs donne à penser que, lorsqu'on y met un peu de "volonté", on peut s'en sortir.

Nous avons rencontré, au cours de notre enquête, des jeunes chômeurs dans des situations infiniment plus complexes et variables que celles qu'on évoque le plus souvent. Les types d'emplois accessibles aux jeunes en période de surplus de main-d'oeuvre et les conditions de travail qui les accompagnent sont variés et colorent de multiples façons les périodes d'attente. Les exigences de l'emploi qui se transforme imposent non seulement une formation académique et de l'expérience, mais aussi des aptitudes physiques, une plus ou moins grande polyvalence, etc. En même temps, travail au noir, travail à temps partiel, activités illicites, combinaison études-travail, projet dans le cadre d'un programme gouvernemental, contrat de travail ne constituent qu'une partie des manières de se débrouiller en période de chômage. L'absence de sécurité, la possibilité d'avoir pu jouir ou non d'avantages sociaux (congés de maladie, contribution à l'assurance-chômage, convention collective, etc.) donnent aussi le ton lorsqu'on a déjà travaillé.

Le problème des définitions se complexifie du fait des transformations qui s'opèrent dans la réalité sociale. Le désir d'autonomie des jeunes femmes, l'isolement dans lequel sont plongés plusieurs jeunes, les familles d'un type nouveau, les migrations, l'effet de banalisation créé par la généralisation du chômage chez les jeunes, ajoutent à la confusion que les appareils statistiques et les systèmes

d'aide sociale n'arrivent pas à réduire par la définition de chômeur et celle de l'aptitude au travail[11]. Les représentations que les premiers intéressés se font eux-mêmes de leur situation ne font que compliquer la question: aspirations et conceptions du travail, variations dans la perception de la durée du chômage, évaluation des expériences antérieures, détermination des causes d'échec sur le marché de l'emploi, et ainsi de suite.

Il ressort d'un premier regard sur cette confusion que la situation de chômeur ne se définit pas seulement comme un problème individuel; c'est un type de rapport à la société. Les multiples dimensions de l'apprentissage du travail -- qui est plus que celui du métier --, la variation dans les manières de réagir face à cette réalité, le soutien du milieu ou son absence en période de chômage font partie de l'univers du chômage des jeunes si on entend par jeunes ceux qui en sont à leurs premières expériences du monde du travail. Plus concrètement, le chômage est coloré de toutes les relations que le jeune entretient avec son milieu (famille, amis, environnement...). Sous cet angle, il est possible de distinguer, par exemple, "jeune chômeur" et "jeune chômeuse", garçons et filles n'ayant pas dans notre société un rapport équivalent (ou semblable) au milieu. De même en est-il de celui qui vit avec sa famille d'origine, de celui qui vit avec un compagnon ou un conjoint et de celui qui vit seul. La réalité du travail est donc étroitement liée à un ensemble de conditions sociales qui peuvent en changer toute la perspective.

Nous supposions, pour notre part, que le chômage avait des répercussions sur les façons de vivre des jeunes, leurs manières d'être, leurs rêves et leurs projets. Il nous était aussi facile d'imaginer que l'impact du chômage sur les individus était lié à la définition qu'eux-mêmes donnaient de leur situation et à celle de leur entourage, que ce dernier soit aussi immédiat que la famille et les amis ou lointain comme les institutions gouvernementales responsables des questions du travail et de la sécurité du revenu.

Non seulement souhaitions-nous percevoir chez les jeunes les conséquences individuelles d'une situation de chômage, mais nous espérions détecter, à travers l'énoncé des représentations et la description des comportements, une éventuelle restructuration des modes de vie et une conception différente du travail et du temps libre[12].

Bref, nous nous demandions si ce type de relation au travail marqué de l'attente, de l'échec, de la désillusion, d'un temps vide, pouvait, chez cette partie de la population caractérisée par le dynamisme et les forces de la jeunesse, porter en germe des éléments novateurs non seulement dans l'univers du travail, mais dans les divers domaines de la vie en société dont le travail constitue, sinon le centre, tout au moins un des éléments déterminants. Le chômage endémique des jeunes ces dernières années aura-t-il suscité la création d'emplois d'un genre particulier et des formes différentes d'insertion dans l'emploi, changé les conditions de travail, élargi le fossé entre les générations et entre les groupes de jeunes eux-mêmes, vu apparaître de nouvelles formes de solidarité?

L'histoire nous apprend qu'il reste toujours quelque chose de ces périodes d'ébranlement parfois brusques comme les crises, parfois moins abruptes mais plus profondes et plus durables comme ce fut le cas pour la révolution industrielle. La période de chômage des jeunes qui vient de marquer la société occidentale ne sera pas sans laisser des traces. Si ce que plusieurs observateurs ont nommé "crise" tombe bientôt dans l'oubli à la suite d'une reprise économique, les mentalités et l'organisation sociale, elles, risquent bien de ne plus jamais être les mêmes. Ces périodes obligent l'imagination sociale à se déployer dans des institutions de bien-être, des modes de gestion et de création d'emplois qui ont des répercussions non seulement sur les acteurs immédiats, mais sur la société dans son ensemble et plus encore, sur toute une civilisation, lorsque la situation déborde les frontières d'une culture particulière.

L'analyse de la presse et celle du discours des divers agents concernant le chômage ont retenu une certaine part de notre attention afin de déceler les grandes tendances de l'opinion publique, des représentations collectives et des comportements de toutes sortes en ce qui concerne cette question. Ces travaux n'auront toutefois servi qu'à décrire le contexte dans lequel les jeunes vivent leur situation de chômage. C'est d'abord dans l'enquête auprès des jeunes que réside l'originalité de notre démarche. Les autres travaux ne seront utilisés que pour situer et éclairer les informations recueillies auprès de ces derniers et des regroupements auxquels ils auront donné vie. Ces éléments apparaîtront donc le plus souvent en notes à la fin des chapitres.

Des observations faites ailleurs nous confirmaient dans notre intention de déborder le cadre des analyses statistiques et documentaires pour nous immiscer dans l'univers concret de ceux-là mêmes qui vivaient la situation de chômage. Dominique Schnapper qui a étudié la question du chômage en France au cours de la dernière décennie résume bien le mode sous lequel nous désirions entreprendre notre quête d'information, soit la recherche des aspects sociaux et culturels de la question: "Le chômage en effet désigne une réalité sociale qui, selon les périodes et les pays, se définit différemment[13]."

Ces différences dans les définitions, nous les avons aperçues dès les premières rencontres avec les jeunes. Est défini chômeur au Canada, celui qui est sans emploi et à la recherche d'emploi. Or, parmi les jeunes qui n'étaient pourtant pas regroupés sous ce statut, nous en avons rencontrés qui se décrivaient comme chômeurs et qui regrettaient qu'on efface leur nom des listes de demandeurs d'emplois parce qu'ils s'étaient inscrits à un programme d'insertion au travail où ils remplissaient une tâche ne dépassant pas vingt heures par semaine[14]. D'autres, sans doute déclarés "inactifs" par les définitions officielles puisqu'ils n'étaient inscrits ni sur les listes de chômage, ni sur celles de

l'emploi, ni dans les effectifs scolaires, travaillaient pourtant quarante heures par semaine.

Des paramètres culturels font que le chômage est défini de telle façon plutôt que de telle autre. Ils tiennent à la conception qu'un pays, un groupe, des individus se font de cette réalité à une époque et dans des conditions sociales et économiques données. La distinction entre chômeur, chercheur d'emploi et travailleur est souvent ténue, en particulier chez les jeunes pour qui la recherche d'un emploi stable n'aboutit habituellement qu'après une période d'essais et d'abandons dans les sociétés où domine le travail salarié. Au moment où nous avons entrepris notre enquête auprès des jeunes, nous avions l'intention d'aller voir dans quels cadres sociaux se vivait le chômage et quelles représentations les jeunes se faisaient de leur situation.

Le choix de cet angle d'approche comportait ses limites. Il était exclu, par exemple, que nous analysions les grands déterminismes sociaux du chômage. Les jeunes nous indiqueraient cependant comment, eux, perçoivent les causes du chômage. Cette lecture serait la leur. Nous pourrions ultérieurement la confronter à d'autres lectures où théories, mais il nous fallait d'abord découvrir la leur. Bien des manières de parvenir à cette connaissance s'offraient à nous. Il ne fut ni facile de choisir, ni facile d'appliquer la méthode choisie. Paul Grell avait opté pour l'histoire de vie, Marc Lesage pour l'observation participante d'une expérience de regroupement en vue de la formation d'un syndicat de chômeurs, expérience qu'il a ensuite analysée dans le cadre d'une théorie des mouvements sociaux.

Nous avons décidé, pour notre part, de rassembler le plus d'informations possibles concernant les jeunes eux-mêmes et leurs associations. Nous avons fait la cueillette des données au cours de l'année 1985. La plus grande partie de celles-ci a été recueillie au moyen d'entrevues semi-directives. Le "critère de saturation" appliqué aux façons de vivre le chômage devait nous guider quant au nombre à

effectuer: le chercheur interviewe, observe des individus tant qu'il ne rencontre pas de répétition dans les données recueillies[15]. Cette méthode ne permet pas de savoir combien de personnes vivent dans une telle situation mais plutôt de se faire une idée des multiples façons de la vivre. Une enquête de vérification pourrait éventuellement mesurer l'importance de ces façons de vivre dans la population globale. L'intention étant de saisir la variété des situations, l'approche prise et l'échantillon trouvent là toute leur pertinence. L'analyse statistique des caractéristiques a été abondamment utilisée ailleurs. La mise en perspective de ces données avec un matériel recueilli différemment rend possible la formulation d'hypothèses sur les aspects culturels du chômage des jeunes.

Malgré la souplesse dont nous voulions entourer notre approche, nous souhaitions, cependant, ne pas voir échapper à l'entrevue un certain nombre de dimensions: les expériences de travail et de chômage; le passé scolaire; les relations sociales avec la famille et les amis, des regroupements de jeunes et avec les organismes d'aide à l'emploi; la vie quotidienne lorsqu'on n'a pas d'emploi; les ressources financières et ainsi de suite. Une règle toutefois nous guidait: intervenir directement le moins possible de façon à pouvoir détecter l'importance que les interviewés accordaient à certaines questions, le silence qu'ils passaient sur d'autres, les thèmes qu'ils avaient eux-mêmes envie d'aborder. Le climat favorable à un tel type d'expression a exigé doigté et temps de la part des interviewers.

Nous avons tenté de rejoindre la plus grande variété possible de jeunes chômeurs. La description du dépistage de même que d'autres remarques d'ordre méthodologique se trouvent en annexe 1 et au chapitre 1. Cette variété tient compte du portrait statistique du chômage en 1984: le groupe des 15-19 ans chôme plus que celui des 20-24 ans sauf que c'est autour de la vingtaine que les jeunes ont tendance à s'installer sur le marché du travail; les moins scolarisés chôment plus que les autres. Nous avons considéré aussi les

lieux d'habitation puisque, si le nombre des jeunes chômeurs est élevé dans les grandes agglomérations urbaines, il l'est moins, proportionnellement, que dans les petites villes et les régions rurales. Un tableau concernant l'occupation des jeunes en 1984 et les caractéristiques de leur chômage est présenté en annexe 2. Il fallait aussi tenir compte de la situation de la recherche sur le chômage des jeunes au moment où nous effectuions notre propre démarche[16].

Nous ne cherchions pas à quantifier le nombre de jeunes susceptibles de vivre telle ou telle situation, mais à dépister le plus grand nombre d'éléments qui ont la "chance" de constituer les structures du chômage des jeunes. Les dimensions explorées et surtout le panorama d'ensemble recherché par ce type d'enquête (caractéristiques de ceux qui vivent une situation, de ceux qui les entourent et de la société dans laquelle ils s'inscrivent) constituent une étape préalable et indispensable à l'utilisation d'autres techniques comme celle du questionnaire plus facile à appliquer sur un vaste échantillon.

La révision constante du matériel recueilli et de la façon de le faire, laissait entrevoir certaines lacunes dans les informations concernant la vie quotidienne. Pour compléter, nous avons mis en oeuvre une autre technique de cueillette d'information, le journal personnel suivi d'une ou de plusieurs entrevues[17]. Il s'agissait de demander à des jeunes déjà rencontrés en entrevues et qui nous semblaient, par comparaison, représentatifs de certaines "identités" de chômeurs, de collaborer avec nous, contre rémunération fixe, par la rédaction de leur journal quotidien au cours d'une semaine. Nous leur fournissions un cahier ou un magnétophone et un certain protocole que l'on retrouvera en annexe 3. Le journal devenait ensuite le point d'ancrage d'une nouvelle entrevue où la description et les commentaires des activités effectuées à chaque heure de la journée abondaient. La singularité des témoignages obtenus de cette façon a donné le ton au chapitre 6 où ils sont plus particulièrement analysés. La technique du journal, plus que d'autres, met en

évidence la logique de l'acteur. Il aurait fallu un grand nombre de pages pour en montrer toute la richesse.

Pendant la période où nous réalisions les rencontres individuelles, diverses manifestations ou réunions de jeunes organisées par eux ou par des organismes du monde adulte avaient lieu. Ce fut l'occasion, par l'observation, de nous sensibiliser et de nous renseigner sur les manières collectives de réagir à la situation. Les informations recueillies se sont ajoutées aux autres données de l'enquête et ont permis de relier et de confronter les comportements individuels aux activités de groupe et de cerner un peu mieux divers types de solidarité qui se développent en période de chômage intense.

Toujours respectueux de la démarche empirique adoptée au départ, nous avons laissé peu à peu les catégories émerger: l'apparition de certains thèmes, des similitudes et des dissimilitudes sont à l'origine des regroupements que nous avons effectués sous chaque tête de chapitre. Ces regroupements auraient pu suivre la démarche chronologique des événements qui ont entouré le chômage des jeunes interviewés et qui donnent cohérence à des éléments disparates à première vue. Les jeunes que nous avons connus sont devenus chômeurs de diverses manières (chapitre 1). Ils sont cependant tous en recherche d'un type d'emploi qu'ils souhaitent, qu'ils imaginent et qui répondrait à leur besoins actuels ou à leurs rêves d'avenir (chapitre 2). Ils n'en trouvent pas. Dans cette situation d'échec, toutes les réactions sont possibles tant dans les attitudes qu'ils ont face aux autres et à la société (chapitre 3) que dans la perception qu'ils ont d'eux-mêmes (chapitre 4). Les expériences, les représentations et les réactions mettent en évidence une diversité de facettes dans la socialisation au travail qui débordent de beaucoup l'apprentissage scolaire (chapitre 5). Les maigres ressources dont les jeunes disposent, quand celles-ci ne sont pas absentes, et le temps qu'ils ont en abondance donnent un coloris bien particulier à cette période d'attente (chapitre 6) qui varie selon les conditions sociales dans

lesquelles elle se déroule et les caractéristiques personnelles de ceux qui la vivent.

Tout en découvrant les traits de culture qui se dessinent au long de l'analyse et de l'interprétation des discours et des comportements des jeunes chômeurs, nous espérons que le lecteur n'oubliera pas les Lynda et les Raynald que les mots risquent trop souvent de cacher et qui étaient, pour une majorité d'entre eux, confiants dans l'avenir malgré les difficultés du moment. "J'ai confiance que ça va revenir et qu'on va avoir un ciel bleu au-dessus de la tête", nous a dit l'un de ces jeunes qui pouvait se permettre d'espérer à la différence de certains autres moins bien préparés à faire face aux aléas de la conjoncture et du marché de l'emploi. S'il y a un point commun entre les jeunes chômeurs que nous avons connus, c'est qu'ils attendent. Ils attendent le courrier... Ils attendent le téléphone... Ils attendent le moment de partir... Certains attendent le chèque de l'aide sociale... Les façons de vivre cette attente sont multiples, aussi nombreuses que les conditions sociales et individuelles qui structurent leurs différences. Elles sont aussi marquées par l'importance accordée au chômage des jeunes ces dernières années tant par les statistiques qui en font état[18] que par le ton et l'abondance des discours qui ont entouré leur présentation.

NOTES

1. Ces données sont tirées de l'Enquête sur l'activité de Statistique Canada et reprises par Pierre Fortin qui dresse un tableau statistique du chômage des jeunes dans "Conjoncture, démographie et politique: où va le chômage des jeunes au Québec?", F. Dumont, dir., Une société des jeunes?, Québec, IQRC, 1986, p. 191-207.

2. Des bibliographies annotées ou analysées:
   Daniel Fortin, Impact du chômage sur le bien-être psychologique et la santé mentale: revue de la littérature, Québec, École de psychologie, Université Laval, 1983, 211 p. (miméo.).

   Marie Demers, Les jeunes et le chômage: conséquences psychologiques et sociales, Québec, Département de médecine sociale et préventive, Université Laval, 1982, 70 p. (miméo.).

   Catherine Comte, Nouvelles attitudes et comportements des jeunes à l'égard du travail dans les pays industrialisés; une bibliographie partiellement annotée, Genève, Institut international d'études sociales, 1983, 118 p., (Série bibliographique, nº 7).

3. Un numéro de la Revue internationale d'action communautaire sur "les jeunes et le chômage" à l'automne 1982, un autre de la revue Critère en 1980, "les jeunes et le travail", une enquête de la revue Convergence parue en 1983, des travaux d'économistes, témoignaient déjà de la préoccupation que les milieux scientifiques d'ici ou les milieux intéressés aux problèmes des jeunes portaient à la question.

4. Des travaux ont été publiés depuis qui sont venus en partie combler cette lacune, en particulier ceux de Paul Grell et de Marc Lesage.

   Paul Grell, Étude du chômage et de ses conséquences: les catégories sociales touchées par le non-travail, Histoires de vie et mode de débrouillardise, Montréal, Groupe d'analyse des politiques sociales, École de service social, Université de Montréal, 1985, 440 p.

   Marc Lesage, Les vagabonds du rêve, Montréal, Boréal, 1986, 144 p.

5. Pierre Hamelin a produit un rapport de recherche sur la presse quotidienne en 1984: Les journaux et le chômage, Institut québécois de recherche sur la culture, 19 juin 1985, 89 p. + 17 tableaux + 23 graphiques (document interne). Un article préparé à partir de ce rapport et d'autres analyses effectuées sur le même sujet dans le cadre du projet sur le chômage devraient paraître ultérieurement. Mentionnons seulement que nous avons relevé pas moins de 693 articles de journaux portant sur le chômage pour la seule année 1984 dans cinq quotidiens: Le Devoir, The Gazette, Le Journal de Québec, La Presse et Le Soleil.

6. Ces expressions sont tirées des quotidiens Le Soleil, 9 novembre 1981 et La Presse, 15 et 16 novembre 1982.

   La vision d'une certaine "jeunesse végétative volontaire" était partagée par au moins quelques politiciens. Le Soleil du 9 juin 1984 rapporte que Jean-Luc Pépin, premier ministre suppléant aux Communes d'Ottawa, a laissé entendre que "certains jeunes pouvaient se trouver au chômage parce qu'ils étaient paresseux".

   Le départage étant lié à l'assistance, cette manière de faire n'a pas été inventée par les gouvernements actuels. Un édit du parlement de Normandie crée, en 1534, le Bureau de police des pauvres qui est chargé de distinguer "les vrais pauvres des vagabonds, marauds, oisifs sains et valides". Roger Chartier, "La pauvreté à l'âge moderne (XVI^{e}-XVIII^{e} siècles), Définitions, représentations, institutions", A. Fracassi, dir., La pauvreté: une approche plurielle, Paris, Éd. E.S.F., 1985, p. 28.

7. Le Soleil, 8 juillet 1982.

8. Le sous-titre du livre de Marc Lesage se lit comme suit: "Vers une société de marginaux?".

9. G. Béroud, "Valeur travail et mouvement de jeunes", Revue internationale d'action communautaire, 8/48, automne 1982, p. 25.

10. M. Tachon, "Seront-ils les vaincus de l'histoire?", Revue internationale d'action communautaire, 8/48, automne 1982, p. 49-59.

11. Robert Salais, Nicolas Baverez et Bénédicte Renaud s'interrogent sur les effets de la mise en place d'instruments de mesure du chômage depuis la fin du XIX^{e} siècle: "Ces effets sont, d'une part, des effets de connaissances: les connaissances qui peuvent être acquises sont structurées par ces produits. Ce qui est tenu comme connaissance tend alors à se confondre avec le connaissable." L'invention du chômage, Paris, PUF, 1986, p. 20.

12. Pour analyser des situations sociales où ce sont des nécessités plus que des découvertes ou des inventions qui suscitent les pratiques nouvelles, les sociologues de la "nouvelle école de Chicago" parlent d'innovation sociale plus que de changement.

    Albert Hunter, Symbolic Communities, Chicago, The University of Chicago Press, 1974, 253 p.

    Gerard D. Suttles, The Social Construction of Communities, Chicago, The University of Chicago Press, 1972, 278 p.

13. Dominique Schnapper, "Crise économique, chômage et anomie", B. Bawin, F. Pichault et M. Voisin (dir.), La crise dans tous ses états, Université de Liège et CIACO éditeur, 1984, p. 34-37.

14. Une jeune femme qui travaille dans un bureau de la main-d'oeuvre déclarait dans le même sens que les jeunes: "Un des aspects les plus révoltants est que depuis février, les participants aux Options-Déclic sont rayés de la banque de placement du Centre de main-d'oeuvre du Québec." -- "Tout comme le Regroupement autonome des jeunes, des fonctionnaires dénoncent Options-Déclic", Le Soleil, 1er avril 1985. La philosophie sous-jacente à une directive du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu du 6 février 1985 est la suivante: les mesures d'employabilité doivent rendre le jeune "employable". À quoi servirait d'investir dans un stage en milieu de travail ou en rattrapage scolaire si le jeune peut l'abandonner n'importe quand pour un emploi qui ne présente pas de perspective de durée, d'où la disparition du nom des listes de demandeurs. L'inscription à une "mesure d'employabilité" n'empêchait pas le jeune de donner son nom au Centre d'emploi du Canada. Le problème s'est réglé de lui-même lorsque les Centres Travail-Québec ont cessé de faire du "placement".

15. Cette façon de procéder s'inspire de la démarche empirique de l'école de Chicago: B. G. Glaser et A. L. Strauss, The Discovery of Grounded Theory, Chicago, Aldine, 1967, 271 p.

Anne Laperrière, "Pour une construction empirique de la théorie: La nouvelle école de Chicago", Sociologie et société, vol. XIV, avril 1982, p. 31-41.

16. En plus des enquêtes auprès de jeunes chômeurs effectuées à Montréal par Paul Grell (1985) et Marc Lesage (1986) et dont il a été question, Jacques Lazure interviewait des jeunes de 12 à 20 ans du Plateau Mont-Royal, à Montréal aussi: "Les modes de vie des jeunes". Une société des jeunes, Québec, IQRC, 1986, p. 45-59. Fernand Fournier et Michel Blais, à partir de leurs observations du milieu montréalais, proposaient à peu près au même moment: Styles et valeurs des jeunes, Bureau de consultation jeunesse inc., 1984, 95 p. Justo Michelena nous faisait connaître la situation dramatique de jeunes venus désespérément appeler au secours le personnel d'un centre de services sociaux montréalais. Des jeunes sans avenir: propos et confidences, Centre des services sociaux du Montréal métropolitain, 1983, 101 p. (miméo).

Nous nous sentions pleinement justifiés d'aller voir ce qui se passait dans "l'autre moitié" du Québec et de compléter ou de confronter nos propres observations avec celles des autres chercheurs.

17. Don H. Zimmerman et D. Lawrence Wieder, "The Diary: Diary-Interview Method", Urban Life, janv., 1977, vol. 5, nº 4, p. 479-498.

18. Gilles Guérin, Commission consultative sur le travail, Les jeunes et le marché du travail, Québec, Gouvernement du Québec, 1986, 184 p.
Cet auteur fait le point sur "l'analyse statistique de la situation des jeunes Québécois sur le marché du travail entre 1980 et 1984".

Chapitre 1

Être chômeur

Le chômage continue-t-il d'être sélectif comme le constatait Raymond Ledrut[1] ou frappe-t-il indifféremment toutes les catégories sociales? L'attention portée au chômage des jeunes depuis le début des années 1980 n'est pas sans fondement. Il suffit de jeter un regard sur un tableau statistique du chômage pour constater que le chômage des jeunes est environ deux fois plus élevé que celui des hommes de 25 ans et plus[2].

La conjoncture explique, en partie, cette sélectivité. L'arrivée massive d'une génération nombreuse, celle du "baby boom", sur le marché du travail et celle des femmes de tous âges, de même qu'une situation économique qui n'a pas permis la création d'emplois dans les mêmes proportions ont contribué à l'accroissement du chômage des jeunes.

Le fait d'être jeune ajoute à ces facteurs des caractéristiques particulières, comme certains observateurs l'ont constaté chez la jeunesse occidentale[3]. D'une part, le marché offre un type d'emplois qui ne présenteraient pas d'intérêt dans une perspective de carrière à l'âge adulte: emplois saisonniers ou de courtes durées, faiblement rémunérés le plus souvent, etc., mais qui, d'autre part, satisfont momentanément des jeunes parfois encore aux études[4], le plus souvent sans expérience du marché du travail, mais aussi sans responsabilités personnelles et familiales.

TABLEAU 1

Caractéristiques socio-démographiques des interviewés

Groupe d'âge:	**15-19**	**20-24**	**25-29**	**Total**
Scolarité:				
secondaire inachevé	6	7	1	14
DES, collégial inachevé	3	22	6	31
DEC, universitaire inachevé	0	8	2	10
BAC	0	2	1	3
Sexe:				
Hommes	4	24	6	34
Femmes	5	14	5	24
Résidence:				
Avec parents	8	27	4	39
Avec conjoint(e)	0	2	3	5
Avec enfant(s)	0	2	2	4
Avec copain(s)	1	2	1	4
Seul(e)	0	5	1	6
Mobilité sociale[a]:				
+	1	11	3	16
-	1	10	5	16
=	7	7	3	26
Statut:				
Assisté social	7	11	3	21
Chômeur(se) avec assurance	2	10	5	17
Chômeur(se) sans assurance	0	17	3	20
Lieu d'origine:				
Bellechasse	1	10	2	13
Montmagny	1	10	0	11
Québec	5	6	2	13
Sainte-Foy	2	8	3	13
Thetford	0	5	3	8
	/9	/39	/10	/58

a. Niveau de scolarité du jeune eu égard à l'occupation du père en référence au tableau placé en annexe 4.

Le chômage des jeunes est d'une complexité telle que l'on retrouve dans la même classe d'âge des jeunes qui sont en chômage volontaire, d'autres qui sont aux études mais qui sont en recherche d'emploi (donc chômeurs selon la définition administrative), certains qui sont forcés de l'être par les circonstances, quelques-uns qui sont doublement pénalisés par leur âge et par diverses formes d'inaptitude à répondre aux exigences de la demande de main-d'oeuvre.

À l'intérieur de ce même groupe, y a-t-il, au-delà de la conjoncture et des particularités du chômage des jeunes, des éléments spécifiques qui pourraient expliquer que certains se retrouvent chômeurs au moment où d'autres n'ont pas ce problème? En d'autres termes, existe-t-il des caractéristiques sociales ou encore des événements marquants qui disposent certains sous-groupes de jeunes à être plus vulnérables dans l'obtention et la persévérance en emploi et qui en font les premières victimes lorsqu'il y a pénurie d'emplois?

L'analyse statistique du chômage des jeunes donnait déjà des indications sur la constance du phénomène dans certains groupes au cours des années où nous avons effectué notre enquête (1985-1986). Nous sommes donc partis de ces indicateurs socio-démographiques (tableau 1) pour entreprendre notre repérage de la réalité. Ceux-ci nous ont conduits, par la suite, à des ramifications multiples qui ont nécessité l'établissement de nouvelles catégories que l'on retrouvera dans les autres chapitres.

La description qui suit, et qui nous apparaît préalable à tout autre type de construction, est étroitement liée à la méthodologie utilisée dans notre quête d'information sur les comportements et des représentations que se font les jeunes de leur vie de chômeur. Chacune des grandes variables constituées à partir des recensements ou des enquêtes sur le travail de Statistique Canada fournissait un point d'ancrage dans le dépistage des interviewés selon la technique des réseaux. Si cette façon de faire pouvait ras-

surer quant à la validité de l'échantillon, elle ne permettait pas de confirmer l'épuisement des diverses facettes de la réalité. L'application du critère de saturation explique pour une large part l'apparent débalancement dans le nombre d'entrevues: plus d'hommes que de femmes, de jeunes au foyer familial qu'à l'extérieur, et ainsi de suite.

Deux séries d'observations guideront notre dépistage des caractéristiques du chômage des jeunes en âge de travailler au milieu de la décennie de 1980: les variables socio-démographiques et les circonstances qui ont, de leur point de vue, confiné ces jeunes au chômage.

Mais avant de jeter le premier coup d'oeil circulaire sur les informations que nous ont livrées sur eux les interviewés, il importe de rappeler, même brièvement, en quels termes ils l'ont fait et de comparer leurs définitions aux définitions officielles, ce qui est déjà une première façon de savoir qui ils sont.

Les mots pour en parler

L'utilisation d'une foule de mots est nécessaire pour rendre compte de la situation des jeunes et des autres personnes en recherche d'emploi. Chaque mot recouvre à son tour une multiplicité de sens qu'il faut tenter de démêler.

Sont-ils chômeurs? Dans tous les cas, si l'on s'en tient à la définition internationale du chômage adoptée lors d'une réunion de statisticiens au Bureau international du travail[5] (Genève, 1959), tous sont chômeurs parce que tous sont sans emploi et à la recherche d'un emploi. Cette définition volontairement réduite pour les besoins de la classification rejoint toutes les catégories de chômeurs, qu'ils aient cessé volontairement de travailler, qu'ils aient été congédiés ou qu'ils aient terminé un contrat; qu'ils reçoivent ou pas de prestations d'assurance chômage ou d'assistance sociale; qu'ils aient déjà travaillé ou pas, à temps plein, à temps partiel ou à contrat; qu'ils aient été rému-

nérés sous forme de salaire, d'honoraires ou "sous la table".

Même s'ils sont tous chômeurs, tous inscrits sur des listes de personnes en recherche d'emploi, quelques-uns parmi les interviewés sont occupés quasi à plein temps comme Iseult qui garde des pensionnaires pour compléter ce qu'elle reçoit de l'aide sociale, Simon qui fait du travail au noir ou Daniel qui est inscrit à un programme d'insertion au travail. Si, pour des raisons de commodité, d'efficacité et de comparabilité, la définition ne comporte que les dénominateurs communs, l'observation des comportements et des représentations a tôt fait de montrer un certain nombre de ses limites et surtout de révéler les définitions de l'acteur lui-même.

Comme le mot "chômeur", dans le contexte de la société québécoise, est souvent réservé aux bénéficiaires de prestations d'assurance-chômage, certains optent pour l'expression à connotation plus négative de "sans-emploi". Ces derniers n'ont de réalité que par rapport à l'emploi. On verra plus loin comment se pose le problème de l'identité quand on vit "sans" ce qui constitue le passeport d'intégration à une société comme la nôtre.

Marie-Joëlle a passé deux ans de sa vie à travailler au noir dans une famille. Pas d'inscription ni au Centre d'emploi ni à l'aide sociale. Inactive, disaient d'elle les statistiques! Plus de jeunes femmes que de jeunes hommes qui ont moins de 13 ans de scolarité sont classés dans cette catégorie[6]. Les recensements peuvent difficilement tenir compte de cette forme de travail au noir.

Le chômage sans assurance ou autres moyens de survie renvoie à son tour au critère d'aptitude ou d'inaptitude au travail utilisé par le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu pour opérer une certaine sélection dans l'attribution des prestations d'aide sociale. Il sert à fixer le montant des allocations aux moins de trente ans.

Les "aptes au travail" reçoivent des prestations de beaucoup inférieures à moins de s'intégrer dans un programme d'insertion au travail. L'objectif, c'est de les décourager de rester trop longtemps dépendants de l'aide sociale. C'est ainsi qu'on retrouve des jeunes aptes au travail recevant le plein montant de la prestation d'aide sociale pour terminer leur cours secondaire (programme de rattrapage scolaire) à côté de jeunes qui ont achevé leurs études secondaires par leurs propres moyens et qui reçoivent la prestation minimale en attendant de se trouver un emploi et d'autres encore qui ne veulent absolument pas être identifiés comme bénéficiaires de l'aide sociale ou qui ne penseraient pas la demander même s'ils sont eux aussi sans ressources. Cette mesure fait actuellement l'objet de vives discussions dans la préparation d'une nouvelle politique d'aide sociale qui assurerait la parité aux moins de 30 ans promise lors de la dernière campagne électorale provinciale.

Une bénévole d'un service d'entraide nous confie avoir d'abord cru qu'il s'agissait d'un diplôme de fin d'études lorsqu'un jeune "affamé" lui a avoué un jour être "B.S." (Bien-être social). L'expression a conquis à peu près tous les milieux pour remplacer celles à connotation plus péjorative d'"assisté social" ou de quelqu'un qui est "sur le bien-être". Il est courant de nommer "B.S." le jeune de moins de trente ans qui reçoit la prestation minimale d'aide sociale. Verra-t-on cette expression changer dans l'avenir, les "BS" remplacés par des "CAS"? Une circulaire adressée aux professionnels de la Fonction publique à l'automne 1987 leur demande de "désormais remplacer l'expression "bénéficiaire de l'aide sociale" par "clientèle de l'aide sociale" et "client de l'aide sociale" dans tous les textes, lettres et documents".

Un jeune qui a mis beaucoup de temps à nous avouer qu'il était prestataire d'aide sociale, tentant de camoufler la situation sous une avalanche d'emplois précaires, a fini par nous dire qu'il "avait de l'aide sociale" comme si cette

aide n'était qu'une parmi d'autres sources de revenus. Comme on le verra plus loin, le statut d'assisté social demeure un statut que l'on troquerait facilement pour un autre. C'est d'ailleurs ce que l'on fait et l'expression "B.S." a joué pendant un certain temps un rôle occultant. Elle sert maintenant, dans la bouche des jeunes, à banaliser la situation, ce qui la rend plus vivable.

Des participants aux mesures "d'employabilité[7]" souhaiteraient que les deux chèques soient fondus (assistance sociale et supplément attaché au programme) de sorte que le chèque de bien-être n'apparaisse plus. Au lieu de dire qu'on est assisté social, on affirmera plutôt être sur un "projet" ce qui distingue de l'assisté social "qui ne fait rien", c'est-à-dire, "qui ne participe pas à un programme gouvernemental". D'autres vous raconteront qu'ils sont "payés" pour terminer leurs études. Certaines appellations ajoutent à la confusion du vocabulaire. Ainsi, un nouveau type de sentences judiciaires porte le nom de "travail communautaire" tout comme l'un des programmes d'insertion à l'emploi du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu.

Les jeunes ne caractérisent pas le type de chômage qu'ils vivent. Cela est affaire de spécialistes: statisticiens, économistes, sociologues, qui vont distinguer entre le chômage frictionnel, structurel ou conjoncturel, le chômage volontaire ou involontaire. Les jeunes identifient cependant des causes du chômage qui pourraient entrer sous l'une ou l'autre catégorie des experts. On verra plus loin ce qu'ils en disent.

C'est peut-être dans la qualification du type d'emploi que l'on retrouve la plus grande variété d'expressions bien que travail au noir et travail précaire soient souvent qualifiés de "jobines". En parlant du premier, on dira "qu'on est payé sous la table", ce qui signifie qu'il ne s'agit pas de travail déclaré susceptible d'être amputé d'une certaine partie pour fins d'impôt ou d'être évoqué

dans le calcul des bénéfices de l'assurance chômage. Bien d'autres types de travaux sont cependant exclus des bénéfices marginaux rattachés à un travail salarié déclaré. Quelques jeunes ont regretté que les programmes gouvernementaux d'insertion au travail ne soient pas assortis de l'assurance-chômage à la fin de leur participation.

Nous avons remarqué que le mot "job" utilisé depuis longtemps dans le langage populaire au Québec et utilisé au féminin contrairement à l'usage français, fait toujours partie du vocabulaire de base même dans les milieux où l'on pourrait s'attendre à un langage plus précis. Une bachelière utilise cependant le mot "emploi" tout au long de l'entrevue sans se démentir. On accentuera le caractère précaire, clandestin et peu satisfaisant de l'emploi en ajoutant un suffixe: on parlera alors de "jobines". L'expression "travail précaire" ne sort pas de la bouche des jeunes que nous avons interviewés. Il s'agit d'une construction de second niveau qui n'a pas encore passé la rampe du côté de ceux qui vivent la situation. La plupart ont connu des expériences de travail à "temps partiel" et, dans la majorité des cas, peu rémunérées. On parle aussi de travail "temporaire".

Cette incursion dans le vocabulaire employé par les jeunes et par ceux qui ont charge de qualifier leur situation pourrait s'étendre encore longtemps. Le reste du texte verra apparaître d'autres mots utilisés ou encore la polysémie de certains mots. Il s'agissait ici de montrer que les catégories établies par les chercheurs ou les administrateurs sont loin d'être les seules à rendre compte de la réalité. Faut-il s'étonner que quelques jeunes aient parlé avec appréhension des formules à remplir ou de ceux qui les font remplir?

Les caractéristiques socio-démographiques

Qui sont-ils? Qui sont ces jeunes qui se définissent comme chômeurs puisque c'est à ce titre qu'ils ont répondu à notre invitation de nous livrer, en entrevue, une part de

leurs expériences? La sélectivité du chômage atteindrait les plus jeunes, les moins scolarisés, les jeunes hommes plus que les jeunes femmes, ceux qui vivent seuls plus que les autres. L'origine sociale est-elle pour quelque chose dans la situation du jeune sans emploi? Un auteur américain formule l'hypothèse que la génération actuelle des jeunes subira une mobilité descendante par rapport à celle de ses parents[8]. Il se demande même si elle ne se comporte pas à la manière des classes qui sont conscientes du peu de chance qu'elles ont de s'installer dans une carrière ascendante. Constatons-nous un tel réflexe d'enfermement chez les interviewés?

La présentation de la démarche en spirale que nous avons suivie aurait pu se faire à partir d'une seule variable, celle de l'âge. Si nous regroupons différentes informations autour d'autres variables, c'est en même temps pour montrer le poids et les ramifications de chacune dans certains cas.

Des jeunes

C'est d'abord parce qu'ils sont jeunes et parce qu'ils ont vécu une ou des expériences de chômage ces dernières années que nous avons choisi de parler d'eux dans notre quête des aspects culturels du chômage. L'idée de jeunesse et la réalité mouvante qu'elle recouvre ne s'imposant pas à prime abord comme une catégorie sociale bien déterminée[9], nous avons en premier lieu décidé de faire porter notre observation sur ceux qui, ayant quitté l'école depuis peu, ont décidé de s'intégrer au marché du travail et n'y parviennent pas ou n'arrivent pas à s'assurer un emploi stable.

De multiples facteurs font que cette période d'intégration s'effectue à des âges différents. Durée des études, nécessité de gagner sa vie à un âge plus ou moins précoce, désir d'autonomie très variable conditionnent en effet le

moment d'entrée sur le marché du travail. Le groupe d'âge de 15 à 19 ans -- 15 ans représentant la fin de la scolarité obligatoire -- et celui de 20 à 24 ans nous semblaient couvrir toutes les dimensions se rattachant aux premières expériences de travail et surtout aux premières confrontations avec la réalité du chômage. Nous nous sommes vite aperçus que, plafonnant nos groupes à 24 ans, nous n'arrivions pas à rejoindre ceux que les médias ont qualifiés de "chômeurs instruits", les finissants d'université détenant au moins un baccalauréat. Nous éliminions aussi tous ceux qui mettent beaucoup de temps après des études collégiales, à entrer pour de bon sur le marché de l'emploi et ceux qui risquent pour diverses raisons de devenir des abonnés permanents de l'aide sociale. Nous avons finalement opté pour étendre notre population jusqu'à 29 ans, mettant l'accent cependant sur un des groupes les plus atteints par le chômage, les 20 à 24 ans[10].

C'est autour de 20 ans que le chômage traditionnel des jeunes devrait commencer à s'atténuer, car c'est à partir de cet âge, selon les descriptions statistiques, que le comportement des jeunes change à l'égard du travail. La diminution du travail à temps partiel serait un indicateur de ce changement[11]. C'est dans ce groupe d'âge aussi que des situations différentes quant aux relations à la famille et quant au mode d'habitation commencent à se dessiner: monoparentalité, vie en couple, éloignement de la famille d'origine. Or, il se trouve que les interviewés font partie de la portion de jeunes de cet âge qui vivent une situation face à l'emploi qui ressemble passablement à celle que l'on imaginait pour ceux de 15 à 19 ans. La plupart n'ont pas connu ce qu'était un travail régulier. Plusieurs sont retournés vivre chez leurs parents après des études au cégep ou à l'université. Ils reportent à plus tard les responsabilités familiales et vont même, dans certains cas, jusqu'à conserver un comportement adolescent comme de "faire la foire" avec des copains dans la même situation.

Les 15-19 ans que nous avons rencontrés avaient cependant des caractéristiques assez différentes de celles des jeunes des autres groupes et il se trouvait même des clivages à l'intérieur du groupe. Certains n'étaient que des décrocheurs scolaires en attente d'une réorientation ou de l'âge de passer directement à l'université. À l'opposé, d'autres avaient quitté l'école parce qu'ils étaient incapables d'y faire quoi que ce soit pour des raisons de santé ou par manque de soutien familial. Ces difficultés ont continué de se faire sentir dans la recherche d'emploi et les premières expériences de travail.

Les 25-29 ans interviewés avaient parfois les caractéristiques du chômage des plus jeunes qui viennent d'achever des études par exemple, avec un accent plus dramatique à cause de l'âge, des efforts consentis pour étudier, des dettes encourues, et peut-être encore plus, à cause de l'effritement de grands rêves au plan de la carrière et de la vie personnelle. Il y avait aussi dans ce groupe les "ratés" du système universitaire à la recherche de leur voie, recherche rendue difficile par la pénurie d'emplois. Ils font partie de ceux qui se promènent de "jobs de bras" à travail de bureau, mais toujours pour des contrats ou des emplois temporaires. Les chômeurs "classiques" se retrouvaient, par ailleurs, dans ce groupe d'âge: les victimes de fermeture de poste ou de reclassification, les chômeurs saisonniers, les accidentés de toutes sortes, les femmes qui ont suivi leur mari et celles qui ont voulu retourner sur le marché du travail après un divorce ou au moment où les enfants atteignent l'âge scolaire. C'est également parmi ceux de cet âge que nous avons rejoint des personnes inaptes au travail pour des raisons psychologiques ou physiques: incapables de s'insérer dans un milieu de travail ou d'en supporter le stress malgré leur désir de trouver l'emploi idéal.

Des trajectoires scolaires souvent écourtées

La majorité des interviewés ont complété un cours secondaire ou moins, ce qui reflète assez bien cette autre caractéristique des jeunes chômeurs québécois qui se retrouvent parmi les moins scolarisés[12] comme partout ailleurs en Occident malgré une certaine augmentation du chômage des plus instruits. Plusieurs ont terminé un cours secondaire professionnel mais n'ont jamais travaillé dans la ligne de leur formation. Des jeunes filles se sentent frustrées de ne pas trouver d'emploi dans des secteurs qu'on leur avait dits de pointe ou non "traditionnellement" féminins.

Ceux qui ont fait un cours secondaire général devraient passer au cégep puisqu'ils n'ont aucune formation professionnelle. Tel n'est pas le cas[13]. Les diplômés d'études collégiales proviennent du secteur général, certains avec une concentration du côté des arts et du secteur technique. À l'exception de ces derniers, les autres n'ont aucune formation professionnelle. Quelques autres ont amorcé un cours universitaire. Qu'ils se retrouvent en chômage n'étonne donc pas non plus: les finissants du cégep général et ceux qui n'ont pas terminé leurs études universitaires détiennent le taux le plus élevé de chômage dans leur catégorie[14] (diplômés de cégep).

Nous retrouvons dans notre échantillon quelques chômeurs parmi les plus scolarisés[15]. Nous le souhaitions d'autant plus que nous avons effectué l'enquête dans une ville universitaire. Fait à souligner, cependant, les trois interviewés n'habitent pas à proximité de leur université d'origine: ils ne pouvaient bénéficier des services de placement de leur alma mater. Faut-il voir là une cause de leurs difficultés? C'est cette catégorie de diplômés qui a exprimé le plus de déception d'être en chômage. C'est aussi la plus solitaire, en particulier par rapport aux amis et à un milieu familial incapable d'apporter de l'aide dans la

recherche d'emploi et dont le support de "bonne volonté" est perçu comme négatif par le jeune.

Des ressemblances et des différences selon les sexes

Après 1981, les jeunes hommes, au Québec, sont plus touchés par le chômage. Dans les régions que nous avons choisies, deux endroits font exception, Montmagny et le milieu rural de Bellechasse d'où les jeunes hommes ont tendance à s'exiler. Nous avons pu constater à peu près le même degré d'intensité du désir de travailler dans les deux groupes. Quel que soit leur sexe, les jeunes se sentent également démunis face à l'emploi. Autant de femmes que d'hommes ont parlé de "se partir en entreprise" comme solution possible à leur propre chômage[16].

À d'autres points de vue, cependant, des différences se manifestent. Par exemple, les premiers emplois avant l'entrée définitive sur le marché du travail ne sont pas les mêmes la plupart du temps: garde d'enfants, vente dans les magasins chez les filles; emballage dans les commerces d'alimentation, plonge, travaux d'entretien chez les garçons. Les raisons de quitter son emploi diffèrent aussi souvent; certaines sont aussi traditionnellement féminines que suivre son mari à la recherche d'emploi. Enfin, les jeunes filles semblent généralement moins mobiles.

Les filles sont statistiquement plus nombreuses que les garçons à se retirer du marché du travail, c'est-à-dire à être comptées comme inactives, mais on trouve quelques explications à ce fait dans les entrevues. Entre autres, les filles auraient tendance à faire du travail domestique au noir lorsqu'elles abandonnent les études, donc à ne pas s'identifier auprès des agences de placement comme étant en recherche d'emploi. L'idée de "travailler" après le mariage et surtout après la naissance des enfants n'a pas encore gagné tous les milieux, en particulier chez les moins scolarisées.

TABLEAU 2

Mode de résidence des jeunes et rapport avec l'emploi des parents

		Père seul en emploi	Mère seule en emploi	Le couple en emploi	Ni l'un ni l'autre en emploi	Total interviewés
Vivent à la maison	H	12	2	3	6	
	F	4	1	2	6	
Total		16	3	5	12	36
Ne vivent pas à la maison	H	6	1	1	3	
	F	5	4	1	1	
Total		11	5	2	4	22
Cumulatif		**27**	**8**	**7**	**16**	**58**

Le mode de résidence

Même si nos interviewés se trouvent majoritairement dans la vingtaine, les deux tiers, faute d'emplois, vivent ou sont retournés vivre (près du cinquième) chez leurs parents ou des proches (soeur, tante) (tableau 2). Et pourtant, le désir d'autonomie n'est pas moins grand d'après les raisons invoquées pour quitter l'école[17]. Certains choisissent de demeurer seuls. C'est le cas de ceux qui avancent dans la vingtaine. D'autres le font par nécessité, parce qu'ils considèrent que c'est la meilleure façon d'obtenir des prestations d'aide sociale ou parce qu'ils doivent s'exiler pour se trouver de l'emploi.

TABLEAU 3

Situation des parents par rapport à l'emploi

Pères		
- avec emploi		34
(avec emploi mais éloigné de la famille		
. à cause du lieu de travail	9	
. à cause de la séparation (divorce)	4)	
- sans emploi (chômeurs[a], retraités, assistés, invalides)		14
- décédés		7
- inconnus du jeune		3
Total		**58**
Mères		
- avec emploi		15
- sans emploi (ménagères, assistées)		41
- décédées		2
Total		**58**
Lorsque les mères ont un emploi à l'extérieur du foyer (15), la situation du père est la suivante:		
- retraité		2
- travailleur occasionnel		2
- chômeur		1
- inconnu		1
- décédé		4
- en emploi régulier et divorcé		2
- en emploi régulier et vit en couple		3
Total		**15**

a. Deux seulement.

Quittent-ils la famille parce qu'ils ne peuvent plus bénéficier de son soutien? Il semblerait bien que ce ne soit pas le cas si l'on en juge par le nombre de ceux qui demeurent avec leurs parents en dépit du fait que ni l'un ni l'autre ne sont en emploi[18].

Les origines familiales

Sans avoir d'aucune façon choisi les interviewés en fonction de leurs origines familiales ou de leur place dans la famille, nous nous sommes rendus compte, après coup, d'un certain nombre de faits qui ont attiré notre attention.

Le premier de ces faits concerne l'occupation des parents. Plusieurs parmi les pères des interviewés ne sont pas en emploi pour diverses raisons (14 cas), sont décédés (7), sont inconnus du jeune (3) ou vivent éloignés de leur fils ou de leur fille sans emploi (13). Une quinzaine de mères sont actives sur le marché du travail mais exercent un métier peu rémunérateur, dans la restauration ou l'entretien par exemple. Seulement trois mères en emploi régulier vivent en couple avec un conjoint dans la même situation (tableau 3).

Des interviewés ont eux-mêmes attiré notre attention sur un autre fait. Ils ont trouvé l'occasion de mentionner dans la conversation qu'ils étaient les plus jeunes de la famille ou enfant unique sans même que nous posions la question (27). Au moins 26 appartiennent à des familles de 3 enfants ou moins sur les 53 qui nous ont communiqué cette information. Pourquoi l'ont-ils fait? Cette mention entretient-elle quelque relation avec la situation de chômeur? Près du quart (14) des interviewés ont un frère ou une soeur dans la même situation qu'eux.

Une autre situation rend la vie pénible, celle où deux jeunes vivant en couple sont en chômage. Des attitudes traditionnelles peuvent peser lourdement sur l'avenir du couple: un jeune père qui refuse de demeurer à la maison

avec les enfants alors que son épouse a un emploi qui pourrait permettre à la famille de survivre en attendant son retour au travail; une jeune femme qui abandonne un emploi lucratif pour suivre son mari. Le support mutuel peut, par contre, stimuler dans la recherche d'emploi lorsque le couple ne fait pas de discrimination sexuelle: "Le premier qui trouve...".

La mobilité sociale

Les interviewés ne proviennent pas, sauf exception, de familles à l'aise financièrement. Ceux qui sont dans cette situation prennent d'ailleurs leur chômage soit avec dilettantisme, soit avec optimisme.

Un problème se pose toujours en période de chômage intense chez les jeunes. Subiront-ils une mobilité sociale descendante par rapport à la génération qui les précède? Nous avons tenté de répondre à cette question en utilisant deux mesures de mobilité, la situation actuelle du père selon la profession et l'emploi et le niveau de scolarité des enfants (annexe 4). Bien sûr, cette mesure ne constitue qu'une hypothèse, bien des facteurs pouvant orienter l'avenir différemment, le retour aux études, par exemple. Seule une enquête longitudinale permettrait de répondre à la question.

Les interviewés qui ont connu l'assistance sociale depuis leur enfance et ceux dont l'un des parents est décédé ou invalide, ont certes un handicap au départ. Cela signifie-t-il pour autant qu'ils ne pourront connaître de mobilité ascendante? La majorité des interviewés dont l'un ou l'autre des parents travaillent sont fils et filles de travailleurs manuels ou d'employés subalternes. Dans la plupart des cas, les interviewés n'ont pas la qualification académique pour faire autre chose que du travail manuel. Ils risquent donc de se retrouver dans des emplois équivalents ou même moins intéressants que ceux de leurs parents qui

n'avaient pas besoin de diplômes pour être menuisiers ou garagistes. À l'inverse, un jeune qui a un diplôme d'études collégiales devrait finir par trouver un meilleur emploi que son père journalier ou travailleur saisonnier. À Québec, dans les quartiers où nous avons choisi les interviewés, et à Thetford, il y a peu de changements dans les positions entre générations. À Montmagny, plus de jeunes, parmi ceux que nous avons connus, seraient susceptibles de connaître une mobilité ascendante à cause de leur niveau de scolarité.

Là où l'hypothèse de la mobilité descendante pourrait se concrétiser, c'est à Sainte-Foy où les jeunes, s'il n'y a pas réajustement par les études, risquent de se trouver dans une situation différente de celle qu'ils ont connue dans leur milieu d'origine et qui pourrait être économiquement plus difficile.

Pour moins de la moitié des jeunes interviewés, leur situation face à l'emploi n'est pas très différente de celle que connaissent leurs parents. Dans les autres cas, il y a ou mobilité descendante (16 cas) ou une période d'attente avant d'effectuer une remontée (16 autres cas). Cette situation permet peut-être de comprendre le peu de motivation à retourner à l'école ou à poursuivre des études. Dans les milieux de travailleurs manuels ou d'assistés sociaux, rien n'est changé. Pour ceux qui espéraient s'en sortir par les études, la situation actuelle ne répond pas aux aspirations à la mobilité[19].

Les circonstances qui ont conduit au chômage

Nous n'avons pas retenu dans notre échantillon les jeunes qui combinaient études et emploi, mais seulement ceux qui avaient quitté l'école, certains depuis peu, d'autres, depuis plusieurs années déjà et qui avaient bien l'intention de travailler. La rupture avec l'école constitue une étape charnière entre le monde de la dépendance, de l'enfance et celui de l'âge adulte, de l'univers du travail avec toute la charge affective et symbolique que ce moment peut représen-

ter. D'où ce sentiment assez généralisé de déception lorsque la période d'attente s'avère trop longue.

Si les jeunes étaient aussi "pressés" de quitter l'école, c'est entre autres raisons, qu'ils avaient peur de ne pas trouver l'emploi rêvé à cause de l'étendue du chômage dans leur groupe d'âge. Au sommet de la crise, en 1982, certains l'ont fait convaincus que ça ne donnait rien d'étudier et, surtout, pour sauter sur le premier petit emploi qui passait au cas où la chance ne se représenterait plus. D'autres ont combiné études et travail[20]. Cette crainte a pu, cependant, aggraver la situation au lieu de l'améliorer.

Ce fait révèle à lui seul l'importance des représentations, en particulier en période où l'environnement social ajoute ses accents dramatiques à une réalité déjà difficile. Les explications que les jeunes donnent de leur situation indique de quelle manière ils ont intériorisé les idées (qu'il s'agisse d'idéologies, d'opinions ou autres) qui leur permettent de légitimer leur période de chômage lorsque ce ne sont pas des événements, mariage, naissance d'un enfant, accident, etc. qui sont venus bouleverser leur vie. Si, à première vue, il est permis de supposer que le chômage des jeunes, avec un taux aussi élevé, était surtout dû à une pénurie d'emplois, la réalité que les interviewés ont décrite s'avérait passablement plus complexe.

Ce qui manque pour pouvoir travailler

Plusieurs expliquent leur chômage par ce qu'ils n'ont pas. Le manque d'expérience que serinent les employeurs pour refuser des candidatures revient presque à chaque entrevue. Les jeunes sont conscients que l'employeur, s'il en a la possibilité, va d'abord choisir quelqu'un qui a de l'expérience, à moins de vouloir assurer lui-même et à sa façon la formation de ses employés, comme certains l'on dit par ailleurs.

Quelques-uns rappellent que le fait de ne pas avoir de diplôme ou de carte de compétence ne les aide pas et surtout ne leur donne pas beaucoup de possibilité de choix, mais ils montreront en même temps les barrières qui se posent pour l'obtention de ce diplôme ou de cette carte et qui ne relèvent habituellement pas d'eux. Fatigués des "jobines", certains chercheront un emploi exclusivement dans leur spécialité. Ils savent qu'il leur faudra attendre. Ils reconnaissent que ces mêmes "jobines" ne les ont pas du tout fait avancer dans leur trajectoire de carrière.

Malgré le taux élevé de chômage des années 1980, il existe une pénurie de main-d'oeuvre dans certains secteurs d'activité[21]. Ces emplois et ceux qui sont prévus pour l'avenir exigent cependant un niveau élevé de formation: professions universitaires, spécialisation dans les technologies nouvelles, métiers tout aussi spécialisés. À l'exception d'un diplômé universitaire dans les sciences de l'administration, aucun des autres interviewés de notre échantillon ne correspond aux besoins de main-d'oeuvre dans les secteurs où il y a pénurie. Plusieurs n'ont pas, non plus, les aptitudes physiques pour des emplois qui exigent de la force ou de l'endurance.

Les motifs d'abandon d'un emploi

Lorsqu'il s'agit d'abandon d'emploi, de multiples raisons sont invoquées. Les questions de santé sont parfois mentionnées, autant la santé psychologique que la santé physique. Un accident, une longue maladie, le manque de force musculaire tout comme l'incapacité de supporter la cadence d'un travail à la chaîne[22] ("soixante-quinze hamburgers à la minute", caricature un interviewé), les contraintes de la vie militaire, l'arrivée d'un enfant, le déplacement du conjoint, le stress du milieu de travail font partie de l'énumération des raisons données[23]. Comment mesurer le niveau de stress produit par le milieu de travail lui-même, alors qu'un jeune homme nous a avoué avoir quitté un emploi qui

aurait pu donner lieu à une carrière de fonctionnaire après une journée de travail seulement, parce qu'il ne pouvait supporter d'avoir à "poinçonner" matin et soir?

Certains ont eu l'impression d'être exploités: on leur demandait beaucoup pour le salaire versé, en restauration, par exemple. Certains types d'emplois auxquels sont acculés ceux qui n'ont aucune formation (danseur nu, serveuse dans un bar) ont un côté dégradant pour la personne. D'autres sont perçus comme avilissants (plonge, travaux d'entretien). La question de la perception est, en effet, importante puisque nous avons aussi rencontré un plongeur heureux. Dans le contexte du milieu familial où il se trouve, ce n'est pas tant le type d'emploi que le fait de gagner sa vie qui est valorisé.

Les raisons d'un congédiement ou d'une fin d'emploi

Parmi les motifs de congédiement, la plupart des raisons "classiques" ont été mentionnées[24]. Certains jeunes ont été congédiés, carrément, parce "qu'ils ne faisaient pas l'affaire" (un bachelier en administration) ou pour des raisons aussi traditionnelles que la tentative de former un syndicat, des altercations avec le patron, la difficulté à parler français pour un emploi dans la ville de Québec. La discrimination sexuelle dans un métier non traditionnel pour les femmes a aussi été rapportée. Dans les petites localités, les jeunes parlent de favoritisme. À qualification égale, les liens de parenté ou le réseau des personnes connues feraient pencher la balance.

Des incitatifs à ne pas travailler

Quelques-uns, parmi les plus jeunes, ne savent pas trop ce qu'ils aimeraient faire. Ils sont indécis face au marché du travail comme ils l'étaient dans leur orientation scolaire.

Il est parfois plus avantageux de ne pas travailler. Un père de jeunes enfants ne semble pas trop pressé de regagner le marché du travail. Il sait bien que le type d'emploi qu'il pourrait avoir n'équivaudrait pas au chèque d'assistance de sa femme sans compter les autres bénéfices qui s'y rattachent. Si jamais il se trouvait un emploi, il se propose de redevenir célibataire et d'aller vivre en chambre pour ne pas priver sa famille des avantages actuels.

Une jeune mère, chef de famille monoparentale, ne donne pas du tout l'impression d'avoir envie de rejoindre les rangs de la "population active". Elle a abandonné ses études collégiales, a eu des emplois peu rémunérés. En plus des prestations d'aide sociale, tout un réseau de solidarités s'est tissé autour d'elle qui ne l'incitent pas à se retrouver dans de "petits emplois", faute de spécialisation de sa part. Un an après l'entrevue, elle est d'ailleurs toujours bénéficiaire d'aide sociale.

Des explications du chômage

Les jeunes ont dit comment il se faisait qu'eux, comme individus, se retrouvaient sans emploi. Au milieu de ces explications, certains se sont hasardés à mentionner des facteurs plus généraux du chômage. Il ne s'agit que d'un très petit nombre puisque la plupart n'avaient à peu près rien à dire lorsqu'on leur demandait comment il se faisait qu'il y avait autant de chômage, en particulier chez les jeunes. Ou encore, ils nous répétaient les discours tenus par le RAJ (Regroupement autonome des jeunes) au cours des dernières manifestations ou ceux qu'ils venaient de lire dans les journaux. Quelques explications trouvaient cependant leur source dans leurs propres expériences de recherche d'emploi et surtout dans les motifs de refus auxquels ils ont été confrontés.

Plusieurs raisons sont attribuées au fait d'être "jeunes". Le fait de manquer d'expérience est perçu comme une tare de la jeunesse. Il y a du travail, nous a affirmé

un jeune homme, mais seulement pour ceux qui ont déjà travaillé. Un interviewé remarque que les jeunes étant actuellement plus scolarisés sont plus difficiles à contenter au point de vue de l'emploi et qu'ils font face à un marché déjà saturé. Double handicap. Et souvent, l'interviewé n'est pas tendre envers ses congénères. Il reproche à ceux de son âge de manquer de volonté de travailler. Il liera parfois cette dernière attitude au découragement, à la dépendance vis-à-vis la famille d'origine ou à la peur du marché du travail.

Il y a non seulement le fait d'être jeune, mais aussi celui de l'être au mauvais moment. Des éléments conjoncturels entrent donc en ligne de compte dans l'explication du chômage. "Je pense qu'on va être dans le plus dur sur le marché du travail. Puis, tout est tellement cher." Une jeune femme de 18 ans communiquait ainsi ses impressions sur ce qu'elle croyait être la situation du travail pour les jeunes. Elle est consciente, comme d'autres nous l'ont dit, de participer "à un changement dans la société."

Un des changements identifiés a trait aux types d'emplois offerts aux jeunes: du travail sans avantages marginaux, des contrats à durée limitée, des tâches pour lesquelles ils n'ont pas été préparés ni intellectuellement ni physiquement[25]. Une jeune diplômée de cégep professionnel décrit bien cette situation de ses compagnons et compagnes d'études qui ont trouvé un emploi, mais: "Seulement, c'est des contrats. On sait jamais c'est combien de temps. C'est différent d'une personne à l'autre." Encore se trouve-t-elle heureuse de pouvoir travailler dans la ligne de sa formation. On explique cette dernière formule d'embauche en disant: "Ça coûte moins cher: sont pas syndiqués."

À la conjoncture décrite en termes plutôt vagues, quelques jeunes ajouteront une énumération de facteurs économiques comme la fermeture d'usine, la chute de l'emploi dans la construction, la relance qui n'est pas pour bien-

tôt. Une militante du RAJ nous tiendra un discours articulé autour de la logique du système capitaliste qui a besoin de créer une pénurie d'emplois pour maintenir une main-d'oeuvre à bon marché. Dans toutes les localités où nous avons effectué des entrevues, à l'exception de Sainte-Foy, peut-être, les interviewés nous ont parlé des problèmes spécifiques de l'emploi chez eux.

Un jeune politisé, membre du Parti libéral du Québec, a mentionné la Loi 101 comme facteur de chômage au Québec parce qu'elle fait fuir les grosses entreprises. Il est un des rares interlocuteurs à introduire un élément de la sorte pour expliquer la réalité actuelle du chômage. Les interviewés n'ont pas eu tendance à attribuer le chômage à des facteurs politiques.

Les raisons d'ordre technologique sont pratiquemment aussi peu souvent évoquées que les raisons politiques. Quelques-uns nous ont parlé des "robots" qui venaient prendre leurs "jobs" et des changements technologiques qui exigeaient moins de main-d'oeuvre. Ainsi cette jeune chômeuse:

> À un moment donné, ils ont parlé des ordinateurs là, qu'il y aurait pu personne dans les bureaux, que ce serait les ordinateurs, puis tout ça.

Certains attribueront le chômage des jeunes à des faits de mentalité: l'apathie de la population, de ceux qui ont un bon emploi et qui ont intérêt à tout faire pour tenter de le conserver; un manque de confiance des adultes envers les jeunes qui se traduit par les fortes exigences d'expérience posées dans les offres d'emploi. Assez curieusement, ce sont des jeunes filles qui ont affirmé que si les femmes mariées restaient à la maison, il y aurait du travail pour les jeunes. L'idée de rivalité, de compétition est assez souvent présente comme nous le verrons plus loin.

Diverses expressions sont utilisées pour décrire une sorte de mal de vivre: "Je suis née dix ans trop tôt",

affirme une jeune femme. Une autre dit arriver "trop tard." Si quelques-uns expriment cette impression dans des mots un peu vagues et généraux -- "Ce n'est pas la vie en rose comme il y a dix ans!" --, d'autres sont plus explicites et identifient des lieux du changement. Ainsi, une bachelière est convaincue que ses compagnes qui ont étudié une technique au cégep alors qu'elle entrait à l'université (technique de secrétariat, par exemple) sont plus avantagées parce qu'elles ont réussi à entrer sur le marché du travail avant la crise actuelle de l'emploi. Qu'ils soient scolarisés ou pas, dans l'organisation actuelle du travail, les jeunes seraient les premiers à être remerciés lorsqu'il y a surplus de main-d'oeuvre, pensent les interviewés.

Bien peu attribuent les causes du chômage à des facteurs personnels comme le manque de formation ou l'inaptitude à l'emploi. Ils impliquent cependant les jeunes eux-mêmes, mais surtout cet "état" qui consiste à être jeune, donc sans expérience. Le manque d'intérêt des aînés incarné dans "le voisinage", la municipalité, ressort plus souvent des conversations que les facteurs économiques, technologiques ou politiques. Sans être "personnalisées", les causes semblent plus près d'eux que ne l'était le "système" pour la génération des années 1970 ou la "société" pour celle de 1960, mais en même temps plus éloignées puisque ni l'État ni la société ne peuvent les faire disparaître.

Chose surprenante, la "conscience" qu'ils ont que leur problème soit un effet de la "conjoncture", fait que les jeunes que nous avons côtoyés n'ont pas tendance à accuser qui que ce soit d'être responsable de "leurs malheurs", ni gouvernement, ni patrons, ni syndicat, ni...

* * *

Les façons de vivre des jeunes en chômage sont multiples. La démarche d'enquête que nous avons adoptée nous a placés en face d'une grande variété de situations personnelles. Chacune des entrevues que nous avons effectuées aurait

pu se prêter à une description particulière de celle des autres. Chaque événement de la vie du jeune homme ou de la jeune femme qui se trouvait devant nous prenait tout son sens dans ce qui l'avait précédé et dans ce qui l'entourait et qui n'était jamais tout à fait semblable d'un individu à l'autre.

Outre ces différences liées à la trajectoire de vie, les conditions de chômage de chacun venaient ajouter à la singularité des expériences. Si les licenciements collectifs comme ce fut le cas à Marienthal, en référence à l'étude de Lazarsfeld, Jahoda et Zeisel[26], mettent en évidence des traits communs, les autres types de chômage se caractérisent plutôt par l'isolement comme l'a montré ailleurs Raymond Ledrut[27]. La durée elle-même contribue à alourdir les caractéristiques dues au cheminement personnel et à l'absence d'emploi.

Notre méthode d'enquête étant centrée sur l'individu, l'attention portée à chacun dans une démarche très souple d'entrevue suivie d'autres rencontres ou d'appels téléphoniques a fait d'abord ressortir les différences. Par exemple, des différences à l'intérieur du même groupe d'âge permettent de constater que la situation de chômage en bas âge est variée et n'est pas irréversible. Ce ne sont pas tous les chômeurs de 15 à 19 ans qui se retrouveront dans la même situation après 20 ans. Certaines circonstances semblent cependant peser plus lourd et hypothéquer davantage l'avenir comme les problèmes de santé, les difficultés scolaires profondes.

Si des différences existent entre les jeunes, d'autres apparaissent -- qui ne sont pas moins grandes -- avec le milieu environnant et cela se traduit souvent dans le langage. Un mur d'incompréhension peut se dresser entre les jeunes chômeurs et ceux qu'ils rencontrent dans leurs démarches d'emploi ou leur recherche d'aide et qui appartiennent le plus souvent à des générations différentes. Le chapitre 3 poussera les observations dans cette perspective.

Une première tentative de classification permet de réduire la diversité observée dans les caractéristiques socio-démographiques et les expériences de chômage à deux sous-groupes de chômeurs et à un nombre limité de catégories à l'intérieur de ces sous-groupes. Deux points d'observation favorisent ces regroupements: le type de chômage et l'origine sociale des chômeurs.

Des interviewés peuvent être qualifiés de chômeurs classiques non seulement au sens où leur type de chômage se rattache à un événement qui ne tient aucunement à l'âge: fermeture d'entreprise, renvoi, accident, mariage, naissance d'un enfant, mais aussi parce qu'il ressemble à ce qui a depuis toujours caractérisé le chômage des jeunes dans la société industrielle: emploi de courte durée, sans perspective de carrière, intéressant pour faire l'apprentissage du monde du travail, mais sans plus. À l'intérieur de ce sous-groupe, pourraient aussi se retrouver les catégories de jeunes et de moins jeunes qui ont toujours, peu importe la conjoncture ou le milieu d'origine, des difficultés à se trouver de l'emploi à cause d'un handicap physique[28] ou mental.

Une autre catégorisation peut se faire à partir des caractéristiques personnelles acquises ou liées à l'origine sociale. Les jeunes d'origine sociale ouvrière (ou populaire selon le cadre de référence à l'intérieur duquel se place le chercheur) peuvent avoir abandonné très tôt l'école ou, à l'inverse, avoir misé sur elle pour se hausser dans l'échelle sociale. Dans les deux cas, ceux-ci sont plus vulnérables face à une conjoncture difficile. Il faudra voir, dans un chapitre sur la socialisation au travail, comment la culture première[29], acquise dans le milieu familial, joue sur les chances de trouver un emploi et de le conserver.

Les jeunes issus des classes moyennes ne sont pas à l'abri du chômage. Si certains connaissent le chômage classique, d'autres vivent un chômage lié à l'abandon scolaire précoce ou à une période d'interruption avant le retour aux

études. L'abandon scolaire tient parfois à des erreurs de parcours, mais aussi à un contexte familial qui a laissé le jeune dans l'obligation d'assumer très tôt la responsabilité de gagner sa vie. Ceux qui risquent de connaître une mobilité sociale descendante se retrouvent en majorité dans ce groupe.

Si les motifs de fin d'emploi ou d'abandon peuvent s'expliquer par des événements qui ont une incidence majeure dans le cours de la vie ou par la conjoncture, d'autres ne se comprennent bien que si l'on recherche ailleurs l'explication. Des comportements et les raisons qui les accompagnent étonnent l'observateur comme l'abandon d'un emploi après une journée ou à peine plus de travail ou celui d'un programme sans en avertir les agents de placement. Dans certains cas, ces refus sont caractéristiques de la période d'essai et d'erreur des premières expériences de travail salarié. Ce qui surprend davantage, c'est l'espèce de climat de morosité que se partagent même ceux qui ont abandonné volontairement un emploi: leur expérience de chômage est perçue comme une "tare" de leur génération et non comme une étape "normale" en début de carrière.

Les jeunes auraient-ils assimilé les accents dramatiques qui ont entouré le chômage des dernières années[30]? "Il n'y a pas d'emplois" vont nous dire des jeunes qui en ont eux-mêmes refusés. "Dix ans trop tôt... dix ans trop tard" serinent certains autres qui attendent passivement le courrier. Conscients parfois de leurs limites, c'est en pointant du doigt le type d'emplois qui leur est offert plutôt qu'en cherchant à combler leurs propres limites que d'autres exposeront leurs doléances puisque "la conjoncture" dont ils sont victimes explique tout. Par ailleurs, le procès des changements technologiques[31] que nous attendions ne s'est pas produit. La plupart des interviewés, à l'exception de quelques diplômées en technique de secrétariat, n'étaient cependant pas susceptibles d'avoir à souffrir de ces changements. À l'État providence qu'ils ne critiquent pas, peut-

être parce que plusieurs d'entre eux profitent de ses programmes, ils opposent l'idée d'entreprise comme nous le verrons plus loin.

Ces constatations entraînent un autre type de réflexion. Si, jusqu'à maintenant, on a fait grand cas du niveau de scolarité comme variable importante face au chômage, dans quelle mesure d'autres caractéristiques socio-culturelles ne jouent-elles pas sur la hâte de trouver un emploi, sur la persévérance au travail et sur l'acceptation de certains types d'emplois? Il n'est sans doute pas indifférent que les jeunes issus de familles peu nombreuses ou les cadets aient mentionné ces faits au cours de l'entrevue, que d'autres aient centré l'attention sur le divorce de leurs parents, d'autres sur le peu d'attrait de certains emplois. Il faudra voir plus loin, lorsqu'il sera question de la socialisation au travail, si ces réalités tout à fait contemporaines ne jouent pas dans les dispositions du jeune face aux types d'emplois qui lui sont offerts et dans ses aspirations en ce domaine.

NOTES

1. Raymond Ledrut, Sociologie du chômage, Paris, PUF, 1966, p. 11-67.

2. Pierre Fortin décrit cette réalité à l'aide de tableaux dans "Où va le chômage des jeunes?", F. Dumont, dir., Une société des jeunes?, Québec, IQRC, 1986, p. 194-195.

3. Voir à ce propos les travaux de Paul Osterman aux États-Unis: Getting Started, The Youth Labor Market, Cambridge and London, The MIT Press, 1980, 197 p.

4. Clément Lemelin fait bien ressortir cette réalité où l'analyse du chômage des jeunes doit tenir compte à la fois de la conjoncture à laquelle il est particulièrement sensible, des caractéristiques propres à cet âge de la vie et du fait que "le chômage n'est qu'une partie du problème de l'insertion des jeunes sur le marché du travail". "Les jeunes et le marché du travail", Une société des jeunes?, op. cit., p. 237-256.

5. Définition internationale du chômage adoptée par la 8^{e} conférence internationale des statistiques du travail en 1954:

   "Les personnes en chômage sont toutes les personnes qui ont dépassé un âge spécifié et qui, un jour spécifié ou une semaine spécifiée, rentrent dans les catégories suivantes:

   a) Travailleurs à même de prendre un emploi et dont le contrat d'emploi a pris fin ou a été temporairement interrompu, et qui se trouvent sans emploi et en quête de travail rémunéré;

   b) Personnes à même de travailler (sauf maladie bénigne) durant la période spécifiée et en quête de travail rémunéré, qui n'ont jamais eu d'emploi auparavant, ou dont la dernière position dans la profession n'était pas celle de salarié (c'est-à-dire les anciens employeurs...), ou qui avaient cessé de travailler;

   c) Personnes sans emploi qui sont normalement à même de travailler immédiatement et ont pris leurs dispositions en vue de commencer à tra-

vailler dans un nouvel emploi à une date postérieure à la période spécifiée;

d) Personnes mises à pied temporairement ou pour une durée indéfinie sans rémunération;

Ne sont pas considérées comme personne en chômage:

a) Les personnes qui ont l'intention d'ouvrir une entreprise ou une exploitation agricole à leur propre compte, mais qui n'ont pas encore pris leurs dispositions pour ce faire, et qui ne sont pas en quête de travail rémunéré;

b) Les travailleurs familiaux non rémunérés qui ont cessé leur activité et ne sont pas en quête de travail rémunéré;" (Résolution concernant les statistiques de main-d'oeuvre, de l'emploi et du chômage, B.I.T.: La normalisation internationale du travail, Études et documents, nouvelle série, n° 53, Genève, 1959, p. 48-49.

6. Le taux d'activité chez les jeunes femmes est moins élevé que celui des jeunes hommes sauf que la différence s'estompe au fur et à mesure de l'élévation du niveau de scolarité où, après l'obtention d'un grade universitaire, le taux d'activité des femmes dépasse celui des hommes. Bureau de la statistique du Québec, Les 15-29, Portrait statistique des jeunes par région, Québec, 1986, p. 114.

7. "L'employabilité désigne [...] l'espérance objective ou la probabilité plus ou moins élevée que peut avoir une personne à la recherche d'un emploi d'en trouver un." R. Ledrut, op. cit., p. 68.

8. Gaither Loewinstein, "The new underclass: a contemporary sociological dilemma", The Sociological Quaterly, 1985, vol. 26, n° 1, p. 35-48.

9. Denise Lemieux, "Vision des jeunes, miroir des adultes. Quelques points de vue des adultes sur la jeunesse", Une société des jeunes?, Québec, IQRC, 1986, p. 61-76. L'auteure propose quelques jalons pour la connaissance de la "construction sociale" de la jeunesse.

10. Pour les années où nous avons effectué les entrevues, en 1984-1985, voir: Statistique Canada, La population active, catalogue 71-001, mensuel.

11. Bureau de la statistique du Québec, Les 15-29, Portrait statistique des jeunes par région, Québec, 1986, p. 43.

12. Idem, p. 29-39.

13. Le Québec a cependant enregistré le taux de persévérance scolaire le plus élevé au Canada entre 1971 et 1981. Ministre d'État à la jeunesse, Jeunesse/Youth, un nouveau profil statistique des jeunes au Canada, Ottawa, s.d., p. 97.

14. Lucie Vézina et Paul Corbeil, Relance au collégial, MEQ, 1984, p. 14-15.

15. Marc Audet, Relance à l'université, MEQ, 1983, p. 5.

16. Le programme Jeunes promoteurs du MMSR pour les moins de 30 ans qui veulent se partir en entreprise compte parmi sa clientèle 40 % de femmes. Service des programmes d'aide à l'emploi, 1986-08-26.

17. Une enquête du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu va dans le même sens. Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, La situation des jeunes à l'aide sociale, Québec, 1984, p. 19.

18. S'agit-il d'un changement dans les stratégies de passage à l'âge adulte comme le note Olivier Galland en particulier dans le cas des jeunes hommes du milieu ouvrier. Ceux-ci entraient tôt sur le marché du travail et passaient directement de la famille d'origine à la famille de procréation. Les problèmes d'entrée sur le marché du travail les inciteraient à différer ce passage. "Précarité et entrée dans la vie", Revue française de sociologie, janv.-mars 1984, XXXV-I, p. 49-66.

    Agnès Pitrou va plus loin en montrant que l'expérience de cohabitation ne traumatise plus les jeunes d'aujourd'hui, en particulier dans les milieux aisés, parce que la famille elle-même est plus tolérante. "Le

jeune et sa famille: du soutien à l'indépendance", Jeunes d'aujourd'hui, Paris, N.D., nº 4843, p. 69.

19. Léon Bernier rappelle: "Comme le font voir les études sur les aspirations scolaires et professionnelles des jeunes [...], ces aspirations se cristallisent très tôt dans le cycle de vie, soit au début de l'adolescence; elles ne sont pas homogènes mais hétérogènes; et cette hétérogénéité correspond elle-même à la diversité des milieux sociaux d'origine, de même qu'au partage des sexes". "Tant qu'ils choisiront de vieillir...", Une société des jeunes?, op. cit., p. 33.

20. Clément Lemelin, "Les jeunes et le marché du travail", F. Dumont, Une société des jeunes?, op. cit., p. 240-241, sur la relation école-travail.

21. Freeman et Wise démontrent dans leurs travaux que les chances d'avoir un emploi plus stable et de gagner davantage peuvent être reliées au fait d'avoir déjà travaillé même lorsqu'on était à l'école secondaire.

    Richard B. Freeman et David A. Wise, "The Youth Labor Market Problem: Its Nature, Causes, and Consequences", The Youth Labor Market Problem: Its Nature, Causes, and Consequences, Chicago and London, The University of Chicago Press, 1982, p. 3 et 13.

22. Voir à propos des cuisines chez MacDonald, bien qu'il s'agisse de l'expérience allemande: Günter Wallraff, Tête de Turc, Paris, La découverte, 1986, p. 26-37.

    Voir aussi sur les transformations du monde du travail: Hubert Kempf, "Quant l'explosion des services transforme les entreprises", Le monde diplomatique, 10 mai 1984, p. 10-11.

23. En 1983, 6,8 % des jeunes femmes et 0,9 % des jeunes hommes ne faisant pas partie de la population active ont quitté leur emploi à cause de responsabilités personnelles; 32,1 % des jeunes hommes et 21,7 % des jeunes femmes pour retourner aux études.

    Statistique Canada, moyennes annuelles de l'Enquête sur la population active, nº cat. 71 529.

Près du tiers (30 %) des personnes considérées comme inaptes permanentes à l'aide sociale ont moins de 30 ans (sur 123 800 ménages entrés entre 1975 et 1983). Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, Les mouvements de clientèle à l'aide sociale, Québec, 1984, p. V.

24. En 1983, 22 % des jeunes hommes et 7,2 % des jeunes femmes qui ne faisaient pas partie de la population active involontairement, étaient sans emploi à cause de mises à pied ou de fermetures. Cette proportion était plus élevée qu'en 1976 et plus que pour les groupes plus âgés.

    Statistique Canada, moyennes annuelles de l'Enquête sur la population active, nº cat. 71-529.

25. Pierre Lamonde et Jean-Pierre Bélanger, L'utopie du plein emploi, Montréal, Boréal, 1986, 175 p. Voir en particulier le chapitre 5: "Retour de la "guerre civile froide"?", p. 81-90, sur "les coûts sociaux" d'une économie qui ne peut satisfaire les aspirations au travail.

26. Paul Lazarsfeld, Marie Jahoda et Hans Zeizel, Les chômeurs de Marienthal, Paris, Les éditions de minuit, 1981, 145 p. (Préf. de Pierre Bourdieu), 1re édition all., 1932).

27. Raymond Ledrut, Op. cit., p. 458.

28. Pierre Hamelin a montré comment la pauvreté des personnes handicapées physiques "trouve très souvent son origine dans l'absence de travail": 60 % sont sans emploi en 1981 alors que 86 % désiraient travailler. "Les personnes handicapées et la pauvreté", M. Gauthier, dir., Les nouveaux visages de la pauvreté, Québec, IQRC, 1986, p. 67-78.

29. Fernand Dumont qualifie ainsi la culture première: elle est "un donné. Les hommes s'y meuvent dans la familiarité des significations, des modèles et des idéaux convenus...". Le lieu de l'homme, Montréal, HMH, 1968, p. 51.

30. L'analyse des journaux en 1984 montre que les facteurs économiques sont les plus souvent mentionnés comme cause du chômage. Pierre Hamelin, Les

journaux et le chômage en 1984, IQRC, 1985, p. 40 (document de travail non publié).

31. Une bibliographie sélective effectuée par le Secrétariat permanent des conférences socio-économiques du gouvernement du Québec propose pas moins de 84 titres à la Conférence sur l'électronique et l'informatique du 13 décembre 1983.

Chapitre 2

Des travailleurs en attente d'emploi

Comme le chômage constitue le pivot de notre enquête, le travail est au coeur des préoccupations des jeunes que nous avons côtoyés. Si nous sommes entrés en contact avec eux, c'est justement parce qu'ils étaient en quête d'emploi. L'attente peut se faire selon deux modes opposés: l'attente active et l'attente passive. Ceux qui ont déjà une expérience du marché du travail et qui connaissent les mécanismes de la recherche d'emploi mettent beaucoup d'ardeur dans leur quête. La démarche sera plus assurée que celle des jeunes qui se dirigent tous azimuts ne craignant pas les dépenses d'énergie qui ne s'avéreront pas toujours des plus efficaces. D'autres se contenteront d'attendre passivement que le téléphone sonne, que la "relation" entre en action, que le temps fasse son oeuvre. Est-ce à ces derniers que Dominique Schnapper faisait allusion en disant que le chômage laissait une impression d'ennui et d'incapacité à maîtriser le temps[1]?

La plupart des interviewés, malgré leur très grande diversité, ont connu des expérience de travail, ne serait-ce que le travail d'été des étudiants. Pour cette raison, peut-être, ont-ils donné davantage l'impression d'être des travailleurs entre deux emplois que d'appartenir à une catégorie sociale qui serait nettement en marge de l'univers du travail. Les représentations qu'ils se font du travail, les aspirations qu'ils formulent, les moyens mis en oeuvre pour

se trouver de l'emploi tendraient à confirmer cette hypothèse.

Leurs expériences de travail

Le style d'entrevues que nous avons effectuées n'a pas permis de dénombrer toutes les expériences de travail de façon systématique comme nous aurions pu le faire à l'aide de curriculum vitae, recension que nous avons tentée par ailleurs pour l'offre d'emploi et dont nous parlerons par la suite. Certaines entrevues nous font pénétrer dans cet univers parfois avec force détails dans l'exposé, d'autres, en termes d'allusions de crainte que les confidences n'aient des conséquences sur le chèque d'assurance-chômage ou d'aide sociale. Plusieurs parmi ceux qui faisaient du travail au noir en parlaient cependant avec liberté et grande aisance. Ils montraient le ridicule de la réglementation et l'insuffisance du salaire minimum qui n'incite pas au travail[2]. Ils attiraient l'attention sur le montant de l'assistance sociale qui ne permet pas de vivre.

De rares exceptions, parmi nos interviewés, n'ont pas connu le travail salarié, mais il semblerait que les filles soient peu portées à considérer le gardiennage comme une véritable expérience de travail, ce que les garçons n'hésiteront pas à faire à propos de travaux d'entretien ou de bricolage de toutes sortes. Sauf exception encore, la plupart de nos interviewés ont vécu plusieurs expériences successives et parfois même concomitantes de travail et donnent l'impression, dans plusieurs cas, d'être bien occupés, même en période de chômage. Comme les définitions des jeunes l'ont laissé entendre, être chômeur, pour eux, ce n'est pas nécessairement ne pas travailler, mais ne pas occuper l'emploi régulier espéré.

Comme il n'est pas possible de tout résumer, le regroupement des expériences autour d'une caractéristique de l'emploi illustrera la multiplicité des cheminements. Il ne faudra pas s'étonner de retrouver dans les descriptions

d'emploi les branches d'activité où se situent les plus grandes concentrations de jeunes: les services, le commerce et l'industrie manufacturière[3].

La variété des expériences

C'est une litanie d'emplois que nous ont récitée les interviewés. À 22 ans, Alain a été emballeur, livreur, homme d'entretien, préposé au déblaiement, employé dans une salle de bingo, commis, serveur de banquets, portier et, l'emploi qu'il a préféré, musicien dans un petit orchestre. Jamais rien de long, de stable, de régulier, toujours à faible salaire[4]. Ceux qui ont fait des études plus longues vont se retrouver dans d'autres types d'emplois, commis de bureau, préposé aux bénéficiaires, vendeuse, mais tout aussi temporaires et non cumulatifs dans une carrière.

À l'extrême, on rencontre le travail illicite. Des jeunes nous ont raconté comment, parce qu'eux ou des amis avaient faim, ils ont pu en venir à revendre de la drogue pour se procurer de la nourriture, parfois même des tranquilisants qu'ils ont réussi à obtenir sur ordonnance à la pharmacie. Des jeunes filles sans emploi se font payer un salaire (60 $ par semaine dans un cas) pour "sortir" avec un garçon.

Le travail au noir des jeunes, ce n'est habituellement pas le deuxième emploi que l'on retrouve dans le monde adulte, en particulier dans certains métiers[5]. Il s'agira plutôt de travaux de réparation, d'entretien ou de gardiennage la plupart du temps sous-payés, 9,00 $ ou 10,00 $ par jour, par exemple, pour faire du ménage en milieu rural. Des jeunes hommes se contentent d'un prix d'amis et n'ont pas la possibilité de comptabiliser les heures de travail en compagnonnage requises pour obtenir une carte de compétence dans leur métier[6]. Des assistés sociaux complètent le montant de la prestation d'aide sociale par du travail au noir. Ils ont droit de gagner jusqu'à la moitié de la somme reçue. C'est, la plupart du temps, l'entourage qui profite de l'inactivité du jeune pour lui faire effectuer des travaux d'entretien et

de réparation, ou encore, cela devient une façon de payer sa pension, s'il vit chez ses parents.

Toutes les combinaisons sont possibles. À la combinaison classique des études et du travail, il faut ajouter celle du travail à temps partiel ou occasionnel qui compense pour le faible montant retiré de l'assurance-chômage dans un autre domaine. Il est aussi possible de cumuler des emplois à temps partiel de types différents: préposé aux bénéficiaires en fin de semaine, homme d'entretien une journée par semaine, livreur à l'occasion.

Le travail à temps partiel

Le travail à temps partiel peut être régulier: caissière, vendeuse, emballeur, par exemple. S'il constitue un revenu intéressant pour l'étudiant qui habite chez ses parents, il est plutôt un cauchemar pour le jeune homme qui fait cela depuis sept ans, dans le même marché, espérant qu'un jour, le départ d'un plus ancien, pourra lui laisser la place. Le temps partiel peut aussi se faire sur appel: c'est le cas pour certains postes dans les hôpitaux. Des avantages marginaux (comme la possibilité de cumuler l'expérience ou d'être inscrit à l'assurance-chômage) sont habituellement rattachés à ce type d'emplois, apanage des jeunes et des femmes mariées, et qui se situe surtout dans le secteur tertiaire[7].

Le travail contractuel

Les bacheliers que nous avons rencontrés au cours de l'enquête vivent dans l'incertitude et le climat de compétition du travail contractuel. Si l'espace de temps entre les contrats n'est pas trop long, ils envisagent l'avenir avec optimisme ce qui ne sera pas le cas pour ceux qui n'en finissent pas d'attendre. Dépendamment du cadre dans lequel on l'exerce, ce type d'emploi pourra être assorti des avantages sociaux du travail régulier, mais il est bien difficile, dans la plupart des cas, de constituer un fond de

retraite dont se soucient quelques-uns qui craignent de ne pas avoir une vieillesse plus dorée que leur jeunesse. Les contrats peuvent aussi être accordés en sous-traitance: un entrepreneur accepte d'effectuer une tâche précise bien définie dans le temps; la régularité du travail, pour le jeune, dépendra alors du dynamisme et des possibilités de ce dernier[8].

Le retour au travail

Quelques interviewés, des femmes en particulier, ont connu les péripéties d'un retour au travail après avoir abandonné, quelques années auparavant, un emploi régulier, intéressant, bien rémunéré, avec possibilité d'avancement et de permanence. Pourquoi avoir mis de côté "l'idéal" de ce qu'on retrouve dans les représentations les plus courantes? Des événements extérieurs, la plupart du temps, sont venus interrompre ce qui aurait pu constituer un cheminement des plus classiques: accident grave, déménagement pour suivre un conjoint, fermeture de poste, priorité à l'ancienneté, renvoi à cause d'une pratique syndicale.

Les programmes gouvernementaux

L'expérience la plus courante chez nos interviewés se rattache à la réalisation d'un "projet" dans le cadre d'un programme gouvernemental. Celle-ci a été l'occasion, pour un certain nombre, de mettre en pratique ce qu'ils ont appris à l'école, ce qu'ils n'avaient jamais pu faire avant. Pour plusieurs, elle arrive au terme d'un cheminement pénible: une longue succession d'emplois. Pour ceux-là, c'est l'occasion, souvent pour la première fois, d'exercer leur métier. Les projets gouvernementaux sont sans doute moins appréciés des jeunes qui viennent à peine de sortir de l'école et qui n'ont pas encore connu de "vrai travail". C'est pourquoi, la plupart n'hésiteront pas à quitter un "projet" dès que l'occasion se présentera de travailler "pour vrai[9]".

Des emplois d'un type nouveau

Les "jobines", pour utiliser le vocabulaire des jeunes, mettent parfois en évidence le besoin de main-d'oeuvre peu coûteuse dans certains secteurs d'activité[10]. L'entretien ménager chez les personnes âgées ou chez les couples où les deux personnes ont un emploi, la garde des enfants, la rénovation des maisons, les soins paysagers sont des exemples typiques. Ces secteurs d'activités sont peu organisés à l'exception de quelques entreprises d'entretien ménager ou de services à domicile qu'offrent des CLSC (Centres locaux de services communautaires) ou d'autres agences dont le nombre a tendance à se multiplier. Le travail au noir vraiment sous-payé et sans avantages marginaux prévaut dans ce domaine et constitue un pis-aller pour les jeunes filles. La plupart des emplois que les jeunes ont décrits n'étaient pas régis par une convention collective. Le syndicalisme n'atteint pas les travailleurs clandestins, ni les milieux où le temps partiel et les contrats sont florissants. Il faut se débrouiller seul[11].

L'emploi à temps partiel ou contractuel qui caractérise les premières expériences des jeunes dans les sociétés où domine le travail salarié aurait-il tendance à se prolonger dans la vie de ces derniers? Il semblerait que ce soit le cas. Chez les jeunes diplômés, par exemple, les débouchés dans les secteurs qui leur étaient ouverts ces dernières décennies se font rares. Deux mécanismes jouent. D'une part, peu de postes nouveaux sont créés ou encore ils sont comblés par des détenteurs de postes qui ont été abolis. D'autre part, le surplus de main-d'oeuvre ne laissant aux employeurs que l'embarras du choix, ceux-ci ne sont pas intéressés à accorder trop vite la régularité d'emploi et encore moins la permanence. Il est facile de constater, à travers des statistiques compilées par le ministère du Revenu, l'augmentation du nombre de contribuables imposés au titre de professionnels (donc sur la base d'honoraires ou de contrats et non de salaires) de 1980 à 1983[12]. Certains contractuels, s'ils n'y trouvent pas de sécurité, obtiennent parfois de

bons avantages monétaires et peuvent inscrire leurs expériences de travail dans leur profil de carrière.

Le travail que la grande majorité des interviewés a connu ne présente pas le même degré de précarité pour tous. Il a parfois été assorti d'avantages sociaux, ce que l'on retrouve chez les plus âgés en chômage pour des raisons personnelles (mariage, divorce, grossesse, etc.) ou une fermeture de poste. Dans quelques rares cas, il peut même être mis au compte des expériences à inscrire dans un cheminement de carrière, mais cela ne vaut que pour les plus scolarisés. Pour les autres, l'expérience de travail n'aura été qu'un cumul hétéroclite d'emplois qui n'ont, dans le cas de ceux qui ont une formation professionnelle particulière, aucun rapport avec leur préparation immédiate au travail.

La durée de l'attente

Question complexe que celle de la durée du chômage[13]. Aussi complexe que celle de la définition que le jeune donne de sa situation. Certains diront qu'ils sont en chômage depuis un, deux, trois ans parce qu'ils n'ont jamais réussi à obtenir un emploi régulier dans la ligne de leur formation à partir de la fin de leurs études. Ils pourraient pourtant dresser un curriculum vitae de plusieurs pages de toutes les expériences qu'ils ont vécues pendant ce temps. D'autres, par contre, affirmeront travailler pour le gouvernement depuis tel mois parce qu'ils sont inscrits à un programme d'aide à l'emploi. Ils ne se considèrent donc pas en chômage même s'ils continuent d'offrir leurs services dans l'espoir de trouver un emploi régulier[14].

Des points de repère

Il y a possibilité d'établir un certain nombre de balises qui permettent d'apprécier le contenu des propos exprimés sur la durée du chômage. Le temps du chômage peut se mesurer à partir du moment où le jeune a cessé de travailler dans le domaine pour lequel il s'était préparé, ce

moment pouvant coïncider avec la fin de la scolarisation. Cette mesure du temps sans emploi est celle qui est utilisée par le ministère de l'Éducation dans ses opérations Relance et le secrétariat d'État dans son enquête nationale auprès des diplômés de 1982[15]. Dans les cas qui nous occupent ici, cela va de sept mois à sept ans pour des jeunes de dix-neuf à vingt-huit ans.

La durée de la prestation d'assurance-chômage ou d'assistance sociale pourrait aussi constituer une échelle de mesure du chômage. Encore là, les réponses sont variées et la durée ne l'est pas moins: de quelques mois à quatre ans. Certains se pressent de demander l'assistance sociale à la sortie de l'école ou dès qu'ils ont dix-huit ans. D'autres n'y vont qu'en dernier recours.

Une mesure subjective

Toute une gradation des rapports au chômage s'établit par le biais de la question de la durée même si tous les interviewés retenus dans notre échantillon pouvaient être définis ou se définissaient eux-mêmes comme chômeurs. Quelques cas rencontrés peuvent illustrer cette gradation.

Pour le décrocheur scolaire[16], la durée du chômage ne dure que ce que dure la récréation, le temps de se réajuster à l'école. Il se rend compte après coup, à la suite d'expériences pénibles de travail ou d'une recherche d'emploi infructueuse, qu'il vaudrait mieux poursuivre s'il veut réaliser ses rêves de travail[17]. Entre-temps, le jeune aura "vécu sa vie", fait suffisamment d'expériences de travail qu'il n'aura pas aimées pour avoir envie de faire autre chose. Pour celui ou celle qui s'est tout simplement trompé d'option, cela peut prendre l'allure de vacances prolongées pendant quelques mois et ponctuées de "petits emplois" pour passer le temps ou pour se faire de l'argent de poche. Parmi ceux qui habitent chez leurs parents, à Sainte-Foy, il y a de fortes chances que ce ne soit pas dramatique. Il en va différemment du jeune qui doit se débrouiller seul pour

poursuivre ses études et qui risque de voir se cumuler les dettes au fil des recyclages scolaires.

Inscrits dans les Centres d'emploi, un certain nombre d'interviewés acceptent de faire un peu n'importe quoi "en attendant". Leurs emplois sont intermittents et ne sont pas considérés bien souvent comme un "travail". Ce sont la plupart du temps des emplois à temps partiel ou à horaire irrégulier, faiblement rémunérés, exigeants physiquement pour des jeunes qui sortent de l'école. Ils ne sont pas chômeurs longtemps, pas travailleurs longtemps, non plus. La plupart n'ont jamais travaillé suffisamment pour retirer de l'assurance-chômage. Ils n'ont jamais, non plus, eu des salaires qui leur "permettraient de vivre", selon leur expression, c'est-à-dire devenir autonomes par rapport à leur famille, se payer un logement, faire des projets d'avenir. Comment calculer la durée du chômage dans ce cas?

La représentation du temps varie en fonction du type de chômage que les jeunes vivent, mais aussi selon le type d'identité qu'ils se sont donné. Par exemple, les diplômés universitaires et ceux des techniques collégiales semblent particulièrement impatients. Le temps qui s'écoule prend pour eux une très grande importance puisque la durée peut être synonyme de déqualification. Une bachelière:

> J'attends le courrier. Ça, je l'attends. Surtout [...] qu'il passe encore plus tard. Ça, c'est pire. Avant, il passait vers dix heures et demie. Puis là, il passe vers midi et quart. Là, on dirait que mon avant-midi est fait juste pour attendre midi et quart.

Pour les artistes, le temps fait partie intégrante de la conquête de soi, de son style, et du marché du travail: "Le milieu des arts prend plus que deux années à se partir. Ça prend beaucoup, beaucoup de temps...".

L'appréciation de la durée du chômage demeure donc fort subjective dans le cas des jeunes à l'exception de ceux qui connaissent des fins d'emplois classiques. Comme la précarité de l'emploi n'est plus l'apanage des étudiants ou la caractéristique des tout premiers emplois[18], il est de plus en plus difficile d'évaluer et de comparer la durée des périodes sans emploi, d'autant plus que la notion de temps varie d'un individu à l'autre au gré des circonstances et des aspirations.

Les représentations du travail

Les emplois qu'ils aimeraient avoir comme ceux qu'ils ne voudraient pas ne se comprennent bien qu'à la lumière de ce qu'ils vivent actuellement ou des expériences qu'ils ont connues et encore plus, à l'aune de leurs aspirations.

Une image souvent négative

Le monde du travail, pour la plupart des jeunes que nous avons rencontrés, a d'abord été une expérience négative. Il faudrait plusieurs pages pour décrire tout ce qu'ils nous en ont dit. Les premières armes se font dans des types d'activité qui souvent exigent de la force physique, de l'endurance à cause de la cadence, de la patience, de n'avoir dédain de quoi que ce soit. Les lieux d'apprentissage de telles qualifications sont plutôt rares si l'on en juge par la condition physique des jeunes[19]!

Plusieurs qualificatifs reviennent pour décrire l'emploi lors d'abandon volontaire: "aliénant", "trop routinier", "pas assez payant". Le harcèlement est aussi souvent évoqué chez les garçons que chez les filles. L'expérience la plus négative, c'est de se percevoir comme inapte au travail: penser que tout ce qu'on pourrait faire, c'est occuper un petit emploi bien tranquille dans un bureau (quelques-uns imaginent ainsi le travail de bureau) alors qu'on n'a pas pu supporter le stress des études après un secondaire général

et qu'on n'a pas la santé pour accomplir une tâche qui demande un peu d'endurance. Cela est très différent du fait d'être "déclaré inapte". Dans ce dernier cas, il peut y avoir des avantages comme de voir hausser ses prestations d'assistance sociale.

Le travail en usine est assez mal vu chez les filles[20]: tantôt elles n'ont pas les capacités ou les aptitudes physiques pour rencontrer les exigences de ce type d'emploi ("trop courte" pour travailler dans une filature, trop fragile pour faire du travail en série dans une biscuiterie); tantôt, l'ami qui y travaille les en dissuade.

Après avoir fait des études, la déception est très grande. Se retrouver serveuse dans un casse-croûte quand on a terminé un baccalauréat, ne jamais trouver d'emploi dans sa spécialité deux ans après avoir obtenu un diplôme d'études secondaires professionnelles, toujours avoir de petits contrats qui ne permettent pas d'envisager une carrière et où tout est toujours à recommencer... Quelques-uns avouent être en train de perdre leurs qualifications parce qu'ils n'ont aucune chance de mettre en pratique leurs connaissances. C'est pourquoi, ils n'accepteront plus d'emploi qui ne serait pas dans la ligne de leur métier.

Les expériences positives dans les tout premiers emplois, même si elles sont moins nombreuses, ne sont quand même pas exclues. Elles auront donné à quelques-uns le goût de certains métiers, une meilleure connaissance de soi quant à son orientation, la motivation de retourner aux études, l'acquisition d'habiletés et, surtout, une connaissance plus réaliste du milieu du travail.

Des aspirations marquées par l'expérience

Ceux qui se réclament du statut d'artistes -- nous verrons plus loin qu'il y en a un nombre étonnant -- voudraient vivre de leur art quitte à ce que ce soit à travers des subventions gouvernementales. Une assistée sociale

"héréditaire" verrait hausser son statut si elle parvenait à décrocher un emploi dans l'entretien ou la plonge. D'autres seraient très heureux d'obtenir un poste dans une usine en développement et non dans un secteur sur son déclin où, à cause des congédiements, les plus jeunes se retrouvent toujours au bas de l'échelle ou sur des listes de rappel.

Des circonstances peuvent expliquer la déception face à un emploi ou le sentiment d'échec. Le fait de vivre seul, sans soutien, fait accepter, à cause de la situation de nécessité, des emplois dont on n'aurait pas voulu en d'autres circonstances. Ainsi, ce jeune qui rêve de devenir comédien aurait sans doute emprunté une autre voie que celle d'apprêteur de "hamburgers" dans un casse-croûte s'il avait pu compter sur ses parents pour assurer sa subsistance pendant ses études.

Les aspirations à l'égard du travail sont aussi imprégnées de l'expérience de travail des parents. Dans certains cas, le jeune voudra faire comme son père, dans d'autres ce sera le contraire par besoin d'opposition ou parce que l'expérience du père fut si négative que le fils ne voudra pas la répéter. C'est le cas, en particulier, de jeunes dont le père est décédé ou devenu invalide à la suite d'une maladie industrielle ou d'un accident de travail.

L'écart entre les aspirations et la réalité

Les premières expériences auront été une occasion d'ajustement des aspirations, à la réalité, qu'elles aient été négatives ou positives[21]. Il semble bien, cependant, que l'on continue de souhaiter plutôt une modification de la réalité que celle de ses aspirations, ce qui continue d'ajouter aux insatisfactions. La plus grande distance entre les aspirations et les aptitudes se rencontre, il va sans dire, chez ceux qui n'ont pas terminé ou qui ont à peine terminé leur cours secondaire. Par exemple, ce jeune homme qui veut devenir un grand guitariste sans avoir terminé un secondaire V et en étant un autodidacte; cet autre qui se

voit animateur social après un secondaire VI en alimentation. Le fossé entre les rêves, les exigences et la réalité du marché du travail est peut-être encore plus profond. Des artistes aimeraient se créer une carrière à la suite d'un projet Jeunes volontaires avec une subvention du ministère des Affaires culturelles. D'autres songent à se partir en affaires, mais n'ont pas un sou et aucun appui. Une jeune fille a même suggéré, avec beaucoup de sérieux, de lancer un projet qui consisterait à peinturer le toit du Château Frontenac (il est en cuivre!).

Plusieurs ne comprennent pas bien les raisons qui motivent l'employeur à exiger de l'expérience ou des qualifications pour des emplois qui n'en demandent pas. Quand ce n'est pas l'expérience, c'est un diplôme qui est requis pour un "travail de bras". À un Symposium des jeunes pour l'emploi, le directeur des relations publiques d'une grosse entreprise où il se fait pourtant beaucoup de travail manuel disait aux jeunes qui se trouvaient devant lui qu'il fallait au moins un diplôme d'études secondaires pour entrer dans cette usine, tout employé étant susceptible d'être un jour "patron" ou d'avoir à faire du travail plus sophistiqué dans le cadre de la conversion à l'automation. Le travail en usine, dernier bastion pour ceux qui "n'aimaient pas l'école", venait de leur échapper. Les jeunes ont abandonné peu après le symposium, convaincus que le monde du travail leur fermait la porte[22].

Dans quelle mesure les aspirations bloquent-elles l'accès à des types d'emplois ayant des caractéristiques bien spécifiques? Le refus de certains emplois revient régulièrement dans les conversations que nous avons eues avec les jeunes. Ils ne veulent pas "torcher", c'est-à-dire faire du ménage, de l'entretien. Certains ne sont pas intéressés à travailler pour les personnes âgées dans le cadre de services de maintien à domicile. D'autres refusent les emplois qui ne sont pas dans la ligne de leur formation... de niveau secondaire. Des jeunes femmes ne veulent pas quitter leur patelin parce qu'elles s'éloigneraient alors de leur ami...

Ces résistances forment sans doute un obstacle à des types d'apprentissage qui pourraient constituer éventuellement une ouverture sur le marché du travail. Signalons, par exemple,l'habitude de travailler. Il y a aussi les mécanismes et les règles implicites de la vie de travailleur auxquels il faut tôt ou tard s'habituer: la régularité des heures de travail, la présence d'un patron, les conditions de travail, les conventions collectives ou leur absence, les normes de sécurité. L'absence prolongée d'emploi aurait des répercussions néfastes sur l'expérience même de travail et pas seulement dans celle de la pratique de tel métier[23].

L'acceptation des contraintes du milieu du travail et des types d'emplois qui n'ont rien de bien attrayant en soi ou qui ne sont pas cotés socialement, est loin d'être le lot de tous. Ce fait serait-il une caractéristique de la jeune génération des années 1980? Osterman cite à ce propos un article de la revue Fortune en 1974 intitulé "Who Will Do the Dirty Work of the Future[24]?".

L'emploi rêvé

"Travailler", c'est autre chose que d'être occupé. Certains interviewés avaient tellement de choses à faire qu'il leur restait peu ou pas de temps à consacrer à la recherche d'emploi. Le "travail", c'est un emploi salarié, à plein temps et permanent autant que possible[25], dans l'entreprise privée ou dans les services publiques et non dans des tâches créées artificiellement pour réduire le chômage. Ce n'est pas qu'ils n'aiment pas ces tâches-là ou qu'ils n'apprécient pas le fait de s'y retrouver, mais ça ne demeure qu'un moyen de vivre en attendant ou une façon de se préparer à des occupations qui impliquent le long terme, la carrière, une subsistance autonome.

Les attentes

Certains accepteraient, par exemple, de faire n'importe quoi à la condition que ce soit payant, d'être respec-

tés comme individus, même s'ils possèdent un diplôme d'études secondaires ou collégiales, parce qu'il le faut pour gagner sa vie. Mais ils n'acceptent pas aussi bien la perspective du retour aux études toutefois, ne voyant pas bien ce que cet effort peut donner quand les plus instruits risquent aussi le chômage. Les exigences de rémunération sont plutôt raisonnables. Les jeunes se basent sur le salaire minimum et y ajoutent ce qu'il faut pour payer leur appartement dans l'éventualité d'un exil de la localité où ils se trouvent.

Les diplômés dans un secteur professionnel ou technique souhaiteraient par-dessus tout trouver un emploi dans le domaine qu'ils ont choisi quitte à commencer au bas de l'échelle, à contrat, ou même à temps partiel pour acquérir de l'expérience. Ceux qui ont un emploi à temps partiel en désirent un à plein temps. Quitter le travail au noir pour le travail "légal" (un interviewé a utilisé cette expression à plusieurs reprises) constitue aussi un objectif qu'on voudrait finir par atteindre.

Quelques-uns se permettent de côtoyer les barrières de l'utopie. Ils n'ont aucune formation qui les y préparerait, mais s'imaginent pouvoir un jour être caissière, gérante d'une boutique, s'imposer dans la mécanique sans avoir touché à un moteur, faire du travail de bureau après un secondaire général, se lancer dans le showbusiness sans aucune expérience. Le jeune qui formule des projets aussi peu réalistes connaît bien souvent quelqu'un dans l'entourage, habituellement la famille, qui occupe ou a occupé un emploi semblable sans avoir de formation préalable. Cette formule d'apprentissage direct ou "sur le tas" est-elle encore possible aujourd'hui? Les métiers auxquels ces jeunes songent ont souvent comme caractéristique d'exiger beaucoup d'initiative personnelle comme on le verra dans les solutions qu'ils proposent au chômage.

Les jeunes qui ont fait des études sont conscients des luttes qu'ils devront livrer pour réussir, à commencer

par obtenir un emploi, et de la compétition qui les attend. On peut même se demander s'ils ne s'attachent pas d'autant plus au modèle de la carrière qu'ils le sentent menacé par la flexibilité dont jouissent les employeurs en période de surplus de main-d'oeuvre[26].

Le goût d'entreprendre

Même si plusieurs interviewés rêvent à la petite entreprise[27] qui comblerait plusieurs de leurs aspirations, rares sont ceux qui ont vécu une telle expérience. Pour quelques-uns, cependant, il s'agit d'une idée réaliste. Un d'eux est déjà en train de se constituer une clientèle. Un autre a fait des démarches pour acheter un dépanneur: il s'était rendu jusqu'à la compagnie prêteuse. Pour d'autres, il s'est agi de projets qui en sont restés aux relations verbales. Il s'agit sans doute de la solution qui sort le plus souvent de la bouche des jeunes interviewés: "créer" sa carrière, "se créer un emploi pour ne pas se faire bosser", "se partir quelque chose"... Les jeunes femmes autant que les jeunes hommes utilisent ce vocabulaire. Pourquoi ne pas joindre l'utile à l'agréable: certains choisiraient la Floride ou Cuba pour se lancer en entreprise si jamais ils gagnaient le million. D'autres créeraient des coopératives, ce en quoi ils n'ont pas tout à fait tort s'ils recherchent l'appui du mouvement Desjardins[28]!

Cette idée est renforcée par l'image de la réussite brandie un peu partout. Des interviewés nous ont donné l'exemple de jeunes qui se sont lancés dans la fabrication d'avions, de bateaux, et qui ont réussi. Les programmes gouvernementaux ajoutent un poids de plus à l'importance de l'entreprenariat comme solution au problème du chômage des jeunes et l'importance du nombre de "promoteurs" subventionnés (570) témoigne de ce fait[29].

Le travail au coeur des relations sociales

"Travailler pour rencontrer du monde." Que de fois nous avons entendu cette expression! La solitude pèse au jeune homme qui vit seul en appartement, à la jeune fille qui vient de quitter son groupe d'amies de l'école, à cette autre qui se retrouve à la maison avec son bébé après avoir connu le milieu du travail. Certains trouveront des compensations dans de nouvelles amitiés ou d'autres solidarités, mais il semble bien que cela ne remplace pas les relations de travail. Un jeune homme, "pas tellement payé", selon ses dires, dans un projet d'origine gouvernementale, avouera: "Ca, c'est pas tellement grave, du moment que, au moins, on se fait du "fun" un peu dans ce qu'on fait: un ben bon groupe de gars qui travaillent là".

L'emploi qui procure le bonheur

Le travail, c'est aussi le bonheur, la possibilité de réaliser ses rêves: être autonome, quitter la famille, avoir son appartement, aller vivre avec son "chum" ou sa "blonde", faire des projets d'avenir, et par-dessus tout, avoir la sécurité... ce que ne semblent pas favoriser les emplois que la plupart des interviewés ont connus.

Les caractéristiques de l'emploi souhaité ne sont guère différentes de la conception traditionnelle du travail salarié que les observateurs de la réalité sociale appellent l'emploi typique[30]. Nous n'avons pas rencontré de jeunes suffisamment "payés" pour se rallier aux formules nouvelles de temps partagé[31] ou à l'idée d'une société du temps libre[32]. Ces expressions sont bien loin de leur discours. La vie dans un Eden ne semble même pas effleurer la pensée des jeunes femmes qui, pour certaines d'entre elles, resteraient bien à la maison pour élever leurs enfants si elles en avaient les moyens. Devant les échecs répétés du monde du travail, il s'en trouve peu qui ne rêvent de se tirer d'affaires par eux-mêmes. Se démarqueraient-ils en cela des générations précédentes? La distance entre leurs aspirations

et la réalité du marché du travail est telle, dans la plupart des cas, qu'il faut se demander si cette génération n'a pas été davantage préparée à occuper des emplois de rêve que des emplois réels. Les changements dans l'éthique du travail ne tiendraient pas tant au refus du travail, pour cette génération, qu'au fait de ne pas avoir été préparée à la réalité du marché du travail, d'avoir été surprise par les changements dans les champs d'activité et dans les types d'emplois.

La recherche d'emploi

Les manières d'approcher le milieu du travail sont empreintes à la fois des représentations que les expériences ont contribué à fabriquer et des aspirations qui deviennent plus réalistes au fur et à mesure des expériences. La découverte et l'apprivoisement de ce monde sont aussi tributaires des connaissances acquises dans les divers milieux d'appartenance: la famille, l'école, le groupe d'amis. Elles sont plus ou moins actives selon ce degré de connaissance, mais entrent aussi en ligne de compte le soutien de l'entourage et l'esprit de débrouillardise. C'est ici, comme dans l'organisation de leur vie quotidienne (dernier chapitre), que se manifeste le plus clairement la distinction entre ceux qui sont actifs face au monde du travail et ceux qui sont passifs. Se dessine aussi l'écart entre ceux qui sont prêts à tout par ambition et ceux que la nécessité contraint.

L'observation des comportements et des attitudes au moment de la recherche d'emploi révèle en même temps la perception que les jeunes ont des moyens mis à leur disposition, l'évaluation qu'ils en font et les lacunes qu'ils perçoivent.

Les moyens

Une première chose à laquelle les jeunes chômeurs interviewés ont pensé en quittant l'école et même parfois avant, à la fin d'un cycle d'études a été de consulter les

offres d'emploi, dans les journaux quotidiens d'abord, puis sur les tableaux des centres d'emploi. Ensuite ils ont expédié leur curriculum vitae par la poste à d'éventuels employeurs sélectionnés à partir de leurs offres mais aussi selon les secteurs d'activité. Le nombre d'envois varie selon certains critères, mais en particulier celui du coût. Quelques interviewés ont énuméré ce que les photocopies, les enveloppes et les timbres-poste pouvaient représenter en dollars.

Cette façon de faire est-elle efficace? Dans la plupart des cas, les jeunes ont dit ne pas recevoir même d'accusé de réception. Beaucoup d'argent et d'énergies sont dépensés pour des résultats décourageants. Ce type de démarches crée des attentes -- le facteur, le courrier, à telle heure... -- et les réponses ne viennent pas. Quand, par exception, il en arrive, c'est pour dire qu'on n'a rien à offrir. Si, par hasard, la demande d'emploi avait reçu quelque attention de la part d'un employeur, c'est plutôt par un appel téléphonique que le jeune aurait été invité à passer en entrevue. C'est pourquoi cette façon de faire -- à moins qu'une offre d'emploi demande explicitement d'envoyer son curriculum vitae -- est le lot des débutants "scolarisés". D'une part, il faut avoir vécu des choses pour pouvoir les inscrire sur un curriculum, posséder au moins un diplôme... D'autre part, l'expérience montre que l'envoi au hasard n'est pas le moyen le plus efficace: il faut avoir appris où s'adresser et comment se faire valoir.

Tous ne s'inscrivent pas dans les centres d'emploi (Centre d'emploi du Canada et Centre Travail-Québec, car ce dernier offrait encore ce service au moment des entrevues), en particulier ceux qui n'ont pas de diplômes: ils ne sauraient décrire quel type de travail ils aimeraient faire. D'autres ne veulent pas le faire parce qu'ils savent, par expérience, qu'on pourrait les envoyer n'importe où. Ils identifient souvent les centres de placement à des endroits où on ne propose que les emplois dont personne ne veut[33]. Ceux qui le font s'y rendront pour s'inscrire en même temps

à l'aide sociale (CTQ), profiter des programmes d'employabilité et des réunions de "recherche dynamique d'emploi". Quelques interviewés ont effectué les démarches qu'il faut pour entrer dans l'armée et parfois avec insistance. Une jeune fille a passé les examens d'admission deux fois avant d'être recrutée.

Les démarches personnelles font partie de la panoplie du "petit débrouillard" qui ne se fie pas aux "grands" moyens. Un jeune de la Basse-Ville a fait le tour des restaurants, en laissant son nom pour faire de la plonge. D'autres feront la tournée des usines, des magasins, des bureaux d'entreprises ou de professionnels. Il arrive que ça donne des résultats, parfois à force de harcèlements. Anne raconte qu'avant même d'avoir le temps de dire son nom, l'éventuel employeur lui demandait si elle avait de l'expérience. Les échecs répétés conduisent vite à l'abandon de ce type de démarches.

L'expérience la plus pénible dans la recherche d'emploi semble être l'entrevue. Bien entendu, il s'agit d'expérience manquée dans le cas de nos interviewés puisqu'ils se trouvent sans emploi. "Je suis une spécialiste des entrevues ratées", nous a dit une interviewée. Si ça se passait par écrit, elle pense qu'elle pourrait mieux réussir. Connaissant la grande difficulté d'écrire de beaucoup de jeunes, cela est révélateur de la panique ressentie en situation d'entrevue. Une autre avoue être l'éternelle seconde dans les concours de la sorte.

Une grande proportion des interviewés ont affirmé qu'un emploi s'obtenait par le biais des relations[34], (parents, amis, collègues ou connaissances des parents, entre jeunes), pour utiliser le vocabulaire de certains, par du "pushing". Toute une panoplie de noms "d'intermédiaires" apparaissent au fur et à mesure de la conversation soit pour signaler leur aide ou encore leur manque de collaboration. L'emploi trouvé par l'"oncle d'Amérique" ou la cousine montréalaise tarde ordinairement à venir.

Les relations peuvent aussi retarder le jeune dans son entrée sur le marché régulier du travail. En campagne, nous avons vu des jeunes filles garder des enfants et ne pas avoir l'occasion de mettre en pratique le métier qu'elles avaient appris à l'école. Cet emploi a sans doute permis d'acquérir de la maturité, mais pas d'expérience professionnelle!

Quelques-uns, devant l'impossibilité de trouver du travail à proximité, préfèrent parcourir le territoire, ville par ville, à la recherche du pain béni. Faire de l'auto-stop, ça ne coûte pas cher. Encore faut-il qu'il y ait quelqu'un pour vous accueillir à chaque station. Ceux qui n'ont jamais eu d'emploi payant n'ont pas les moyens de s'offrir une chambre d'où rayonner auprès d'éventuels employeurs. Finalement, le téléphone évite les déplacements. Ici encore, le coût, en particulier celui des interurbains à partir des petites villes ou du milieu rural, modère les élans.

Un dernier moyen dans la nomenclature des manières de chercher du travail, c'est l'inscription à l'aide sociale. Certains, après avoir essayé les autres, nous ont avoué avec conviction que c'était la meilleure chose à faire pour qu'on s'occupe de soi. Quelques-uns ont fait cette démarche peu après la sortie de l'école[35]. Nous avons constaté, en particulier dans la Basse-Ville, que cette façon de procéder était, pour quelques-uns, la plus "naturelle du monde" dès qu'on atteint ses dix-huit ans. Elle semble la plus familière au jeune qui n'a pas terminé son cours secondaire, qui sait à peine écrire, qui a de la difficulté à s'exprimer et dont les parents (ou le parent qui reste) sont depuis longtemps assistés sociaux.

L'intensité

Bien des éléments entrent en ligne de compte dans l'ardeur plus ou moins grande que le jeune met dans sa recherche d'emploi. Cela étonne en période de pénurie d'em-

plois. La plupart voudraient bien travailler, mais... Parfois, certains ont peur de ce qui s'en vient faute d'informations ou d'appui pour savoir où s'adresser et comment faire. À l'opposé, d'autres ont une connaissance telle des milieux de travail ou des aspirations si élevées que, sans l'aiguillon de la nécessité, ils vont préférer attendre plutôt que de faire n'importe quoi. L'expérience de la recherche d'emploi, dans un cas comme dans l'autre, s'acquiert au fil des succès et des déceptions. Certains y sont préparés, aidés, soutenus par la famille, par les organismes d'aide à l'emploi. Ils ont plus de chance de réussir que ceux qui en sont encore à l'envoi à l'aveuglette de leur curriculum vitae.

Des raisons psychologiques comme la peur de l'échec, la crainte de se voir offrir des choses qu'on ne veut pas faire, le fait de ne pas savoir comment s'y prendre et de ne pouvoir compter sur aucune aide, une personnalité maladive, l'ignorance de ses préférences en matière d'emploi, retardent ou ralentissent la recherche d'emploi. Dans ce cas, le jeune appréhende ce qu'il ne connaît pas ou connaît mal. Tout devient prétexte pour ne pas agir: pas de voiture pour se déplacer, pas beaucoup d'ouvertures dans l'environnement, des listes d'attente, des limites dans ses possibilités et ainsi de suite selon la personnalité de chacun.

D'autres cherchent, mais en dilettantes. Comme ils désirent un emploi "relax", selon leur expression, pas "du neuf à cinq", ils utilisent des moyens tout aussi "doux": refus de certains emplois et, en particulier, des programmes gouvernementaux, sélectivité du côté des emplois temporaires ou à temps partiel. Faut-il ajouter que ce ne sont pas ceux qui ont faim qui se retrouvent dans cette catégorie. Le fait de pouvoir s'appuyer sur la famille d'origine, de ne pas avoir soi-même de responsabilités familiales permet à certains de faire la fine bouche devant des tâches plus ingrates ou tout simplement manuelles. Le "travail de bureau" continue d'être bien attrayant.

Plusieurs mettent beaucoup d'ardeur dans leur recherche tout en étant sélectifs. Ils ne veulent pas revivre certaines expériences de travail. Ou encore, ils cherchent uniquement dans leur domaine de spécialisation. L'organisation du travail peut aussi motiver un refus: une jeune fille préfère attendre plutôt que d'avoir un emploi dans lequel elle pourrait travailler pendant les fins de semaine. Certains n'hésitent pas à s'exiler pour atteindre leur but quand il n'y a pas d'obstacles à le faire, ce qui se résume souvent à la présence de "l'ami de coeur". Ici, encore, seulement ceux qui bénéficient d'une certaine sécurité matérielle peuvent prendre le temps de choisir.

La sélectivité peut aussi être liée à la santé et aux aptitudes physiques. Des jeunes nous ont confié avoir quitté des emplois pour maladie, pour stress, pour épuisement à cause d'horaires trop longs (c'est le cas dans la restauration, par exemple). Ils se voient donc dans l'obligation d'éliminer les emplois qui demandent de la force musculaire, de la résistance aux cadences trop rapides de certaines chaînes de travail.

Le salaire constitue, bien sûr, un critère de choix. Pourquoi accepter un emploi qui rapporte à peine plus que l'assurance-chômage? "Quand j'vas tomber à cent cinquante-huit, j'vas aller les voir", n'hésite pas à nous dire un garçon de vingt-deux ans qui avait refusé jusque-là les programmes d'insertion au travail.

Il y a finalement tous ceux qui sont prêts à faire n'importe quoi parce qu'ils en sont à leurs premières armes sur le marché du travail et que leur but, c'est d'avoir "une job" et "un salaire" ou parce qu'ils n'ont pas le choix. Des jeunes qui n'ont pas terminé leur secondaire savent bien qu'ils ne peuvent pas faire autre chose que des tâches ingrates: "J'pense que c'est même rendu que, ramasseur de vidanges, ça prend ton secondaire V".

Nous avons eu la possibilité de suivre le cheminement d'une offre d'emploi parue dans divers quotidiens régionaux en 1985. Cet exercice permet de connaître un peu mieux tout ce qui se cache derrière les démarches pour l'obtention d'un emploi: diversité des expériences et des formations, désir de travailler, manières de s'y prendre, etc. (Voir offre d'emploi et profil des répondants à cette offre d'emploi en annexe 5.)

Cette étape de la découverte du marché du travail et des mécanismes pour y adhérer est si importante que les interviewés en ont parlé avec abondance. Souvent négligée parce que passagère, elle pèse pourtant lourdement sur l'avenir de travail et certains le savent. Ils sont conscients de leurs difficultés à "se vendre" ou de l'intérêt qu'il y a d'user de stratagèmes.

* * *

Les expériences d'emplois tout en faisant connaître ceux qui les ont vécues révèlent les caractéristiques des emplois qui sont souvent le lot d'une main-d'oeuvre jeune et pas très scolarisée. Les changements dans les formes d'organisation du travail provoqués par un surplus de main-d'oeuvre, des besoins nouveaux mais aussi par des transformations dans les modes de production n'ont pas encore été complètement apprivoisés et ce sont les moins biens préparés intellectuellement ou physiquement, selon le cas, qui en font les frais les premiers. Il faut ajouter à ceux-là, les jeunes issus des mêmes milieux qui espéraient trouver mieux en prolongeant leur durée d'études mais qui forment le contingent des chômeurs instruits. Le temps permettra de vérifier si ces derniers s'en tireront mieux que les moins scolarisés même si la période d'attente leur semble longue.

La plupart du temps, l'univers du travail est loin de correspondre aux aspirations projetées bien que les représentations exprimées à la suite d'expériences soient tout de même plus réalistes. Plus le jeune a misé sur les

études et surtout sur des études longues pour s'assurer d'un emploi "idéal", plus la chute est violente lorsque le rêve s'écroule. Les moins déçus sont ceux qui n'ont jamais connu autre chose que la précarité, y compris dans le milieu familial. Si, dans ce cas, les aspirations sont moins élevées, les emplois sont aussi moins valorisants et le bonheur est davantage lié à ce que procure le travail ou à ses conditions de réalisation (présence des pairs) qu'au travail lui-même.

Les jeunes interviewés, pour la plupart, étaient pressés de trouver l'emploi régulier, pas n'importe lequel, celui qui correspond à leurs aspirations. Celles-ci sont liées aux modèles qu'ils ont devant eux: des modèles positifs (sécurité d'emploi, emploi régulier, peu d'effort physique, cadence réduite, salaire raisonnable), des modèles négatifs (parents qui se sont épuisés à la tâche, amis "dégoûtés"). Elles relèvent aussi des représentations du travail qui leur ont été inculquées (la "beauté" du travail de bureau, l'"héroïsme" de l'entrepreneur, l'"aspect répugnant" ou "dévalorisant" de certaines tâches).

Au-delà de la crainte de ne pas trouver d'emploi, il y a celle de ne pas trouver le bon emploi et encore plus celle de ne pas le trouver le plus rapidement possible. Cela est surtout vrai chez les jeunes issus de familles peu nombreuses et financièrement à l'aise et chez les plus scolarisés. On peut alors se demander si cette portion de génération n'est pas trop pressée -- pour des raisons de nécessité dans certains cas, pour combler certains besoins de consommation dans d'autres -- de trouver l'emploi qui répondra à tous les désirs dans une conjoncture défavorable pour ceux qui n'ont pas l'énergie physique pour des emplois qui en exigeront toujours ou la formation professionnelle pour des demandes de pointe.

Les jeunes chômeurs que nous avons connus ne constituent pas une catégorie sociale autonome. Certains auteurs en sont venus à formuler l'hypothèse que la situation de

chômage qui s'est accentuée au cours des dernières années produisait une telle catégorie. C'est le cas de Paul Grell qui, observant les modes de débrouillardise des jeunes sans emploi, formule l'hypothèse que le temps de chômage a sa cohérence propre, l'"espace social du non-travail[36]".

Pour pouvoir affirmer l'existence d'un tel espace social, il aurait fallu donner une définition restrictive du travail et réserver la notion "d'espace de non-travail" à l'absence de travail salarié, régulier et à plein temps. Nous avons plutôt constaté comment le chômage, même lorsqu'il s'agit d'abandon d'emploi, constitue un épisode dans un espace social de travail. L'espace social occupé par les jeunes que nous avons côtoyés est presque entièrement centré sur le travail: leurs aspirations en sont empreintes. Bien plus, tous les chômeurs ne sont pas sans travail: ceux que nous avons interviewés sont occupés dans plus de la moitié des cas (32/58) à du travail à temps partiel, au noir, dans le cadre d'un programme d'employabilité qu'ils échangeraient, dans tous les cas, pour du travail à plein temps, régulier et avec possibilité de carrière. Les autres "attendent" un emploi et ceux qui vivent passivement cette attente sont les moins nombreux.

Peu d'innovation dans les représentations du travail, très peu dans les rêves, il faudrait pouvoir remonter dans le temps et voir si les générations antérieures de jeunes se comportaient différemment. Il est possible de formuler l'hypothèse que l'univers du travail est plus présent que jamais dans les représentations puisque l'accès à cet univers préoccupe autant les jeunes femmes que les jeunes hommes et qu'il est antérieur à la formulation d'autres projets dans les milieux de classe moyenne ou dans ceux qui partagent leurs aspirations. L'obtention d'un emploi stable ne conditionne pas nécessairement la cohabitation qui facilite même l'entrée dans la vie adulte par le support mutuel lorsqu'il y a lenteur dans l'insertion en emploi, mais il apparaît comme indispensable à l'installation dans une famille de procréation. Cette manière de faire est-elle dif-

férente de ce que Galland décrit comme la généralisation du modèle adolescent de la jeunesse bourgeoise à d'autres couches sociales? Ce modèle serait celui du "diffèrement" (report) de "toute forme d'engagement définitif" par la prolongation des expériences et de la sociabilité de classe d'âge[37]. Encore ici, le chômage et la précarité d'emploi ne sont sans doute pas les seuls éléments déterminants de cette nouvelle attitude.

Nous avons observé la mise en place d'un processus d'accessibilité au travail rendu plus long et plus difficile à cause du surplus de main-d'oeuvre qui rend la compétition plus grande et les employeurs plus exigeants, mais aussi par un type d'emplois pour lequel les jeunes ne sont pas préparés, soit parce qu'il est très sophistiqué ou spécialisé et qu'il exige des qualifications qu'ils n'ont pas, soit parce qu'il ne présente pas d'attrait pour eux. Ces observations n'excluent pas le fait qu'il puisse y avoir parmi les sans-emploi des jeunes appartenant à un "espace de non-travail", une sorte de marginalité par rapport à ce qui est la condition du plus grand nombre. La question du chômage a souvent dissimulé une réalité bien plus complexe que celui-ci. Tant qu'on ne considère le vagabondage des jeunes que sous l'angle de l'économie, on oublie que des changements sociaux et culturels se sont aussi produits au cours des dernières décennies. Ils n'ont pas eu moins d'impact sur la jeunesse que les crises économiques.

Par exemple, quelques résultats[38] de l'enquête sur les sans-abri qui se retrouvent dans les centres d'hébergement de Montréal révèlent que les itinérants de moins de trente ans sont issus de familles à problème. Un sur deux a vécu en foyer nourricier ou en établissements d'accueil. Plus de 80 % n'ont plus de contacts avec leurs familles et ils n'ont pas d'amis. Plusieurs ont des problèmes d'alcoolisme ou de toxicomanie et ont un casier judiciaire. S'ils possèdent une scolarité de niveau secondaire, ils ont appris un métier qui trouve peu de débouchés. La plupart d'entre eux n'ont pas travaillé plus de 24 mois en tout dans

leur vie. Les deux tiers de ceux qui ont perdu leur emploi ont été congédiés à cause de l'alcool ou de la drogue. Les auteurs de l'étude mentionnent à cet effet: "C'est pourquoi, si le chômage actuel nuit incontestablement aux jeunes d'aujourd'hui, il ne peut expliquer en premier lieu l'augmentation de l'itinérance chez cette classe d'âge[39].

Si l'on veut parler d'"espace social de non-travail" ou de marginalité, ce n'est pas chez les jeunes qui sont en recherche d'emploi qu'on va le trouver. Une période de crise de l'emploi semble, au contraire, rendre celui-ci encore plus désirable et plus central dans les représentations[40]. D'autres facteurs entrent en ligne de compte pour expliquer l'exclusion de l'espace du travail, à moins que le chômage ne se soit prolongé de façon telle qu'il ait rendu le jeune inapte à l'emploi. Les statistiques de l'aide sociale montrent que si la durée de présence est plus longue qu'elle ne l'était, elle demeure tout de même passagère dans ce groupe d'âge. Les chômeurs que nous avons connus étaient plutôt des travailleurs en attente d'emploi, peut-être pas de n'importe quel emploi, cependant.

NOTES

1. Dominique Schnapper. "Les temps... du chômage", Temps libre, 1987, p. 43-50.

2. Simon Langlois a attiré l'attention sur ces questions qui bloquent l'entrée des jeunes en emploi. Voir: "Les rigidités sociales et l'insertion des jeunes dans la société québécoise," Fernand Dumont, dir., Une société des jeunes?, Québec, IQRC, 1986, p. 301-323.

3. La répartition des jeunes par secteur d'activité économique serait relativement semblable à celle des adultes. Les 15 à 29 ans travaillent dans les services socio-culturels, commerciaux et personnels (31,6 %), le commerce de détail (22,5 %), les industries manufacturières (21,1 %) sauf dans le bâtiment et les travaux publics et le secteur primaire où ils sont très peu nombreux. BSQ, Les 15-29 ans, portrait statistique des jeunes par région, Gouvernement du Québec, 1986, p. 79.

4. Les jeunes hommes et les jeunes femmes de 15 à 19 ans comptaient pour 33,5 % des bas salariés en 1984 (4,00 $ ou moins l'heure). Michel Cournoyer, "Les caractéristiques principales des personnes à bas salaire au Québec", Interventions économiques, n^{o} 19, 1988, p. 94.

5. Bernard Fortin, Pierre Fréchette et Joëlle Noreau, Premiers résultats de l'Enquête sur les incidences et les perceptions de la fiscalité dans la région de Québec: dimensions et caractéristiques des activités économiques non déclarées à l'impôt, Québec, Université Laval, 1987, 12 p. (Cahiers d'aménagement du territoire et de développement régional).

6. On retrouve très peu de jeunes dans le secteur du bâtiment (2,9 % des 15-24 ans en emploi). BSQ, Les 15-29, ..., op. cit., p. 46.

7. Ce type d'emploi, à temps partiel ou sur appel, selon les compilations de Statistique Canada, est l'apanage des jeunes (femmes et hommes), et encore plus des femmes de 25 à 44 ans, en particulier celles qui sont mariées. Parmi les jeunes, 72,8 % d'entre eux (moins de 25 ans) cumuleraient étude et travail. C'est dans le secteur tertiaire que se retrouve principalement ce type d'emploi. Les jeunes ont tendance à abandonner le temps partiel dès qu'ils réussissent à décrocher un travail à plein temps. Bureau de la statistique du Québec (BSQ), Travail à temps partiel au Québec: caractéristiques et intérêt pour ce type d'emploi, 1983, 176 p.

8. Il faut ajouter à ces types d'emplois à durée limitée celui du louage de main-d'oeuvre qui existe plus particulièrement dans les emplois de bureau. Pas d'obligation envers l'employé, salaire moindre que celui du marché régulier, les "loueurs" réalisent leurs objectifs d'optimisation des ressources et d'économie par ce moyen. Michel Grant et Ghyslaine Marcotte, "Les bureaux de louage de main-d'oeuvre (B.L.M.O.): une relation d'emploi précaire", Interventions économiques, n° 19, 1988, p. 109-126.

9. Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, Étude d'évaluation sur les mesures de relance, Les motifs de sortie des jeunes bénéficiaires de l'aide sociale, Québec, 1985, p. 6 et Étude d'évaluation des programmes de développement de l'employabilité, 1988, p. 9.

10. Même si tout cela se passe dans un contexte économique et social différent, il y a intérêt à lire ce livre d'un sociologue ivoirien où il décrit magnifiquement tous ces métiers qui permettent de survivre et qui viennent répondre à des besoins suscités au cours de la vie quotidienne: Abdou Touré, Les petits métiers à Abidjan, L'imagination au secours de la conjoncture, Paris, Karthala, 1985, 290 p.

11. Le taux de syndicalisation au Québec est passé de 30,4 % en 1981 à 26 % en 1985. "Le taux de syndicalisation est à son plus bas depuis 20 ans, au Québec", La Presse Plus, 23 février 1985, p. 5.

12. Compilation globale du revenu net de profession:

Année d'imposition	Nombre de contribuables	Montant 000 $
1980	38 872	1 078,071
1981	39 968 + 2,8 %	1 114,000 + 3,3 %
1982	48 133 + 20,4 %	1 334,273 + 19,8 %
1983	55 083 + 14,5 %	1 485,738 + 11,4 %
1980-1983	+ 16 211 + 41,7 %	+ 407 667 + 37,8 %

Source: Service des recherches statistiques, Ministère du Revenu, Québec, avril 1986.

On notera sur ce tableau l'augmentation énorme du nombre de personnes classées comme professionnelles de 1981 à 1982, de même que de 1982 à 1983. Entre 1980 et 1983, l'augmentation représente 41,7 %. Les montants déclarés n'augmentent pas tout à fait dans les mêmes proportions, soit de 37,8 %. Peut-on supposer que les "nouveaux professionnels" auraient des revenus moindres que les "anciens"?

13. Au moment des entrevues, la durée moyenne du chômage des moins de 30 ans était de 20,6 semaines. BSQ, Aperçu Statistique de la situation des jeunes québécois en 1984: quelques notes explicatives, janvier 1985, p. 14. (Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active).

14. Les participants aux "travaux communautaires" recherchent plus activement du travail (77 %) que les non-participants. De même pour les participants aux "stages en milieu de travail", (67 %) (enquête par échantillon). MMSR, Étude des programmes de développement de l'employabilité, Québec, 1988, p. 39.

15. Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Relance à l'université, 1984, Québec, 1986, 84 p.

Lucie Vézina et Paul Corbeil, Relance au collégial, Ministère de l'Éducation du Québec, 1984.

Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, Les finissants du secondaire professionnel et le marché du travail, Québec, 1984.

Secrétariat d'État et Statistique Canda, La promotion de 1982, Rapport sommaire de l'Enquête nationale de 1984 auprès des diplômés de 1982, Canada, 1986, 187 p. (miméo).

16. En 1984, 29 001 personnes avaient abandonner l'école avant l'obtention du diplôme du secondaire, soit 27,8 %. Ce nombre représente une réduction de moitié par rapport à 1978 (63 000) des effectifs scolaires. MEQ, Indicateurs sur la situation de l'enseignement primaire et secondaire, 1986, p. 27.

17. Les jeunes qui abandonnent l'école n'y retournent cependant pas tous. Si en 1978, le nombre d'abandons était 21 fois supérieur au nombre de retours, il n'était que de 7 fois en 1983. MEQ, Indicateurs sur la situation de l'enseignement primaire et secondaire, 1986, p. 28.

18. En 1984, un article de Science et vie titrait: "Les professions de l'an 2000: concierge, camionneur ou garçon de café!...", (nov. 1984, n^{o} 806, p. 22-29 et ss.). Si le type d'emploi change, les statuts aussi: Marcel Pépin, "Statuts précaires et rémunération des salariés: deux sources de flexibilité", Interventions économiques, n^{o} 19, 1988, p. 73-92.

Même si la condition physique des jeunes de 15 à 29 ans atteint au moins un niveau minimal, moins de la moitié rejoignent le niveau recommandé:

- 15-19 ans
  Hommes 56,3 %
  Femmes 31,9 %

- 20-29 ans
  Hommes 35,1 %
  Femmes 40,9 %

"Répartition de la population selon le test de l'escalier", 1981, Ministère d'État à la Jeunesse, Jeunesse/Youth, Canada, s.d., p. 154-155.

20. Dans les faits, il y a beaucoup moins de jeunes filles dans l'industrie manufacturière que de jeunes hommes, Statistique Canada, Enquête sur l'activité.

21. Freeman et Wise démontrent dans leurs travaux que les chances d'avoir un emploi plus stable et de gagner davantage peuvent être reliées au fait d'avoir déjà travaillé même lorsqu'on était à l'école secondaire.

    Richard B. Freeman et David A. Wise, "The Youth Labor Market Problem: Its Nature, Causes, and Consequences", The Youth Labor Market Problem: Its Nature, Causes, and Consequences, Chicago and London, The University of Chicago Press, 1982, p. 3 et 13.

22. Michel Corbeil, "Symposium de Québec sur l'emploi, Constat d'échec fait par les jeunes participants qui claquent la porte", Le Soleil, 23 mai 1985, p. A-4.

23. Gabrielle Balazs, "Cinq ans après une inscription au chômage", Cahiers du Centre d'étude de l'emploi, De l'école à l'emploi: différences et concurrences, Paris P.U.F., 1983, p. 346-392.

24. Paul Osterman, Getting Started, The Youth Labor Market, Cambridge and London, The MIT Press, 1980, p. 151.

25. Parmi les chômeurs en recherche d'emploi au Québec en avril 1980, 9,2 % désiraient un emploi à temps partiel, mais permanent et non temporaire. BSQ, Travail à temps partiel au Québec: caractéristiques et intérêts pour ce type d'emploi, Québec, 1983, p. 36.

26. Les travailleurs réguliers plein temps représentaient 69,8 % des travailleurs salariés en 1951. Ils ne sont plus que 50,5 % en 1981. Marcel Pépin, "Statuts précaires et rémunération des salariés: deux sources de flexibilité", Interventions économiques, printemps 1988, n^{o} 19, p. 75.

27. Le pourcentage de jeunes qui tirent leur revenu d'une entreprise est peu élevé: 0,44 % pour les 15 à 19 ans; 1,1 % pour les 20 à 24 ans; 2,6 % pour les 25 à 29 ans. Si l'on compare ce dernier pourcentage à celui de l'ensemble des contribuables québécois qui ont un revenu d'en-

treprise (4,5 %), il est relativement élevé. BSQ, Les 15-29, Portrait statistique des jeunes par région, Québec, 1984, p. 46.

28. La majorité des projets soutenus par le fonds créé par la Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec sont de type coopératif. Marc Lesage, "Desjardins a investi $ 1,5 million dans l'aide aux jeunes", Le Soleil, 3 janvier 1987.

29. L'année même où nous avons effectué les entrevues, le Secrétariat à la jeunesse du Québec réunissait 64 jeunes entrepreneurs issus de différents pays de la francophonie. Cette rencontre a donné lieu à un volume qui résume les échanges entre participants et présente des monographies d'entreprises. Secrétariat à la jeunesse, Les jeunes et l'entrepreneuriat, Québec, 1987, 217 p.

30. Voir le numéro spécial de la revue Droit social sur "le travail atypique", nos 7-8, juillet-août 1981.

31. Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, Le partage du travail, Québec, Gouvernement du Québec, avril 1985, 254 p.

32. Roger Sue, Vers une société du temps libre?, Paris P.U.F., 1982, 175 p. (Sociologie d'aujourd'hui).

33. Statistique Canada, Abandon de la recherche d'emploi pour des raisons liées à la situaion du marché du travail, décembre 1983.

34. Simon Langlois a analysé cette modalité de recherche d'emploi dans le cadre d'une étude effectuée auprès des employés de la fonction publique: "Les réseaux personnels et la diffusion des informations sur les emplois", Recherches sociographiques, vol. XVIII, no 2, 1977, p. 213-245. Il faut cependant se demander si cette réalité n'est pas plus importante dans les représentations que dans les faits.

35. Voir l'énoncé de quelques hypothèses quant à l'inscription des jeunes de 18 ans à l'aide sociale: ils vivraient seuls, n'ont pas d'expérience de travail et n'ont pas encore connu ce que c'est que d'avoir un salaire. D'où un certain attrait pour la prestation d'aide sociale. Ministè-

re de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, Les mouvements de clientèle à l'aide sociale, Québec, 1984, p. 39.

36. Paul Grell, Étude du chômage et de ses conséquences: les catégories sociales touchées par le non-travail, Histoires de vie et mode de débrouillardise, Montréal, Groupe d'analyse des politiques sociales, École de service social, Université de Montréal, 1985, p. 28.

37. Olivier Galland, "Précarité et entrées dans la vie", Revue française de sociologie, n° XXV, 1984, p. 58-59.

38. Yves Lamontagne, Yvette Gareau-Durand, Suzanne Blais, Robert Élie avec la collaboration de Isabelle Lasvergnas, La jeunesse québécoise et le phénomène des sans-abri, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1987, p. 47-68.

39. Idem, p. 68.

40. Qu'ils participent ou pas à un programme d'employabilité, les bénéficiaires (ou clients!) considèrent comme important de quitter l'aide sociale, en d'autres termes, d'assurer leur subsistance par le travail. MMSR, Étude des résultats des programmes de développement de l'employabilité, Québec, 1988, p. 39.

Chapitre 3

Des manières de réagir à la situation

L'intensité que plusieurs mettent dans la recherche d'emploi, l'impatience tout comme le désespoir de certains autres, ne sont pas sans susciter une multiplicité de réactions. Ne pas attribuer le chômage à des instances identifiables hors de soi rend les uns de plus en plus responsables des solutions à trouver et de plus en plus passifs ceux qui attendent l'intervention de la puissance inconnue à l'origine du chômage. Ces réactions peuvent se regrouper autour de deux dimensions du phénomène d'adaptation: la mise en place de mécanismes pour se tirer d'embarras et la création de toute une armure pour assurer la protection de son identité.

Dans le chapitre qui vient nous verrons comment les uns utiliseront la manière forte comme le déplacement, la création d'un emploi, la participation active à des associations alors que d'autres auront la même attitude de passivité que nous avions perçue dans la recherche d'emploi: attente de solutions gouvernementales, repli sur soi. Y a-t-il plus de chances de s'en sortir chez ceux qui sont plus actifs que chez les autres? Sans doute. Faut-il cependant souligner que les plus intrépides sont aussi souvent ceux qui ont le plus de moyens de l'être.

Les solutions individuelles

Le fait de ne pas attribuer le chômage à une structure lointaine implique que les jeunes ne cherchent pas de solutions hors de portée. Le diagnostic est tel qu'ils ne rêvent pas de "changer la société" comme d'autres générations ont voulu le faire. Le premier réflexe, c'est de se sauver soi-même.

L'initiative personnelle

Plusieurs ont vanté l'importance de l'initiative personnelle dans la création d'emplois. Quelqu'un qui critiquait le système capitaliste comme responsable de la crise actuelle a soutenu avec force qu'il fallait régler ce problème par soi-même, avec ses propres moyens. Cet interviewé était aux prises avec les ambiguïtés du discours tenu par le RAJ auquel il appartenait et qui critique tant le système capitaliste que les interventions de l'État, en particulier les programmes d'aide à l'emploi. Que reste-t-il, sinon retrousser ses manches et user de débrouillardise comme certains nous l'ont dit?

L'idéologie de l'entreprenariat est véhiculée[1] jusque dans les rangs les plus reculés de nos campagnes. Une diplômée en secrétariat qui n'a jamais travaillé dans son domaine depuis sa sortie de l'école, soit quatre ou cinq ans, rêve de partir sa petite entreprise qui pourrait prendre des "contrats" de secrétariat, de comptabilité pour d'autres petites entreprises. Ou encore, si cela ne marchait pas, elle aimerait ouvrir une boutique d'artisanat. Des artistes veulent vivre de leur art: petit orchestre, galerie, organisation de spectacles. Parmi les initiatives que quelques-uns voudraient prendre, figurent des entreprises de service d'un type tout à fait contemporain comme l'achat d'un dépanneur, d'un MacDonald, d'un chenil, la reprise d'une compagnie familiale laissée à l'abandon, la pratique de la massothérapie et des médecines douces, l'exploitation

d'une petite ferme, la création d'un atelier de réparation de radios et de télévisions.

Le recours à l'État

Les opinions sur le rôle du gouvernement dans la création d'emplois sont partagées. Par exemple, les interviewés divergent sur la valeur ou la pertinence des programmes d'intégration au marché du travail du type de l'opération Déclic[2]. Certains les conçoivent comme une période d'apprentissage du milieu du travail, de la mise en pratique de certaines habiletés apprises dans le cadre scolaire. D'autres n'y voient que "cheap labor", exploitation (on y est moins payé que le personnel régulier pour la même tâche), expérience qui ne profite qu'à l'employeur, façon de différer l'entrée sur le marché du travail: "Si je n'avais pas eu ça, je me serais peut-être grouillée davantage!". Cette expérience ne permet pas l'accessibilité à l'assurance-chômage. Elle ne paie pas suffisamment pour boucler les fins de mois. Les programmes seraient davantage acceptables si les fonctionnaires n'enlevaient pas le nom de ceux qui en bénéficient des listes de personnes en recherche d'emploi. Des bénéficiaires voudraient être payés toutes les semaines, augmenter le nombre d'heures par semaine de façon à être éligibles à l'assurance-chômage. Pour que les projets ressemblent à du vrai travail, il ne faudrait pas que le chèque soit remis avec celui de l'aide sociale. Toute une kyrielle d'observations qui appelleraient des correctifs pour rendre les programmes acceptables et qui, si on les examinent de près, feraient en sorte que les programmes ressemblent à de "vraies jobs".

Certains souhaiteraient que la mise à la retraite se fasse à soixante ans de façon à laisser la place aux jeunes et que les femmes mariées qui ont des enfants restent à la maison, ce qui remet en cause la législation concernant l'âge de la retraite et l'aide aux mères de jeunes enfants.

Le retour aux études

Le retour aux études est aussi envisagé par quelques-uns comme solution à leur problème personnel. Ceux qui n'ont pas terminé leur secondaire pourraient s'inscrire au programme de rattrapage scolaire et "être payés" (des interviewés le disent) pour retourner à l'école. En décembre 1986, quinze mille huit cent soixante-quatorze jeunes avaient profité de ce programme[3]. Des astucieux tenteront de passer directement du secondaire à l'université. La difficulté de trouver de l'emploi, le type d'emploi dont certains doivent se contenter parce qu'ils sont peu scolarisés sont souvent à l'origine de la motivation à retourner aux études.

D'autres sont ambivalents sur les avantages à tant investir dans la situation actuelle quand des jeunes "instruits" n'ont pas d'emploi eux-mêmes. Une bachelière sans emploi ne chante-t-elle pas à qui veut l'entendre que "l'université c'est un mythe!", parce que les diplômes sont totalement dévalorisés en cette période de surplus de main-d'oeuvre. Ainsi, plusieurs ne voient pas le retour aux études comme une solution, à part l'avantage d'augmenter la prestation d'aide sociale. Cela coûte cher et signifie cumuler des dettes. En a-t-on vraiment envie?

L'incertitude de trouver du travail même après des études universitaires en conduit plusieurs à chercher à combiner celles-ci avec le travail[4], ce qui a pour effet de prolonger la période d'études[5]. Souvent d'autres raisons s'y mêlent malgré le désir de poursuivre ses études comme l'obligation d'assurer sa subsistance à cause de problèmes dans la famille. L'approbation peut venir de l'extérieur: nous avons même entendu une enseignante, dans une polyvalente, dire qu'elle comprenait les jeunes d'abandonner l'école.

L'inscription à l'armée

L'armée est apparue à quelques-uns, soit actuellement, soit dans un passé récent, comme une solution à leur

problème. Y a-t-il, en fait, davantage d'inscriptions à l'armée en période de pénurie d'emplois? Selon une étude effectuée par les Forces armées canadiennes, le nombre de postulants demeurerait relativement stable, même en période d'augmentation de chômage[6]. Le directeur du recrutement et de la sélection qui nous a fourni cette information ajoute cependant qu'il faut pondérer cette première impression en tenant compte d'autres facteurs. Par exemple, les "stratégies publicitaires s'ajustent aux conditions du marché du travail et aux besoins des Forces canadiennes en personnel. [...] D'autre part, l'augmentation du taux de chômage amène normalement une diminution sensible du taux d'attrition volontaire parmi les militaires déjà en service...[7]." Parce qu'ils savent qu'ils devront attendre parfois longtemps avant que s'ouvrent de nouveaux postes, les jeunes hésitent eux-mêmes à s'inscrire. Par contre, le directeur du recrutement voit une influence du taux de chômage, en plus de la diminution du taux d'attrition volontaire, dans la qualité des postulants du point de vue de la scolarité, de la qualification et de l'expérience. "Il semblerait qu'en période de chômage élevé, ajoute-t-il, l'option d'une carrière militaire devient une alternative de plus en plus acceptable, même aux yeux des jeunes les mieux qualifiés académiquement et professionnellement et qui, en temps plus "normal", s'orienteraient vers des carrières civiles[8]."

Le travail au noir

Même si le travail au noir ne représente qu'une petite portion du P.I.B. (produit intérieur brut)[9], les périodes de chômage élevé favorisent ce type d'emploi, en particulier chez les jeunes. Mais d'autres facteurs comme la réglementation dans certains métiers entrent aussi en ligne de compte. Un interviewé fait systématiquement ce type de travail depuis cinq ans. D'une part, il ne peut se trouver d'emploi dans son domaine, la mécanique automobile, à cause de problèmes de santé. D'autre part, il ne peut avoir pignon sur rue, car le comité paritaire ne reconnaît pas ses heures de travail au noir comme du temps d'apprentissage pour lui

attribuer sa carte de compétence. Bref, voilà un bon mécanicien qui a beaucoup appris sur le tas et qui ne manque pas d'ouvrage. Il est cependant sous-payé pour ce qu'il fait parce qu'il ne peut exiger plus qu'un prix d'ami. Il vit dans l'insécurité, sans avantages sociaux et ne voit pas le jour où il se sortira de cette situation qu'il qualifie de ridicule.

Le pari sur l'avenir

Une optimiste, qui n'a encore jamais manqué de contrats malgré quelques brèves périodes d'attente, a la conviction que d'autres types d'emplois apparaîtront qui combleront les besoins actuels. Elle ne précise cependant pas de quoi il s'agit. Elle exprime une confiance dans les pouvoirs d'adaptation de la société aux réalités nouvelles comme la technologie. Nous avons observé cette "foi" en l'avenir[10] chez ceux qui avaient des raisons de croire ayant un passé de travail passablement satisfaisant, un bagage de base suffisant (scolarité, dispositions générales à l'emploi), et le soutien familial.

L'exil

Les jeunes d'aujourd'hui songent-ils à l'exil comme à d'autres époques? Pas à Québec, ni à Sainte-Foy. Mais, partout ailleurs, nous en avons rencontrés qui étaient prêts à quitter leur lieu d'origine pour aller là où se trouve l'emploi. L'axe d'attraction semble différent d'un endroit à l'autre. À Thetford, nous avons souvent entendu parler de Sherbrooke, mais aussi de Montréal, de Québec et de "n'importe où" au Québec. Certains ont effectivement fait des téléphones ou sont partis "sur le pouce" à la recherche du pain quotidien. Dans Bellechasse, on est davantage attiré par Québec, Lévis, mais aussi par les États-Unis. Trois interviewés nous ont parlé d'outre frontières. Deux avaient de la parenté qui y demeurait. Un s'était même trouvé un emploi à New York, mais un accident est venu briser ses projets. Québec semble être le terminus de beaucoup de jeunes

de Montmagny, davantage pour les garçons que pour les filles. Des garçons, en particulier, y viendraient n'importe quand à condition de pouvoir gagner suffisamment pour défrayer le coût d'un logement. Une jeune fille qui avait obtenu un certificat dans un métier non traditionnel a renversé le dicton "Qui prend mari, prend pays". Son ami, pompiste dans une station-service, était prêt à la suivre là où elle irait, parce qu'il apparaissait plus facile pour lui que pour elle de trouver du travail. Par contre, d'autres reprocheront aux jeunes de leur génération de ne pas vouloir quitter leur campagne pour aller vers des endroits où il y a de l'emploi. Les mouvements migratoires restent cependant très grands. Les régions se vident au profit de Montréal, Hull et Québec[11].

Le recours aux autres

Durant les années 1930, qui servent désormais de point de référence à tout ce que l'on appelle crises, des expressions nouvelles de solidarité ont surgi de toutes parts au Québec et au Canada: accentuation de l'action de l'État providence à travers les régimes d'assistance, formation de syndicats, coalition d'organismes dans le Front populaire pour les besoins immédiats des chômeurs, établissement de refuges, création de la Ligue pour la reconstruction sociale et de la Relève, promotion de la formule coopérative, grande marche des chômeurs sur Ottawa, grèves dans les camps de travail, et combien d'autres. Ces manifestations de solidarité avaient leur contrepartie dans le rejet des groupes que l'on considérait comme sources de la crise: les immigrants et les femmes au travail, les étrangers bénéficiaires du secours direct, les communistes. L'antisémitisme et l'anticommunisme prenaient les couleurs du fascisme[12].

Au cours de la période élevée de chômage des jeunes que nous venons de connaître, y a-t-il eu des expressions semblables de solidarité? Le chômage n'étant pas généralisé comme au moment du krach de 1929, il ne fallait pas s'atten-

dre à retrouver autant d'ampleur dans l'imagination sociale. La situation actuelle, si elle a mis en évidence des façons individuelles de se tirer d'affaires comme l'idée d'"entreprenariat" ou celle de "débrouillardise", révèle aussi des manières collectives de le faire, ne serait-ce que l'importance accordée au support familial dans de telles circonstances.

C'est d'abord dans la vie privée que s'exprime avec le plus de force l'existence de solidarités pour parer aux effets de cette crise qui est d'abord vécue comme un fait individuel, à moins que le chômage ne soit dû à un licenciement collectif. Dans les cas qui nous concernent, il s'agit le plus souvent d'un chômage en attente de l'emploi régulier, de l'emploi intéressant, de l'emploi correspondant à sa formation. Sur qui le jeune va-t-il compter dans ces circonstances pour assurer une subsistance qu'il ne peut assumer par ses propres moyens, pour supporter psychologiquement la période d'attente, pour trouver les moyens de s'en sortir?

La famille et les amis: les premiers lieux de la solidarité

Tant par le soutien qu'elle apporte que par les malaises que révèle son absence, la famille constitue le premier lieu des solidarités. On a vu aux chapitres précédents les conséquences qu'ont à subir ceux qui en sont privés.

Même si la plupart de ceux qui vivent chez leurs parents souhaitent acquérir davantage d'autonomie, on a pu constater qu'ils sont loin d'être malheureux de continuer à y trouver gîte et nourriture ou à y retourner s'il le faut. Ils y reçoivent un support économique qui va jusqu'au don de l'argent de poche par les parents, à moins que la famille ne réclame rien du chèque d'aide sociale, ce qui devient une autre façon de contribuer "aux petites dépenses". C'est aussi la possibilité de travailler au noir en exécutant tous

les travaux d'entretien que la famille peut confier en période d'inactivité.

La solidarité familiale, c'est une foule de petites choses qui permettent de passer au travers des périodes creuses: l'argent emprunté sans frais, les enfants gardés gratuitement, les vacances passées au chalet des parents, les meubles et les vêtements -- jusqu'à la maison dans un cas -- reçus en cadeau. C'est aussi un support moral: des conseils, des suggestions, la collaboration dans la recherche d'emploi, l'encouragement. Dans la plupart des cas, la famille se préoccupe autant que le jeune de l'avenir de celui-ci, d'autant plus qu'elle est, après le jeune lui-même, la première à souffrir de la situation. Une mère de neuf enfants dont deux sont encore à la maison, rencontrée lors de l'entrevue avec un de ses fils raconte:

> [...] un grand garçon de 24 ans qui était parti à Québec, qui a perdu son emploi, puis qui a été obligé de s'en revenir ici. Puis l'autre qui reste avec sa blonde. Ce serait pas surprenant du tout qu'ils fermeraient maison, puis qu'elle s'en irait chez elle, puis qu'il s'en viendrait ici. Ils sont pas capables d'arriver. Ils s'endettent. À nous autres, ils nous doivent encore 200 $, 300 $. L'auto à réparer: c'est papa qui paye. Puis une autre affaire: c'est encore papa qui paye. Puis mon mari est rendu à 60 ans. Il a fait un infarctus: il n'est plus capable de travailler quasiment. Puis il continue pour tâcher de faire vivre tout ce monde-là, donner un coup de main à un, puis à l'autre...

Les coups de main vont jusqu'à l'obtention d'un emploi. Après son "rattrapage scolaire", une jeune fille a décroché du travail par l'intermédiaire de sa soeur aînée, une autre compte entrer à l'usine où travaille son père. La famille peut aussi servir de caution. Quelques jeunes cherchent à établir des contacts avec les milieux de travail où ils ont de la famille parce que leur réputation risque d'y

être déjà établie. Un jeune nous a dit qu'il était bien difficile de devenir pompiste dans sa petite ville puisque les pères plaçaient leurs fils dans leur entreprise. Cette façon de faire serait monnaie courante à Thetford et à Montmagny. Quand il est question de s'exiler dans une autre ville, même jusqu'à New York ou à Toronto, c'est qu'on y a de la parenté.

Quelques-uns pourraient, s'ils le voulaient, travailler pour leur père. Ils hésitent à le faire parce qu'ils avaient rêvé d'autre chose: être artiste, par exemple, plutôt que d'être pompiste. Des pères initient leurs fils à divers travaux qui pourraient éventuellement constituer des sources d'emploi: mécanique, travail de la ferme, etc.

La plupart des interviewés sont persuadés qu'un emploi s'obtient par du "pushing", des "connexions", des influences. Un jeune fait un récit bien révélateur en ce sens où les noms du beau-frère et du père reviennent de façon redondante pour dire à la fin de son énumération: "J'suis pas rentré avec pushing." C'était l'exception qui venait confirmer la règle. Un emploi était convoité. Une interviewée raconte comment il a été attribué: "C'est la soeur d'une fille qui travaillait déjà là qui l'a eu." Ceux dont les parents sont absents de leur vie ou absents du milieu du travail souffrent -- et le disent -- de ne pouvoir profiter de ce coup de main des aînés. Le jeune qui a fait des études doit se débrouiller sans l'aide de ses parents sans diplôme. L'absence de "connexions" constitue un obstacle majeur à l'emploi à un âge où on a encore besoin de support, d'appui, de conseils pour se faufiler dans un univers qui a ses règles et qui est de plus en plus difficile à pénétrer à cause de la rareté du genre d'emploi convoité.

Il arrive souvent que, pour passer le temps, le chômeur effectue des travaux domestiques, se réfugie chez sa soeur, magasine avec sa belle-soeur, fasse des sorties avec la famille chez d'autres membres de la famille. Deux jeunes "urbains" l'une âgée de 25 ans, l'autre de 22 ans, nous ont

raconté, soit une journée champêtre avec la famille incluant les oncles, les tantes, les cousins et les cousines, soit le mariage d'un cousin et les relations fréquentes avec un autre cousin. Un couple avec enfants sera accueilli pendant une semaine chez la soeur de l'épouse parce qu'il n'y a plus rien à manger dans la maison.

Dans le cas où les interviewés habitent avec leurs parents, les relations familiales prennent beaucoup d'importance et pas seulement par la proximité physique. Un jeune homme trouve une oreille attentive chez son frère aîné devenu son confident. Des grandes soeurs emmènent, dans leurs sorties, la "petite" de 21 ans qui n'a pas d'emploi, ou encore lui prêtent de l'argent. "Y'a du monde en arrière qui m'encourage", nous ont dit plus d'un interviewé.

Si les jeunes femmes ont tendance à quitter plus tôt la famille, selon les statistiques, elles sont apparues, au cours des entrevues, y être plus attachées. Une ne s'en séparerait pas, même si elle trouvait un emploi. Une autre s'ennuie tellement de ses parents qui ont dû changer de localité à cause du chômage du père, qu'elle en vient les larmes aux yeux lorsqu'elle en parle. Et pourtant, elle a 24 ans...

Les jeunes ont parfois rapporté des impressions de leur entourage sur leur situation de chômage. Par exemple, dans un même milieu, à peu près dans les mêmes conditions socio-économiques, des jeunes nous ont raconté des suggestions opposées à celles formulées par leurs parents quant à leur possibilité de retourner aux études. Dans un cas, on veut que le jeune continue ses études pour ne pas se retrouver dans la même situation que ses parents, faisant allusion, par là, à une vie de travail pénible. Par ailleurs, une mère dit de sa fille qui a terminé un secondaire V professionnel qu'elle en sait assez pour se réchapper. Voilà deux aspirations fort différentes qui influencent l'orientation professionnelle du jeune. Dans le premier cas, le jeune homme est bien déterminé. Dans le second, les études sem-

blent terminées. Poussé par sa famille à faire des études, un troisième s'est rebellé, a abandonné et s'est orienté dans la ligne de son choix, tout à fait marginale par rapport au modèle familial. Alors qu'il était étudiant en médecine, il s'est orienté vers les médecines douces par des voies parallèles. Cette rupture avec la famille a, pour le moment, des conséquences sérieuses sans être tragiques sur son mode de vie.

Les réactions des parents peuvent aussi faciliter ou non le recours à l'aide sociale. Dans certains cas, c'est une action qui va de soi puisque la famille a l'habitude. D'autres se décideront à la demander à la suggestion de leur père comme on le verra plus loin.

La famille immédiate est généralement perçue comme compréhensive par le jeune qui ne réussit pas à se trouver un emploi. Cette sympathie est parfois si grande qu'il arrive qu'elle produise l'effet contraire de celui visé: elle démoralise au lieu de stimuler; elle rappelle les points faibles au lieu d'obliger à mettre en oeuvre les éléments positifs.

Dans les périodes difficiles, l'absence de la famille revêt une importance qu'on ne soupçonne pas aux temps doux... Rares sont les autres formes de solidarité qui peuvent compenser à la fois pour le logement, l'alimentation et l'encouragement. Ce dernier point prend tellement d'importance que c'est sa perte ou son absence qui semble le plus troubler nos interviewés. Ce sont les problèmes "avec les personnes" qui ont conduit un jeune "déchu" (enfance gâtée, revers économique et divorce des parents) à la dépression, selon sa propre analyse.

La famille que l'on vient de créer est aussi source de soutien. Pour ceux qui ont des enfants, elle est un stimulant dans la recherche d'emploi pour assurer leur sécurité à moins qu'il ne soit plus avantageux de recevoir l'aide sociale. Le fait d'avoir des enfants va attirer la sympathie

de la famille, des conjoints, du voisinage: don de meubles, de vêtements, garde des enfants, hébergement dans les périodes les plus difficiles. Des mères de famille monoparentale vont cohabiter pour partager les frais de logement.

Nous n'avons pas rencontré suffisamment de jeunes familles pour pouvoir élaborer longuement sur les mécanismes de solidarité qui pouvaient compenser pour la faiblesse des revenus. La plupart de ceux-ci sont informels, à l'exception de "clubs de jeunes adultes" ou du Regroupement autonome des jeunes (RAJ) qui permettent à des mères de famille monoparentale de prendre des vacances. Nous verrons cependant, au chapitre 6, quelles difficultés posent aux jeunes couples ou aux jeunes parents le fait de ne pas recevoir de salaire suffisant et régulier.

Par ordre d'importance, bien que la marge soit assez grande, c'est, après la famille, la fréquentation des amis qui offre le plus grand soutien en période de chômage. Ceux-ci ont plus de prix pour les célibataires qui ont quitté la maison que pour ceux qui y restent, bien que, dans ce dernier cas, certaines contorsions dans l'horaire font qu'on y est sans y être: lever tardif, repas à la volée, vie nocturne ailleurs qu'à la maison. Dans tous les cas, les amis occupent une grande partie du champ des solidarités. Les garçons "font la foire" ensemble, échafaudent "des plans", louent des vidéocassettes, s'entraident. Les filles "jasent", magasinent, "se font griller", vont "ensemble" à des endroits où on donne des vêtements.

Comme les amis du même âge sont soit aux études, soit en recherche d'emploi, ou encore travaillent depuis peu, pas étonnant que le soutien matériel -- à part une bonne bière ou une pizza de temps à autre -- ne vienne pas d'eux. Exceptionnellement, on dépannera un ami qui n'a pas mangé depuis plusieurs jours. C'est le soutien moral qui compte le plus. "Tous mes amis sont comme moi!": voilà un type de solidarité qui permet d'éviter la dépression et qui a comme fonction de banaliser une situation qui pourrait

être catastrophique. Cette identification à un groupe social peut aller jusqu'à faire perdre son caractère de marginalité à ce qui pourrait être considéré comme "anormal" en d'autres temps et en d'autres lieux. C'est ce qu'ont réussi les jeunes auteurs François Benoit et Philippe Chauveau par leur pamphlet humoristique intitulé Acceptation globale[13].

Qu'est-ce qu'un jeune de vingt ans ne ferait pas pour ne pas perdre ses amis? Il pourrait aller jusqu'à se droguer, par exemple. Les amis se refilent des emplois, un projet gouvernemental ou ils font la corvée pour la construction de la maison d'un copain. Certains partagent aussi les frais du logement s'ils ont quitté la famille. C'est la tendance chez les jeunes qui habitent hors famille de vivre avec des copains comme le confirme une étude du Bureau de la statistique du Québec[14]. La sympathie peut même s'étendre à d'autres groupes. S'ils n'ont pas fréquenté longtemps l'école, ils éprouvent de la compassion pour ceux qui ont des diplômes mais pas d'emploi. C'est le même sentiment qui pousse un groupe d'amis à refuser l'aide sociale pour des raison humanitaires: elle pourrait servir à des plus démunis qu'eux.

Les amis peuvent avoir une influence positive ou négative. Un jeune ne voudra pas répéter la mauvaise expérience d'un ami dans sa recherche d'emploi. Celui qui dit avoir fait face à "cinq" refus dissuade son copain de se fatiguer pour aboutir au même point. Une femme craint la dépression si jamais elle n'arrive pas à trouver un emploi intéressant. Elle dira: "Je comprends pourquoi il y tant de suicides". Elle raconte ensuite avec beaucoup d'émotion dans la voix comment une de ses amies en est venue là:

> [...] Moi, ils ne me feront pas accroire que... le suicide c'est juste un certain petit groupe de déprimés ben dur. C'est pas vrai. Tout le monde y pense. J'y... J'y pense.

[...] Elle aussi, elle avait un diplôme, puis (soupir), elle faisait d'autres choses aussi...

Nous avons constaté comment ceux qui avaient tendance à s'isoler de leurs pairs ou ceux qui s'en étaient éloignés après les études ou pour se trouver un emploi avaient tendance à la morosité, à noircir leur situation.

Le besoin d'un regard sympathique

L'attitude perçue dans les relations avec le voisinage, les autres adultes, avec cette réalité sans visage que l'on peut nommer "opinion" prend parfois beaucoup d'importance. Le regard de l'autre peut être compatissant, en particulier si le chômeur essaie de s'en sortir. Un jeune couple qui refuse l'aide sociale pour des raisons morales, a reçu des meubles et des vêtements du voisinage. Le bébé qui n'est pas né "est déjà habillé jusqu'à l'âge de trois ou quatre ans", aux dires de la mère.

Les "bons conseils" venant de partout sont innombrables en ces circonstances. Tantôt on déconseillera d'aller à l'université parce qu'il n'y aurait pas plus d'emploi après. Tantôt, on conseillera d'y aller même si les jeunes se sentent incapables d'assumer les dettes qu'ils devront encourir pour le faire. Ballotés par une opinion publique incertaine, les jeunes interviewés qui ont mentionné ces faits ont semblé opter pour la voie la plus sûre dans l'immédiat: continuer à chercher un emploi ou s'inscrire à un programme d'insertion à l'emploi.

Le monde adulte, c'est aussi "les riches" dont nous ont parlé deux interviewés, l'un en travaillant au club de golf dans l'espoir d'en rencontrer qui pourraient l'aider dans sa recherche d'emploi, l'autre pour critiquer ceux qui entretiennent les pauvres par la hausse des taxes et du déficit. Les interviewés font peu référence à d'autres adultes en dehors de la famille. Font exception, les adultes rattachés au monde du travail, souvent parce que les rela-

tions qu'ils ont eues avec ceux-ci étaient conflictuelles. Il arrive que les jeunes fassent allusion aux discussions avec le comité paritaire, ou à l'attitude trop directive des agents d'aide sociale dans la surveillance d'un projet. Ils se plaindront du harcèlement d'un patron homosexuel ou d'une convention de travail où "les vieux" enlèvent les places aux jeunes. La critique des patrons porte parfois sur leur attitude vis-à-vis les femmes au travail. Elle va s'étendre au fait que ce soit encore les patrons qui profitent le plus des programmes d'insertion au travail par l'utilisation d'une main-d'oeuvre bon marché. La plupart du temps, ces critiques ne sont pas personnalisées et visent plutôt des institutions ou des ensembles imprécis.

Quand on s'éloigne des relations dites primaires, le regard de l'autre peut parfois être blessant: c'est celui de la caissière au moment d'échanger le chèque d'aide sociale, celui de l'employeur qui reproche au jeune de ne pas avoir d'expérience. C'est aussi l'apathie de la population qui n'a pas l'air dérangé par le chômage des jeunes.

La compétition avec les autres générations est rendue inégale et dure par la règle de l'ancienneté et de l'expérience acquise. Cela s'étend jusqu'aux petits emplois réservés au père retraité alors qu'ils pourraient si bien occuper le temps du jeune qui se meurt d'ennui dans sa chambre. Un jeune homme se sert d'une chanson de Plume Latraverse pour illustrer ce qu'il pense des relations entre générations: les jeunes et les vieux veulent du "foin". Les premiers courent après la drogue, les autres après l'argent: "[...] qu'on le mette en banque, qu'on le roule en joint, du foin, c'est toujours du foin."

Les solidarités primaires en dehors de la famille immédiate et des amis se résument à peu de choses, mais à des choses qui ont de la valeur durant les périodes où l'on est particulièrement vulnérable. Elles contribuent à entretenir l'espoir. Si les réactions de l'entourage sont négatives, elles peuvent accentuer ou provoquer un sentiment de

culpabilité devant le fait de ne pas avoir d'emploi ou de dépendre de la famille ou de l'État pour vivre.

La relation avec le milieu va parfois se structurer dans des organismes de dépannage. Quelques interviewés ont été rattachés à un organisme de Sainte-Foy, la Chôm'hier, qui dépanne de diverses façons les jeunes qui sont mal pris: hébergement temporaire à la suite d'une migration ou à la perte d'un logement, centre de "petits emplois" qui permettent de survivre en attendant l'emploi régulier ou le retour aux études. Plusieurs organismes comme celui-là sont nés sous l'impulsion d'une initiative privée (jeunes, organisme confessionnel, club social, etc.), mais survivent grâce à des subventions de l'État. Dans certains cas, ils constituent un soutien pour faire face à diverses difficultés tel le Bureau de Consultation-Jeunesse. Bon nombre sont des organismes de revendication comme Intégration-Jeunesse. En cette période de chômage, plusieurs s'improvisent centres de placement. C'est le cas de Patro-Placement. Des organismes issus de l'initiative des jeunes ont parfois quelques difficultés à se faire reconnaître avec leurs critères propres. Ainsi "Place des jeunes" à Cabano, qui devait créer des emplois pour 50 jeunes a retourné à l'État une subvention de 73 000 $ faute de pouvoir s'entendre avec Travail-Québec[15].

D'autres organismes ont vu leur vocation modifiée au cours de la période intense de chômage des dernières années. Des jeunes vraiment mal pris vont se retrouver dans des maisons qui accueillent gratuitement ou pour des sommes minimes les personnes qui vont y prendre au moins un repas substantiel par jour et qui ont d'abord été créées pour les marginaux des centre-villes. C'est ainsi que Lauberivière à Québec comptait 40 % de jeunes de moins de trente ans parmi sa clientèle en 1984. Cette maison héberge chaque jour entre quarante et cinquante personnes pour le coucher et sert entre cent quatre-vingt et deux cents soupers, et trois cents en fin de semaine.

Les solidarités des jeunes entre eux dans des regroupements

Ces dernières années -- le début de la décennie 1980 -- ont vu surgir un si grand nombre d'associations et, en particulier, des associations de jeunes que le Secrétariat à la Jeunesse a cru bon de les inventorier au cours de l'Année internationale de la Jeunesse. Le Répertoire des ressources jeunesse 85[16] dénombre au-delà de deux mille organismes, programmes ou services qui s'adressent aux jeunes. Plusieurs sont des organismes gouvernementaux (moins de la moitié), la plupart des autres sont dus à des initiatives privées, à celles des jeunes eux-mêmes entre autres. Outre leur diversité et leur nombre, ces associations se caractérisent par leur dispersion: il n'y a pas un "mouvement de jeunes" au sens d'une mobilisation de la jeunesse vers des objectifs communs, mais une multiplicité d'orientations pour répondre à des problèmes particuliers: chômage, pauvreté, loisirs, inadaptation à l'école, isolement, prostitution, drogue, etc. À ces groupes facilement repérables parce qu'ils ont pignon sur rue, il faut aussi ajouter tous ces lieux, ces prétextes à rassemblement qui sont peut-être davantage reliés au phénomène jeunesse, mais qui prennent une coloration particulière en période de chômage.

Parmi les jeunes sans emploi que nous avons interviewés, ce sont presque les exceptions qui se retrouvent dans une association[17]. Assez curieusement, il s'agit, en majorité, de jeunes de la Basse-Ville de Québec. Quelques-uns font partie de regroupements nés à l'occasion de la "crise" du chômage: RAJ (Regroupement autonome des jeunes), Association des sans-emploi, Ligue des sans-emploi, Action-chômage, Solidarité-Jeunesse. Un groupe a mis sur pied un "petit dépanneur" qui fournit des vivres, au besoin, aux jeunes chômeurs et assistés sociaux. Une jeune bénéficiaire d'un programme de rattrapage scolaire a collaboré à la mise en place d'une association étudiante pour les anciens décrocheurs. D'autres font du bénévolat dans des Clubs sportifs, des Maisons de jeunes, un seul dans un parti politique, cependant. Un interviewé a même créé son propre mouvement en

réaction à un autre dans lequel il militait. Quelques-uns, souvent les mêmes, ont appartenu à divers mouvements de jeunes dans le passé: scoutisme, association étudiante, JOC, ou ont fait du bénévolat.

Les jeunes qui ont mentionné le nom de tels organismes ont été, sauf quelques exceptions, davantage des bénéficiaires des services que pouvaient rendre ces organismes que des animateurs. C'est le cas pour Action-chômage[18] par exemple, qui constitue un bon exemple des manières de suppléer ou de compenser les lacunes des services sociaux ou des groupes de défense des droits des travailleurs, tels les syndicats.

Qu'est ce qui a motivé quelques interviewés à se rallier à des associations alors que la majorité des autres ne l'on pas fait? Les raisons sont souvent liées à des perspectives d'emploi ou à des besoins immédiats. Certains diront que c'est pour "monter un projet." Des regroupements aident en effet les jeunes sans emploi à préparer des suggestions d'activités qui pourront éventuellement être reconnues comme Travaux communautaires dans le cadre des programmes d'employabilité du MMSR ou comme projet Jeunes volontaires du MLCP, ce qui signifie une hausse appréciable du montant d'aide sociale. Un autre fera de l'animation dans une Maison de jeunes pour pouvoir inscrire sur son curriculum vitae qu'il a déjà été animateur. On retrouvera une assistée sociale dans une coopérative d'alimentation où elle s'approvisionne et où elle accomplit une tâche pendant trois heures à chaque semaine. Un autre dit avoir été dans les Scouts et les Cadets de l'air pour compenser le fait que son père ne faisait rien avec lui.

Trois jeunes de la Basse-Ville ont affirmé faire partie de mouvements d'ordre spirituel. Il faut mentionner ici, que les pasteurs des paroisses de la Basse-Ville, du moins quelques-uns d'entre eux, sont très actifs dans la recherche de solutions aux problèmes des jeunes. Cela prend parfois les couleurs de la pastorale ouvrière où l'on réflé-

chit sur "les luttes qui transforment la foi", selon les mots d'une interviewée. Après avoir milité dans le RAJ, elle est passée à la JOC où, pour elle, les militants ne sont pas comme les autres: "Bien plus proches du monde... plus sensibles au problèmes concrets...".

Quelques-uns -- dans Montmagny, Bellechasse et Thetford -- font du bénévolat dans des associations sportives dont ils profitent en même temps: hockey, chasse et pêche, camping, pétanque. Une jeune femme donne l'impression d'avoir quasi consacré sa vie à un mouvement paroissial tant elle met de coeur à s'occuper de ses activités.

Sans y être affiliés, certains reproduisent le discours du RAJ. Ils en adoptent les positions face aux programmes d'employabilité: il s'agit de "cheap labor", cela profite d'abord aux patrons. Une ancienne militante du RAJ parle ainsi de cette organisation qui a fait la manchette des journaux par ses manifestations fracassantes mais qui n'a pas réussi à regrouper plus que quelques centaines de jeunes, à l'exception de la Marche pour l'emploi qui a rassemblé à Montréal un millier de jeunes en provenance de Rouyn, Québec, Thetford Mines et Drummondville. Une dissidence au sein de l'association a mis fin, un peu plus tard, à toutes ces péripéties.

Pourquoi le RAJ n'a-t-il pas réussi à mobiliser davantage? Une interviewée esquisse une réponse: la formule n'attire pas nécessairement les jeunes parce que les militants du RAJ les perdent sous un amoncellement de "papiers" et se préoccupent peu de leur réalité concrète. La même jeune femme raconte comment elle est venue au RAJ dans le cadre d'un cours de "réinsertion sociale et professionnelle des jeunes" qui durait cinq jours semaine pendant trois mois et qui se donnait dans une école de la CECQ (Commission des écoles catholiques de Québec). Les professeurs étaient des "militants", "puis ils nous renseignaient sur la société". C'est de là qu'une quarantaine de jeunes ont décidé d'aller, un jour, occuper un Centre Travail-Québec.

Ce dernier fait, tout comme l'expérience de la pastorale ouvrière en milieu jeune, montre la place que tiennent les adultes dans les organisations de jeunes. Ils sont souvent ceux qui les suscitent, les maintiennent, y acheminent les jeunes. Les associations de jeunes qui originent du milieu étudiant ont souvent beaucoup de peine à mobiliser l'ensemble de la jeunesse: les différences idéologiques, le "modèle technocratique" assimilé par les étudiants répugnent aux jeunes issus du milieu ouvrier ou moins scolarisés. Confrontés à des problèmes concrets, ces derniers recherchent des solutions tout aussi concrètes.

S'ils ne font pas tous partie d'associations, il y a parfois des lieux où les jeunes aiment se rassembler. C'est le cas du Centre civique à Montmagny, du Café des Récollets à Québec. À d'autres endroits, ce sera l'hôtel, la discothèque ou le restaurant tant qu'on en a les moyens. Un courant de solidarité qui attire les jeunes le vendredi ou le samedi soir, semble passer à ces endroits. Deux jeunes filles qui font des "travaux communautaires" se préparent longuement à cet événement de la semaine. Comme elles ont congé le vendredi: "... on commence à faire nos sourcils, toutes prêtes pour le soir." Mais, ce plaisir n'en est vraiment un que si la semaine a été autre chose qu'un long congé: "C'est comme si la semaine avait été la fin de semaine. C'est comme si ça avait été la fin de semaine à la semaine longue. Là, on travaille la semaine, puis on trouve que la fin de semaine, ça passe."

Nous avons pu constater que les jeunes qui se retrouvent en groupe en fin de semaine, donnaient l'impression de garder le moral haut tout comme ceux qui se dévouent corps et âme dans des associations ou des organisations pour venir en aide aux chômeurs ou aux jeunes.

Comme nous le verrons plus loin, les sorties quelles qu'elles soient, même celles de pur bénévolat, coûtent quelque chose, ne serait-ce que le déplacement, le coke ou la bière indispensables à la symbolique de la vie de groupe.

Elles ne sont donc pas à la portée de tous les jeunes chômeurs ou encore doivent être repoussées dans le temps, à moins que les relations de voisinage, comme nous l'avons vu chez des jeunes femmes de la Basse-Ville, ne viennent avantageusement compenser pour les manques sur d'autres plans.

L'isolement

Au-delà des solidarités familiales, amicales ou de groupes et du mouvement de masse rendu impossible par la diversité des expériences, des regroupements et des idéaux, il y a un monde d'attitudes dont certaines expriment des difficultés plus radicales à se mobiliser contre le problème de l'emploi. Ces attitudes apparaissent de diverses façons.

Les propos des jeunes aideront peut-être à comprendre pourquoi un groupe statistiquement aussi fort n'a pas conduit notre société et tous les pays d'Occident touchés par le chômage des jeunes à l'explosion sociale ou à la catastrophe que certains leaders pouvaient appréhender. Le premier ministre René Lévesque, ne décrivait-il pas en 1984 le problème du chômage chez les jeunes comme "particulièrement criant, particulièrement dangereux et potentiellement explosif[19]"? Le comité sénatorial spécial sur la jeunesse ne craignait-il pas que la patience des jeunes canadiens cède "à l'exaspération et à la violence[20]"?

Les difficultés de regroupement

La plupart des interviewés ne veulent pas s'affilier à une association ou, tout simplement, l'occasion ne s'est pas présentée. Parmi les raisons invoquées, on retrouve l'idée de ne pas défendre les gens qui ne veulent pas s'aider eux-mêmes et qui restent à la maison à attendre leur chèque (de bien-être). Un jeune homme a même affirmé que le syndicalisme conduisait à la paresse. Il arrive aussi qu'on préfère régler ses problèmes seul.

Comme l'a souligné une interviewée, les organismes de revendication comme le RAJ ne rejoignent pas n'importe quels jeunes, mais des militants d'un type particulier. La plupart des associations nées pour contrer le chômage ou pour résoudre certains problèmes qui en découlent ou d'autres malaises des jeunes ne rallient que sporadiquement les jeunes et, encore là, certains d'entre eux seulement. L'Association des sans-emploi d'une municipalité où nous avons effectué des entrevues a monté un projet du MMSR nommé "Groupe de ressource technique jeunesse" qui se donne comme tâche d'informer les jeunes des ressources du milieu. Quelle déception pour ces jeunes qui, après avoir organisé une soupe populaire à 2 $ du repas, n'y retrouvent que des personnes âgées!

Le chômage ne réunit pas les chômeurs: isolement géographique, isolement psychologique, isolement dans le temps. Toutes les tentatives pour regrouper les jeunes ne font que confirmer ce fait malgré l'impression que peut donner la multiplicité des organismes. La diversité des types de chômage vient accentuer la difficulté à se regrouper pour des motifs de revendication. Ainsi, la participation à deux colloques organisés à une semaine d'intervalle a donné lieu à la réflexion suivante[21] autour des attitudes de "deux jeunesses": la jeunesse ouvrière et la jeunesse étudiante. Au même âge, ces jeunes ont déjà une expérience fort différente du marché du travail.

Les jeunes ouvriers ont connu de multiples démarches de recherche d'emploi. Plusieurs ont même expérimenté la vie à l'aide sociale. Ils se sont frottés, le plus souvent douloureusement, au marché du travail. Ils voient d'un mauvais oeil l'avènement de la machine qui remplace les hommes. Ils manquent de confiance en eux devant l'employeur et n'entrevoient pas beaucoup de solutions. Retourner à l'école? "Y'en a plein sur le BS qui ont des diplômes!" Partager le travail? "Quand le "boss slack" des employés, c'est pour économiser. Il fait travailler les autres deux fois plus fort!"

Tasser les autres? "Ceux qui parlent du temps partagé, c'est finalement ceux qui n'ont pas d'emploi."

Les étudiants, pour leur part, se contentent le plus souvent de répéter les solutions avancées par les experts sur la réduction des heures de travail, la retraite anticipée, l'année sabbatique, l'importance de ne pas freiner l'entreprenariat, l'autogestion. Ils hésitent entre la proposition du plein-emploi et celle du revenu minimum garanti. Ils croient que le "virage technologique" est irréversible et qu'il faut plutôt adapter la technologie à des choix sociaux. Ils souhaitent recevoir une formation davantage orientée vers la polyvalence et qui tiendrait compte des liens entre la théorie et la pratique. Ils appréhendent, bien plus qu'ils ne les ont connu, les situations inhérentes à la rareté de l'emploi.

Les deux colloques ont mis en évidence la volonté d'avoir des emplois permanents, de ne pas accepter de faire n'importe quoi et le refus de projets formulés de haut sans lien avec la vie réelle. On y a surtout vu s'exprimer les clivages idéologiques qui séparent non seulement ouvriers et étudiants, le Regroupement des organismes communautaires de l'agglomération montréalaise, le RAJ, le Parti québécois, la commission-jeunesse du Parti libéral et ENGAJ (Ensemble dans les groupes d'action-jeunesse) a bien illustré des divergences où les uns prônent l'action radicale, les autres, la concertation entre les divers intervenants; les uns, l'accentuation du rôle de l'État, les autres, l'affirmation de l'entreprenariat, et ainsi de suite.

Les rivalités

Les rivalités prennent parfois racine dans les relations primaires. Elles s'expriment dans les situations que les jeunes qualifient de "protection": les pères qui embauchent leurs fils ou leurs filles, les "amis des amis" qui congédient un jeune pour lui substituer une connaissance, les réseaux parallèles d'emploi et les concours "bidon" où

tout est décidé d'avance même si, en apparence, on a suivi la procédure prévue par la convention.

Plus subtiles encore, les rivalités entre finissants d'une même discipline mais à des degrés scolaires différents. Une technicienne en assistance sociale voit d'un mauvais oeil l'arrivée des bacheliers en sciences humaines et sociales. Une finissante en secrétariat de secondaire V paraît bien démunie devant le patron qui a le choix entre elle et une diplômée de cégep dans le même domaine. Les diplômes s'en trouvent du fait même dévalorisés.

En région, des jeunes ruraux et semi-urbains ont dit voir venir avec appréhension le contingent des étudiants de cégep et d'université à l'approche des mois d'été. La rivalité est encore plus grande lorsque ces derniers arrivent avec des possibilités de subvention pour leurs employeurs. La partie n'est pas égale. D'autres sont convaincus que les programmes de travaux communautaires "coupent les jambes" de ceux qui auraient obtenu ces emplois sans cela. Quelle frustation pour cette jeune diplômée d'études collégiales qui a préparé un projet pour une association de sans-emploi et qui s'est vue refuser le poste au profit d'une diplômée universitaire!

Les jeunes sont aussi en compétition avec des aînés plus expérimentés lors d'ouverture de postes. Ils se sentent défavorisés par rapport à certains acquis, comme l'ancienneté. Ils ont bien retenu les messages de Louis Laberge lors du colloque de la Fédération des travailleurs du Québec, le 25 janvier 1985, et du président de la Confédération des syndicats nationaux à propos de la restructuration de la production minière à Thetford: il n'est pas question de remettre en cause le "principe sacré" -- si durement acquis par des décennies de luttes syndicales -- de la sécurité d'emploi selon l'ancienneté[22]. Ceux qui en ont parlé ont semblé "comprendre" cet attachement des aînés et la préférence des employeurs pour les personnes expérimentées, mais

continuent de penser que, pendant ce temps, eux n'acquièrent pas d'expérience à leur tour.

Les boucs émissaires

S'il y a rivalité entre jeunes, entre générations, il existe cette autre attitude "classique" en période de pénurie d'emplois, celle de faire porter le problème par des boucs émissaires. Peu, parmi les interviewés, ont personnalisé la cause de leurs malheurs à l'exception de cette jeune femme, analphabète. Avec des difficultés d'expression verbale, elle dit avec agressivité son dépit de ne pas trouver d'emploi alors que pour d'autres... "Les Eptamiens [sic] là, ils arrivent à Québec, ils ont tout, tout de suite. Puis nous autres, on arrive, esprit! Puis on y demande, puis y'en a pas pour nous autres. Moi, ça m'enrage des fois."

Les Vietnamiens semblent l'ethnie la plus visible pour un autre jeune, du milieu rural, cette fois. Il avoue que ça "l'écoeure" de les voir venir prendre les emplois. Un autre attribue les mêmes torts, mais aux immigrants dans leur ensemble: "Pourquoi on laisse les autres venir d'autres pays ouvrir des commerces à notre place?" Derrière cette réflexion, l'idée de blâme est cependant atténuée parce que le jeune partage avec ses concitoyens de longue date la responsabilité de laisser faire les autres.

Selon un sondage effectué par le quotidien Le Devoir, les 18-24 ans sont plus nombreux à craindre l'effet de l'immigration sur l'emploi (69 %) et trouvent que le Québec reçoit trop d'immigrants[23]. Nos interviewés sont donc loin d'être marginaux, bien qu'il n'y en ait que quelques-uns à s'être exprimés sur cette question. Y aurait-il eu censure dans une relation de face à face qui n'existerait pas lors d'un sondage anonyme au téléphone?

Un autre groupe est parfois visé, celui des femmes qui ont de jeunes enfants et qui devraient "rester à la maison pour les élever" pour faire de la place aux autres

sur le marché du travail. Qui parle ainsi? Des jeunes femmes peu scolarisées, dont une mère de famille monoparentale, que nous avons rencontrées lors d'un colloque de la JOC. Il faut comprendre ces jeunes femmes du milieu ouvrier pour qui "la carrière" a peu d'importance puisque l'expérience dans ce qu'elles ont la possibilité de faire n'est pas cumulative, et la vie à la maison avec les enfants est tellement plus intéressante.

* * *

Dans les mécanismes d'adaptation à la situation de chômage, deux grands traits ressortent: le caractère individuel de la recherche de solutions et le recours à des moyens familiers et non pas à des organisations très structurées.

Dans quelle mesure l'idée d'entreprenariat n'a-t-elle pas refilé aux individus plutôt qu'à des groupes ou à un système -- le système économique incluant tous les rouages de la production -- la responsabilité d'éliminer le chômage? Le titre d'un article du quotidien Le Devoir pourrait le laisser croire: "Québec entend miser sur les jeunes qui réussissent pour donner confiance aux autres[24]." Plusieurs jeunes ont compris ce message et ils constituent une bonne proportion de ces nouveaux entrepreneurs comme nous l'avons déjà signalé.

S'agit-il d'une ruse des adultes qui laissent à la génération qui les suit le soin de payer la note d'une situation qu'ils ont eux-mêmes contribué à créer (critique de l'État providence)? S'agit-il d'une ruse de la société où les mieux nantis ne veulent rien céder de leurs privilèges et de leur sécurité? S'agit-il d'une manifestation de la redéfinition des rapports sociaux: passage de l'idée de responsabilité de l'État qui a marqué les années antérieures à celle de responsabilité des individus?

Une chose est certaine: l'idée d'entreprise a favorisé l'émergence d'une classe de jeunes entrepreneurs au

succès retentissant. La revue L'Actualité a publié un numéro spécial[25] à l'occasion de son dixième anniversaire sur "les Québécois qui montent". Sont mis en vedettes des jeunes qui se caractérisent par la force de leur personnalité, leur sens de l'initiative et de la créativité, leur esprit d'entreprise. Une partie du titre indique qu'il s'agit de "la deuxième révolution tranquille" ce qui accentue encore plus la distance avec "la première" centrée sur la réforme des institutions, les grands projets collectifs, le rôle accru de l'État. L'année précédente, le quotidien Le Soleil avait présenté une série de cinq articles sur "ces jeunes qui montent[26]".

L'idée d'entreprise repousse cependant dans l'ombre ceux qui n'ont pas "l'esprit d'entreprise" et qui doivent se débrouiller avec "les restes" du marché de l'emploi. Elle a creusé un fossé à l'intérieur d'une même génération qui ranimera peut-être un jour l'idée d'égalité... reléguée aux oubliettes à un point tel que même des contrats de travail contiennent des clauses particulières pour les nouveaux arrivants[27].

Devant les difficultés à établir des liens solides et durables à partir d'une situation qui, finalement, en est une de non-être, il n'est pas étonnant qu'il y ait repli sur la famille. Cette dernière, malgré ses faiblesses, demeure le bastion le plus solide dans la lutte pour survivre pendant les périodes d'attente. Que l'absence de celle-ci dans un domaine ou l'autre du soutien ait des répercussions sérieuses sur le jeune n'étonne guère. Les organismes ou associations peuvent compenser dans certains cas, mais assurent rarement la permanence du gîte et des repas, la persévérance dans l'appui et la constance dans la recherche d'emploi.

Ces derniers remplissent cependant d'autres fonctions en plus d'apporter une aide directe selon leurs objectifs propres. Des liens se créent dans les associations qui compensent pour ceux qu'on aurait eus en milieu de travail.

Les contacts avec d'autres qui vivent ou ont vécu les mêmes situations relativisent les conséquences qu'elles ont pour soi. Les adeptes de ces regroupements ont cependant un profil que ceux qui les évitent n'ont pas: ils n'ont pas peur des "papiers" ou de l'activité en groupe et y voient leur profit personnel.

L'appartenance à des associations n'est pas très répandue chez les jeunes que nous avons connus. Ceux qui entretiennent ce type de rapport aux autres démontrent toutefois plus d'autonomie que ceux qui s'accrochent aux relations primaires et dépendent des organismes de dépannage pour se débrouiller.

Les mouvements de masse ne se sont pas produits au pire moment du chômage parce que les intérêts des chômeurs sont à la fois diversifiés (jeunes instruits et ouvriers, par exemple) et antagonistes (clivages idéologiques, rivalité pour un même poste). Le chômage se vit plus souvent seul et les formes de solidarité qui subsistent à l'épreuve du chômage préexistaient et caractérisent davantage la jeunesse que le statut de chômeur. Si les boucs émissaires changent de nom, il s'en trouve cependant, comme à toutes époques: les étrangers et les mères de jeunes enfants sont de ceux-là.

Les entrevues, si elles n'ont pas révélé de nouveaux modes ou mécanismes de solidarité, hormis les services de dépannage ou d'entraide, laissent deviner les grands absents. Une seule allusion au syndicalisme et, encore là, pour le critiquer, signifie bien que les jeunes interviewés ne comptent pas sur ce moyen pour défendre leurs intérêts ou trouver des solutions à leurs problèmes. Aucune association, jusqu'à maintenant, ne semble jouer le rôle et détenir la force que l'on a connue dans le syndicalisme ouvrier des années qui ont suivi la crise des années 1930. Est-ce parce que le chômage affecte surtout les jeunes et une catégorie bien particulière parmi ceux-ci?

Les difficultés d'entrevoir une action collective ont été longuement décrites par Marc Lesage dans Les vagabonds du rêve autour de la création du Syndicat des sans-emploi de Montréal fondé en 1981 mais dissout en 1984 faute de participants. Olivier Galland et Marie-Victoire Louis, à la suite de leurs enquêtes auprès des jeunes chômeurs, énoncent trois conditions pour que se développe une action collective. Aucune de ces conditions ne se retrouve dans les descriptions que nous avons faites jusqu'à maintenant:

1) que le groupe des chômeurs soit suffisamment homogène;

2) que l'identité de chômeur soit acceptée et même revendiquée et puisse ainsi servir de support à l'action collective;

3) que les représentations du chômage aient une unité et parviennent à situer les responsabilités à un niveau qui puisse être le point d'application de l'action organisée[28].

Les jeunes que nous avons interviewés se distinguent à plusieurs points de vue des jeunes étudiants que nous avons côtoyés au même moment dans des colloques centrés sur les problèmes de l'emploi. Si les derniers comptent davantage sur les institutions liées au monde du travail pour améliorer leurs perspectives d'emploi, les jeunes ouvriers se réfugient davantage dans les relations familiales et leurs prolongements pour se tirer d'affaires. Que certains parmi ces derniers se sentent plus à l'aise de se rendre au bureau d'aide sociale qu'au centre d'emploi ne surprend pas alors si le premier leur est plus familier.

Cette idée de "familiarité" s'étend jusqu'au choix des associations. Pourquoi préférer la JOC au RAJ? Les dirigeants de la JOC sont comme les jeunes qu'ils rejoignent, ne les inondent pas de mots et de paperasses et leur apprennent à se débrouiller ensemble, nous a dit une interviewée. Une étude

du membership des associations de jeunes serait précieuse pour vérifier la pertinence de cette observation, à savoir que les jeunes qui participent aux associations, non seulement s'initient à une culture qui ressemble à la culture des organisations dans le monde du travail, mais doivent déjà posséder certaines capacités qui les rendent réceptifs à ce que peut leur apporter ce type de regroupement: niveau de langage, aptitude à la communication, acceptation de consignes et de règles, etc.

NOTES

1. Hélène De Billy, "Jeunes, À force de petits pas...", Châtelaine, juil. 1983, p. 33-38.

2. Voir l'évaluation des programmes gouvernementaux, en particulier sur les éléments dissuasifs d'inscription aux mesures de relance: Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, Étude d'évaluation sur les mesures de relance. Québec, Gouvernement du Québec, avril 1985, p. 64-72.

3. Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, Service des politiques et de la recherche en sécurité du revenu, 1987-01-08.

4. L'augmentation du taux d'activité chez les jeunes viendrait corroborer la constatation qu'ils ont de plus en plus tendance à concilier, dans la même séquence temporelle, école et travail. Ce taux croît tout au cours des années 1970, retombe un peu en 1982 -- jamais autant qu'en 1966 -- et atteint un nouveau sommet en 1984:

1966 -- 0,555	1982 -- 0,593
1981 -- 0,624	1984 -- 0,620

   Ces chiffres sont tirés des données de Statistique Canada sur "La population active" et cités par: Clément Lemelin, "Les jeunes et le marché du travail", Fernand Dumont, dir., Une société des jeunes?, Québec, IQRC, 1986, p. 243.

5. Le nombre de sessions passées au cégep était en moyenne de 4,3 au secteur général en 1980. Il est passé à 4,4 en 1983. Il s'est accru encore plus au secteur professionnel: de 6,2 en 1980 à 6,5 en 1983. La période de temps consacrée à l'obtention d'un diplôme de cégep a donc tendance à s'allonger. Conversation téléphonique avec Gérard Carrier, Ministère de l'Éducation du Québec, 8 septembre 1986.

6. J. Tivendell et Major J. W. Gaudet, Socio-Demographic Trends and Related Changes in Canadian Society Affecting the Canadian Forces Personnel

Supply, Research Report 85-2, Willowdale, Canadian Forces Personnel Applied Research Unit, Ontario, 1985, IX-53 p. (miméo).

7. Capitaine B. E. Derible, Lettre adressée à Madeleine Gauthier, 10 octobre 1986, p. 2.

8. Idem.

9. Pierre Fréchette, Premiers résultats de l'Enquête sur les incidences et les perceptions de la fiscalité dans la région de Québec: dimensions et caractéristiques des activités économiques non déclarées à l'impôt, Québec, Université Laval, 1987, 12 p. (Cahiers d'aménagement du territoire et de développement régional).

10. Hélène De Billy. "Les abonnés de l'anti-chômage", Châtelaine, mars 1985, p. 57-61.

11. Gouvernement du Québec, Le Québec statistique, édition 1985-1986, p. 316.

12. Sur les années 1930, une revue des travaux:

    Centre populaire de documentation de Montréal, Le choc du passé, le Québec, les années 30, les sans-travail, Montréal, Centre populaire de documentation de Montréal inc., 1984, s.p. (miméo).

    et un ouvrage:

    H. Blair Neatby, La grande dépression des années 1930. La décennie des naufragés, Montréal, Les éditions la Presse, 1975, 202 p.

13. François Benoît et Philippe Chauveau, Acceptation globale, Montréal, Boréal, 1986, 122 p.

14. Les personnes hors famille qui vivent avec d'autres réalisent des économies de partage qui permettent de réduire les inégalités. 62,4 % des jeunes hors famille vivent avec des copains. Bureau de la statistique du Québec, Vivre seul ou en groupe, Gouvernement du Québec, 1984, p. 43, 48, 110-113.

15. Jean-Didier Fessou, "Des jeunes retournent une subvention à l'État", Le Soleil, 29 novembre 1984.

16. Secrétariat à la Jeunesse, IMAJ 1985 et Éditions Convergence, Répertoire des ressources jeunesse 85, Québec, Direction générale des publications gouvernementales et Éditions Convergence, 1985, 711 p.

17. Pour une description de ces divers types d'associations, voir:

    Madeleine Gauthier, "Les associations de jeunes", in F. Dumont, dir., Une société des jeunes?, en particulier les pages 348-361.

18. Action-chômage a été fondé en 1973 à Québec par Jeanne Lalanne et quelques personnes qui venaient justement de rencontrer des difficultés à propos de l'assurance-chômage. Il se propose, en premier lieu, d'aider les personnes qui se retrouvent dans des situations semblables, mais aussi de promouvoir la création d'emploi. Les efforts pour atteindre ce deuxième objectif ont cependant été modestes. Par contre, de cinquante téléphones par jour qu'elle recevait en 1973, Action-chômage est passé à cent cinquante en 1986. De ce nombre, environ la moitié conduit à une intervention directe d'Action-chômage auprès des représentants de l'assurance-chômage qui lui accordent une oreille attentive. L'organisme ne compte que deux permanents, assistés de plusieurs bénévoles. Il fonctionne sous la direction d'un conseil d'administration composé d'une dizaine de personnes et avec l'aide financière de Centraide, d'organismes religieux et de groupes populaires. Action-chômage a bénéficié à ses origines de l'appui de la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne).

19. Journal de Québec, 21 septembre 1984.

20. Rapport du Comité sénatorial spécial sur la jeunesse, Jeunesse: un plan d'action, Canada, 1986, 145 p. [139 p.].

21. Madeleine Gauthier, "Deux jeunesses, deux chômages", Le Devoir, 6 décembre 1984, p. 13.

22. "La CSN exige l'application de l'ancienneté globale dans le processus des mises à pied", Le Soleil, 21 mars 1986, p. B-1.

23. Jean-Claude Leclerc, "Les 18-24 ans: une génération étonnante", Le Soleil, 11 mars 1987, p. 12.

24. Le Devoir, 26 janvier 1985, p. 4.

25. "Les québécois qui montent, La deuxième révolution tranquille", L'Actualité, septembre 1986.

26. Le Soleil, 19 au 23 janvier 1985.

27. Les "clauses orphelins" dans les conventions collectives furent dénoncées par les jeunes libéraux du Québec lors de leur congrès des 15 et 16 août 1987.

28. Olivier Galland et Marie-Victoire Louis, "Chômage et action collective", Sociologie du travail, 2/81, p. 190 (numéro thématique sur "Le chômage").

Chapitre 4

L'estime de soi

Plusieurs interviewés ont confié que la pire question que l'on pouvait leur poser, c'était: "Qu'est-ce que tu fais?" ou son équivalent dans les milieux plus scolarisés: "Qu'est-ce que tu deviens?" Cette dernière expression est fort révélatrice de l'identification qui se crée entre soi et son emploi dans une société qui valorise le travail salarié: on devient ce qu'on fait. À l'âge où le jeune tente une première insertion dans le monde adulte et celui où il vient d'abondonner le statut plus ou moins valorisant d'écolier ou d'étudiant, l'acquisition d'un nouveau statut devient impérieux s'il veut être reconnu socialement et sentir qu'il l'est. Cette socialisation se fait par le travail.

Jacques Le Moüel reprend la constatation de Raymond Ledrut à savoir que "plus l'investissement de soi dans le travail est important, plus le traumatisme du chômage est fort[1]". La situation de chômage des années récentes continue-t-elle de faire des victimes comme le constatait Raymond Ledrut dans les années 1960? Tout le discours qui a entouré une possible dévalorisation du travail chez les jeunes et inversement une certaine "sacralisation" du temps libre, tient-il dans une période où plusieurs vivent l'expérience du chômage? Pour Jacques Le Moüel qui a analysé la représentation du travail chez les jeunes chômeurs, la diversité dans la manière de vivre le chômage témoignerait de la variété des attitudes à l'égard du travail. Ainsi, leurs

comportements révéleraient deux systèmes de valeurs opposés. Lorsque le travail constitue une valeur fondamentale, le chômage est vécu comme une maladie. À l'inverse, le chômage peut être banalisé et constituer un moment de liberté, de réappropriation de soi, de détournement de certaines institutions à leur profit (aide sociale, etc.), si les jeunes aspirent à un autre mode de vie que celui du travail salarié. Dans l'enquête dont il est question, cette dernière attitude serait cependant davantage le fait de jeunes issus des classes moyennes, que celui des jeunes ouvriers.

Si les chapitres précédents ont permis de constater la diversité des conditions dans lesquelles se vit le chômage, celui-ci va nous renseigner aussi sur l'importance accordée au travail à travers les manières de faire face à son absence. Aussi n'est-on pas surpris de découvrir que des jeunes chômeurs tentent par tous les moyens de se donner une identité valorisante ou refusent avec autant d'énergie les identités négatives qu'on leur attribue ou semble leur attribuer. Les plus actifs et ceux qui misent beaucoup sur le travail se donneront des statuts qui leur éviteront, au moins temporairement, le déclassement qu'ils appréhendent. Les rêveurs se construiront une image mythique d'eux-mêmes et mettront en valeur les attributs symboliques d'une telle image. Dans les deux cas, l'estime de soi sera sauve au moins pour un temps, puisque le temps, comme on l'a vu dans l'évaluation que les jeunes font de la durée de leur chômage, n'est pas un allié dans ces circonstances.

La recherche d'une identité positive

C'est ainsi que même s'ils étaient tous chômeurs, peu de nos interviewés se sont présentés comme tels. Nous avons eu affaire à des artistes, des étudiants, des entrepreneurs, des employés du gouvernement et combien d'autres personnages. Une multiplicité de statuts sont apparus, colorés par l'importance accordée au travail salarié régulier, aux modèles proposés par le milieu environnant et aux moyens

de valorisation dont la réserve constitue un atout précieux en cas de panne.

Faute de jouer le rôle, celui qui est confié au travailleur dans tel type d'emploi, on grandit le statut. Les aspects négatifs du statut de chômeur sont exagérés et les aspects positifs de celui qu'on désire disproportionnés. C'est ainsi que chacun des interviewés a eu une manière de se présenter qui était parfois bien loin du statut de chômeur à propos duquel nous l'interrogions. Olivier Galland et Marie-Victoire Louis ont constaté la même chose en interviewant deux cents jeunes chômeurs de la région parisienne et de Lorraine. Tous les refus de la situation de chômeur, parfois contradictoires en apparence, relevaient d'une "même volonté d'échapper à toute reconnaissance de soi comme chômeur[2]".

Certains auteurs parlent de statuts de substitution pour qualifier ceux que les jeunes adoptent en période de chômage. S'agit-il bien de substitution ou de mise en valeur d'autres aspects de la personnalité lorsqu'il n'est pas possible de tailler sa place dans l'univers social par le biais du travail? Ces statuts de rechange qu'on pourrait nommer vécus parallèles dans certains cas, réalité en émergence dans d'autres, ne pourraient-ils être révélateurs des modèles acceptés par un groupe social ou une société entière? Sont-ils en rapport de quelque façon avec les caractéristiques externes de l'individu: milieu d'appartenance, âge, sexe, niveau de scolarité?

Il est parfois assez difficile de distinguer entre ce qui est le statut que l'on se donne et le moyen de se valoriser. Le critère qui a guidé la construction des catégories que nous utiliserons, c'est le rapport au travail et l'importance de ce rapport. On ne peut dire de celui qui court les clubs qu'il se donne ainsi un statut. Ce peut être tout simplement le fait d'un chômeur désabusé qui préfère noyer sa déception dans le tintamarre, l'alcool et la fumée plutôt que dans le sommeil ou le bénévolat "à plein temps".

Le chômeur sans masque

Bon nombre des jeunes rencontrés ne cachent pas qu'ils sont sans emploi, en recherche d'emploi et dans l'attente d'un emploi. Le fait d'être jeunes et de vivre dans une période intense de chômage explique que certains ne refusent pas, malgré tout, le statut de chômeur. Mais, ils ont bien des façons de décrire et de s'attribuer ce statut.

Chez les plus de 25 ans, il y a peu de surprise dans la manière de nous parler de leur chômage puisqu'il ressemble, dans presque tous les cas, à celui que l'on retrouve dans le monde adulte: usine en régression, transformation du poste qu'on occupait, retour des femmes au travail après une séparation.

Si les plus jeunes ont parfois des raisons semblables d'être en chômage, ils épousent cependant d'autres profils. Certains se présentent comme les "victimes" de la conjoncture: marché du travail, crise économique, au mauvais endroit au mauvais moment. La conjoncture conduit parfois à un type de raisonnement difficile à comprendre en d'autres temps: "Dans une crise économique, faut pas juste que tu sois spécialisé dans un domaine. Il faut que tu touches à tout." Un jeune homme espérait de la sorte, s'il parvenait un jour à réussir les cours obligatoires d'éducation physique, de philosophie et de mathématiques, avoir en main quatre diplômes d'études collégiales: "Ça fait que, en postulant dans une entreprise, j'aurais pu postuler à quatre choses!"

Nous avons rencontré un cas typique de "victime des circonstances": l'éternel "mal-pris". La seule énumération de ses aventures pourrait donner l'impression d'un portrait-charge, ce qui n'est pas le cas. Père de quatre enfants à 21 ans, il a laissé un emploi dans la restauration parce que ce n'était pas assez payant et que les horaires de travail l'épuisaient. Il a, par la suite, travaillé à la maintenance dans un centre commercial. Il a de nouveau

quitté son emploi parce qu'il a eu des démêlés avec des marchands insatisfaits de son travail. Dans un autre restaurant, il a subi le harcèlement sexuel de son patron. Il a fait ensuite de la vente sous pression, s'est retrouvé finalement dans un garage où, après s'être fait voler 300 $, il a été accusé du méfait et a perdu en même temps son travail et son logement qui appartenait au propriétaire du garage. Sa dernière expérience de travail a été comme gardien de nuit dans un centre de dépannage. Incapable de dormir le jour à cause des enfants, et en conflit avec une autre employée, il a abondonné la partie. Fort heureusement, notre homme nous a dit prendre les choses de manière relaxée. Quand il laisse un emploi, il attend environ deux semaines avant de s'en trouver un autre: "Je veux prendre mes deux semaines de vacances comme tout le monde", affirme-t-il avec assurance même si ses parents lui disent dans de telles circonstances: "Tu ne feras jamais rien de ta vie."

Une autre catégorie de "victimes", ceux qui ont choisi des carrières offrant peu de débouchés ou qui tiennent absolument à travailler dans leur spécialité: métier non traditionnellement féminin, par exemple, où les employeurs exercent une résistance pas toujours ouverte, mais non moins efficace. Ceux-ci prétextent le manque d'expérience mais, par les questions qu'ils posent, ils donnent plutôt l'impression de craindre que la fille n'ait pas la force physique pour accomplir la tâche. Ils s'inquiètent aussi de savoir si elle va se marier.

D'autres sont "chômeurs par procuration": le père, la tante, la "connaissance" ont failli à leur devoir de trouver un emploi au jeune. On peut être aussi en chômage parce que son mari ou son ami l'est devenu ou encore parce qu'on ne voudrait pas s'éloigner de ce dernier pour se trouver de l'emploi.

Enfin, il y tous ceux qui sont en attente d'un premier emploi après la fin des études ou d'un recyclage scolaire. Ils décrivent en long et en large les multiples

démarches effectuées, de même que leurs espoirs. Ce sont eux qui utilisent à répétition le verbe "attendre" au cours de l'entrevue.

Tous ceux qui ont recours à l'aide sociale ne revêtent pas une identité d'assisté social. Ce sont les exceptions qui se décrivent comme tel. La plupart se présentent plutôt comme un numéro dans la masse, parfois anonyme, parfois identifié à un groupe (des assistés sociaux ou des sans-emploi). De multiples expressions de cette réalité apparaissent dans les conversations: "Tout le monde dans le coin...", "Mes amis sont sur le B.S....", "Tous mes amis sont comme moi...", "À (lieu) tous les jeunes sont sur le B.S.". L'identification s'étend jusqu'aux statistiques: "J'ai rien qu'à penser deux secondes aux statistiques, puis là, je me dis: "O.K.". C'est pas plus compliqué que ça, tu sais. Je ne peux pas me sentir tout seul dans cette situation-là. Ah! non! C'est impossible!"

La rareté de l'emploi rend acceptable le statut d'assisté: "On est tellement que les jobs sont encore plus rares", ou encore "J'entends parler à la radio qu'il y a des mises à pied partout".

À partir de ces quelques descriptions, quatre types de chômeurs sans masque se distinguent chez nos interviewés: **a)** Les chômeurs de plus de 25 ans ont, sauf dans le cas des inaptes à l'emploi, des caractéristiques des chômeurs adultes en général et ne cachent pas derrière tout un discours leurs raisons d'être en chômage; **b)** Viennent ensuite les "victimes". Pour les victimes de la conjoncture, la situation ne relève pas d'eux mais tantôt de forces impersonnelles dans lesquelles ils n'ont rien à voir comme la crise économique, tantôt de relations qui ont failli à leur tâche de dénicher un emploi. Les victimes des circonstances laissent songeur l'observateur qui se défend bien de souscrmre à quelque théorie de la pauvreté: comment certains, en essayant de se sortir d'un pétrin, en arrivent-ils quasi mécaniquement à se mettre les pieds dans un autre? Que fau-

dra-t-il faire pour opérer le virage vers la réussite?; **c)** Le "numéro dans la masse" trouve sa sécurité dans le fait qu'il ne se sent pas seul dans cette situation qu'il croit partager avec plusieurs autres; **d)** Le chômeur sans masque, quel que soit son âge, regarde les choses en face et s'identifie aux raisons traditionnellement invoquées pour se retrouver sans emploi et expliquer sa situation. Ces facteurs ne relevant pas de lui, il n'a aucun motif de s'en excuser.

L'artiste

Au moins une dizaine de jeunes se sont décrits ou présentés comme artistes. Certains s'adonnaient même à la pratique de leur art dans le cadre d'un projet Jeunes volontaires. Tous le pratiquent plus ou moins, de manière professionnelle pour quelques-uns, comme amateurs pour la plupart, dans l'attente du jour où ils pourront le faire de manière à pouvoir assurer leur subsistance. Dès les premières minutes d'entrevue, un jeune homme de 22 ans nous apprend qu'il habite Québec depuis qu'il a abandonné son orchestre de musique "rock" comme batteur ou guitariste. Depuis ce temps, il rêve encore d'orchestre, de New York (le lieu de la consécration), mais avec un certain réalisme parce qu'il sait ce que ça exige que de faire travailler plusieurs musiciens ensemble. En attendant d'être mûr pour revivre l'expérience, il se contente de gratter sa guitare et de composer des chansons, ce qu'il a fait pendant toute sa jeunesse et ce pourquoi il a même abandonné ses études. La question de la musique revient tout au long de l'entrevue pour expliquer ce qu'il entend par "sécurité d'emploi" (qu'il trouvait dans un orchestre qui ne manquait pas de contrats), pour décrire le type d'emploi qu'il n'aime pas, pour parler de ses loisirs et de ses rêves. L'entrevue se termine sur l'énumération de ce qu'il ferait s'il gagnait la loto: il s'achèterait une autre guitare et une maison pour pouvoir jouer de la guitare à sa guise sans déranger personne. Il passerait son temps à faire de la musique.

Le hasard a-t-il permis que notre échantillon soit indûment gonflé d'artistes? Nous en avons rencontrés dans la Basse-Ville de Québec et encore plus à Sainte-Foy par des contacts très différents et aussi dans la région de Bellechasse. Sont-ils nombreux à épouser le statut d'artiste dans les mêmes circonstances? Tous les jeunes qui se décrivent comme tels ne deviendront sans doute pas des professionnels du théâtre, du graphisme, de la peinture ou de la guitare. S'agit-il d'un statut de substitution? Certainement pas pour tous. Par exemple, un jeune est à se constituer une clientèle de demandeurs de costumes de théâtre. Un second s'est inscrit à l'École de théâtre et un troisième a converti son logement en atelier. Celui-ci espère recevoir des réponses positives à des demandes de subventions, sinon les économies réalisées en travaillant sporadiquement sur un chantier de construction lui permettront de tenir le coup pendant un certain temps. Les trois derniers se sont donné les moyens de vivre un jour de l'art à la différence d'autres pour qui l'écart est trop grand entre le statut adopté et les possibilités qu'il y a d'en faire son gagne-pain. Que l'on pense à cet autodidacte de la guitare renfermé dans l'appartement de sa mère et qui rêve d'être un jour un grand guitariste!

Le cas d'un jeune homme qui se présentait comme artiste et qui a longtemps nourri l'illusion chez les observateurs qu'il avait l'étoffe de l'artiste et la volonté de réussir, est fort révélateur de l'importance qu'il y a d'être quelqu'un aux yeux de l'interlocuteur et surtout d'être quelqu'un à partir de ce qu'on fait, en s'identifiant à un métier. Un signe annonciateur de la défection était apparu au moment où nous lui avons demandé de rédiger son journal quotidien. Il y avait mis tant d'ardeur qu'il en était devenu autobiographe et avait complètement abandonné la pratique de son art pendant cette semaine. Après la fin du projet Jeunes volontaires auquel il avait participé, il était devenu professeur d'arts martiaux!

Le nombre de ceux qui ont persisté témoigne cependant de l'existence de ce que certains économistes appellent

la "société duale", une société où, à côté des salariés réguliers avec sécurité d'emploi, se trouvent des travailleurs précaires qui réussissent à assurer leur subsistance dans une économie parallèle faite de travaux de création, d'artisanat, de travail au noir, d'emplois clandestins, et caractérisée par l'instabilité, l'insécurité, l'absence de bénéfices marginaux. Le statut d'artiste, fort valorisé dans l'imagination populaire mais en même temps reconnu comme extrêmement contraignant, est celui que l'on adopte dès que l'on croit pouvoir gagner sa vie d'une façon qui a quelque relation avec l'art. Le jeune dont il vient d'être question nous décrivait ainsi les difficultés de la vie d'artiste qui, loin de dévaloriser celui qui les vit -- les conditions de vie du plongeur sont souvent bien meilleures -- ajoute à son auréole parce que, non seulement elles en font partie, mais elles en seraient presque une condition nécessaire. Devenir artiste sans difficulté, sans manger de misère, est-ce possible?

"Il y a deux sortes d'artistes, a dit un jeune chômeur, celui qui est en haut de l'échelle et celui qui est en bas. Celui qui est en bas de l'échelle, il connaît son art, puis son B.S." Cette représentation du statut d'artiste qui les valorise dans leur situation, les jeunes ne l'ont pas inventée. Des artistes que Léon Bernier et Isabelle Perrault ont interviewés décrivent l'art comme étant "une manière de vivre" et racontent tous les métiers qu'ils ont dû pratiquer pour pouvoir "s'exprimer" à travers leur art, de celui de bûcheron à celui de pompiste[3].

Une différence importante entre cette portion de génération d'aspirants-artistes et les autres, c'est qu'elle semble vouloir vivre uniquement de son art dès le départ ou encore qu'elle recourt à l'aide sociale pour assurer ses arrières en attendant. Elle songe aussi à demander des bourses, des subventions. Les aînés semblent n'avoir cessé d'exercer d'autres métiers pour entretenir l'atelier que lorsque l'atelier a permis de faire vivre son homme ou sa femme. Ce qui caractérise l'artiste, ce n'est pas le titre

d'artiste professionnel (avoir une formation scolaire, travailler dans un atelier), c'est "la conviction d'avoir quelque chose de spécifique à dire" et de se donner "les moyens de l'affirmer". Il y a donc, liées à ce statut, l'idée de persévérance dans la poursuite d'un but et celle de la précarité des voies pour le réaliser. Les "artistes" interviewés ont assimilé la dernière partie de cette constatation. Seul l'avenir dira s'ils ont compris la première.

C'est un des rares statuts où l'on peut être à l'aise de dire qu'on mange de la misère dans la poursuite d'un idéal qui n'a pas toujours été reconnu dans notre société, mais qui l'est actuellement. Cela peut même être la confirmation du fait qu'on est dans la bonne voie: "la vie d'artiste" n'est pas seulement une profession (statut social), une carrière (réussite sociale), mais aussi un style de vie (entre la nécessité personnelle et la responsabilité sociale), comme l'ont constaté les chercheurs cités plus haut. Pour certains, c'est plus difficile de vivre de ce métier spécialisé que d'autres. Pour d'aucuns, c'est la contre-culture nécessaire...

L'employé du gouvernement

Une jeune femme confie au cours d'une entrevue que son ami est employé du gouvernement. Quel ne fut pas notre étonnement d'apprendre, peu après, qu'il était l'heureux "bénéficiaire" d'un projet dans le cadre d'un programme d'employabilité.

Les jeunes qui ont un bon d'emploi ou qui font un stage en milieu de travail s'identifient à l'emploi qu'ils occupent: ils travaillent pour la municipalité, un club quelconque, et ainsi de suite. Faut-il leur reprocher de ne pas s'afficher comme "assistés sociaux", eux qui acceptent de s'intégrer à un projet justement parce qu'ils tiennent à prouver qu'ils veulent travailler, qu'ils ne se classent pas dans la catégorie des "paresseux", des "bums" qui ne veulent rien faire, selon leurs propres expressions?

L'étudiant

Lorsqu'un jeune n'a ni le talent pour se prévaloir du statut d'artiste, ni l'initiative pour s'accorder celui d'entrepreneur, il peut toujours se rabattre sur celui d'étudiant. On sait, avec l'allongement du temps pris pour compléter des études collégiales, par exemple, que l'on peut conserver ce statut longtemps, même en emploi, et qu'il est commode de l'avoir en réserve en période de chômage.

Les uns ont réalisé qu'il valait mieux terminer les cours de mathématiques qui manquent pour accéder aux études projetées. Les autres se constituent des réserves pécuniaires en associant études et travail pour avoir plus d'autonomie une fois arrivés à l'université. Quelques-uns profitent d'une période creuse pour améliorer leur anglais ou les techniques de traitement de texte.

C'est cependant le petit nombre qui adopte ce statut qu'on n'a pas tendance à valoriser puisqu'il ne semble pas accroître les chances d'emploi. Des jeunes rencontrés à un colloque de la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) sur l'emploi, à l'automne 1984, ont répété à de multiples occasions que ça ne donnait rien d'aller à l'école puisque même les "jeunes instruits" étaient en chômage. Quelques interviewés nous ont tenu le même type de discours. C'est ce qui explique peut-être que nous ayons rencontré peu de jeunes chômeurs qui utilisaient ce statut. Certains prévoyaient redevenir étudiants; d'autres suivaient des cours pour remplir le temps en complément aux "travaux communautaires"; d'autres, en rattrapage scolaire, se valorisaient avec bien d'autres choses que ce statut.

Les voies d'évitement

Des interviewés ont parfois donné l'impression de tout faire pour n'avoir aucun statut. Ils sont dans l'indétermination quasi totale ou encore dans une période de tran-

sition qui ne permet pas de bien savoir ni qui ils veulent être ni qui ils sont.

Une jeune mère de famille monoparentale oscille entre divers statuts: celui de mère à plein temps qu'elle semble affectionner, celui d'étudiante en pensant à plus tard, celui de travailleuse qui n'a pas aimé ses emplois et celui d'assistée sociale qui n'apprécie pas particulièrement les programmes d'employabilité du gouvernement. Si le statut de mère à la maison était davantage valorisé, cette femme de 22 ans serait sans doute la plus heureuse au monde. Un an après l'entrevue, c'est d'ailleurs toujours ce qu'elle faisait. Tant que sa fille n'ira pas à l'école, elle ne se sentira pas pressée de faire autre chose.

Deux jeunes hommes de santé fragile vivent dans la même ambiguïté. Ils ne disent pas qu'ils sont malades, puisqu'ils n'ont pas de handicap apparent et qu'ils sont aptes à certaines activités, mais qu'ils sont incapables d'envisager l'avenir. Ils cherchent à se valoriser par les livres lus, le style de musique écouté, les sports pratiqués, la motocyclette dans un cas. Un de ces interviewés nous a même déclaré qu'il n'était pas l'assisté social type. Et pourtant, son comportement pendant l'entrevue semble indiquer qu'il a tout pour y faire carrière. À trente ans, cet homme vit dans le passé, se sent plus à l'aise de parler des guerres de l'histoire que des tensions présentes et ne voit pas à quoi sert sa vie. La seule chose qui le retient, c'est l'idée d'avoir à rembourser des emprunts: "... tant que j'aurai pas payé ça, câlice, il va falloir que je vive pour ça". Il parle de sa situation chez ses parents: "Si je vis ici, j'ai pas beaucoup de désir à avoir." Il poursuit, un peu plus loin: "Mon désir d'écraser tous ceux qui m'ont humilié, ça passe en avant de tout!" Il se met à trembler. L'intervieweuse prend peur et quitte cette personnalité maladive qui est aussi comptabilisée dans la catégorie des sans-emploi.

Un autre type de personnalité se trouve chez les adolescents "attardés" qui n'ont pas terminé leurs "trips" dans la drogue, l'ésotérisme, le batifolage, la "vie d'artiste." À vingt ans, après avoir quitté l'école à la fin de son secondaire V, un jeune homme n'a vécu, entre temps, qu'à la pensée de la venue de l'apocalypse pour 1984: drogué vivant au jour le jour en explorant des techniques d'hyper-développement de la conscience, dragueur, tout son argent y passait. Il se croyait un artiste et vivait comme il se l'imaginait "la vie d'artiste". Non pas qu'il ait manqué de moyens de trouver du travail: son père a de multiples relations qui lui ont procuré un certain nombre d'emplois. Comme l'apocalypse n'est pas venu, il a décidé de retourner aux études, s'est ouvert un compte en banque. Il croit que la "psyché" qui va résoudre les problèmes économiques actuels vient des artistes californiens, les Enfants du Verseau. Il continue cependant d'attendre un astéroïde pour 1992!

Même en période de plein emploi, ces quatre jeunes auraient-ils persévéré en milieu de travail? Tous, dans ces cas-ci, ont l'appui de leur famille. À l'exception de la jeune femme qui demeure à proximité de sa famille, ils vivent avec leurs parents. Les pères des trois jeunes hommes possèdent un emploi. D'autres raisons expliquent leur chômage. Si ces jeunes, choyés parmi les cas que nous avons rencontrés, s'étaient trouvés éloignés de leurs familles, ne contribueraient-ils pas à grossir la cohorte des marginaux des centres-villes à moins que, placés dans l'obligation de travailler, ils aient fini par se débrouiller malgré leurs handicaps, leur indétermination ou leur manque de maturité! Dans quelle mesure le fait de pouvoir continuer de dépendre de la famille ne prolonge-t-il pas une certaine forme de détachement vis-à-vis le travail?

La valorisation de soi

Indépendamment des statuts qu'ils se donnent, la plupart des jeunes s'efforcent de se valoriser aux yeux de l'interviewer et, probablement, à leurs propres yeux en même

temps. Ils le font en parlant de leurs rêves, de leurs projets, de leurs activités. Ils le font aussi en amplifiant leurs récits...

Les manières de donner un sens à leur vie, de remplir le vide constitué par l'absence d'emploi et d'identification forte et, peut-être encore plus, la façon d'en appeler à l'interviewer du jugement qu'ils sentent porté sur eux, s'expriment diversement dans la vie et au cours de l'entrevue.

Les rêves et les projets

Faute de pouvoir vivre au présent, l'avenir constitue un allié sûr, surtout quand on a le temps devant soi. L'univers des rêves permet de vaincre la tempête et constitue un refuge en attendant des jours meilleurs. C'est parfois l'interviewé qui livrait de lui-même ses fantasmes, parfois l'interviewer les appelait en osant une question du type "Si tu gagnais le million...". Les réponses furent variées, pas aussi variées qu'il y a eu d'interviewés, cependant: certaines allaient dans la même direction.

Il y a d'abord tous les projets liés au travail lui-même. Les artistes veulent créer leur carrière. Un de ceux-là pense même aller chercher des "outils" à New York. Pour un autre, ce serait un "trou" à New York et une maison à Saint-M... parce que c'est tellement beau! Les militantes vont continuer à se battre, à montrer aux jeunes à ne pas avoir peur. Les entrepreneurs, on s'en doutait, voudraient se créer un emploi pour ne pas se faire "bosser".

Certains précisent le type d'emploi dans lequel ils se verraient bien. Le sociable se sentirait à l'aise avec le public, le réservé dans un bureau tranquille, l'investisseur dans une concession de MacDonald ou un dépanneur. Un jeune de dix-huit ans qui venait de décrocher un emploi à temps partiel à "faire la plonge" dans un restaurant ambitionne de

devenir "tray-boy" et chef cuisinier. Il souhaiterait surtout que son emploi passe du temps partiel au plein temps.

Les personnalités qui s'identifient beaucoup au travail semblent absolument incapables de penser à l'avenir lorsqu'elles sont dans une situation de sans-emploi. D'abord travailler, ensuite il sera possible d'échafauder l'avenir. "J'pense pas que j'aie d'avenir devant moi", laisse échapper tristement une jeune fille qui a déjà tenté de se suicider et qui est démunie à tous les plans: santé, niveau de scolarité, aptitude à s'en sortir. Les rêvasseries occupent alors une bonne partie du temps: devant les mélodrames à la télévision, dans le bain, dans le lit, dans le sommeil pour "tuer le temps" ou pour avoir moins longtemps à attendre. Ces personnes ont beaucoup de difficulté à passer au travers de la situation puisque, en plus de leurs handicaps, c'est sur le travail qu'elles ont tout investi. Le reste de l'avenir en dépend.

Les jeunes interviewés sont plus loquaces lorsqu'il s'agit de dire ce qu'ils feraient s'ils gagnaient le million bien que quelque-uns aient avoué être pris au dépourvu devant cette question. La réponse la plus fréquente, c'est l'achat d'une maison. Mais une maison à plusieurs logements dans quelques cas: un logement pour soi, un pour ses parents ou pour sa mère et un pour ses beaux-parents. Certains, qui habitent avec leurs parents, voudraient s'en aller en appartement.

Les plus réalistes rembourseraient leurs dettes. Ceux qui n'ont pas de voiture, s'achèteraient "un char". Les filles mentionnent ce dernier point plus souvent que les garçons. Les voyages sont aussi populaires. Si la plupart iraient "aux États", ou faire "le tour du monde", d'autres préféreraient la Côte d'Azur et même un a poussé l'originalité jusqu'à parler de l'Australie. D'autres se contenteraient d'une motocyclette. "Partir!": certains ont utilisé l'exclamation. D'autres ont exprimé la même idée avec l'ima-

ge de la maison située dans un ailleurs, un lieu autre que celui où ils se trouvent, de la voiture, du voyage.

Ce n'est pas toujours des choses les plus extravagantes dont on manque le plus, mais de ces petites fantaisies qui agrémentent le quotidien. "Je manque de tellement de choses!" nous lance un jeune homme incapable de préciser ce qu'il pourrait faire s'il avait de l'argent. Une jeune fille de 24 ans, diplômée universitaire, s'achèterait un système de sons parce qu'elle n'en a encore jamais eu. Ce cas est-il rare de nos jours? Issue d'une famille ouvrière qui possède sa maison, cet objet n'avait peut-être pas toute l'importance qu'il a dans d'autres milieux. Un artiste opterait pour une nouvelle guitare.

Au fil des conversations, nous avons cru percevoir que certains jeunes se fixaient des modèles ou des antimodèles qui viennent nourrir les rêves ou les projets d'avenir non seulement quant au travail, mais aussi quant au genre de vie. La famille alimente principalement le répertoire, que ce soit dans un sens ou dans l'autre. Voici quelques exemples puisés à même les conversations que nous avons eues.

Une jeune femme aimerait bien être gérante d'un magasin comme sa marraine: "Ma marraine cherche aussi pour moi." Quelques-uns voudraient reproduire le prototype de la famille. Un jeune homme de 20 ans, aîné de deux garçons, dont le père travaille à distance de la maison familiale et dont la mère n'a pas d'emploi à l'extérieur du foyer, rêve exactement de la même chose. Il se voit avec une femme, deux petits garçons "malcommodes" et un emploi identique à celui de son père. Une femme divorcée avoue que son rêve, c'était d'avoir des enfants, de rester à la maison, d'avoir un mari qui les aurait fait vivre.

La majorité de ceux qui acceptent de rêver prennent cependant le contre-pied de ce qu'ils ont connu comme famille: attendre avant d'avoir des enfants, ne pas en avoir pendant qu'on est bénéficiaire d'aide sociale, vivre une union

homosexuelle, etc. Le mariage fait peur aux enfants de divorcés: "Y faut être vachement fort...". Un jeune homme qui a grandi en foyer nourricier, fait allusion à ses parents qui l'ont abandonné.

Une jeune fille élevée aussi en foyer nourricier venait de se faire avorter, se sentant incapable d'assumer une responsabilité familiale bien que cela puisse être "payant" quand on vit de l'assistance sociale selon le témoignage de quelques-unes de ses amies.

Aucun interviewé ne nous a dit qu'il désirait beaucoup d'enfants. Plusieurs dissocient mariage et enfant. Même s'ils souhaitent un jour se marier, en costume blanc et à l'église, quand ils auront un emploi, ce n'est pas assuré qu'ils désireront des enfants. Des nouveaux mariés ne savent pas encore s'ils voudront avoir des enfants. Deux jeunes (un garçon et une fille), au moins, avouent ne pas vouloir d'enfants parce qu'ils en ont trop gardés. Les artistes sont conscients qu'il faut donner de la sécurité à sa famille et que la vie d'artiste comporte bien des fluctuations économiques. Pour l'instant, l'un deux nous dit préférer sa liberté à la sécurité; un autre affirme que s'il avait un enfant par accident, il s'en occuperait. Il dit tout faire, cependant, pour ne pas en avoir "sans contraception et sans avortement" et qu'il exigerait de sa femme qu'elle soit financièrement autonome. La relation entre le fait d'avoir un emploi et celui de désirer des enfants n'est pas clairement établie. D'autres éléments entrent certainement en ligne de compte qui sont bien plus que la stabilité de l'emploi: stabilité du couple, stabilité émotive.

La famille d'origine reste, sur bien d'autres points, l'exemple à ne pas suivre. Certains ne sont pas prêts à endosser le modèle familial de la réussite: "tout le monde est dans les chiffres"; être poussé par sa famille à faire des études, à se marier plutôt que vivre en union libre, etc. D'autres ne veulent pas, non plus, se sacrifier, comme leurs parents, à faire un travail qui ruine la santé

et qu'ils n'ont jamais aimé. Parfois, ce sont des attitudes qu'ils ne veulent pas reproduire tel le manque de confiance en soi.

À travers des expressions les plus "contemporaines" quant à la façon d'envisager ou pas la vie de couple et la venue des enfants, se glissent des attitudes tout à fait traditionnelles: des femmes ont quitté leur emploi pour suivre leur mari au moment du mariage, une autre l'a fait au moment d'une perte d'emploi parce que son mari ne voulait pas assumer la charge des enfants à la maison. Une jeune femme qui met de l'avant sa carrière et qui ne veut pas avoir plus d'un enfant si jamais elle en a -- elle en a trop gardé, dit-elle --, tiendrait à se marier à l'église et en robe blanche, par-dessus le marché.

Les activités

D'autres convertissent en activités diverses l'énergie dont ils débordent. Du bénévolat au petit orchestre, de la micro-informatique à la politique, les voies sont multiples et parfois variées pour la même personne.

Deux jeunes hommes s'adonnaient à fond de train à la micro-informatique lorsque nous avons effectué les entrevues. L'un d'eux est même devenu moniteur dans une école primaire depuis. Cela n'assure pas davantage son avenir puisqu'il effectue ce travail dans le cadre d'un programme d'employabilité mais, pendant ce temps, il accroît sa compétence, apprend à se débrouiller en milieu de travail et se sent utile. Ce même jeune homme milite dans un parti politique où il apprend les règles de la vie de groupe.

La musique, c'est vraiment le loisir par excellence. Batteur ou guitariste, certains lui consacreraient bien leur vie. Des instruments privilégiés? Des instruments fétiches qui sont ceux des groupes populaires qu'on écoute, qu'on admire et qu'on tente d'imiter. Quelques-uns de nos interviewés ont même vécu l'expérience du spectacle et des

tournées pour lesquelles ils ont abandonné l'école. Comme il est presque aussi difficile de parvenir au faîte de la renommée dans ce domaine que de gagner la loto, -- surtout lorsqu'on n'a pas de formation musicale poussée -- la pratique d'un instrument ne restera que l'appendice d'un rêve qui rendra plus prosaïque l'atterrissage dans la réalité.

Diverses formes de bénévolat ont été énumérées dans les conversations. Elles constituent autant d'indices de la floraison de ce genre d'engagement dans tous les secteurs d'activité. Les loisirs (appartenance à des clubs spécialisés), la politique, les associations du milieu étudiant, le scoutisme, la JOC, les Maisons de jeunes, les nouveaux mouvements relatifs au chômage comme Action-chômage, Solidarité-Jeunesse, RAJ sont le lot d'un petit nombre d'interviewés qui adhèrent souvent à plus d'un groupe à la fois. Notons seulement que les jeunes "bénévoles" rencontrés se distinguent du fait qu'ils ont déjà beaucoup d'amis, un réseau de relations sociales poussé. Ils sont des altruistes, en d'autres termes. Ils donnent l'impression de garder le moral haut en période d'attente parce qu'ils n'ont pas le temps de s'attendrir sur leur situation. Une jeune femme a même raté sa période de recyclage scolaire au profit de son action militante.

Ce n'est pas parmi ceux qui se valorisent ou occupent leur temps à diverses activités bénévoles que nous avons rencontré le plus de morosité. La plupart y trouvent beaucoup de satisfaction personnelle. Une jeune femme qui se décrit comme "bénévole de carrière" se procurerait sans doute bien des choses si elle gagnait le million, mais elle ne quitterait ni sa région ni le mouvement paroissial auquel elle consacre beaucoup de temps.

Après avoir observé ces jeunes débordant d'activité, il est tentant de se demander si les divers apprentissages autres que purement académiques ne préparent pas, d'une façon générale, à affronter les difficultés de la vie. D'une façon plus particulière, cela ne semble pas nuire dans la

recherche d'emploi. Fabricants de projets, artistes et bénévoles comptent, un an après, parmi ceux qui s'en sortent le mieux chez les moins de 25 ans que nous avons rencontrés.

L'image mythique

Une façon de se valoriser, en situation d'entrevue, c'est d'en mettre plein les yeux de l'interviewer. Certains jeunes hommes semblent exceller dans ce domaine: une vie ne suffirait pas à réaliser tout ce qu'ils nous ont dit. Cette tendance à amplifier les situations s'exprime en particulier dans les propos sur les relations sociales et la vie nocturne. Un cas servira à illuster cette logorrhée.

Un jeune "artiste", qui a rédigé son journal quotidien comme nous le lui avions demandé, a une semaine d'activités si remplie et si peu régulière qu'il faudrait être surhomme pour survivre à ce rythme-là. Sur les sept jours, deux commencent à sept heures du matin, un à huit heures, un à onze heures et les quatre autres après midi. L'interviewé donne l'impression d'avoir concentré des rendez-vous, des visites, des démarches de toutes sortes durant cette semaine-là. Par exemple, il communique avec un compagnon d'enfance qui habite Montréal pour l'inviter à venir passer la fin de semaine. Ils ne s'étaient pas vus depuis trois ans. S'agit-il d'un hasard? C'est aussi pendant cette période qu'il décide de s'inscrire en option théâtre dans deux cégeps de la région de Montréal. Il va chez sa mère, fait des démarches auprès du CTQ, revoie une panoplie de personnages tout aussi colorés les uns que les autres, d'après le portrait qu'il en fait.

Ses descriptions vont toutes dans le sens de grossir son propre personnage et celui des individus qu'il côtoie, soit en bien, soit en mal. Il parle des participants à une réunion de radio communautaire à laquelle il allait dans le but de proposer un projet: "Je découvre que la réunion est constituée d'épaves humaines incultes. À l'exception d'une

petite fille aux cheveux noirs l'air provocateur et distingué avec un fort accent English. Tout au long de cette ennuyeuse réunion je n'aurais d'yeux que pour cette môme du nom de... Après la réunion je m'empressai de l'inviter à venir prendre un café au...".

Il parle ainsi des personnes qu'il côtoie pendant la semaine, ce qui exprime bien la façon qu'il a de se valoriser à travers elles. Il essaie de téléphoner au directeur d'un poste de télévision qu'il dit connnaître personnellement. Il a un copain plus âgé que lui qu'il dépeint comme un énergumène, un petit génie à qui il dit ressembler. Il a revu ce personnage de son enfance par le biais d'une figurante qui les a mis en contact lors de l'enregistrement d'un vidéo-clip.

Au cours de la semaine du journal, il "enlève" la compagne de cet ami. Elle est serveuse dans un bar mais... afin de ramasser de l'argent pour ses études de théâtre. Il dit d'elle: "C'est pas une femme de maison... C'est une femme de tête." D'un autre copain, il n'affirmera pas qu'il est chômeur ou assisté social, mais qu'il est "un gars qui mène une vie semblable à la mienne". Il décrit une rencontre d'amis improvisée comme "une soirée qu'on peut imaginer des intellectuels qui en plus sont des amateurs de vin...". Les conversations ont tourné autour de "... sujets qui sont très, très, très vastes si on veut...".

La "blonde" de son ami qu'il a réussi à séduire -- il se décrit en ces termes: "... dans mon caractère de conquérant légendaire..." -- est, toujours selon ses mots, "une blonde sculpturale qui fait dans les 56,6 kilos et mesure près de 1 mètre 80 (5'11") avec des yeux noirs dans lesquels brillent les flammes de la passion". Un autre personnage qui lui a prêté de l'argent est présenté comme "très puissant", "un gars super" et "un écrivain".

Notre homme ne fréquente pas n'importe quels endroits: "un excellent petit resto du non moins petit Cham-

plain"; un autre restaurant qui "est très snob". MacDonald voit monter sa cote: "J'trouve pas ça méchant. On a beau dire là...". Il va lire au bar x... De son voyage en Floride l'hiver précédent: "J'sais qu'la Floride, c'est rendu commun, mais quand même c'est commun, veut, veut pas, il fait soleil, en?" Même son coiffeur lui fait une "super coupe...". Il avoue bien candidement: "J'aime ça flatter mon ego."

Tout cela contraste avec les difficultés financières auxquelles il doit faire face. Il a des dettes à peu près envers tout le monde et même des dettes d'épicerie. Ses parents ne lui sont d'aucun secours: son père est un homme "déchu" (selon ses termes), sa mère l'est tout autant depuis leur divorce. Cette dernière vit de l'assistance sociale et de la garde d'enfants pour arriver à payer son loyer et sa voiture. L'interviewé a réussi pendant quelque temps à obtenir un certificat médical qui lui permettait de profiter du montant maximal d'aide sociale. Actuellement, le stratagème ne fonctionne plus. Lors d'une première entrevue, il nous avait déclaré être "un braconnier des barèmes de l'aide sociale". Il a tenté d'obtenir de quoi manger du CLSC qui le lui a refusé parce qu'il est "autonome". Il a décroché un bon d'achat de la Société Saint-Vincent-de-Paul. Il a même abouti chez le curé de la paroisse: "tout c'que je peux faire...". Aller bouffer à Lauberivière? L'interviewé répond: "J'trouve pas qu'un jeune qui est bien là, s'en va là... Au lieu de l'aider, ça le cale." Il souhaiterait que le gouvernement puisse offrir un service de dépannage sans critères: actuellement, il faut être en perte d'autonomie à cause de l'alcoolisme, de la maladie mentale, etc., pour pouvoir bénéficier d'un tel service.

Ce cas qui est sans doute l'extrême de ce que nous avons rencontré, montre bien comment on peut totalement détourner l'attention de l'interlocuteur du fait qu'on est sans statut réel et qu'on est plutôt mal pris. Même les démarches pour obtenir de l'emploi ou s'intégrer dans un programme sont fondues dans un discours qui les revalorise:

"une semaine pas très mouvementée au point de vue -- excuse l'expression -- professionnel" commente le jeune homme. Celui-ci a connu dans son enfance une très grande aisance matérielle. Il réussissait bien dans ses études. Tout à coup, des événements sont venus bouleverser sa vie: revers de fortune et divorce de ses parents. Il a dit, au cours de la première entrevue, que si ses parents vivaient encore ensemble, il ne serait pas un assisté social: "Je suis un trou-de-cul parce que je suis un assisté social. Mais je suis le même gars pourtant."

Être jeune: une excuse et une barrière

Une caractéristique qui permet de vivre malgré les difficultés inhérentes à l'absence de statut lié au travail, c'est la conscience qu'on a d'être jeune avec tout ce que cela comporte de liberté, de latitude à l'égard du temps, d'espoir, de rêves et de projets, d'activités qu'on ne peut plus se permettre quand on a accédé aux responsabilités des âges subséquents et qu'on n'a plus l'énergie pour les réaliser. En plus de la conscience de sa jeunesse, il y a aussi des caractéristiques propres à cet état: la liaison plus ou moins grande à la famille, les incertitudes face au choix de vie.

Mais voilà que l'identité "jeune" n'est pas qu'excuse ou qu'interrogation. Elle s'accompagne de limites imposées par les structures en place, d'exigences du monde adulte qui provoquent des résistances ou obligent à faire des compromis.

Le prétexte de l'âge

Il y a beaucoup de choses que les jeunes peuvent se permettre de faire en prenant le prétexte de l'âge et parce que les responsabilités familiales ou autres ne font pas encore obstacle. Par exemple, ils peuvent se déplacer, voyager, vivre des expériences de toutes sortes. Ces expériences sont d'autant plus envisageables qu'ils ont la possibilité,

en cas de panne, de revenir à la maison, même si le sentiment d'autonomie y perd. Parce qu'ils sont jeunes, une telle attitude est encore acceptée socialement et la majorité de ceux que nous avons rencontrés n'hésitaient pas à s'en prévaloir malgré quelques réticences.

Le fait de ne pas avoir de responsabilités familiales et même de ne pas avoir de mensualités à rencontrer -- habitation chez les parents -- n'oblige pas à de longues réflexions avant de quitter un emploi pour celui ou celle qui croit avoir de bonnes raisons de le faire. Comme on est jeune, on peut garder une certaine liberté face au travail. C'est ainsi que plusieurs se permettent de rêver à l'emploi idéal et de refuser des tâches qui n'ont pas de relation avec la formation qu'ils ont reçue, même de niveau secondaire, ou qui ne plaisent pas au premier abord. Plutôt que d'accepter un projet gouvernemental d'insertion au travail, d'autres vont attendre de trouver une vraie "job", d'en trouver une dans leur ville natale, de se voir payer un salaire raisonnable. Pour des raisons semblables, certains ont dit accepter, par ailleurs, de commencer "au bas de l'échelle", même pour le salaire.

Dans les moments les plus difficiles, tous les espoirs sont permis quand on est jeune.

> J'ai confiance que ça va revenir pis que bon... on va avoir un ciel bleu au-dessus de la tête, là. Ça, j'y crois, oui [...]. Je ne suis pas confiant dans les partis politiques, puis dans les organismes gouvernementaux. [...]. Je suis confiant dans l'individu.

S'il y a des freins liés à la dépendance et au marché du travail, les éléments dynamiques se trouvent plutôt dans le temps qui finira bien par arranger les choses, et surtout, dans la confiance en soi. L'idée qu'on peut s'en sortir par ses propres moyens caractérise, en effet, au moins une portion de la jeunesse actuelle. "Si t'as confian-

ce en toi, t'as pas peur de l'avenir", affirme une jeune femme de 22 ans qui achève un diplôme d'études collégiales en arts et lettres. Toutes les personnes qu'elle connaît se sont trouvé de l'emploi "puis ça n'a pas pris tant de temps que ça", selon elle. Cette conviction la rend sévère envers ceux de son âge qui ne manifestent pas suffisamment de volonté de travailler. On va même jusqu'à accuser certains de ne pas vouloir mettre leurs idées en pratique et d'autres de ne pas accepter de quitter "leur" campagne alors qu'ils ont des diplômes et que c'est en ville qu'ils pourraient décrocher un emploi.

Ce n'est pas parce qu'on est jeune qu'on manque de ruse. Comme on le verra au chapitre sur la socialisation, certains n'hésiteront pas à détourner des programmes gouvernementaux à leur avantage. D'autres abandonneront l'école secondaire pendant un certain temps et y retourneront en étant payé pour le faire (programme de rattrapage). Un autre se qualifiera de "braconnier des barèmes de l'aide sociale". Sachant qu'un médecin a décelé une "névrose d'angoisse" chez lui, un jeune homme avoue qu'avec 150 $ par mois, il finirait par en faire une. Il n'a pas de problème de conscience parce qu'avec un montant plus élevé, il pense arriver à s'en sortir plus rapidement. Il reproche à ceux qui critiquent les assistés sociaux de penser que, pour avoir de l'aide sociale, il faille être rendu à l'extrême comme les Ethiopiens. Il y a aussi le cas de cette famille pour qui, à tout considérer, il y a bien des avantages à dépendre de l'aide sociale pour assurer sa subsistance. Ou celui des jeunes femmes qui "cachent" leur "chum" pour ne pas se faire enlever leur prestation.

L'excuse d'être jeune conduit, chez les interviewés, à deux types de comportements qui peuvent avoir des conséquences sur les moyens mis en oeuvre pour se trouver de l'emploi et sur la capacité pour l'obtenir. Il y a ceux qui investissent dans le rêve et la liberté et ceux, plus réalistes, qui acceptent de dépenser beaucoup d'énergies et d'entretenir l'espoir en "faisant" quelque chose. Pour les

premiers, il s'agit de prendre tout ce qu'ils peuvent dans l'immédiat faute de pouvoir miser sur l'avenir. Les autres parient sur l'avenir en investissant du temps dans le moment présent. Ils ont des chances, comme nous avons pu le constater un an après l'entrevue, d'en retirer des dividendes.

Les aspects négatifs de la jeunesse

Pour ceux qui dépassent la vingtaine, en particulier, le fait d'être jeune n'est pas que vague insouciance. Ceux-là sont en pleine période d'interrogation quant à l'avenir. Quelques-uns sont déjà mariés. D'autres vivent en union libre. Plusieurs fréquentent sérieusement l'ami ou l'amie de coeur. D'autres se refusent toute attache le moindrement sérieuse. "Penses-tu au mariage, à fonder une famille? comment entrevois-tu l'avenir?" ont osé demander les interviewers lorsque l'interviewé n'abordait pas la question de lui-même. Si elles peuvent s'assurer un salaire qui compléterait celui de l'autre, certaines jeunes femmes songent aller vivre avec leur "chum". C'est le cas, non seulement en ville, mais aussi à la campagne. Un jeune homme qui vit en union libre dit que la première chose qu'il se paierait s'il trouvait un emploi régulier, ce serait un enfant et puis le mariage. D'autres ont peur, et pas seulement parce qu'ils n'ont pas d'emploi, mais aussi à cause du taux de divorce. Des fils de familles séparées nous ont exprimé ce sentiment soit de crainte, soit d'indifférence.

Si plusieurs rêvent de vivre quelque chose d'intense avec un conjoint et même d'avoir un ou des enfants, ça n'est pas pour un avenir immédiat dans la plupart des cas. Ils vont choisir leur amie jeune: "Quand tu les choisis trop vieilles, elles ont tout de suite l'idée de se marier..." Pour une femme, c'est une question de maturité, de "vivre sa vie" avant de la donner à d'autres. Elle exprimait de la sorte son impression de régresser depuis qu'elle est revenue à la maison après avoir quitté l'université: "Je veux être avec moi-même avant d'être avec d'autres. Parce que, ici, je suis encore la petite fille, vois-tu." D'autres veulent

vivre leur jeunesse avant de se marier. Or, être en chômage, ce n'est pas "vivre".

Les interviewés sont peut-être proportionnellement plus nombreux que l'ensemble de la population à ne pas envisager de mariage pour l'immédiat mais ils rejoignent cependant une couche de plus en plus importante de celle-ci[4]. L'identité de mari, de femme est repoussée le plus loin possible dans le temps. S'agit-il d'une stratégie du monde adulte comme le suggère Hervé Le Bras, un mécanisme "autorégulateur" qui mettrait temporairement les jeunes à l'écart pour rester en place[5]?

Attendre: voilà le mot que nous avons entendu sous toutes ses acceptions et dans tous les contextes!

> T'es là, puis t'attends... T'attends... Je ne me vois pas toute ma vie à attendre, puis dépendre des autres. Non. Déjà là, je suis écoeuré, vraiment écoeuré de dépendre de mon père. Je ne lui ai pas dit encore, mais je suis vraiment écoeuré. J'ai hâte d'avoir mon chez-nous. J'ai des plans avec ma fille...

Être jeune et sans emploi, c'est à la fois porter les espoirs de la jeunesse et ses défauts (inexpérience, insouciance), et subir les inconvénients du chômage atténués du fait qu'on n'a pas encore de grandes responsabilités. Pas étonnant que l'on retrouve tous les degrés de l'espoir selon l'âge, le niveau de scolarité, les expériences de travail. On ne se surprend pas non plus de trouver tous les degrés de précarité parfois concentrés chez une même personne (dans l'emploi, la relation amoureuse, la famille d'origine, le niveau de scolarité). Être jeune, pour les plus réalistes, c'est être porteur de projets, c'est accepter des conditions qui ne sont pas toujours idéales. Pour les rêveurs, c'est reporter à plus tard ou faire porter sur les circonstances ou sur les autres le poids du bonheur quotidien. Ce peut être une excuse pour ne pas foncer davantage, attendre tout

des autres ou de la conjoncture, reporter à plus tard la prise en charge de responsabilités. Inapte au travail ou entrepreneur cravaté, la question du chômage a révélé l'un et l'autre, a augmenté le nombre des uns et favorisé l'expression des autres.

Un statut qu'on ne choisit pas: assisté social

Plusieurs de nos interviewés sont actuellement ou ont déjà été inscrits à l'aide sociale[6]. Aucun ne s'est déclaré inapte au travail alors que trois ont semblé présenter des problèmes psychologiques associés à des déficiences physiques qui limitent sûrement leur accès au marché du travail. Ces trois jeunes espèrent cependant gagner leur vie et vivre un jour de façon autonome. Un tableau placé en annexe 2 décrit la situation des jeunes qui ne sont ni en emploi ni à l'école, en 1984, année où nous avons commencé à effectuer nos entrevues.

Comment en vient-on à s'inscrire à l'aide sociale? Pour quels motifs le fait-on? Quelle évaluation fait-on de cette expérience? Cherche-t-on à s'en sortir? Qu'est-ce qui, dans l'environnement incite ou dissuade de s'inscrire à l'aide sociale?

Diverses trajectoires

Les trajectoires sont caractérisées par la façon de demander et d'utiliser l'aide sociale, d'y renoncer ou d'en être exclu. Il n'y a pas de voie unique qui conduise à l'inscription à l'aide sociale. Bien des éléments entrent en ligne de compte qui expliquent la rapidité plus ou moins grande ou la spontanéité qu'on démontre à utiliser ce moyen de s'assurer un minimum de ressources financières en période de chômage lorsqu'on n'est pas bénéficiaire d'assurance-chômage[7]. Une certaine typologie des manières de s'inscrire ou de ne pas s'inscrire à l'aide sociale se dégage des entrevues.

Nous avons rencontré quelques assistés sociaux qui ont toutes les qualités pour faire carrière dans cet état. Ils ont demandé l'aide sociale dès l'âge de dix-huit ans, soit parce qu'ils présentaient un problème de santé mentale assez aigu, qu'ils n'aient jamais eu un emploi régulier même après avoir quitté l'école depuis longtemps, soit parce que, dans la famille ou dans l'entourage, c'était la tradition de le faire.

Quelques-uns seront encouragés à demander l'aide sociale par un membre ou l'autre de la famille[8]. "T'es pas pire que les autres", dira-t-on à un jeune en attente d'un emploi régulier. Des parents totalement hostiles à l'idée d'assistance pour eux-mêmes en viennent à suggérer à leur fils ou à leur fille de faire une demande de prestation convaincus que leur enfant est victime d'une situation généralisée de chômage. "Je vais au moins retirer ce que tu as payé," dit un jeune homme à son père qui n'a jamais manqué une journée d'ouvrage. Il arrive même qu'on s'inscrive au Centre Travail-Québec en connivence avec le père mais en cachette de la mère qui ne veut pas entendre dire que sa fille est assistée sociale ou encore parce qu'elle dit avoir les moyens de la faire vivre.

Le principal motif d'inscription, c'est l'absence de support financier: le jeune ne peut compter ni sur la famille ni sur un conjoint. Il peut arriver que la famille soit là, mais il a des dettes d'études qu'il veut rembourser le plus rapidement possible. Certaines situations sont dramatiques: pas de pied-à-terre en quittant le foyer nourricier, aucune ressource après le divorce ou en période de dépression nerveuse. Le fait d'être chef de famille monoparentale et d'être devenue mère en bas âge constitue un impératif pour demander l'aide sociale[9].

Des jeunes vont aussi à l'aide sociale parce qu'ils sont en recherche d'emploi et que cela semble être la meilleure façon de participer à un projet dans le cadre des programmes gouvernementaux d'employabilité. Ils le font soit

après de nombreuses démarches infructueuses ou après avoir occupé plusieurs petits emplois qui ne permettent pas de cumuler l'assurance-chômage, ou tout simplement parce qu'ils en ont assez de ce genre d'emploi.

Pour quelques-uns, contrairement à ce qui se passe ordinairement, le chèque d'aide sociale servira à compléter le faible montant retiré de l'assurance-chômage ou d'un emploi peu rémunérateur.

Enfin, pour quelques interviewés, il s'agit d'une façon de vivre en se constituant une clientèle (couturier ou costumier pour le théâtre, par exemple) ou en terminant un cours secondaire. Lorsqu'on est seul, cela assure le minimum vital. Si la période de prestation d'aide sociale se vit en milieu familial, le chèque procure l'argent de poche nécessaire aux petites dépenses d'habillement, de sorties, et le reste.

Au moins huit interviewés nous ont dit pourquoi ils ne demandaient pas l'aide sociale même s'ils étaient sans emploi. Dans un cas, c'est l'ami (le "chum") qui travaille et, en conséquence, la jeune femme n'est pas admissible. Ou bien certains trouvent que la "sécurité sociale" n'est pas suffisamment "sécure", que c'est déprimant. Un jeune couple mentionne que les deux se sentiraient démotivés dans leur recherche d'emploi s'ils s'inscrivaient à l'aide sociale. Ils ont de plus des raisons morales de ne pas le faire: certaines situations obligent souvent à mentir, c'est-à-dire à cacher les revenus d'autres sources pour pouvoir continuer de recevoir les prestations, et ils ne le veulent pas.

Enfin, c'est aussi par "orgueil" pour utiliser les mots d'un gradué de cégep, que des jeunes ne voudront pas recourir à ce moyen en attendant de trouver un emploi. La représentation négative qu'ils se font de l'aide sociale l'emporte sur les avantages qu'ils pourraient en retirer. Un jeune homme ajoute que c'est pour en laisser à ceux qui en

ont vraiment besoin que lui et ses amis agissent de la sorte.

Ainsi, le cheminement vers l'aide sociale va dans de multiples directions. Dans certains cas, la chose est "naturelle", dans d'autres, il s'agit d'un recours "in extremis". Un bon nombre se sentent justifiés de le faire dans le contexte actuel. D'autres le refusent pour des raisons éthiques ou par amour-propre. Une chose est certaine cependant: dans plusieurs cas, l'inscription à l'aide sociale apparaît comme une étape normale dans la recherche d'emploi.

Évaluation de la vie sous l'aide sociale

Ce qui semble rendre la situation d'assisté social vivable chez nos interviewés, c'est sa généralisaton, son extension à un nombre de plus en plus important de jeunes ou, en d'autres termes, sa banalisation. Dans tous les milieux, nous avons entendu des expressions du type: "Tout le monde de... (nom de lieu) est sur le B.S.". Un interviewé va même utiliser l'argument statistique en affirmant qu'il y a plus de 50 % des jeunes qui sont en chômage dans son coin. "Avant, j'étais gênée d'être assistée sociale", nous affirme une jeune fille. Maintenant, elle se sent heureuse et croit en la vie. "C'est quelque chose qui peut arriver à n'importe qui", prétendent certains autres.

Deux interviewés, membres de familles habituées à l'aide sociale, ont avoué que dès que les filles atteignent dix-huit ans, elles s'inscrivent à l'aide sociale. Dans ce cas, la banalisation ne tient pas à la pénurie généralisée d'emplois, mais à une habitude fortement ancrée dans l'entourage. De cette banalisation traditionnelle, on passe à celle qui s'appuie sur les statistiques du chômage.

Un certain nombre vont même jusqu'à trouver une valorisation dans le fait d'être assistés sociaux, en particulier ceux qui participent à des programmes gouvernementaux comme on l'a vu antérieurement. Ils ne se perçoivent pas

alors comme un assisté social mais comme une personne qui réalise un projet, termine des études secondaires, établit des contacts, acquiert de l'expérience, se trouve dans une situation intermédiaire qui permet, par exemple, de se construire une clientèle, de se lancer en affaires, bref de se créer un emploi. Et c'est, par-dessus tout, le signe qu'ils veulent s'en sortir. Plusieurs jeunes assistés sociaux que nous avons interviewés et qui partagent ce point de vue ont une perception très négative d'une autre catégorie d'assistés qui, pour eux, ne font rien pour se trouver de l'emploi, reçoivent des prestations alors qu'ils ne le devraient pas ou se trouvent bien avec l'aide sociale. Pour ceux-là, l'aide sociale ne devrait être accordée qu'à ceux qui s'aident déjà eux-mêmes!

Pour les tenants de l'attitude positive, les programmes gouvernementaux constituent une phase intermédiaire préparatoire à l'emploi; ils font des suggestions sur la manière de rétribuer les participants au programme Jeunes volontaires pour en faire, par exemple, une sorte de subvention séparée qui ne soit pas additionnée au chèque d'aide sociale. Ils diront que tel programme, dans le cas d'un projet d'atelier d'arts plastiques, "ne fait pas sérieux" à côté des programmes de subvention du ministère des Affaires culturelles, qu'il est dévalorisé par la promotion du programme Jeunes entrepreneurs. Les programmes gouvernementaux n'auraient pas tous la même valeur symbolique et contribueraient ainsi à établir une hiérarchie des bénéficiaires.

Quelques jeunes trouvent beaucoup d'intérêt à notre système d'aide sociale. Un d'eux nous a dit que s'il était Américain, dans la même situation, ce serait "la soupe populaire, that's it". Selon lui, un assisté social au Québec serait un millionnaire par rapport à ce qu'on trouve ailleurs. Il donne comme exemple les frais dentaires au montant de huit cents dollars que l'aide sociale vient de lui payer. D'autres y voient aussi des avantages sociaux: "Pas de bien-être là, il y en aurait une "gang" qui seraient sur la paille. Ça ferait dur!"

Si une attitude positive semble de plus en plus partagée par les jeunes assistés sociaux à cause du nombre grandissant de bénéficiaires, un sentiment de gêne persiste et revêt divers degrés d'intensité. À l'extrême, se trouve le jeune qui met une bonne partie de l'entrevue à cacher qu'il est assisté social,refuse carrément cette appellation et reprend l'interviewer en disant "J'ai de l'aide sociale". Dans ce cas, l'aide sociale, c'est le dernier recours de celui qui a consacré beaucoup d'énergies à se trouver un emploi, qui ne peut compter absolument sur personne pour le dépanner et qui est prêt à troquer le plus rapidement possible son statut d'assisté contre celui de travailleur, ce que la suite de notre enquête nous a effectivement permis de constater.

Même si les interviewés n'hésitent pas à dire qu'ils sont prestataires d'aide sociale, ils s'empressent de démontrer comment ce statut qu'ils n'ont pas choisi peut être dévalorisant. S'ils participent à un projet, ils diront, par exemple: "Qu'est-ce que je vaux dans la société? Une piastre et vingt-cinq!" Un jeune se sent coupable de manger avec l'argent des autres: "Je ne la gagne pas, cet argent-là". Un autre utilise des expressions comme: "Je suis au fond du tonneau" ou "Je suis un trou-de-cul". Quelqu'un décrit ainsi le désarroi auquel plusieurs font face selon la perception qu'ils ont: "Ceux qui sont sur l'aide sociale, c'est pire qu'attendre le facteur, c'est attendre rien. Ils n'attendent plus rien de la vie. Ils sont dépossédés de tout outil." Certains finissent par dire qu'ils n'ont même plus l'énergie pour chercher un emploi. Ils refusent moins l'aide sociale que le mal qu'elle souligne et parce qu'elle soulage peu.

L'image négative de soi que certains développent, en particulier ceux qui vivent isolément la situation, est nourrie des réactions perçues dans l'entourage. Le statut d'assisté social est souvent associé à la paresse: des lâches qui ne se cherchent pas d'emploi. Une assistée sociale, honteuse de sa situation, identifie certains

bénéficiaires à des "bums". Que de fois, nous avons entendu l'expression: "Aux yeux du monde...". Ces "yeux du monde" semblent accusateurs, source de culpabilité, à commencer par ceux de la caissière qui vous regardent droit en face lorsque vous présentez le fameux chèque. Que de stratagèmes les jeunes utilisent pour éviter cette rencontre. Un bachelier nous a livré ses impressions:

> J'ai honte de me promener avec ce chèque-là, d'aller changer ça... Les préjugés qu'il y a contre ça... Puis moi, j'en ai pas envers les gens qui sont là-dessus, mais j'en ai envers moi, envers l'impression que je pense que les gens ont de gens qui vont changer un chèque de même.

Ce jeune homme fait déposer son chèque par sa mère. Il signe ensuite un chèque à sa soeur qui, elle, l'échange. Complicité de la famille pour éviter ce qui est perçu comme une honte.

Pense-t-on demeurer longtemps à l'aide sociale ou s'en sortir le plus rapidement possible? La réponse à cette question varie selon que l'on a le profil d'assité de carrière -- une minorité parmi nos interviewés -- ou pas. Il y a ceux qui profitent de la situation de banalisation et les autres qui n'ont pas le choix. La plupart de nos interviewés ont tenté de s'en sortir le plus rapidement possible. Les statistiques du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu viennent confirmer cette tendance. Beaucoup de moins de 30 ans viendraient à l'aide sociale. Beaucoup en sortiraient aussi et la durée de présence serait courte bien qu'elle soit en hausse[10].

Si les jeunes semblent aller à l'aide sociale plus facilement, avec moins de réticences qu'auparavant, le montant des allocations et l'image qu'ils se font ou qu'ils perçoivent du statut d'assisté social n'incitent pas à y faire carrière. Le sens et la valeur de l'aide sociale tien-

nent à la situation qui la justifie. De l'aide pour partir en affaires, ça n'a rien de bien gênant.

* * *

Les divers traits d'identités décrits ici sont-ils propres à des conditions particulières de lieu? Ce n'est ni à Thetford ni à Montmagny que nous avons repéré le plus d'artistes. On les retrouve surtout dans la région métropolitaine de Québec. C'est à Thetford qu'on trouve le plus grand nombre de "chômeurs sans masque". Le fait de vivre dans une ville où sévit un chômage chronique permet peut-être d'assimiler plus facilement ce statut sans se sentir complètement dévalorisé. Par contre, c'est dans une petite ville qu'une jeune femme ayant choisi un métier non traditionnellement féminin nous a dit que son ami était prêt à la suivre n'importe où. C'est dans une petite ville aussi que le sentiment d'appartenance à la masse des chômeurs semble le plus développé.

Ces identités sont-elles des identités de substitution? Les manières de vivre le chômage sont révélatrices à la fois de l'importance qui est accordée au travail et aux multiples façons de se valoriser reconnues dans un milieu donné. À l'appui de cette hypothèse le fait que ce sont, d'une part, ceux qui ont le plus investi dans la recherche d'emploi (études spécialisées, démarches nombreuses) et, d'autre part, ceux qui n'ont pas d'autre moyen de valorisation que le travail (comme la pratique d'un art, d'un sport, un hobby captivant, le bénévolat) qui semblent souffrir le plus de leur situation. Sans travail, certains sont complètement démunis, d'autres continuent d'exister. L'hypothèse de Le Moüel formulée au début de ce chapitre ne serait donc pas totalement confirmée à savoir que même lorsque l'investissement dans le travail est très fort, d'autres éléments peuvent atténuer les conséquences de son absence.

Les personnes pour qui la valeur travail est moins importante à cause des antécédents familiaux, par exemple,

ou d'un contexte plus large dans lequel on a l'habitude des séquences travail-chômage à répétition, l'absence d'emploi ne mérite pas le suicide auquel au moins trois de nos interviewés ont songé parce qu'elle n'équivaut pas à une perte d'identité. Chez des jeunes femmes, en apparence les plus démunies de la Basse-Ville (assistance sociale, faible niveau de scolarité), nous avons pu observer la présence d'un réseau d'amitié et de solidarité féminines qui contrebalance le reste. Les statuts compensateurs semblent mieux réussir si le milieu immédiat les supporte: famille, groupe de femmes, associés à des programmes gouvernementaux, etc. comme quoi la formation de l'identité est étroitement reliée à la socialisation.

Des mécanismes de valorisation de soi aident à accepter, dans l'immédiat, le fait d'être chômeur ou assisté social mais ne règlent pas la question de l'avenir. La dissociation du mariage et de la paternité ou de la maternité, si elle est bien typique "de l'époque", laisse deviner un fort besoin de sécurité avant d'entreprendre quoi que ce soit qui implique un engagement à long terme. Le travail fait partie de la panoplie d'"assurances" qu'il faut avoir pour garantir le minimum de bien-être souhaité pour soi-même avant de pouvoir le procurer à d'autres. L'idée d'individualisme qui caractériserait la société actuelle[11] pourrait se reconnaître dans cette distinction entre le bonheur personnel et les engagements envers les autres.

NOTES

1. Le Mouël, Jacques, "Le chômage des jeunes: des "vécus" très différents", Sociologie du travail, 2 février 1981, "Le chômage", p. 163.

2. Olivier Galland et Marie-Victoire Louis, "Jeunes chômeurs", Esprit, nos 7-8, juill.-août 1979, p. 33.

3. Léon Bernier et Isabelle Perrault, L'artiste et l'oeuvre à faire, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1985, 518 p. Voir en particulier, les témoignages de Robert Roussil, Claude Goulet et Pierre Pépin.

4. L'indice de nuptialité des hommes est passé de 92,7 % à 52,8 % de 1961 à 1982 et celui des femmes, de 87,1 % à 53,7 %. L'âge moyen au premier mariage a eu tendance à baisser jusqu'en 1979 et à remonter par la suite, Gouvernement du Québec, Annuaire du Québec, 1964-1965, p. 196 et Conseil du statut de la femme, Les femmes, ça compte, 1984, p. 181.

5. Hervé Le Bras, "L'interminable adolescence ou les ruses de la famille", Le Débat, no 25, mai 1983, p. 118-125.

6. L'aide sociale a subi une forte hausse chez les jeunes au cours des dernières années. L'âge moyen d'entrée est passé de 36 ans en 1975 à 28 ans en 1982, Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, Les mouvements de clientèle à l'aide sociale, Québec, 1984, p. 19. Les personnes de moins de 30 ans qui vivent seules et qui sont aptes au travail étaient 12 780 à l'aide sociale en 1975 et 77 580 en 1983. La présence est aussi plus longue bien que ce soit les familles monoparentales qui présentent la plus longue durée. Idem, p. 87.

7. En même temps que le taux de chômage augmentait à la fin des années 1970, le pourcentage des périodes de prestations d'assurance-chômage diminuait chez les moins de 25 ans pour des raisons démographiques, mais aussi à cause des modifications apportées au programme d'assurance-chômage en 1979. Il devenait plus difficile de revenir à l'assurance-chômage ou d'y être admissible une première fois. Ministre d'État à la jeunesse, Jeunesse/Youth, un nouveau profil Statistique des jeunes

au Canada, Ottawa, s.d., p. 441. Un article de la loi stipule, par exemple, qu'il faut avoir "exercé un emploi assurable pendant vingt (20) semaines ou plus au cours de sa période de référence" (loi amendée de 1979). Les statistiques de l'assurance-chômage indiquent que les 20-24 ans constituent le plus fort contingent (49 %) de prestataires d'assurance-chômage chez les 15-29 ans (15-19, 12 %; 25-29, 38 %; données de décembre 1984). C'est chez les 25-29 ans que l'on retrouve les prestataires de longue durée: 14 semaines ou plus (51 %).

8. Pour l'énoncé de certaines raisons de s'inscrire à l'aide sociale, voir aussi: Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, La situation des jeunes à l'aide sociale, Québec, Gouvernement du Québec, 1984, p. 76.

9 Les statistiques pour l'ensemble du Québec montrent que si, en 1979, 19 % de la clientèle de l'aide sociale habitait chez des parents, il y en avait 26 % en juin 1983 (clientèle mensuelle). À la même date, 55 % des bénéficiaires étaient des célibataires et les familles monoparentales avec deux enfants étaient celles qui demeuraient le plus longtemps à l'aide sociale, Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, Les mouvements de clientèle à l'aide sociale, Québec, 1984, p. 144-145.

10. "La majorité (58 %) des personnes seules aptes et âgées de moins de 30 ans ne viennent qu'une fois à l'aide sociale pour une durée inférieure à 8 mois dans la moitié des cas (durée médiane)", Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, La situation des jeunes à l'aide sociale, Gouvernement du Québec, 1984, p. 57.

11. Plusieurs ouvrages sur l'individualisme sont parus récemment. Voir, entre autres: Gilles Lipovestsky, L'ère du vide; essais sur l'individualisme contemporain, Paris, Gallimard, 1983, 246 p. (Les Essais, 225);

Alain Laurent, De l'individualisme; enquête sur le retour de l'individu, Paris, PUF, 1986, 189 p.

Chapitre 5

Les diverses dimensions de la socialisation au travail

Les jeunes que nous avons rencontrés font partie de la portion de leur génération qui ne réussit pas à s'installer dans le monde du travail. Peut-être est-ce à cause de cela que le travail paraît aussi important. Peut-être, tout simplement, l'interviewer ou l'observateur les a-t-il entraînés sur cette voie. Un fait est certain: les jeunes interviewés, en majorité dans la première moitié de la vingtaine, sont en quête d'un emploi régulier, stable, ayant un semblant de durée sinon de permanence et qui contraste avec leurs expériences antérieures ou la période d'attente qu'ils ont à subir.

Comment en sont-ils venus à intérioriser les valeurs qu'ils attribuent au travail, les aspirations qu'ils fondent sur cet univers, les raisons qu'ils donnent de leurs échecs? Comment ont-ils découvert le marché du travail avec ses règles, ses contraintes, ses exigences? À partir de quoi et avec l'aide de qui? Les réponses à ces questions mettent en évidence l'importance des rapports sociaux dans l'apprivoisement du monde du travail qui déborde, et de loin, la seule question des aptitudes personnelles qu'une attitude "psychologisante" a fortement valorisée ces dernières années.

C'est ainsi que le matériel d'entrevue a permis de cerner la place de la famille dans l'apprentissage du travail. Les jeunes en parlent beaucoup plus que de l'école, cette dernière laissant souvent un arrière-goût d'amertume

chez ceux qui ont à peine terminé un cours secondaire et qui constituent le peloton de tête de notre groupe-témoin. S'ils en parlent davantage en relation avec le chômage qu'autrement, est-ce parce que la famille constitue le lieu principal d'apprentissage ou parce que l'école fait défaut? L'importance de la famille est cependant pondérée par son insuffisance à faire connaître tout ce qui est relié à la découverte du marché du travail, autant les premières expériences de travail que la prise de conscience de certains échecs.

La préparation reçue à l'école est souvent perçue négativement puisque, si l'on est chômeur, c'est que celle-ci n'a pas permis de trouver automatiquement un emploi. Si la formation professionnelle et académique et l'obtention d'un diplôme continuent d'être un atout dans la quête d'un emploi, les témoignages des jeunes conduisent à nous demander si d'autres dispositions ne font pas toute la différence à compétence ou connaissance égale.

Certaines entrevues ont fait ressortir l'importance de la santé pour supporter la cadence d'emplois souvent réservés aux jeunes: restauration rapide, plonge, travail répétitif, travail à la chaîne. Les tâches d'entretien exigent de la force physique et on n'y est pas préparé. Le monde du travail exige aussi de la discipline: horaires réguliers, acceptation de consignes, soucis de rendement. Ceux qui n'ont pu supporter les contraintes du monde scolaire semblent avoir plus de peine que les autres à se soumettre à cet autre univers. Quand, en plus, la tâche elle-même ne présente pas plus d'intérêt que n'en présentaient les matières scolaires...

Les modèles assimilés dans la famille jouent beaucoup. Lorsque ni le père ni la mère n'ont un emploi, le jeune est démuni devant les démarches à effectuer pour se trouver du travail, se transporter, se présenter à l'endroit désigné. Nous avons rencontré des jeunes pour qui c'était bien plus facile de se rendre au bureau d'aide sociale qu'au centre d'emploi. On n'insistera jamais trop sur l'importance

de certaines présences au bon moment. On oublie trop facilement, par exemple, tout ce qu'il peut y avoir de difficile dans la première démarche de demande d'emploi quand, en plus, il n'y a personne derrière pour vous suggérer ce qu'il faut faire, vous accompagner même, dans certains cas.

L'occupation du temps en période de chômage aide à conserver le moral haut, à garder des habitudes de vie qui disposent aux exigences des horaires de travail, à parfaire certaines habiletés, à acquérir de l'expérience. Toutes les aptitudes qui se développent dans la vie associative, si elles ne sont pas reliées immédiatement à un type d'emploi contribuent au moins à donner de la confiance en soi, à apprendre à composer avec d'autres et sont souvent l'occasion d'entrer en contact avec des réseaux qui ouvrent les portes de l'emploi. La participation à la vie de groupe aide aussi à se valoriser, à ne pas se sentir l'unique responsable d'une situation qui en affecte d'autres.

Dans quel sens s'orientera l'évaluation des mesures d'employabilité mises en place ces dernières années? Nous avons pu observer, pour notre part, que ceux qui en profitaient semblaient mieux se tirer d'affaires que ceux qui restaient à la maison à attendre. L'expérience acquise du monde du travail n'est jamais négligeable quelles que soient les circonstances, l'employabilité étant infiniment plus que le métier ou la technique. C'est l'ensemble des "aptitudes" générales de la personne (santé, discipline, intériorisation des règles de la condition de travailleur, sociabilité, réseaux, soutiens, confiance en soi, expérience) qui feront toute la différence à une période où la compétition est forte. Elles augmenteront, selon le cas, les chances de réussite ou les risques d'échec.

Un regard critique sur l'école

Les péripéties de la recherche d'emploi constituent des éléments informels de la socialisation au travail: apprentissage des façons de chercher de l'emploi, connais-

sance des exigences du marché, développement d'attitudes à l'égard du travail. Ces manières d'apprivoiser le monde de l'emploi s'apprennent non seulement dans des démarches et des expériences, mais aussi de façon formelle à l'école.

La place de l'école dans la préparation au travail est, en principe, primordiale. Jusqu'à tout récemment, tant l'opinion que les travaux scientifiques établissaient une corrélation positive entre le niveau de scolarité et l'obtention d'un emploi. L'accroissement du chômage chez les finissants d'université est venu semer le doute. Jean-Michel Cousineau constate en effet que, de 1975 à 1978, par exemple, le taux de chômage des diplômés universitaires est passé de 2,9 % à 4,5 %[1]. Il est vrai, fait-il remarquer, que la production de diplômés de 1962 à 1977 s'est accrue de 2,4 fois. La main-d'oeuvre étant de plus en plus scolarisée, la compétition devient plus forte. Il faut alors s'attendre à ce que le taux de chômage augmente chez les nouveaux diplômés. Des données récentes mettent en évidence ce fait, bien que le chômage des diplômés d'université soit encore inférieur à celui des autres catégories[2].

Parce qu'ils ont connu des cheminements scolaires différents, les interviewés ne devraient pas être atteints de la même manière par le chômage[3]. Il faut donc examiner le rapport qu'ils ont entretenu avec l'école, eux qui, pour la plupart, n'ont pas poussé très loin leurs études. Ce qui frappe, c'est justement le nombre de ceux qui n'ont pas terminé le cycle d'études que ce soit aux niveaux secondaire (14), collégial (6) ou universitaire (3). Il faut ajouter à tous ceux-là, les dix qui ont un DES ou un DEC général, donc aucune formation technique ou professionnelle particulière. Cela équivaut à dire que trente-trois interviewés sur cinquante-huit n'ont aucune préparation immédiate à l'emploi.

Ils sont défavorisés par rapport à ceux qui détiennent un diplôme ou une formation professionnelle. Comment expliquent-ils leur échec à l'école ou leur manque d'intérêt à poursuivre des études? Quelques raisons ont déjà été don-

nées au chapitre 1, mais elles ne recouvrent pas l'ensemble des expériences de la vie d'étudiant.

Les raisons d'abandon évoquées

Assez curieusement, les interviewés nous parlent très peu de l'école, lui accordant peu de temps et un ordre très secondaire dans le déroulement de l'entrevue.

Une remarque générale venait cependant de ceux qui n'ont pas terminé leur cours secondaire: ils n'aimaient pas l'école. Quelques-uns utilisent même le mot "écoeuré" pour expliquer qu'ils avaient de la difficulté à apprendre: "C'était pas ma grosse branche!". Ils n'étaient pas motivés parce qu'ils ne voyaient pas l'utilité de ce qu'ils faisaient ou parce qu'ils n'aimaient pas certaines matières: pour quelques-uns c'était le français, pour d'autres, les mathématiques. Par exemple, une jeune femme inscrite au progamme de rattrapage scolaire l'a abandonné dès qu'elle a obtenu le 50 % requis pour obtenir son DES. Pour plusieurs, la motivation n'y est pas du tout: ils ne "cadrent pas avec l'école", selon l'expression d'un jeune homme.

Des problèmes personnels de toutes sortes viennent accentuer le fait qu'on n'aime déjà pas l'école. La question de la drogue est quelquefois mentionnée, la grossesse en bas âge, la santé qui flanche, la distance à parcourir, autant d'occasions d'accuser du retard scolaire et d'enlever le goût de recommencer. Les difficultés familiales, de relations personnelles ou financières peuvent troubler un jeune déjà peu motivé.

Ceux qui ont fréquenté le cours secondaire professionnel court ou une classe spéciale se sentaient complètement dévalorisés. Un de ceux-là nous a même affirmé: "J'étais dans les classes pour les fous, là". D'autres préféraient faire leurs apprentissages en dehors des cadres de l'école. Un est devenu mécanicien en réparant des véhicules tout terrains défectueux que son père lui avait procurés

dans cet état pour l'obliger à se débrouiller. De là, sa motivation à suivre, par la suite, des cours du soir en mécanique.

Les interviewés qui ont terminé des études collégiales ou qui les ont abandonnées en cours de route expriment moins de réactions négatives vis-à-vis l'institution. Ou bien, ils ont voulu continuer de procéder au cours collégial comme ils le faisaient à l'école secondaire (travaux en groupe, par exemple) et ça n'a pas marché. Ou bien, c'est la mentalité (valeurs, goûts, loisirs) des jeunes de ce niveau, qu'ils acceptaient difficilement. Il est arrivé, dans quelques cas, que le jeune se soit rendu compte de s'être trompé d'orientation: il pratique une technique alors qu'il a du goût pour les arts ou l'inverse[4]. D'autres ont abandonné les études universitaires à peu près pour les mêmes raisons.

La plupart de ceux qui étaient parvenus à un diplôme terminal n'avaient pas envie de retourner étudier, même s'il s'agissait d'études collégiales générales. Certains ne sauraient pas dans quelle discipline se diriger. Ils considèrent que leurs chances de se trouver un emploi ne serait pas accrue même avec un diplôme universitaire. L'argument est le même chez ceux qui n'ont pas terminé un cours secondaire.

Il faut rappeler, enfin, que le coût des études fait peur à bon nombre. Une bachelière mentionne avoir cumulé 4 000 $ de dettes. Pour ne pas s'endetter[5], des détenteurs de DEC qui n'habitent pas à proximité d'un cégep ne pensent pas aller à l'université, du moins pas dans un avenir prochain.

Bien d'autres raisons s'ajoutent à celles-ci pour expliquer pourquoi on ne veut pas retourner aux études malgré les campagnes et les mesures incitatives: bien peu de nos interviewés ont succombé à l'attrait des 185 $ de plus par mois offerts dans le cadre du programme de rattrapage scolaire. Ce programme a pourtant connu quelque succès par rapport aux autres, institués par le ministère de la Main-

d'oeuvre et de la Sécurité du revenu dans le cadre de ce que l'on a appelé les "mesures d'employabilité[6]". Peut-être avons-nous eu affaire aux irréductibles? Une sourdine doit être mise sur le succès du programme. Certains jeunes, qui ne manquent pas d'imagination, quitteraient l'école avant la fin de leur cours secondaire, s'inscriraient à l'aide sociale et, six mois après, termineraient leurs études en étant "payés" pour le faire, comme nous le mentionnaient quelques interviewés. Faute d'emploi à temps partiel ou d'emploi intéressant pendant les études, on trouve un autre moyen de gagner des sous. Ce fait témoigne encore une fois du grand désir d'autonomie des jeunes obligés de fréquenter l'école plus longtemps à cause des lois, des exigences académiques et de la pénurie d'emplois.

Les jeunes évoquent les critiques faites à l'école secondaire au sujet de la formation. Certains nous ont dit ne pas vouloir "perdre leur jeunesse là-dedans", ne pas apprendre assez de choses pour rester là, ne pas aimer tel ou tel professeur, ne pas suffisamment pratiquer le métier qu'ils apprenaient. Des parents dissuadent leur adolescent de continuer.

Quelques-uns parmi les plus âgés, ceux qui sont au milieu de la vingtaine, donnent comme raison d'abandon de l'école, les grèves d'enseignants. La dépréciation des études venant de toutes parts semble renforcer la décision de les abandonner chez ceux dont les convictions sont chancelantes.

Le besoin d'autonomie est souvent invoqué par les interviewés comme raison pour avoir quitté l'école. Même si les parents peuvent subvenir aux besoins de base, on est très pressé de gagner de l'argent[7]. Bon nombre des jeunes recensés comme chômeurs sont en fait des étudiants à plein temps en recherche de travail à temps partiel. En mai 1985, 8 000 jeunes Québécois étaient dans cette situation[8].

Le slogan des années 1960 "Qui s'instruit s'enrichit!" n'a pas de résonnance chez la grande majorité des

interviewés: l'instruction n'apparaît pas comme le moyen de s'enrichir. Bien au contraire, la perspective de l'endettement semble en arrêter plus d'un. Faut-il rappeler que les interviewés viennent, pour la plupart, de milieux socio-économiques modestes, de parents eux-mêmes faiblement scolarisés. Il n'en faut pas beaucoup plus, lorsque le milieu ne supporte pas l'étudiant, pour se trouver de bonnes raisons d'abandonner surtout si c'est nécessaire de gagner sa vie.

La relation positive école-préparation à l'emploi n'est donc pas très évidente pour les jeunes de certains milieux en particulier à un moment de la conjoncture où même les plus instruits se retrouvent en chômage. Toutes les raisons peuvent être bonnes pour abandonner ou ne pas poursuivre d'études surtout que l'instruction n'apparaît plus comme un gage de réussite. Le peu de motivations intrinsèques ajoutées à la crainte d'un avenir incertain suffisent à en décourager plusieurs si des incitatifs de l'extérieur, comme une prestation liée au rattrapage scolaire ne viennent les contrebalancer.

La formation générale reçue à l'école et sa relation avec le monde du travail

Certains types de formation seraient plus adaptés à la demande du marché du travail. Celle-ci ne s'exprime pas seulement en considération du diplôme obtenu mais en référence aux qualifications auxquelles semble plus ou moins correspondre la formation professionnelle donnée à l'école secondaire[9]. Les enquêtes "Relance" du MEQ mettent en évidence les voies à suivre et celles à éviter. Les interviewés non seulement se retrouvent dans certaines voies conduisant à un secteur saturé du marché du travail, mais la majorité n'ont aucune formation professionnelle. De plus, en période de surplus de main-d'oeuvre, les employeurs ne se contentent pas d'exiger un diplôme, mais ils demandent aussi de l'expérience comme on l'a tant de fois répété à chacun des interviewés. L'allusion au fait de n'avoir pu pratiquer suffisam-

ment leur métier serait à l'origine de cette lacune que les jeunes ont perçue dans leur formation.

Un autre aspect de la préparation au travail fournie par l'école et sur laquelle il y a peu de choses d'écrites, c'est ce qu'on pourrait appeler une "disposition générale" au travail et aux exigences de l'univers du travail. Quelques interviewés nous ont fait part du stress qu'ils ressentaient à l'école, en particulier de celui que provoque la compétition. Il y aurait sans doute des analyses à faire pour vérifier s'il y a corrélation entre la capacité de surmonter celui-ci et celle qu'il faut pour persister en milieu de travail. La rencontre de quelques cas permet de favoriser cette hypothèse. Un jeune n'a jamais réussi à passer ses examens de secondaire V. Il a abandonné l'école à deux ou trois semaines de la fin et n'a jamais réussi à terminer ses études par la suite. Le même a laissé un emploi intéressant après une journée de travail parce qu'il ne supportait pas l'idée d'avoir à "poinçonner" matin et soir. Une jeune femme déprimée à l'école devient malade devant les exigences d'une chaîne de production.

Les exercices répétitifs, les examens, les compétitions de toutes sortes à l'école ne sont que le pâle reflet de ce que réserve le monde du travail. Les interviewés ont décrit, sans utiliser le mot, quelle discipline il faut pour aller s'inscrire dans un centre d'emploi, savoir ce que l'on veut et ce que l'on peut faire, passer un concours par écrit, subir une entrevue, faire la tournée des employeurs en se faisant valoir. Et, une fois l'emploi obtenu, quelle énergie il faut déployer pour se lever à temps, se sentir bien reposé pour mettre en pratique des techniques quant auxquelles on a plus ou moins d'expérience, accepter les directives d'un patron, les manies ou les habitudes des compagnons de travail, les horaires réguliers, et ainsi de suite. Les premiers emplois exigent souvent de la force physique ou de la capacité à résister à la répugnance. La persévérance peut venir à bout de ces premières réactions.

Les autres modes de socialisation formelle

Devant la montée du chômage des jeunes, la préoccupation de leur insertion dans les milieux de travail a atteint les milieux politiques et une attention particulière a été portée à celle-ci. Les gouvernements, par le biais des ministères appropriés, ont multiplié les programmes qui s'adressaient aux jeunes. Les organismes régionaux et locaux de placement ont été mis à contribution. Des regroupements se sont formés dans l'intention de susciter la création d'emploi, le développement de l'entreprenariat chez les jeunes, la défense des droits des chômeurs ou des assistés sociaux.

Nous verrons comment ces programmes et ces regroupements, s'ils ne procurent pas toujours un emploi stable, sont souvent l'occasion de faire l'apprentissage des règles de la vie de travail, si ce n'est l'acquisition d'habiletés ou d'expériences. Nous ne ferons allusion ici qu'aux programmes ou aux organismes dont nous ont parlé les jeunes. Six interviewés sur dix ont connu à un moment ou l'autre ce type d'expérience.

Les programmes du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu

Le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu annonçait, en novembre 1983, la mise sur pied de trois programmes à l'intention des bénéficiaires de l'aide sociale, plus spécifiquement des jeunes, et qu'on a fait connaître par la suite sous le nom des "Opérations Déclic": les Stages en milieu de travail, les Travaux communautaires et le Rattrapage scolaire.

Les Stages en milieu de travail s'adressaient aux moins de trente ans qui avaient quitté les études régulières depuis au moins un an et qui ne détenaient pas de diplôme d'études collégiales ou universitaires. Un contrat de stage pouvait être conclu avec une entreprise ou un organisme pri-

vé québécois pour une durée de cinquante-deux semaines. Le stagiaire ne devait pas prendre la place du personnel régulier. L'employeur s'engageait à lui verser une allocation de 100 $ par mois qui venait s'ajouter au montant de l'aide sociale pour quatre-vingts heures de stage par mois. La Commission de formation professionnelle émettait une attestation reconnaissant les tâches effectuées et la formation reçue.

Seulement trois interviewés ont mentionné avoir participé à de tels stages qui ont pris diverses formes: classement de volumes dans une bibliothèque, apprentissage en joaillerie, travail de bureau. Tous trois ont apprécié leur expérience. Une "stagiaire" mentionne, cependant, qu'il ne faut pas accepter la première chose offerte, mais choisir une expérience qui favorise l'apprentissage. Un autre s'est dit "payé" pour recevoir une formation. Plusieurs autres auraient aimé effectuer ce type de stage et l'ont mentionné au cours de la conversation.

Le Rattrapage scolaire n'a pas fait beaucoup d'adeptes chez nos interviewés. Seulement deux jeunes filles en ont profité même si l'histoire nous enseigne que ce fut effectivement une des fonctions de l'école que de repousser l'entrée sur le marché du travail[10]. Et l'une d'elle n'a pu se rendre au bout de son secondaire, son militantisme dans l'association étudiante accaparant tout son temps. Comme on a pu le constater antérieurement, la motivation à retourner aux études n'est pas très forte, en particulier chez des jeunes qui sont des "échoués" du système scolaire, pour paraphraser un éducateur de jeunes en difficulté d'apprentissage.

Des trois volets de l'Opération Déclic, celui des Travaux communautaires a obtenu le plus de succès chez nos interviewés: cinq hommes et quatre femmes. S'ils en disent toutes sortes de bonnes choses, ils évaluent aussi sévèrement leur expérience. Ils ont fait de tout: du débroussaillage à la comptabilité, de l'animation en garderie à l'ani-

mation à la télévision communautaire en passant par l'entretien des patinoires ou des biens de la Fabrique. Le fait d'être occupé, d'y rencontrer du monde et de se sentir utile à quelque chose constitue un élément positif. Ils mentionnent le fait d'avoir appris des choses, davantage comme "expérience de vie" (les mots d'un jeune homme) que d'avoir eu la possibilité de travailler. Ils ont développé le goût de "se partir un projet"; cela reste cependant plus de l'ordre des rêves que de la réalité.

Loin de considérer un tel programme comme une façon d'entrer sur le marché du travail, d'autres n'y voient que diverses formes d'exploitation ("cheap labor"): "C'est pour torcher le monde" (faire à manger aux personnes âgées); ça encourage les patrons à continuer d'employer des jeunes sans qu'il leur en coûte trop et ça ne motive pas les jeunes qui se retrouvent comme avant; ça ne donne aucune sécurité même celle de cumuler de l'assurance-chômage; c'est en bas du salaire minimum. Quelques-uns sont convaincus que ces programmes font perdre à d'autres des emplois que les municipalités ou les autres organismes impliqués devaient créer de toute façon. Les projets acquerraient de la valeur pour plusieurs s'ils permettaient de "débarquer" de l'assistance sociale: "Ça paraît mieux aux yeux du monde d'être sur le chômage que d'être assisté social."

Le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu offre aussi d'autres possibilités[11] d'insertion dans les milieux de travail comme le Bon d'emploi pour ceux qui possèdent une qualification académique. Deux interviewés seulement s'en sont prévalus qui, tout en appréciant l'expérience qu'ils ont vécue, ont eu l'impression, dans un cas, de ne pas avoir choisi le bon endroit pour réaliser son projet, dans l'autre, de n'avoir fait que reporter à plus tard son entrée réelle sur le marché du travail. "C'est sûr que si je n'avais pas eu ça, je me serais peut être grouillée plus...", avoue une jeune femme.

Comme pour les autres programmes, quelques interviewés ont dit qu'ils auraient été intéressés à participer à un projet, sauf que ça n'a pas marché. Une finissante du cours secondaire commercial n'a pas réussi à utiliser son bon d'emploi parce qu'aucun employeur de sa localité n'avait de place disponible pour elle. Pour d'autres, ce serait le Centre Travail-Québec qui n'aurait pas donné suite à leur désir de participer au programme des Travaux communautaires. Il faut dire que les projets des jeunes ne sont pas toujours des plus réalistes comme on l'a vu antérieurement.

Les programmes du gouvernement fédéral

Peut-être à cause du mode de recrutement de nos interviewés, nous avons beaucoup moins entendu parler des programmes offerts par les Centres d'emploi du Canada. Au moment où nous avons effectué l'enquête, une quinzaine de programmes s'adressaient pourtant aux jeunes sans emploi en vue de parfaire leur formation, de les aider à acquérir une expérience de travail ou de les conseiller dans la recherche d'un emploi[12]. Une bachelière nous a dit avoir pu bénéficier d'un projet "Canada au travail" qui crée des emplois d'une durée de six à cinquante-deux semaines dans les localités où le taux de chômage est particulièrement élevé. Pour participer à ce type de projet, il faut avoir été en chômage depuis au moins huit semaines. Un jeune homme a pu profiter d'un projet du gouvernement fédéral, à Ottawa, pendant une grosse semaine! Une jeune femme a été plus heureuse et a fait de l'animation auprès de jeunes sans emploi pendant vingt semaines dans le cadre du même programme. Un "étudiant" en attente de son retour à l'université a travaillé dans un club de golf à effectuer des tâches que le personnel régulier ne fait pas ou n'aime pas faire. Il ne s'en plaint pas. "C'est en plein air", dit-il, et il s'entend très bien avec ses compagnons de tous âges.

A ces interventions du fédéral, il faut ajouter Katimavik, ce programme aboli depuis par le gouvernement conservateur et qui a valu, pour la défense de son maintien,

la longue séance de jeûne du sénateur Jacques Hébert. Deux interviewées venaient de vivre une expérience avec cet organisme. Ils en gardaient un souvenir bien nostalgique. La vie de groupe leur manquait[13].

Les "Jeunes volontaires"

Un programme qui a eu une certaine vogue auprès des interviewés Jeunes volontaires, relève maintenant du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. La caractéristique de ce programme est de fournir à des jeunes sans emploi l'occasion de s'intégrer socialement et professionnellement à leur milieu à travers des projets conçus par eux avec l'aide d'organismes du milieu.

Ce sont surtout des jeunes âgés de vingt à vingt-quatre ans parmi nos interviewés qui sont devenus Jeunes volontaires (treize contre deux de dix-huit ans). Leur niveau de scolarité est assez élevé: sept ont terminé des études secondaires professionnelles, six ont un diplôme d'études collégiales. Deux seulement n'ont pas achevé leur cours secondaire. Leurs projets consistaient à faire du ménage pour les personnes âgées. Un projet a fonctionné, l'autre pas parce que les membres du groupe ne s'entendaient pas.

Ceux qui ont terminé des études collégiales ont soumis des projets dans la ligne de leur formation: atelier d'art, soutien aux sans-emploi, aide à une association sportive de jeunes. Les finissants du secondaire n'ont pas tous participé à des projets orientés dans le sens de leur formation professionnelle, sauf pour une finissante en secrétariat.

La plupart ont apprécié le type de projet qu'ils ont collaboré à monter et à réaliser dans le cadre de Jeunes volontaires pour de multiples raisons, en particulier pour l'expérience de travail qu'ils ont acquise: travail de secrétariat, budget à administrer, apprentissage de la débrouillardise, pratique de son métier. D'autres avantages

se greffent à ces derniers comme celui de travailler en équipe, de "voir du monde", d'obliger les assistés sociaux à se rencontrer, de s'occuper plutôt que de "niaiser", d'éviter les dépressions.

Par contre, certains regrettent -- des diplômés de cégep, en particulier -- que les activités prévues dans ce programme ne se déroulent pas sur un mode plus professionnel, que celui-ci ne fasse pas sérieux parce que considéré comme un projet d'assistés sociaux, comme une manière de caser les jeunes chômeurs. Le programme Jeunes entrepreneurs aurait, dans cette perspective, dévalorisé celui des Jeunes volontaires. Un membre du RAJ (Regroupement autonome des jeunes) a trouvé pénible son expérience d'animation de garderie à cause de la somme d'énergies consacrées. Les autres problèmes ont trait au fonctionnement du groupe -- l'apprentissage de la collaboration ou de la coopération ne se fait pas aisément -- et aux relations avec les organismes qui parrainent les projets.

Deux interviewés seulement ont parlé de ces organismes qui tiennent pourtant une assez grande place dans les projets Jeunes volontaires et en constituent, en partie, l'originalité puisque c'est par eux que passe l'intégration au milieu. Dans les deux cas, les jeunes se sont trouvés bloqués par manque d'autonomie. "On s'est fait écoeurer tout l'hiver", raconte un jeune qui accuse l'organisme associé de s'être comporté en patron. Certains agents régionaux responsables de ce programme et rencontrés lors de journées d'étude, en décembre 1986, admettent la difficulté de lier l'organisme associé aux buts poursuivis par le programme qui sont d'apporter un appui financier et une expertise, d'établir une relation positive entre jeunes et adultes, d'aider ces derniers à s'insérer dans une localité.

Ce type d'appui, on le voit par la description de ce qu'il comporte, ne peut être réalisé par un professionnel-technocrate, mais par un organisme enraciné dans un milieu qui s'ouvre aux problèmes de jeunes en "rattrapage non sco-

laire" pour utiliser l'expression d'un agent régional. Ceux-ci, en plus d'être en recherche d'emploi ont besoin d'être "socialisés" au travail et au monde adulte, de rétrécir l'espace entre le rêve et la réalité, de vivre un "succès" qui mettra fin à une série d'échecs scolaires dans beaucoup de cas. Pour cela, l'organisme associé doit développer une approche pédagogique qui admet l'erreur, la diversité des rythmes et s'en sert de manière à changer les attitudes tout autant du milieu envers les jeunes que des jeunes envers eux-mêmes et pour initier ceux-ci petit à petit à se prendre en charge à travers des projets qui sont davantage des intentions que des plans de travail[14].

Les raisons pour ne pas participer
à un programme d'insertion en emploi

Si plus de la moitié de nos interviewés ont expérimenté l'un ou l'autre des programmes gouvernementaux d'insertion à l'emploi, d'autres ne l'ont pas fait parce qu'ils n'ont pas pu ou n'ont pas voulu le faire. Dans le premier cas, certains nous ont dit s'être inscrits en vue d'obtenir un projet et de n'en avoir jamais entendu parler par la suite ou encore de ne pas avoir eu la formation nécessaire pour participer à un projet en cours d'élaboration.

La plupart n'ont pas la formation de base requise pour accéder à des programmes comme Jeunes promoteurs (MMSR) et Bourses d'affaires du MIC ou pour profiter des Groupes de soutien aux initiatives-jeunesse (MMSR). Ils ne peuvent pas davantage se prévaloir des initiatives du mouvement coopératif ou d'entreprises privées pour favoriser la création d'emploi, y compris celles des jeunes eux-mêmes (ENGAJ, Réseau Pomme pour l'emploi des jeunes à Montréal, La table de concertation emploi Basse-Ville à Québec, Action-travail dans le Bas-du-fleuve).

D'autres ont des réactions très négatives: "cheap labor", salaire insuffisant, bonne idée mais "on crève de faim quand même", dévalorisant parce que "j'vaux une piastre

et vingt-cinq!", démotivant parce qu'"on se retrouve comme avant". Un jeune homme montre ce qui constitue pour lui l'aberration des programmes gouvernementaux. Il s'est vu refuser les "prêts et bourse" pour effectuer des études universitaires parce qu'on le considère comme dépendant de sa famille. Par contre, il a pu bénéficier de l'assistance sociale et il reçoit l'allocation rattachée à un programme d'insertion à l'emploi. Le même montant, prêté en grande partie, lui aurait permis de poursuivre ses études.

Nous avons constaté beaucoup d'ignorance et de difficultés concernant les programmes gouvernementaux chez un certain nombre d'assistés sociaux. Un interviewé qui vit d'assistance sociale avec sa compagne et ses quatre enfants n'est à peu près pas informé de l'existence et du fonctionnement des programmes d'insertion à l'emploi. Il explique sa non-participation à des projets de la manière suivante: d'une part, les bénéfices qu'il en tirerait seraient soustraits de ses revenus d'assistance sociale; d'autre part, il préfère laisser la place aux autres. Il se dit scandalisé que les "importés" puissent participer à des projets sans se voir couper l'aide sociale. Comme quoi il lui manque quelques bribes d'information puisque ces mesures sont associées à la prestation d'aide sociale. Un autre exemple d'ignorance concerne la possibilité de compléter le montant de l'aide sociale par du travail rémunéré qui cependant ne dépasse pas de plus de la moitié la prestation. Les moins scolarisés trouvent ardu de répondre aux questionnaires liés à l'obtention d'un "projet".

Si les programmes gouvernementaux d'insertion à l'emploi ont été populaires chez nos interviewés, ils n'ont pas été appréciés également. Les bénéficiaires de ces programmes ne voient pas toujours bien les buts visés, ignorent les mécanismes pour y accéder ou les trouvent difficiles. Ce qui les intéresse d'abord, c'est la prime supplémentaire ajoutée aux prestations d'aide sociale. Font exception, ceux qui ont l'occasion d'acquérir de l'expérience dans la ligne de leur métier. Comme la majorité des interviewés n'ont pas

de formation professionnelle et qu'il faut ajouter à cela de multiples handicaps tels que le manque d'initiative personnelle, la difficulté de faire des choses avec d'autres sur un mode "démocratique", la lenteur à comprendre certaines règles ou mécanismes, on peut se demander s'il existe des programmes faits pour eux et si ceux qui existent ne s'adressent pas qu'aux "petits débrouillards"?

Les organismes intermédiaires

En cette période de pénurie d'emplois, certains organismes se sont donné comme mission soit d'aider les jeunes à accéder à l'emploi et à profiter des programmes gouvernementaux, soit de les soutenir et de les défendre en périodes difficiles. En d'autres termes, ils viennent compenser l'absence ou les lacunes des autres institutions vis-à-vis des jeunes. Nous avons vu comment ces organismes constituent des lieux de solidarité. Ils peuvent être aussi l'occasion de faire certains apprentissages ou de vivre des expériences qui favoriseront l'accès à l'emploi. C'est dans les grandes villes surtout que les jeunes nous ont parlé de ces organismes.

Un exemple de ces lieux d'apprentissage et d'information que les jeunes de la Basse-Ville de Québec ont souvent mentionné, c'est le Café des Récollets. Nous avons recruté là quelques-uns de nos interviewés. Il s'agit d'un café communautaire fondé en 1982 et qui a à sa tête une équipe de direction de dix membres, la plupart ayant moins de trente ans. Ces jeunes participent en majorité à des travaux communautaires relevant du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. L'objectif poursuivi dans cette petite entreprise est de créer de l'emploi pour les jeunes, de faire de l'éducation populaire et de constituer un lieu de rencontre pour les jeunes sans emploi. Si ce Café fournit un lieu d'expérimentation pour ceux qui le dirigent, il est aussi lieu d'information pour ceux qui le fréquentent. Le passage de certains jeunes a été à l'origine d'inscriptions à des programmes d'insertion en emploi.

Les jeunes voient dans certaines associations ou dans des Maisons de jeunes des lieux d'apprentissage ou d'information à l'emploi. Un jeune homme qui était animateur bénévole dans une Maison de jeunes est devenu par la suite animateur régulier rémunéré. Un autre a avoué faire de l'animation dans un tel lieu afin de pouvoir inscrire cette expérience sur son curriculum vitae. Quelques-uns se sont associés temporairement à des groupes d'aide aux sans-emploi dans l'espoir de recevoir un appui ou des conseils dans leur recherche d'emploi: c'est le cas de la Chôm'hier à Sainte-Foy, animée par des bénévoles.

Ce qui frappe, au cours de ces années, c'est la multiplicité des organismes qui surgissent, en particulier mais pas exclusivement, dans les grands centres urbains[15].

C'est à travers ces organismes, comme quelques interviewés nous l'ont mentionné, qu'un certain nombre de jeunes font l'apprentissage de la solidarité, la découverte de certains de leurs droits ou des mécanismes de recherche d'emploi, ou trouvent tout simplement une sortie de secours en attendant un emploi.

La famille et les chances de succès sur le marché du travail

Sauf exception, la famille occupe beaucoup de place dans l'entrevue. Dans ce que les économistes appellent les "déterminants des disparités individuelles de succès", la famille est considérée comme l'un des principaux facteurs au même titre que l'école et l'expérience de travail. Les économistes rencontrent cependant certaines difficultés à préciser en quoi la famille peut influencer les chances de succès du jeune sur le marché du travail parce qu'ils n'arrivent pas à établir de relation satisfaisante entre l'importance mesurée du phénomène et les situations concrètes. Le revenu des parents, par exemple, n'aurait pas d'effet sur les chances du jeune de se trouver un emploi. Par contre, là où des aînés ont des emplois, les plus jeunes ont des chan-

ces de s'en trouver aussi. Les jeunes issus des familles riches obtiendraient cependant des emplois mieux rémunérés que ceux provenant de familles pauvres[16].

Les origines familiales et l'entrée sur le marché du travail

Qu'en est-il chez nos interviewés? Une surprise de taille nous guettait lorsque nous avons analysé la question des origines familiales en regard de l'emploi, comme nous le mentionnions au chapitre 1.

Un certain nombre d'éléments sautent aux yeux comme le nombre de pères décédés, sans emploi ou inconnus du jeune. Si près des trois cinquièmes des pères ont des emplois (plein temps ou occasionnels), tous ne sont cependant pas présents à leur fils ou à leur fille sans emploi. Ces derniers ne peuvent profiter de ce qui semble constituer, selon un certain nombre d'études, des éléments positifs dans la quête d'emploi: les relations établies par des proches et qui restent des sources importantes d'obtention d'emploi, le modèle de la personne qui a intériorisé les normes reliées au monde du travail, l'appui et les conseils de quelqu'un qui est passé maître dans ce domaine.

Des études américaines dont il a été question plus haut montrent que les jeunes qui ont des frères ou des soeurs au travail sont plus susceptibles que les autres de se trouver un emploi sans pouvoir, toutefois, expliquer pourquoi. Ces observations ne se vérifient pas cependant à travers notre échantillon puisque vingt-deux de nos répondants étaient des plus jeunes de familles assez nombreuses dans certains cas et ils sont pourtant sans emploi. Y aurait-il d'autres éléments qui joueraient dans leur cas étant donné qu'ils sont les plus jeunes? Auraient-ils été surprotégés par les aînés ou par des parents qui vieillissent? La même explication pourrait-elle s'appliquer aux enfants uniques (cinq des interviewés le sont)? Les études américaines auraient-elles été faites dans une période ou à des endroits où le taux de chômage était peu élevé? L'obser-

vation effectuée ici ne confirmerait-elle pas plutôt l'hypothèse qu'en période de pénurie d'emplois grave, peu de catégories sociales peuvent se dire à l'abri du chômage.

Certaines familles n'ont à peu près jamais connu autre chose que l'aide sociale. Nous en avons rencontrées dans la Basse-Ville de Québec. Dans d'autres, à Montmagny et dans le comté de Bellechasse, le père est à la retraite. Aucune situation semblable ne s'est présentée à Sainte-Foy. Le chômage ou l'assistance sociale chez les jeunes interviewés de cette municipalité apparaît beaucoup plus comme un accident de parcours que comme un genre de vie qui se répéterait de génération en génération. Deux diplômés d'université voient chez leurs parents la source de leur pessimisme à l'égard de l'emploi. Ces derniers, faiblement scolarisés, n'arrivent pas à comprendre que leur enfant, pourtant si instruit, ne puisse se décrocher quelque chose. Ils ne manquent pas d'accueil, mais leur façon de dire à leur enfant que la porte de la maison familiale leur est toujours ouverte s'il ne se trouve pas d'emploi semble constituer une barrière à l'espoir. Eux-mêmes totalement impuissants vis-à-vis la situation, ils sont incapables d'inspirer ou de communiquer de la confiance à leur grand. Dans quelle mesure l'origine sociale des plus scolarisés n'est-elle pas un facteur qui joue contre eux quand il s'agit de s'intégrer à un milieu de travail dont ils ignorent tout et qu'en plus ils se perçoivent comme une source de déception pour ceux qui ont beaucoup misé sur la promotion par l'instruction?

Les interviewés qui ont vécu le divorce de leurs parents nous ont dit avoir été affectés par cet événement. Certains l'ont été dans leurs études et les ont abandonnées faute d'être capables de s'y concentrer ou par manque d'argent. "Si mes parents étaient encore ensemble, j'serais pas un assisté social. J'serais à l'université. J'suis le même gars, pourtant", nous a confié un interviewé de vingt et un ans[17].

L'influence du conjoint et des enfants sur les chances d'emploi

La présence ou pas des enfants peut aussi entrer en ligne de compte dans la recherche et l'obtention d'un emploi. Une mère de famille monoparentale n'a pas l'air pressée de travailler à l'extérieur du foyer étant donné le type d'emploi qu'elle pourrait trouver (cours collégial inachevé) et ce qu'elle retire de l'aide sociale, considérant qu'elle a un enfant à charge. Un père de quatre enfants n'est pas davantage intéressé à voir réduire son revenu et les avantages marginaux que procure l'aide sociale, sans compter qu'il ne pourrait plus faire un aussi grand potager et de multiples petits travaux qui viennent ainsi grossir ses revenus.

Le fait de ne pas avoir d'enfants aurait un tout autre impact, en particulier chez les jeunes hommes, qui auraient davantage la sympathie des employeurs s'ils avaient des responsabilités familiales. Cela pourrait expliquer, en partie, le fait que le chômage des jeunes hommes se soit davantage aggravé que celui des jeunes femmes qui ont, de leur côté, davantage intérêt à ne pas avoir d'enfants[18].

L'origine familiale et la relation actuelle à la famille semblent des éléments importants dans l'initiation et l'intégration aux milieux de travail. L'apprentissage de la dépendance de l'aide sociale est parfois plus importante que celui du travail et risque de peser lourd sur l'avenir. Les séparations de toutes sortes (mort, absence, divorce), même s'il est fort difficile d'en jauger le poids, auraient des conséquences plutôt négatives dans la quête d'emploi. Elles ne produisent pas que des effets directs, et elles peuvent en avoir sur d'autres facteurs de succès comme la scolarisation et les relations sociales dans les milieux de travail. Avoir soi-même des enfants n'a pas du tout le même impact sur les jeunes hommes et sur les jeunes femmes, à la fois du point de vue des motivations personnelles, et du point de vue de l'attitude que ce fait inspire à l'éventuel

employeur. Les jeunes femmes qui nous ont dit retarder la venue d'un enfant par crainte de renvoi ou de ne pas être employées le savent. À côté d'elles, d'autres sont convaincues de se trouver mieux avec les prestations d'aide sociale qu'avec un emploi tout hypothétique et qui risque d'être faiblement rénuméré étant donné leur niveau de scolarité.

De l'héritier ou de l'apprenti, qui sera le gagnant?

Lors des entrevues nous avons connu quelques jeunes, très peu, appartenant à des familles aisées, chaleureuses et généreuses pour leurs enfants. Bref, nous pourrions, sans hésitation, dire d'eux qu'ils sont des héritiers. À côté de ceux-là, nous en avons vu d'autres qui devaient se débrouiller seuls, sans soutien d'aucune sorte et sans motivation autre que celle de réussir à s'en sortir par leurs propres moyens. Ils n'étaient guère plus nombreux. Les quelques acquis dont ils disposent, ils les ont obtenus par leurs propres moyens, par la poursuite de leurs études dans quelques rares cas ou par des expériences de travail. On pourrait les appeler, pour le bénéfice de la démonstration, des apprentis.

Être l'un n'exclut pas l'autre. On peut être à la fois héritier et apprenti: posséder des antécédents culturels ou matériels et avoir développé les aptitudes requises pour faire face aux exigences du marché du travail. De même, toutes les situations intermédiaires peuvent se retrouver entre le contexte de vie idéal et la formation scolaire et professionnelle idéale.

Les rares jeunes que nous avons connus dans le premier cas (des héritiers) n'avaient cependant pas développé les habiletés qui leur permettaient de correspondre aux exigences du marché du travail et surtout dans des secteurs qui auraient pu les satisfaire. À l'autre extrême, quelques jeunes "instruits" avaient des difficultés à s'insérer sur un marché du travail dont ils ne connaissaient pas les

règles et où ils n'avaient aucune relation par le biais de la famille.

Les résultats de notre observation nous montrent que ceux qui ont ajouté l'apprentissage à l'héritage ont toutes les chances pour réussir. Par contre, les jeunes qui n'ont réussi aucun de leurs apprentissages en plus de ne pas posséder d'héritage symbolique ou matériel se trouvent dans la situation de ceux qu'un éducateur de jeunes en difficulté à l'école a appelé "les échoués"[19]. L'héritage ne suffirait pas au jeune qui n'a pas pu se conformer aux exigences de l'emploi pas plus qu'il ne pouvait s'astreindre à celles de l'école. La scolarisation poussée, même jusqu'à un diplôme universitaire, ne compenserait pas totalement pour les carences du milieu dans la transmission d'une culture du travail propre à un métier, une profession, une organisation.

Un contexte de pénurie d'emplois permet ainsi de remettre en question les thèses de la reproduction[20] bien que le jeune choyé, s'il désespère un peu de l'avenir, a plus de chances de surmonter confortablement les difficultés présentes. Si l'absence ou la carence d'héritage, ne fut-il que symbolique, devait freiner le jeune qui espérait hausser son statut ou ses chances de réussite par l'instruction, il deviendra plus difficile d'inciter les autres jeunes à poursuivre leurs études comme plusieurs des interviewés nous l'ont laissé entendre.

Si, par ailleurs, une certaine philosophie de l'éducation a négligé l'acquisition des aptitudes générales requises pour occuper les postes qui restent en période de pénurie d'emplois comme la force physique, la constance, l'effort personnel, l'ambition, elle vient annuler les effets de l'héritage. Il faut alors s'interroger sur l'avenir des enfants du "docteur Spock" ou sur celui des "libres enfants de Summerhill[21]. Ces fils et filles des "gavés de la Révolution tranquille[22]" ou de ceux qui aspiraient aux mêmes conditions de vie, donnent l'impression de beaucoup souffrir

de leur situation même s'ils vivent actuellement dans le confort matériel et peut-être surtout à cause de cela. Le degré d'espoir est lié à des conditions sociales (niveau antérieur de bien-être, identification ou pas à une situation généralisée de chômage) et culturelles (aspirations à un statut, un type d'emploi, une qualité de vie) qui dépassent de beaucoup la question des réponses aux besoins essentiels mais qui ne peut se réaliser sans des acquis d'un autre type.

Cette remise en question de la théorie de la reproduction en période de chômage élevé que nous faisons à partir de nos témoins anonymes, peut être illustrée par un cas qui a eu droit à un grand reportage de La Presse[23]. Il montre bien comment, dans un tel contexte, l'héritage d'un capital symbolique peut perdre de son poids ou de sa valeur s'il n'est pas accompagné de certains acquis personnels. Militante du RAJ, "née dans une famille bourgeoise, dans une grande et belle maison, à Québec" rapporte une journaliste surprise de ce fait, cette admiratrice de Bernadette Devlin a eu "la rage de parler". Sans diplôme, sans formation, elle a dû se contenter d'emplois qui ne la satisfaisaient pas et a appris ce qu'était le chômage. Combien de jeunes ont grandi comme elle dans un milieu douillet, ont abandonné l'école sans trop savoir pourquoi et ne comprennent pas davantage pour quelles raisons ils n'arrivent pas à se tailler une place sur le marché du travail?

Si les travaux des économistes ou les études statistiques ont montré jusqu'à maintenant que les moins scolarisés et les plus jeunes présentaient plus de difficultés à s'insérer sur le marché de l'emploi, l'observation fournit d'autres éléments qui affinent ces généralisations ou qui les interrogent. Si le chômage continue d'être sélectif, selon la caractéristique établie par Ledrut[24], une période intense de pénurie d'emplois pour un groupe d'âge donné permet de déceler certaines variations dans la vulnérabilité. Le risque plus grand de chômage se trouve sans doute chez les moins scolarisés, mais d'autres facteurs se sur-

ajoutent qui peuvent accentuer la portée de ce manque. Par exemple, une situation familiale où le jeune ne rencontre pas de contraintes ou de difficultés peut s'avérer autant problématique qu'une situation à tous points de vue défavorables. Des aspirations trop élevées peuvent avoir des effets aussi négatifs que le manque de détermination dans la poursuite de certains objectifs. À l'inverse, une aide ponctuelle au bon moment peut aider à contourner bien des difficultés, dans la recherche d'emploi entre autres.

* * *

Les jeunes interviewés ont connu de multiples façons d'intérioriser ou pas les normes et les valeurs de la société en regard du travail. Même si l'apprentissage formel du monde du travail continue de se faire à l'école, les interviewés en parlent peu, ne voyant pas bien la relation entre les deux. Dans la plupart des cas, ils n'ont pas aimé cette étape de la vie avec laquelle ils se sont empressés de rompre. Devant le taux de chômage des jeunes instruits, ils hésitent à faire dans les études l'investissement que la génération précédente considérait comme rentable. Très peu perçoivent le lien entre la formation générale reçue à l'école, la familiarisation avec des consignes, un horaire, les cadences, la compétition, etc., et les exigences du monde du travail.

Cette constation n'est pas sans interroger la manière dont les jeunes ont été invités à poursuivre leurs études. La quasi-relation de causalité établie entre la formation scolaire et le succès dans l'obtention d'un emploi au cours des dernières décennies par les analystes du chômage n'existe pas nécessairement en période de chômage élevé et entraîne des conséquences sur les motivations des jeunes qui n'ont pas ou ont à peine terminé leur cours secondaire. Cette absence de motivation est-elle un effet de la conjoncture (il n'y a pas d'emplois même pour les plus instruits) ou une caractéristique de classe (les interviewés proviennent majoritairement du milieu ouvrier)? La conjoncture

pourrait venir renforcer, comme les jeunes l'ont dit eux-mêmes, une conviction chancelante à l'égard de l'école. Ce fait ne devrait cependant pas étonner puisque, même lorsque le chômage est peu élevé, la relation n'est pas toujours évidente comme le souligne un document sur l'état des recherches à propos de l'insertion en emploi en France et qui s'intitule L'introuvable relation formation/emploi[25].

Si la famille occupe beaucoup de place tout au cours de l'entrevue, on peut supposer qu'elle ait une certaine importance dans la préparation et l'accessibilité au travail. Les origines familiales jouent de multiples manières dans tout ce qui entoure la recherche d'emploi. Modèles, expertises, connexions, soutien matériel et moral constituent autant de facettes positives de ce support dont l'absence ajoute aux déficiences dans d'autres domaines: scolarité, santé, débrouillardise. Agnès Pitrou, au cours de ses études sur les solidarités familiales constate, comme nous l'avons fait, que l'expérience que les jeunes vivent ou ont connue dans leur famille ne les a pas traumatisés au moment où la tentation de l'autonomie se heurte aux moyens d'y accéder[26].

Les organismes de placement et d'aide à l'emploi ont joué un rôle important auprès des jeunes au cours de cette période de chômage intense tant par leurs programmes d'insertion que de création d'emplois ou encore par leur aide dans la recherche d'emploi. Le fait d'être occupé, d'être en contact avec d'autres personnes constitue sans doute des effets inattendus de ces programmes. Tantôt, le jeune apprécie de faire pour la première fois l'apprentissage de son métier, tantôt, il développe le goût de "créer" son propre emploi. Le jeune sans emploi qui a les caractéristiques de la majorité de nos interviewés ne trouve cependant pas dans ces programmes de travail stable. Il regrette que le projet n'ait pas les qualités "de la vraie job", que certains programmes, à cause de l'importance que leur accordent les politiciens, contribuent à en dévaloriser d'autres qui "font davantage aide sociale". Il y a des "classes" de programmes

comme il y a des sous-groupes de chômeurs. De plus, ceux qui en bénéficient constituent une catégorie de jeunes qui se distinguent sans aucun doute de ceux qui ignorent jusqu'à leur existence ou la façon d'y accéder, de ceux aussi qui préfèrent user de leur propre initiative ou attendre passivement. Les tentatives tant publiques que privées d'aider les jeunes ont un trait commun, celui de promouvoir l'initiative personnelle.

NOTES

1. Jean-Michel Cousineau, Le marché du travail des diplômés universitaires au Québec, Gouvernement du Québec, Conseil des universités, s.d., 63 p., (miméo).

2. Bureau de la statistique du Québec, Les 15-29, Portrait statistique des jeunes par région, Québec, 1985, p. 100.

3. Le taux de chômage n'atteint pas les diverses catégories de diplômés de la même façon, comme on a pu le constater dans la description de notre échantillon au chapitre 1. Les finissants du cégep technique ont plus de chances de se trouver un emploi et dans leur champ de spécialisation encore plus que ceux qui ont terminé un cours secondaire professionnel. En 1981, par exemple, le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans qui avaient moins de 9 ans de scolarité était de 27,8 % par rapport à 16,6 % pour ceux possédant un grade universitaire.

   Au même niveau de scolarité, certaines disciplines sont plus en demande que d'autres. Il n'y a qu'à consulter la liste des spécialités qui offrent les meilleures possibilités d'intégration au marché du travail établie par le ministère de l'Éducation lors de ses opérations "Relance" pour s'en rendre compte. Lucie Vézina et Paul Corbeil, Relance au secondaire, Les sortants de 1976 à 1981, Québec, s.d., p. 221-222.

4. Le quotidien Le Soleil rapporte que la moitié des cégépiens ne se rendent pas au terme de leurs études. Certains reviennent à l'école secondaire apprendre un métier en étant assurés de se trouver un emploi dans 60 % des cas dès la première année. Richard Hénault, "Diplômés sur les bancs de l'école secondaire", Le Soleil, 15 janvier 1986, p. A-5.

5. Cette crainte de l'endettement a-t-elle quelque fondement dans la réalité? Une étude du Secrétariat d'État et de Statistique Canada montre que moins de la moitié (43 %) des diplômés des collèges au Québec ont été obligés d'effectuer un ou des emprunts (prêts aux étudiants et autres sources) pour payer leurs études. La moitié (49 %) des étudiants d'université l'ont fait. Les femmes s'endetteraient moins que les hommes au collège et à l'université. Au Québec, la dette médiane totale à

l'obtention du diplôme est de 2 400 $ au collège et de 4 000 $ à l'université. Secrétariat d'État et Statistique Canada, La promotion de 1982, Rapport sommaire de l'Enquête nationale de 1984 auprès des diplômés de 1982, Canada, 1986, p.99-106 et 134.

6. Sur les 86 029 jeunes qui se sont inscrits dans les "mesures de développement de l'employabilité", 31 123 l'ont fait dans le cadre du rattrapage scolaire par rapport à 27 628 dans les stages en milieu de travail, 26 123 aux travaux communautaires et 1 155 chefs de famille monoparentale sont retournés aux études post-secondaires. Ces chiffres résultent d'une compilation du Service des politiques et de la recherche en sécurité du revenu du MMSR au 23 juillet 1986.

7. Une étude du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu souligne l'importance accordée au désir d'autonomie dans la demande d'aide sociale. Cela vaut autant pour la situation de la famille d'origine que du conjoint. Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, La situation des jeunes à l'aide sociale, Québec, Gouvernement du Québec, 1984, p. 19-21 et 83.

8. Ces chiffres sont cités par Clément Lemelin, "Les jeunes et le marché du travail", Fernand Dumont, dir., Une société des jeunes?, Québec, IQRC, 1986, p. 241.

9. Les grandes entreprises ont compris l'importance de la période de transition en poursuivant la formation de la relève ou de la main-d'oeuvre spécialisée même après avoir posé des exigences très grandes au niveau de la scolarité de base.

   Une enquête du Conseil économique du Canada montre que pour faire face à une pénurie de travailleurs qualifiés, 60 % des établissements rejoints dans l'industrie dispensaient une formation professionnelle l'année avant l'enquête. Cette formation est généralement de courte durée même si, dans 19 % des cas, elle peut être d'un an ou plus. Gordon Betcherman, Les pénuries de travailleurs qualifiés, Résumé des conclusions sur les ressources humaines, Conseil économique du Canada, 1980, p. 12.

10. Des pays comme l'Allemagne de l'Ouest, envisagent une hausse du niveau de scolarité pour rendre les jeunes plus aptes à l'emploi, bien sûr, mais aussi pour ralentir l'accès à l'emploi. En collaboration, Jobs for Young People, A Way to a Better Future, Report of a Commonwealth Expert Group, Londres, Commonwealth Secretariat, 1987, p. 7-12. L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) rapporte l'expérience de l'alternance enseignement et apprentissage comme solution pour assurer le passage de l'école à la vie active. Organisation de coopération et de développement économique, Les jeunes sans emploi, trois stratégies, Paris, OCDE, 1981, p. 15.

11. Le Manuel d'information sur les programmes du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu de juin 1986 ne comporte pas moins de vingt-six programmes regroupés en cinq catégories:

. l'aide à l'emploi;
. le développement de l'employabilité;
. la protection de l'emploi et de la main-d'oeuvre;
. la sécurité du revenu;
. la formation professionnelle.

12. John Roberts, ministre, Des portes s'ouvrent... grâce aux programmes et services d'emploi pour les jeunes, 1983, 14 p. [14]; Canada jeunesse, Emploi et immigration Canada, 1984, 16 p.

13. Les objectifs de Katimavik se résumaient à ceci: travailler bénévolement au service de trois localités dans trois provinces canadiennes, contribuer au développement personnel des participants, éveiller en eux le sens de l'écologie et leur connaissance du Canada. Les participants devaient être célibataires et âgés entre 17 et 21 ans. Ils étaient hébergés et nourris. Leurs frais de transport étaient remboursés. Ils recevaient un dollar par jour et mille dollars à la fin du projet.

14. En 1984-1985, le programme Jeunes volontaires a rejoint 5 164 participants et en 1985-1986, 6 043. (Source: S.I.P., S-515, Service des programmes d'aide à l'emploi, Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu).

15. En voici quelques-uns: Action-travail Basse-Ville (Québec), Coup de pouce travail (Québec), Carrefour Relance Inc. (Montréal), L'Enjeu (Saint-Laurent), Époc Montréal, Élan Laval, Centre communautaire des services à la jeunesse (Montréal), Emploi-jeunesse (Montréal), Service 15-70 Inc. (Verdun), Projet club recherche d'emploi Saint-Denis (Montréal), Programme d'organisation au travail (Outremont). D'autres concernent plus spécifiquement les droits des personnes sans revenu comme l'Association pour la défense des droits sociaux.

16. Albert Rees et Wayne Gray, "Family Effect in Youth Employment"; Richard Freeman et David A. Wise, The Youth Labor Market Problem: Its Nature, Causes, and Consequences, Chicago et Londres, The University of Chicago Press, 1982, p. 453-473.

17. Il semble qu'il y ait un rapport entre la situation familiale et la persévérance scolaire. C'est ce que montre une analyse de Statistique Canada: "Ceux qui demeurent chez leurs parents ont des taux de fréquentation scolaire nettement plus élevés que ceux qui sont hors du foyer familial. En outre, la fréquentation scolaire est plus importante chez les jeunes vivant avec leurs deux parents que chez ceux vivant avec un seul parent." Jeunesse. Un nouveau profil statistique des jeunes au Canada, Ministère d'État à la jeunesse, 1983, p. 160.

18. Cette hypothèse est avancée par Pierre Fortin, "Le chômage des jeunes, Aggravation et concentration, 1966-1982", Relations industrielles, vol. 39, nº 3, 1984, p. 428.

19. Commentaire de Maurice Normand, professeur à la polyvalente Le Boisé de Victoriaville, Fernand Dumont, dir., Une société des jeunes, Québec, IQRC, 1986, p. 281.

20. On aura reconnu ici les allusions à la théorie de la reproduction soutenue en particulier par Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, Les héritiers, les étudiants et la culture, Paris, Minuit, 1964. Des mêmes auteurs: La reproduction, Paris, Minuit, 1964.

21. A. S. Neill, Libres enfants de Summerhill, Paris, François Maspero, 1973, 326 p.

22. Pierre Vincent, "Pour les jeunes du PQ et du PLQ, un même adversaire: "les gavés de la Révolution tranquille", La Presse, 9 novembre 1985, p. A-8.

23. Martha Gagnon, "Dominique Ritchot: la rage de parler", La Presse, 23 février 1985, p. B-1.

24. Raymond Ledrut, Sociologie du chômage, Paris, PUF, 1966, p. 12 et les suivantes.

25. Lucie Tanguy, dir., L'introuvable relation formation/emploi, Un état de recherches en France, Paris, La documentation française, 1986, p. 84.

26. Agnès Pitrou, "Le jeune et sa famille: du soutien à l'indépendance", Article pour l'ouvrage collectif Les jeunes en France, à paraître à la Documentation française, 1987, p. 21.

Chapitre 6

La vie quotidienne des jeunes chômeurs

Vivre sans emploi, c'est disposer de beaucoup de temps sans avoir les moyens financiers de l'occuper. Trop-plein d'un côté, insuffisance de l'autre. Ces deux pôles indiquent autour de quels aspects de la réalité se cristallise la vie quotidienne de ceux qui ne possèdent pas d'emploi régulier.

Dans une introduction récente à l'ouvrage sur Les chômeurs de Marienthal, Pierre Bourdieu rappelle:

> Privés de cet univers objectif d'incitations et d'indications qui orientent et stimulent l'action et, par là, toute la vie sociale, ils ne peuvent vivre le temps libre qui leur est laissé que comme temps mort, temps pour rien, vidé de son sens[1].

Faut-il rappeler aussi, comme le soulignent les auteurs de cette enquête, que le travail occupait peut-être, dans la communauté de Marienthal, une place excessive, telle qu'on se trouvait complèment désorienté en son absence.

En 1961, Gérald Fortin, Marc-Adélard Tremblay et Marc Laplante effectuaient une étude sur les "conséquences du chômage pour le salarié du Québec[2]". Outre le fait de connaître un niveau de vie caractérisé par un revenu annuel inférieur à la moyenne (moins de capitalisations dans le

mobilier, par exemple) et par la difficulté de boucler son budget, les familles de chômeurs vivaient dans l'insécurité face à l'avenir. Elles devaient se priver de biens essentiels (nourriture, vêtements, loisirs) et ne pouvaient faire instruire leurs enfants. Elles avaient un seuil d'aspiration très bas, lié à la précarité de leur situation et, non seulement ne pouvaient-elles épargner pour améliorer leur condition, mais elles achetaient à crédit et empruntaient des compagnies de finance.

Les résultats de ces recherches laissent deviner comment et jusqu'où la vie quotidienne sous tous ses aspects peut être perturbée en période de chômage: occupation du temps, bien-être psychologique, mode de consommation, niveau de vie en général. Les deux études citées portent sur les problèmes de la famille lorsque le gagne-pain vient à manquer. En est-il ainsi lorsqu'il s'agit d'individus jeunes et sans reponsabilité familiale, comme c'est le cas de la plupart de nos interviewés?

Ces derniers n'avaient pas tendance à parler spontanément de tout ce qui concerne leur vie quotidienne. Deux hypothèses peuvent être formulées quant à ce silence. Peut-être leurs journées étaient-elles si peu structurées qu'il n'y avait rien à en dire sans avoir à décrire une multitude d'activités disparates. Ou, à l'inverse, peut-être apparaissaient-elles si vides, à cause de l'importance attribuée au travail, qu'ils ne trouvaient rien à rapporter qui soit digne d'intérêt.

Pour répondre à ces questions, nous avons plus particulièrement utilisé le "journal de chômeur", l'entrevue qui l'a suivi, les autres rencontres et les conversations téléphoniques que nous avons eues avec ceux qui ont rédigé un tel journal. La méthode du "journal" consiste à demander à quelqu'un d'être le propre observateur de sa réalité quotidienne. Ce type "d'observation participante" est teinté de subjectivité, d'une subjectivité différente de celle du chercheur qui dispose d'une grille conceptuelle pour établir

une distance entre ses impressions et la situation observée. Le jeune qui tente d'objectiver la réalité qu'il vit le fait aussi à l'aide d'une grille que les méthodes interprétatives nomment "la théorie de l'acteur". Le journal fournit donc au moins deux types de matériaux: une certaine description des activités quotidiennes prétexte à l'approfondissement au cours de l'entrevue qui suit et la grille d'interpréation de l'acteur lui-même.

Ce chapitre, à la différence des autres, va souvent faire place à des extraits du journal. Certains de ces passages illustreront l'aisance à s'exprimer par écrit de deux interviewés (cahier de 28 pages rempli de la première à la dernière et illustré de caricatures ou de commentaires dans les marges). Un jeune a réussi à "télégraphier" quelques notes, ce qui nous a permis de découvrir qu'il savait à peine écrire même avec un diplôme d'études secondaires. Pour ne pas nous priver du récit de la vie quotidienne d'un jeune incapable de s'astreindre à écrire, nous lui avons prêté un magnétophone et une bande sur laquelle il enregistrait ses activités chaque soir avant de s'endormir.

Un jeune homme s'est engagé et livré dans son journal au point de le signer de son empreinte digitale trempée dans son sang. Chacun a laissé libre cours à sa façon de s'exprimer. Du feuilleton à la feuille de route, la façon de "faire" son journal illustre encore la diversité des manières d'être des jeunes en chômage. Nous avons délibérément choisi huit jeunes qui présentaient des caractéristiques différentes lors de la première entrevue: âge, niveau de scolarité, lieu d'habitation, mode de vie. Ils ont le profil décrit dans le tableau 4. La présentation des modes de vie de nos collaborateurs s'articulera autour des deux pôles qui spécifient la réalité du chômage: l'argent et le temps.

TABLEAU 4

Caractéristiques des chômeurs qui ont fait leur journal

Âge: 18: 1 22: 2 **Sexe:** F: 2
21: 2 23: 3 H: 6

Niveau de scolarité:

Sec. II: 1 DEC: 2
IV: 1 BAC: 1
V: 1
VI: 1

Statut:

Assistés sociaux : 8
- "Jeunes volontaires" : 1
- "Travaux communautaires": 2
- "Rattrapage scolaire" : 1

Résidence:

Avec parents : 3 avec copain (s): 2
avec père : 1 seul (e) : 2

État civil des parents:

Mariés : 3
divorcés : 3
veuf (ve)s: 2

Ressources financières:

- prestations maximales d'aide sociale et travail à temps partiel ou au noir — 1 (vit avec sa famille d'origine)
- prestations maximales d'aide sociale — 2 (vivent avec leur famille d'origine); 1 (vit avec des compagnons)
- prestations minimales d'aide sociale et travail au noir — 1 (vit seul)
- prestations minimales d'aide sociale — 1 (vit avec sa famille d'origine); 1 (vit seul)
- sans prestations aucunes; en attente de la prestation minimale d'aide sociale — 1 (vit avec un compagnon)

Vivre sans argent ou presque

Vivre sans emploi, c'est vivre avec peu de resssources financières. Un chapitre d'un ouvrage collectif sur Les nouveaux visages de la pauvreté[3] montre comment les jeunes se situent eux-mêmes par rapport au phénomène de la pauvreté. Leurs réactions sont variées et se répartissent sur une gamme d'intensité fort étendue. Sans reprendre la question sous cet angle des réactions générales, nous verrons comment les jeunes "se débrouillent" ou "ne se débrouillent pas" pour arriver financièrement.

Deux éléments principaux entrent en ligne de compte lorsque l'on considère le rapport à l'argent des jeunes sans emploi: 1) leurs ressources monétaires amputées de leurs dettes et 2) leurs dépenses pour "vivre", c'est-à-dire se loger et se nourrir. Leurs ressources peuvent provenir de l'assurance-chômage, de l'aide sociale (prestation maximale ou minimale), du travail à temps partiel ou à contrat et du travail au noir ("jobines" non déclarées). Certains n'ont aucune de ces ressources. Ils ne sont pas nécessairement très mal pris pour autant parce qu'un autre élément est déterminant lorsqu'on est jeune: on peut encore dépendre financièrement de sa famille d'origine. Il faut donc prendre en considération la "façon de vivre" des jeunes sans emploi, essentiellement leur mode d'habitation, pour apprécier leur niveau d'insuffisance financière. Nous ne tiendrons pas compte, dans un premier temps, de ce que l'on pourrait qualifier de degré de dépendance, mais des seuls éléments qui font qu'on est plus ou moins mal pris malgré un contexte de vie que l'on a parfois de la peine à supporter (dépendance de la famille d'origine).

Le tableau 5, qui illustre la situation financière, propose 60 situations théoriques lorsqu'on est jeune et sans emploi. Les jeunes que nous avons interviewés, malgré les limites de notre échantillon (57), se trouvent dans 27 de ces situations. On retrouve aux deux extrêmes les moins mal à l'aise et les plus mal pris et les autres dans quelques

TABLEAU 5

Répartition des interviewés selon leur situation financière (ressources et dettes) et leur type de résidence

	Situation financière[b]										
	1		2		3		4		5		T
Mode de résidence[a]	**SD[c]**	**D[c]**	**SD**	**D**	**SD**	**D**	**SD**	**D**	**SD**	**D**	
Avec la famille:											
Sans pension	3	1	7	3	0	1	6	2	4	0	27
Faible pension	0	0	0	4	0	0	1	1	0	0	6
Pension	1	0	0	2	0	0	0	0	0	0	3
En dehors de la famille:											
Avec conjoint	1	0	3	1	1	0	0	0	1	0	7
Avec compagnon (gne)s	2	0	0	0	2	0	1	1	1	0	7
Seul	2	1	2	0	1	0	0	1	0	0	7
Total	**9**	**2**	**12**	**10**	**4**	**1**	**8**	**5**	**6**	**0**	**57[d]**

TALBEAU 5 (suite)

Répartition des interviewés selon leur situation financière (ressources et dettes) et leur type de résidence

---

a. Nous avons vu que les interviewés vivaient selon six modes de résidence: avec la famille d'origine, le conjoint, le conjoint et les enfants, les copains, en famille monoparentale ou seul. En ce qui concerne la responsabilité du coût pour se loger et se nourrir, une nouvelle répartition pourrait s'établir comme il est indiqué dans la colonne de gauche du tableau. Nous distinguons le partage des coûts avec conjoint de ceux avec un ou des compagnons parce que le conjoint assure une responsabilité dans le cas d'absence de revenu de l'autre que ne prendrait pas un compagnon ou une compagne. La situation apparaît donc plus précaire dans ce deuxième cas.

b. Les types de ressources sont classés à partir des ressources maximales que le jeune peut avoir jusqu'à l'absence totale de ressources et représentent l'ensemble des situations que nous avons pu observer.

   1. Assurance-chômage ou prestation maximale d'aide sociale (comme les plus de 30 ans) et travail à temps partiel ou travail au noir en complément;
   2. Assurance-chômage ou aide sociale maximum;
   3. Aide sociale minimum (pour les moins de 30 ans) et travail à temps partiel ou travail au noir en complément; dans cette situation ou dans celle qui suit se classent aussi ceux ou celles qui n'ont d'autre revenu que le produit du travail à temps partiel peu rémunéré ou celui du travail au noir (jobines);
   4. Aide sociale minimum;
   5. Aucune ressource.

c. SD et D signifient "sans dettes" et "dettes". Les ressources financières sont diminuées du fait des dettes à rembourser: dettes d'études, emprunt pour payer le loyer, la nourriture, la voiture ou autres.

d. Le nombre d'interviewés n'atteint pas 58, parce qu'il n'a pas été possible, dans un cas, de connaître avec précision la situation financière.

---

situations intermédiaires. Encore là, un des trois jeunes classés "théoriquement" dans la situation la moins avantageuse ne se retrouverait pas là si nous avions tenu compte d'un autre critère dans l'élaboration du tableau, soit celui de la proximité des parents, toujours prêts à intervenir et qui ont la capacité financière d'aider leur enfant en quête d'autonomie. Les "vrais mal-pris" n'ont pas ce filet tendu sous les pieds. Cette grille n'a pas été construite arbitrairement, mais à partir des situations réellement observées en tenant compte de l'ensemble des ressources, amputées des dettes à rembourser, et des conditions de vie: plus ou moins grande dépendance de la famille, partage des frais avec un conjoint, un compagnon ou une compagne, et vie solitaire.

D'autres éléments auraient pu se greffer à ceux-ci comme les avoirs des jeunes. Certains ont parfois des économies en prévision d'un retour aux études. Quelques-uns possèdent une voiture. Un jeune couple a même reçu une maison en héritage. Ces propriétés, qui constituent un capital en d'autres temps, peuvent se transformer en éléphants blancs lorsqu'on n'a pas les moyens de les entretenir.

À une extrémité, le jeune sans emploi vit chez ses parents, reçoit des prestations d'assurance-chômage complétées par un peu de travail au noir, n'a pas de dettes d'étude et possède parfois une voiture payée. À l'autre, il vit seul, il n'a aucun secours sauf, parfois, celui du bon samaritain qui héberge en attendant la réception du premier chèque d'aide sociale au montant minimal parce que le jeune a moins de trente ans. C'est dans cette dernière situation qu'on retrouve actuellement nombre de jeunes itinérants qui hantent les centres commerciaux et qui trouvent parfois refuge dans les maisons créées pour les clochards des centres-villes. Toutes les situations intermédiaires peuvent se retrouver qui font que, tout en ayant le même statut, celui de chômeur, les jeunes peuvent être plus ou moins mal pris.

La situation la plus avantageuse

Les 21 interviewés qui habitent chez leurs parents, reçoivent le montant maximal d'aide sociale parce qu'ils participent à un programme gouvernemental, n'ont pas de dettes pour la plupart, connaissent une situation équivalente sur le plan financier à celle de plusieurs jeunes de leur âge qui sont dans des emplois précaires et faiblement rémunérés. Dans les deux tiers des cas, la famille ne retient même pas une faible compensation pour garder son jeune à la maison. Le rang dans la famille, comme on l'a vu au chapitre 1, expliquerait peut-être la sollicitude des parents envers leur enfant sans emploi?

Les dépenses de consommation, dans cette situation, ne diffèrent pas beaucoup de celles des jeunes qui ont des emplois faiblement rémunérés. Dans un cas, un jeune homme fait le plus d'économies possibles pour pouvoir retourner aux études. Dans d'autres, l'automobile est payée et on n'a aucune dette. Le chèque d'aide sociale sert aux petites dépenses: vêtements, loisirs, disques ou cassettes, cigarettes. "Quand j'vas magasiner, faut que j'achète!", affirme une jeune fille qui ne craint pas de dépenser les revenus qu'elle tire de ses "travaux communautaires".

Ces cas illustrent fort bien le très grand fossé qui existe entre ceux qui doivent se débrouiller seuls et ceux qui demeurent chez leurs parents. Même si ces derniers sont une charge parfois psychologique pour la famille et même s'ils représentent des déboursés supplémentaires au niveau de l'alimentation, le logement ne coûte pas plus cher et les autres services (entretien, blanchisserie) à peine plus lorsqu'ils sont mis en commun[4].

Les domaines les plus souvent mentionnés où on a contracté des dettes: les prêts scolaires ou les emprunts aux parents pour financer les études de cégep et l'achat d'une voiture. Nos interviewés se rendent compte, dans le deuxième cas, qu'il s'agit d'un achat dispendieux, même si

tous n'ont pas vécu l'aventure que l'un d'entre eux a racontée:

> [...] j'ai eu le temps de faire un paiement. J'ai fait un paiement, puis le char fini, "scrap". Mon premier char, tu sais. Fait que j'ai fait un paiement de 120 piastres, puis j'ai 2 500 piastres à rembourser, puis j'ai plus de char [...]

Dans le cas de ceux qui sont passés par le cégep, le chèque d'assistance sociale contribue à rembourser les dépenses en frais de scolarité et de subsistance pendant les études.

Même s'il est question, dans ce cas, de situation "avantageuse", tout cela est relatif et c'est par comparaison au "pire" que l'observateur établit cette hiérarchie. La plupart des interviewés se situent, eux, par rapport au "mieux" et à ce qui a été décrit comme aspirations: ce qu'on aimerait faire, ce qu'on voudrait avoir, ses rêves d'avenir qui s'évanouissent dans le temps qui passe.

Les situations intermédiaires

Ceux qui reçoivent un montant maximal d'aide sociale ou l'équivalent en assurance-chômage, qui n'ont pas de dettes et qui vivent avec un conjoint ou des compagnons qui retirent aussi des prestations ou qui sont au travail finissent par s'en tirer, même s'il faut faire davantage attention. On ne peut se permettre de payer plus de la moitié de la prestation d'aide sociale maximale en logement, sinon il faudra se priver de nourriture. À Sainte-Foy, on pourra payer jusqu'à 390 $ par mois de loyer à deux. Dans le centre-ville de Québec, trois copains auront déniché un logement qui revient à 100 $ chacun par mois.

> O.K!, moi ça me coûte 190 ici (logement et nourriture). Une chance que j'ai 306. Puis le reste, bon, j'ai 306, 190, il me reste cent... 110 piastres pour

payer ma carte d'autobus... mes affaires, là. Les sorties, ça, j'en fais pas beaucoup. Ben, je fais du sport qui coûte... gratuit... C'est comme les loisirs: on aime ben ça aller prendre une bière nous autres aussi, entre amis, ça veut pas dire qu'on veut se saoûler la bette pis...

La hantise de cette femme, c'est de se retrouver à 156 $ de prestation par mois lorsqu'elle aura terminé son programme de rattrapage scolaire. Elle sait ce que c'est que de vivre avec ce montant. Au cours du mois de juillet de l'été précédent -- laps de temps entre deux sessions -- elle ne disposait que de cette somme. Elle se trouvait chanceuse de ne pas avoir un loyer trop élevé à payer, d'être en été où le chauffage et l'électricité sont peu coûteux. Mais elle n'avait pas les moyens de s'acheter des vêtements d'été, ni même de se payer un cornet de crème glacée comme tout le monde. Plus que la privation, c'est la frustration qui torturait cette jeune citoyenne du Vieux-Québec, seule en plus, ses compagnons ayant quitté la ville pour quelques semaines, et qui avait pour tout désennui le spectacle des touristes en vacances et les airs de fête du Festival d'été. "Le partage est pas évident" disait-elle avec agressivité.

Certains, comme elle, usent de stratagèmes pour s'en sortir. Au partage du logement avec d'autres, elle ajoute la participation active à une coopérative d'aliments -- ce qui lui revient moins cher --, un régime alimentaire végétarien, les trouvailles chez Emmaüs, les "rouleuses" (cigarettes qu'on fabrique soi-même). Elle emprunte des livres aux bibliothèques publiques et va au cinéma les mardis soirs parce que le prix d'entrée n'est que de 2,50 $.

Même si, dans des situations semblables, certains parviennent à se débrouiller avec l'aide de copains, de voisins, l'insécurité face à l'avenir demeure puisque le montant maximal d'aide sociale n'est jamais assuré pour les moins de trente ans.

Avec la prestation minimale (156 $ en 1985), il était possible de s'en tirer à la conditon de vivre chez ses parents. Sans pension à payer, sans dettes à rembourser, la prestation d'aide sociale devient l'argent de poche dont on peut disposer lorsqu'on est dépendant des autres. Certains vont se trouver bien dans cette situation. Mais, pour combien de temps? "Je suis bien, moi, à la maison. Je fais ce que j'ai envie de faire. Puis, j'aime ça être toute seule. C'est pour ça que je ne m'ennuie pas" (21 ans).

La plupart de ceux qui vivent chez leurs parents ont exprimé leurs réactions face à cette situation qu'ils acceptent, d'abord parce qu'ils sont jeunes[5]: "Avec ma mère, on est ben, icitte. On mange comme on veut." Mais surtout parce que c'est en attendant. La mère de quatre jeunes adultes encore à la maison nous confiait:

> [...] les parents qui sont conscients... Moi-même, là, des fois, ça me fait plaisir de les voir, de les voir s'en aller avec leurs filles ou se marier. Mais comment veux-tu? Je le sais, à part de ça qu'ils peuvent pas regarder de l'autre bord. Ils peuvent pas: ils travaillent pas. Ils peuvent pas! (insistance).

Les choses que l'on mentionne devoir sacrifier, faute d'argent, concernent d'abord les sorties, en particulier dans les bars, les loisirs sportifs (l'inscription et l'équipement pour jouer au hockey coûtent cher)[6].

D'autres problèmes se posent pour ceux qui vivent en couple ou projetteraient de le faire. Un père de quatre enfants a décidé de ne pas marier sa compagne parce qu'elle bénéficie ainsi du plein montant d'aide sociale. S'il se trouve un emploi, il ira vivre en chambre pour éviter qu'elle ne voit diminuer ses prestations. D'autant plus qu'il ne pourrait gagner davantage. En 1984, une famille composée de deux adultes et quatre enfants recevait 766 $ par mois d'allocation et quelques dollars de plus pour

diverses compensations. Il faut une rémunération bien au-dessus du salaire minimum pour atteindre un tel montant, surtout que le fait de travailler comporte des dépenses (transport, habillement, lunch) qui réduisent d'autant le salaire net.

Un aspect, sans doute nouveau par rapport au passé à cause des mariages de fait, c'est cette impression que les jeunes femmes ont de vivre aux dépens de leur ami de coeur[7]. Comme elles ne sont pas mariées légalement, elles comprennent difficilement qu'il ne soit pas possible de retirer des prestations d'aide sociale parce que leur compagnon de vie travaille. D'autres jeunes filles attendent justement d'avoir un emploi pour se marier ou pour aller vivre avec leur ami. Pour elles, un seul salaire ne suffirait pas à assurer la vie du couple. Si l'on en juge par une étude effectuée en 1986 par Simon Langlois sur ce qui constitue une nouvelle forme de différenciation économique, le double revenu dans les familles, ces jeunes femmes sont bien justifiées de penser ainsi[8]. Le double salaire provoquerait une mobilité économique ascendante chez certains couples par la possibilité accrue qu'ils ont de consommer et de hausser de la sorte leur statut social.

Par ailleurs, divers facteurs contribuent à rendre la vie des jeunes couples difficile. On a vu antérieurement comment la perception négative que les employeurs ont des femmes en âge de procréer peut peser sur le désir de fonder une famille. Les programmes d'employabilité, pas plus que le travail précaire, ne donnent droit à l'assurance-chômage et, en corollaire, au congé de maternité. La garde des enfants ou les frais encourus par celle-ci limitent les déplacements pour la recherche d'emploi. Les problèmes de santé, lorsqu'on n'a pas encore d'emploi assuré, peuvent compromettre la sécurité psychologique et matérielle de la famille, être à l'origine de l'endettement et retarder la venue d'un enfant. Par ailleurs, avoir un enfant, c'est le prix que certaines jeunes femmes ont décidé de payer pour pouvoir bénéficier de la prestation maximale d'aide sociale.

L'absence d'emploi, dans le cas des jeunes familles, met en évidence certains faits. Dans le type de société dans lequel nous vivons, tout se monnaie: l'autonomie individuelle, la venue d'un enfant, la garde des enfants, la stabilité du couple.

Les cas extrêmes

Si ceux qui vivent avec leurs parents doivent se contraindre à la dépendance, ils arrivent par contre à se tirer d'affaires. De même ceux qui vivent avec d'autres. Mais il en va bien différemment de ceux qui doivent se débrouiller seuls. Si certains ont quitté la maison en bas âge, c'est qu'ils avaient des raisons de le faire, des conflits avec leurs parents, la dislocation de la famille, des études à poursuivre, le besoin d'autonomie ou tout simplement l'incapacité de la famille à satisfaire à leurs besoins. L'éloignement de la famille peut découler aussi de l'exil volontaire en vue de la recherche d'emploi.

Dans les cas où la famille continue de pourvoir aux besoins du jeune, la situation n'est pas tragique. Lorsque le départ de la maison date déjà de quelque temps, la relation pécuniaire à la famille est plutôt caractérisée par l'emprunt que par le don. Nous avons rencontré de ces cas où les jeunes se font un point d'honneur de rembourser leur père ou les deux parents. Dans d'autres cas, la famille aide à l'occasion, en fournissant nourriture et même hébergement lorsque le chèque d'aide sociale a été dépensé.

Mais il arrive que la famille soit absente ou que l'imagination ne suffise pas[9]. Un jeune homme, fort en calcul, a évalué qu'il lui fallait 470 $ par mois pour boucler. Il n'accepte pas de projet dans le cadre des programmes gouvernementaux parce qu'il n'aurait pas le temps de faire les "jobines" qui lui permettent d'arriver avec le montant minimal d'aide sociale. Pour ne pas dépenser, il essaie de garder le moins possible d'argent liquide dans ses poches et s'efforce de toujours trouver un petit emploi qui

remplacera le cinq dollars qu'il vient de dépenser. Il dira lui-même que si ça lui coûte aussi cher pour vivre, c'est qu'il mange toujours au restaurant. Il ne peut supporter de manger seul. Il ne prend cependant que dix repas par semaine: il avait dit auparavant qu'il se privait de manger pour payer son loyer, l'électricité, l'emprunt pour la voiture. Nous avons revu ce jeune homme à plusieurs reprises. À la fin, l'astuce du calcul serré ne suffisait plus. Il avait réellement faim et le chèque d'aide sociale n'était prévu que pour quelques jours plus tard... D'autres diront qu'ils se bourrent de spaghettis et de "toasts" pour tromper la faim.

Un autre jeune homme qui n'a ni famille ni aide sociale depuis sa sortie de son foyer nourricier a exposé à l'interviewer ses besoins financiers pour arriver à survivre:

-- logement partagé	75 $	
-- nourriture	150 à 200 $	
-- téléphone et dépenses personnelles	50 $	
-- cigarettes, sorties, imprévus (accident, dentiste, etc.)	100 $	(environ)
-- au total, environ	425 $/mois	

Rencontré plus tard après la tenue de son journal, il avait commencé à recevoir la prestation d'aide sociale: 163 $ par mois, nous a-t-il dit. Il accepte difficilement de vivre ainsi "aux dépens des autres", mais il n'a pas le choix. "La personne ne mérite pas ce qu'elle a", ajoute-t-il. Il paie 75 $ par mois de pension à son compagnon et utilise le reste pour s'acheter des vêtements, un laisser-passer d'autobus, des cigarettes. Il lui reste environ 40 $ comme argent de poche, soit 10 $ par semaine.

Manger constitue un problème pour ceux qui vivent sans les secours de leur famille, avec la prestation minimale d'aide sociale ou avec un faible montant d'assurance-

chômage. Un étudiant partage son logement avec un copain qui vit dans cette situation. Il décrit son alimentation: "[...] si je prends l'exemple de mon chum, lui il reste avec nous autres, mais il peut vraiment pas arriver à avoir une alimentation saine. Lui, c'est juste des "toasts", c'est officiel, parce que c'est juste ça."

Les horaires débalancés à cause de la vie nocturne et des levers tardifs permettent souvent d'économiser au moins un repas.

Après le logement et la nourriture, lorsqu'il reste quelques sous, viennent les vêtements. On court les ventes, on se rend chez Emmaüs (un comptoir de vêtements usagers), on accepte les cadeaux de la famille. Si les comptoirs de vêtements usagés et les cordonneries se multiplient, ce n'est pas uniquement pour répondre à la demande des jeunes de milieux bourgeois à la recherche d'un style... D'autres y vont par nécessité. Un jociste, à la rencontre-jeunesse de la Fédération des travailleurs du Québec les 25 et 26 janvier 1985, a répondu à Louis Laberge qui invitait les jeunes au nationalisme économique dans l'achat de leurs vêtements: "Je m'habille dans les sous-sols d'églises et les étiquettes sont effacées!"

Ceux qui reçoivent de l'aide sociale apprécient les bénéfices marginaux qu'ils en retirent comme la gratuité des soins dentaires et des médicaments. Ces services lorsqu'on n'a pas la chance de se les voir rembourser, constituent d'ailleurs un des facteurs d'endettement comme nous l'ont mentionné quelques jeunes.

Ces petites choses lourdes de signification et de conséquences pour le jeune qui n'a pas ou peu d'argent

Est-ce que cela veut dire que ceux qui vivent seuls ne peuvent se permettre aucun loisir, aucune dépense farfelue? Un jeune, habitué à un haut niveau de vie dans sa

famille d'origine, ne se résoudra pas facilement à diminuer ses aspirations:

> Quand je suis à l'Astral, je n'ai pas l'air d'un gars qui est sur le B.S. [...] Tu sais, je veux dire: je me trouve une personne. C'est parce que j'ai toujours aimé ça. [...] J'aime pas sortir avec vingt piastres parce que j'adore sortir avec cinquante piastres...

Ce garçon préfère espacer ses sorties mais les faire à son goût. D'autres ont souligné le besoin d'être reconnus "comme personne", besoin qui s'exprime souvent dans des choses apparentes comme les vêtements, la bière avec les amis, les sports, le dernier spectacle ou le meilleur film en ville, la cigarette. Ce sont ces petites choses qui permettent l'intégration ou l'identification au groupe.

La part de budget consacrée à la recherche d'emploi peut être parfois considérable. Transport, timbres-poste, enveloppes, photocopies de curriculum vitae, achat de journaux quotidiens pour consulter la liste des offres d'emplois représentent une partie importante du 156 $ lorsqu'il s'agit du seul revenu et constituent un endettement lorsqu'il n'y a aucune ressource financière disponible.

Ceux qui peuvent disposer de la totalité ou presque de leur chèque d'aide sociale ou de l'équivalent en assurance-chômage ou en travail à temps partiel, sont beaucoup plus libres dans leurs dépenses de consommation. Ils utilisent leurs revenus d'abord pour s'habiller, pour les sorties et les menues dépenses, pour rembourser les dettes d'étude ou d'achat de voiture selon le cas, quelquefois pour faire des économies.

Faute de moyens, il faut établir des hiérarchies dans ses achats ce qui équivaut parfois à énumérer la liste de ce qu'il faut sacrifier. Il y a ces petites choses de la vie quotidienne que le jeune a vues en vitrine, qu'il

aurait le goût de se procurer mais qu'il doit refuser faute d'argent. Il y a plus encore: les sorties qu'il doit limiter, les vêtements qu'il choisit parcimonieusement. Et encore plus, ce rêve éclaté dont nous a parlé abondamment une chômeuse et qui rejoint, à des degrés divers, ce que d'autres ressentent face à leur situation actuelle et par rapport à l'avenir.

> Mes parents vieillissent. Ils sont contents que je sois ici, mais moi, j'aime pas ça. Parce que je me dis: je suis en âge, là, de voler de mes propres ailes. Puis j'aimerais ça avoir mes propres choses, une voiture, n'importe quoi, mon propre appartement, mes meubles. Comme je dis, j'aurais assez hâte d'avoir mes propres payes, mes propres factures, et puis tout, là.

Les informations recueillies sur la situation financière des interviewés permettent de dégager une typologie des jeunes chômeurs axée autour des éléments que nous venons d'analyser.

a) Il y a ceux qui s'en tirent bien, avec le support de la famille et des ressources de l'assistance sociale, de l'assurance-chômage, des programmes d'employabilité, du travail à temps partiel ou du travail au noir. En se reportant au tableau 5, ceux qui se situent dans les douze cases (situations 1 et 2) supérieures gauche se retrouveraient dans ce type (21 interviewés).

b) Viennent ensuite toutes les situations intermédiaires à commencer par ceux qui s'en tirent un peu moins bien. Ils habitent chez leurs parents, mais ils ont des ressources financières minimes ou n'en ont pas du tout. On les retrouve dans les douze cases supérieures, à droite (15 interviewés). Ou encore, ils habitent en dehors de la famille -- tant mieux si c'est avec d'autres -- et ils doivent se contenter des revenus des programmes d'employabilité ou d'un

faible montant d'assurance-chômage complété par du travail au noir ou à temps partiel.

c) Les douze cases inférieures gauches regroupent ceux qui parviennent difficilement à se débrouiller dans la situation même avec le montant maximal d'aide sociale ou l'assurance-chômage (12 interviewés).

d) Ceux qui arrivent à peine à survivre avec le montant minimal d'aide sociale, en s'endettant le plus souvent, se trouvent aux cases inférieures des situations 3 et 4. Ils doivent nécessairement vivre avec d'autres pour s'en sortir (6 interviewés).

e) À l'autre extrémité, il y a tous ceux qui n'ont pas le minimum vital à cause de la faiblesse de la prestation d'aide sociale (moins de 30 ans) ou de son absence, de la carence de support (famille, compagnons, etc.), du peu de capacité d'initiative (travail au noir). Ils se retrouvent à la droite inférieure du tableau (3 interviewés).

En plus des principaux facteurs déjà identifiés, une étude financière de la situation des jeunes sans emploi devrait tenir compte d'une multitude d'autres qu'a révélés notre observation comme la durée du chômage, la capacité de la famille à supporter la dépendance, la proximité de celle-ci et des possibilités d'emploi, l'âge pour se "débrouiller", le niveau d'aspiration, les expériences antérieures, etc.

L'organisation du temps

Être chômeur, c'est "théoriquement" avoir tout le temps pour soi, plus précisément tout le temps qu'on accorderait autrement au travail rémunéré. Que fait-on de ce temps qu'il faut hésiter à qualifier de "libre" parce que, dans la plupart des cas, il n'est pas vécu comme un temps de loisir ou de détente. On ne peut pas non plus en parler comme d'un temps dont on dispose à sa guise, car le manque

d'autonomie financière, souvent même l'anxiété, empêchent qu'il en soit ainsi.

La "gestion du temps" est conditionnée par une multitude de facteurs qui tiennent sans doute, pour une part, aux caractéristiques individuelles comme la capacité d'initiative, l'altruisme, les habitudes acquises. Certains jeunes sont aussi occupés dans des organisations de toutes sortes, dans la pratique d'un art ou d'un sport que s'ils travaillaient à temps plein. D'autres, par contre, se laissent porter par les événements, continuent les "trips" de l'adolescence dans la drogue, le rêve, la vie grégaire avec les copains. D'autres encore donnent l'impression d'avoir acquis l'habitude de ne rien faire: "[...] si j'avais fait ça pendant un an, deux ans, me retrouver là, sans ouvrage, là, je capoterais. Mais j'ai jamais eu ça, cette expérience-là, tu sais. Je ne regrette pas...".

Ces facteurs personnels interviennent sans doute dans l'occupation du temps laissé à l'initiative faute d'emploi. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est de voir comment apparaissent les traits culturels dans une situation où le travail ne tient pas la place centrale des activités. Quels facteurs extérieurs aux individus influencent le plus leur manière d'occuper le temps?

À partir de l'observation, nous avons pu repérer un certain nombre d'éléments qui interviendraient dans la manière de vivre en période de chômage avec plus ou moins d'intensité. Parmi ceux-là se trouvent le fait d'avoir une occupation telle les programmes d'employabilité, un emploi à temps partiel ou de se trouver dans le réseau de l'économie informelle. Vivre chez ses parents, en couple, avec des copains ou seul conditionne aussi la manière d'organiser son quotidien. D'autres facteurs influencent le choix des loisirs: l'origine socio-économique, le niveau de scolarité, le lieu géographique d'habitation. (Tableau 6.)

TABLEAU 6

Nombre de mentions concernant l'occupation du temps des interviewés

Occupation du temps	Ressources financières: Programme d'employabilité (19 interviewés)	Assurance-chômage aide-sociale max. sans programme (14 interviewés)	Aide sociale minimale (18 interviewés)	Travaux à temps partiel; aucune ressource stable (6 interviewés)
Travail à temps partiel ou au noir	4	3	6	4
Associations	2	1		
Bénévolat	2		1	2
Loisirs accaparant de façon régulière: sport, pratique d'un instrument de musique, bricolage, etc.	9	1	6	2
Rien	6[a]	5[b]	10	1

a. Dans ce cas, il s'agit d'aucune activité en sus du programme d'employabilité.

b. Les chômeurs à "temps plein" se retrouvent dans les trois dernières cases à l'horizontale. Dans les autres cas, il s'agit de chômeurs à temps "plus ou moins" partiel.

Ce tableau ne fait pas référence au nombre d'interviewés, chacun pouvant occuper son temps à plus d'une activité. Il permet de constater comment les jeunes qui sont impliqués dans des programmes (au moins 20 heures de travail par semaine) s'intéressent aussi à autre chose, dans plusieurs cas: de plus, le plus grand nombre de ceux qui ne savent que faire de leurs dix doigts ou qui n'ont pas tendance à s'impliquer dans des activités structurées se trouvent chez les prestataires d'aide sociale minimale.

Les chômeurs "à temps plein", selon ce tableau, sont peu nombreux (16 mentions). Ils peuvent connaître la situation financière la plus avantageuse parce qu'ils retirent de l'assurance-chômage, qu'ils ont été déclarés inaptes à l'emploi ou qu'ils sont en charge de la famille. Dans ce dernier cas, le soin des enfants, dont il n'est pas tenu compte dans le tableau, occupe la grande partie du temps.

On retrouve ceux qui reçoivent des prestations d'aide sociale et qui n'ont pas d'occupation facilement identifiable comme l'appartenance à une association, le bénévolat, la pratique d'un loisir de façon systématique, un peu partout mais surtout chez les moins scolarisés de la Basse-Ville et de Thetford. On "tue" le temps avec des copains (jeunes hommes) ou on magasine et joue aux cartes (jeunes femmes).

Profils de chômeurs à temps partiel

Ceux qui participent à un programme d'insertion au travail ou aux mesures d'employabilité -- même si le projet n'exige que vingt heures par semaine de travail -- sont pratiquement aussi occupés qu'un jeune en emploi. L'organisation de la journée, lever, coucher, horaires de travail, repas, loisirs, se fait selon des séquences semblables. Assez curieusement, ce sont les mêmes jeunes qui ont semblé les plus pris en dehors des heures de travail: bénévolat, pratique d'un art ou du sport lorsque celui-ci n'est pas coûteux, micro-informatique, etc. Le travail au noir et les

jobines obligent aussi, quand on peut en trouver, à mener une vie régulière.

Dans tous ces cas, la vie quotidienne ressemble à celle des travailleurs précaires qui se trouvent dans des emplois peu rémunérés et à durée limitée: la même insécurité devant l'avenir, la même limite dans la consommation, une variété de conditions de vie à l'image de ce qui a été énoncé sur la situation financière. Trente-trois parmi les interviewés se trouvent dans ce cas (projet gouvernemental, travail au noir ou travail à temps partiel), donc plus de la moitié. Observer leur façon de vivre, c'est observer celle du nombre grandissant de jeunes et même d'adultes, en particulier des femmes, qui ont des emplois peu rémunérés à temps partiel ou à temps limité, et qui n'ont pas les avantages marginaux de l'emploi salarié, congés de maladie, vacances, régime de retraite, etc. De multiples facteurs peuvent affecter le "confort quotidien" de cette catégorie de travailleurs dont, entre autres, le partage ou non du logement, l'état de santé, l'endettement.

Un exemple de cette situation, celle de Pierre. Il a 26 ans. Il s'agit d'un travailleur occasionnel. En usine depuis sept ans, soit depuis qu'il a terminé un cours secondaire professionnel, il ne désespère pas de finir par obtenir un emploi permanent avec l'ancienneté qu'il possède. Signal d'alarme, cette fois, cependant: avant de tomber en chômage il a dû enseigner ce qu'il faisait à un ouvrier plus ancien que lui. Cette dernière période de chômage risque d'être plus longue que les autres. Pour cette raison il se cherche un autre emploi. Il aimerait arriver "dans le bon temps", c'est-à-dire dans une industrie nouvelle et ne pas toujours se sentir menacé par le critère d'ancienneté. Les grandes entreprises offrent parfois du travail saisonnier. À force de cumuler le "temps partiel occasionnel", on finit par accéder à un échelon de la "ligne de progression", à moins que des changements technologiques ou un personnel encore loin de la retraite ne vienne freiner l'entrée par cette voie.

Pour illustrer la situation la plus avantageuse -- habitation chez ses parents, en pleine possession de tous ses moyens et pas de dettes --, prenons un autre cas, celui de Paul. Celui-ci est en santé. Il habite la maison familiale avec son père retraité et un de ses frères, chômeur aussi depuis peu. Il a 24 ans et a terminé un secondaire V. Il participe à un programme de "travaux communautaires". Ce jeune homme ambitionne depuis longtemps de "se partir à son compte". Mais une série d'événements doublés du peu de support qu'il reçoit de l'entourage immédiat l'en ont empêché.

La vie de tous les jours est cadencée par les repas pris en famille qu'il prépare souvent lui-même, l'obligation de se lever tôt pour déneiger le chemin privé qui mène à la maison, d'autres travaux domestiques (compensation au fait de ne pas payer pension), les vingt heures de travail chaque semaine dans le cadre des "travaux communautaires". Ce dernier travail se réalise dans la solitude d'une église paroissiale en plein coeur de semaine: "Les saints ne sont pas venus pour me tenir compagnie", écrit-il dans son journal. Vie régulière, loisirs peu variés: télévision, expérimentation du micro-ordinateur, sorties dans les magasins, assemblée politique, telle est la routine quotidienne de ce jeune homme rangé.

Un autre, finissant de cégep celui-là (deux DEC et un an d'université), connaissait d'aussi bonnes conditions d'existence chez ses parents et menait une vie qui ressemble davantage à celle de la majorité de ceux que nous avons rencontrés. La première journée relatée dans son journal donnera une idée de la vie mouvementée de ce jeune homme qui s'accommode bien de sa situation tout en tentant tous les efforts pour trouver un emploi stable.

> Samedi 31 août 1985-18h05- Dans ma chambre
> -- Étant donné l'heure tardive à laquelle je me suis couché hier, (3h30) je me lève à midi.
> Je vais déjeûner et ensuite prendre ma douche et me

brosser les dents. Je lis le Journal de Québec rapidement.
-- À 14h00, je dois me rendre au centre d'achat local car je dois remplacer de 14h00 à 16h30 un de mes amis qui est gardien dans ce centre commercial. Lui, doit quitter quelques heures pour un service. Mon travail ne sera pas compliqué; je n'aurai qu'à me promener dans le centre d'achat et faire de la surveillance.
À 16h30, après du travail sans effort je quitte pour me rendre chez-moi pour le souper.
Durant le temps que j'étais au centre d'achat, mon frère X et N, un ami, sont venus me tenir compagnie. Pendant une bonne heure. On a surtout discuté de notre soirée de la veille.
-- Je finis de souper à 17h00. Ensuite, j'aide ma mère à laver la vaisselle.

Samedi 31 août 1985 -- 19h20 -- Dans ma chambre
Je viens de finir d'écouter la radio pendant plus d'une vingtaine de minutes. J'aime faire cela pour relaxer et réfléchir. Maintenant, je vais me diriger vers la "Maison des jeunes", où je travaille comme animateur dans le cadre de mon projet "Jeunes volontaires".

Samedi 31 août -- 22h40 -- Dans ma chambre
À la Maison des jeunes, ce fut assez tranquille. On parle surtout avec les jeunes, qui eux parlent surtout de l'école qui vient de commencer. Entre animateurs, on essaie d'imaginer de nouvelles façons de créer un meilleur climat à l'intérieur de la maison. On quitte (fermeture) la Maison des jeunes à 22h00. Ensuite, je me prépare à aller veiller à une discothèque vers 23h15.

Dimanche 1 septembre -- 02h45 -- Dans ma chambre
Je viens de rentrer de ma soirée. En tout, j'ai consommé quatre (4) bières et j'ai été "luncher" au restaurant après avoir dansé presque toute la soi-

rée. Ce genre de soirée est bien "le fun" mais, ça devient dispendieux à la longue.

Durant la soirée, c'est plaisant de converser avec des filles et des gars que l'on connaît et de danser avec des filles qui sont souvent de vieilles connaissances mais, il y a d'abord et avant tout ce "thrill" de faire de nouvelles connaissances et de les transformer si possible en conquêtes.

Ce journal parle de lui-même: activité de dépannage, travail dans le cadre d'un projet, lever tardif et coucher au petit matin, lecture d'un quotidien, deux repas par jour mais lunch au restaurant, vie nocturne dans une discothèque, tentatives de conquête, présence d'amis et d'autres personnes à tous moments de la journée, collaboration aux travaux domestiques. Un seul sentiment de regret: le coût des sorties. Cette hantise revient ailleurs dans le journal: bière et restaurant finissent par coûter cher, mais c'est la façon de "tuer" agréablement le temps. "Lors de soirées semblables on parle très peu de choses sérieuses. Au contraire, on tente surtout de se dérider afin d'oublier que c'est si ennuyant".

Ces deux cas illustrent la diversité des "genres de vie" chez des jeunes qui vivent dans des situations matérielles comparables. Ils n'ont pas le souci de savoir s'ils mangeront demain ou s'ils auront de quoi payer le logement. Doivent-ils, en contrepartie, aliéner leur désir d'autonomie en continuant de dépendre de la famille? Il n'est pas absolument certain que même avec un emploi, ces jeunes hommes quitteraient la maison familiale. Des travaux effectués en France, notamment, montrent que les jeunes actifs occupés "ont connu la prolongation de la cohabitation parentale la plus accentuée" au cours des dernières années[10]. D'autres motifs que le chômage inciteraient les jeunes hommes, en particulier, à continuer de profiter des avantages de la résidence familiale. Dans les milieux les plus défavorisés, ce serait une façon pour eux de faire profiter la famille de

ce qu'ils ont gagné. La difficulté de trouver un logement à un prix raisonnable par rapport à ce qu'ils gagnent entrerait aussi en ligne de compte comme l'ont dit des jeunes hommes qui souhaitent un salaire suffisant dans ce but. Les femmes ont tendances à partir plus jeunes, souvent pour aller vivre avec un conjoint[11].

Qu'en est-il quand l'obligation ou le désir de quitter la famille fait qu'on se retrouve en appartement au centre-ville ou dans une petite ville? L'acceptation d'un projet pour hausser les prestations d'aide sociale impose aussi ses contraintes. On ne fait pas la "foire" impunément. On a besoin de toutes ses heures de sommeil quand, en plus, ce sommeil est troublé par la crainte de ce qui va advenir après le projet, comme en témoigne une femme de 21 ans.

La vie "autonome", même dans ces circonstances, apparaît tout de même plus spontanée. On téléphone à un ami quand on en a envie, on se rend chez l'autre avec aussi peu de retenue parce que, dans la plupart des cas, on souffre de la solitude. C'est pour ça qu'on va préférer manger une "poutine" à l'école pour décrocheurs, plutôt que de prendre un bon repas seul chez soi. Une jeune femme possède un petit chat parce que, nous a-t-elle dit, elle était souvent seule à la maison. Elle fait partie de plusieurs associations en sus de son rattrapage scolaire et de sa participation à un projet "Jeunes volontaires": association étudiante, JOC, coopérative alimentaire, RAJ, CPMO (Centre de pastorale en milieu ouvrier). Tous ne comblent pas la solitude dans la vie associative, mais la plupart ont développé des trucs qui compensent l'absence de relations liées au travail ou la perte de celles qui existaient dans la famille.

Dans sa situation de femme "libre", la jeune fille dont il vient d'être question s'organise, malgré ses faibles revenus, pour mener une vie agréable. Elle ne rate pas l'occasion de faire de petits voyages peu coûteux avec une amie, avec la JOC ou en auto-stop. Elle ferait bien le tour du monde s'il n'y avait pas tant de violence. Mais elle ne

voyagerait pas seule. Tout ce qu'elle fait d'ailleurs, elle aime le faire en "gang", y compris prendre une bière ou boire un verre de vin. Même si elle est équipée de skis de fond qu'elle a reçus en cadeau, elle en fait rarement parce qu'il faut défrayer le coût du skibus et le prix d'entrée, sans compter qu'elle n'aime pas pratiquer ce sport seule.

Cette jeune femme aime aussi lire, en particulier des livres de psychologie et des biographies qui la valorisent. Ce qui la stimule, dans la biographie d'Einstein, par exemple, c'est qu'il vivait simplement et qu'il avait de la suite dans les idées. Elle hésite à dire qu'il était physicien parce qu'elle n'en est pas sûre et que ce n'est pas cela qui importe pour elle: "[...] tout le monde à l'école, qu'est-ce qu'ils pensaient de lui? Tout le monde, ses profs, ils disaient: "Il fera rien ce gars-là", parce qu'il était toujours dans la lune avec ses petits papiers, en train de griffonner..."

Elle affectionne particulièrement les films américains, écoute de la musique sur cassette, regarde peu la télévivion sinon des films et les grandes émissions d'information à travers lesquelles elle apprend "aussi" des choses. Elle donne l'impression justement d'apprendre partout sauf à l'école où elle déteste les matières scolaires de base. Elle s'y rend par obligation, se disant qu'il lui faudra passer par le cégep et l'université si elle ne veut pas être assistée sociale toute sa vie.

Une jeune femme de 24 ans, qui habite seule dans un village, mène une vie plus régulière selon le rythme qu'elle s'est imposé dans le cadre de "travaux communautaires". Elle décrit ainsi son emploi du temps:

8h00 a.m.
lever, déjeûner, toilette,
bureau de poste,
commissions,
préparation du dîner.

13h00
début du travail,

17h00
rentrée à la maison, préparation du souper.

Soirée
sorties pour "voir du monde": amis, parents; bricolage dans la maison (peinture, céramique); (ne reste pas souvent à la maison parce qu'elle n'aime pas être seule),

21h00 ou 21h30
coucher tôt en se disant: "Bon ben demain, je travaille. Demain je m'en vas là, c'est le "fun"."

Les loisirs sont moins variés qu'en ville et sont surtout centrés sur la famille et sur les amis.

Même en ville, et même s'ils ne demeurent pas avec leurs parents, trois sur quatre des interviewés qui ont rédigé leur journal ont eu des contacts avec l'un ou l'autre des membres de leur famille au cours de la semaine de rédaction. Une jeune fille va chez sa mère le dimanche après-midi et fête avec elle et son frère l'anniversaire de l'amie de celui-ci. Un jeune homme soupe chez sa mère le jeudi soir et y passe la nuit. Un autre raconte:

> Ma route m'amène chez une de mes tantes qui m'a invité à souper avec la famille. Toujours agréable d'aller partager un repas avec cette famille plein de joie de vivre. On prépare ensemble le repas, on bouffe à plein, on discute de choses et d'autres. On rit, on s'amuse vraiment là-bas.

Deux jours plus tard, son père lui téléphone pour lui rappeler de porter ses chèques à la caisse en règlement d'un emprunt. Le père et le fils se retrouvent à une table de restaurant pour prendre un bon café et "régler des affai-

res": "[...] tout en relaxant sur un sujet de discussion très motivant, les jeunes et l'emploi aujourd'hui. Au fond, c'est toujours plaisant de rencontrer ses proches, ça nous remplit le dedans et parfois les poches, merci p'pa!"

Une bonne partie du temps libre continue pour plusieurs d'être occupée par la recherche d'emploi, ce qui explique quelquefois l'abandon des programmes gouvernementaux[12]. Ce temps peut aussi être consacré à effectuer des petits contrats ou du travail à temps partiel jusqu'à concurrence d'un certain montant, comme le permet la loi de l'aide sociale.

Ceux qui sont assurés de la prestation maximale d'aide sociale, comme les mères de famille, présentent moins d'insécurité matérielle mais ont une vie plutôt limitée dans leurs déplacements et beaucoup moins variée dans son organisation, le soin des enfants constituant le pôle central de toutes les activités du lever au coucher.

Les mères de famille monoparentale qui acceptent le recyclage scolaire peuvent cependant bénéficier, sans frais, des services d'une garderie. Elles accroissent, par l'obtention d'un diplôme et le côtoiement d'autres femmes dans la même situation, leur chance de se sortir un jour de l'assistance sociale. Certains organismes comme des clubs de jeunes adultes ou le RAJ, leur permettent de "prendre des vacances" à bon compte dans des camps. À part ça, peu de loisirs sont possibles à cause des frais de garde:

> L'ACEF (Association coopérative d'économie familiale) de X avait fait un budget à un moment donné puis avait donné pour les loisirs 25 $ par mois. 25 $ par mois, ça paye la gardienne quand tu vas chez le docteur, tu sais! C'est tout ce que ça fait! Tu peux même pas y penser à avoir des loisirs. Moi, en tous cas, faut pas que j'y pense.

Il ne reste que la famille d'origine qui n'accepte pas toujours bien le "chum" dans de telles circonstances ou qui se lasse vite de garder. "Des fois, ça fait des froids", nous dira une jeune mère à propos de sa mère qui se fatigue vite de voir sa petite fille grimper partout. Il y a cependant les amis qui consentent à se déplacer pour venir chez celle qui ne peut pas sortir: "[...] ça fait un peu de temps en moins!" Comme si le temps sans travail était un temps en trop qu'il faut essayer de dépenser ou de perdre...

Profils de chômeurs à plein temps

Si la vie quotidienne des chômeurs à temps partiel risque de ressembler en plusieurs points à celle des travailleurs précaires ou qui se définissent comme tels, celle des chômeurs à plein temps ne risque-t-elle pas d'être la situation inversée de celle des travaileurs à plein temps? Au lieu d'être centrées sur l'emploi, les énergies se canaliseraient sur le "temps à tuer", expression utilisée par quelques interviewés dans cette situation.

Comment se comporter à la maison familiale quand on n'a pas d'occupation à l'extérieur et qu'on doit se contenter de la prestation minimale d'aide sociale? Jeanne, bachelière dans l'attente d'un premier emploi depuis un an, nous décrit sa vie ponctuée cette semaine-là par une entrevue pour l'obtention d'un emploi, par de multiples petites démarches de recherche d'emploi (lecture des annonces classées, envoi de curriculum vitae, attente du courrier et du téléphone) et par la vie familiale avec ses parents, avec la famille de son frère marié et même, la famille étendue.

Le journal de cette femme de 24 ans est peut-être celui qui exprime le mieux l'anxiété qui entoure la recherche d'emploi et les coups durs qu'on doit encaisser lorsqu'on ne reçoit que des réponses négatives.

> À mon retour, maman m'a dit que j'avais reçu un coup de téléphone de l'endroit où j'avais été passer une

entrevue. Devinez quoi! J'arrive encore deuxième! J'en ai marre. Ah! bien sûr j'ai encore une chance si la fille ne fait pas l'affaire durant les 2 semaines d'essai. Mais est-ce que je dois me fier sur ça? NON! Tout est encore à recommencer. Merde!!!

Il est maintenant 9h30 minutes. Je suis étendue sur mon lit et j'écoute de la musique sur mon radio-cassette.

Je réfléchis beaucoup mieux quand je suis seule, des écouteurs sur les oreilles.

J'ai le goût de tout lâcher et, en même temps, j'ai envie de prouver à tout le monde que je vais réussir. Ça doit être mon côté gémeau!

À 10 heures, j'ai regardé de nouveau la télévision et je me suis couchée à 11 heures.

C'est tout pour aujoud'hui.

Jeanne donne l'impression d'attendre passivement. Durant la semaine où elle écrit son journal, c'est rarement elle qui décide, même des activités les plus anodines de la journée. Sa journée est rythmée par les démarches et les événements qui entourent la recherche d'emploi: lever plus tôt en prévision d'une entrevue, entrevue, cueillette et dépouillement du courrier, réflexion sur son avenir. Les imprévus de la vie familiale (magasinage, arrivée d'une tante, pique-nique avec les oncles et les tantes) viennent rompre un long monologue intérieur autour du fait de ne pas avoir d'emploi.

Après avoir déjeûné et fait ma toilette, j'ai attendu en vain un coup de téléphone...

Il n'y a rien pour moi dans le courrier aujourd'hui. La tension monte. Je suis fatiguée d'attendre.

Après le dîner, j'ai regardé la télévision. Je suis plus nerveuse qu'à l'habitude aujourd'hui et tout me tombe sur les nerfs. J'ai donc hâte d'être "casée" et de travailler.

J'ai acheté "La Presse" ce matin. Chaque mercredi et chaque samedi, je l'achète pour ses offres d'emploi. Parfois j'achète le "Globe and Mail" mais c'est difficile de le trouver où j'habite.

J'ai vu une offre d'emploi dans mon domaine aujourd'hui mais on demande 2 à 4 ans d'expérience. C'est comme d'habitude!!! Je vais quand même envoyer mon curriculum vitae.

Vers 4h30 min., je me suis assise devant ma dactylo et j'ai tapé deux lettres d'accompagnement.

La soirée s'est passée comme d'habitude à regarder la télévision. Je m'évade dans mes rêves les yeux grands ouverts. Il y a au moins dans ces moments-là où j'arrête de penser à mes problèmes.

Comme Jeanne, il y a ceux qui ne font à peu près rien d'autre qu'attendre. Ils n'ont aucun problème de survie, sinon que leurs rêves sont éteints, qu'ils comptent sur les autres pour s'en sortir. Dans le cas de Jeanne, le fait d'avoir des dettes: dettes d'études (ou paiement de voiture pour d'autres), brise encore plus l'espoir qu'elle pourrait avoir de jours meilleurs si jamais elle se trouvait un emploi. Elle disait en entrevue:

Un stéréo, ça, ça fait longtemps que j'en veux un. Parce que tu vois tes amis qui en ont là, puis tu dis: "Mosus que j'suis donc tannée d'avoir mon petit radio transistor; j'suis donc tannée!" M'acheter des choses comme ça: une petite auto, même si elle n'était pas neuve. Juste assez pour subvenir à mes

besoins là. Payer mon prêt. Que j'ai hâte de finir de payer ça!

Tous n'ont pas une vie aussi monocorde. Avec de faibles moyens, d'autres doivent se débrouiller pour survivre et cela donne du relief même aux activités aussi banales que se lever ou se coucher:

> Je me lève ce matin à 9h00. Ma première habitude est d'aller boire mon verre d'eau et de fumer ma cigarette. Aujourd'hui, je l'ai fumée au lit ce qui a fait que je me suis rendormi pour me lever de nouveau à 11h30. Je me lève du bon pied, mais il fait froid dans la maison, moi et ma manie de ne pas mettre de chauffage pour sauver sur mon compte électrique. Mais ça m'a permis de m'habiller en 2 temps 3 mouvements et voilà que la journée débute en allant prendre place à la table de la cuisine, où sont toutes mes affaires, mes comptes et ma feuille de route pour planifier l'ordre des activités de cette journée. En passant, je ne raconterai pas les avantages du déjeûner car je n'en prends pratiquement jamais. À tout-à-l'heure.

La manière de vivre du jeune homme qui se retrouve sans abri, sans assistance (à cause des délais), après avoir quitté l'école et le foyer nourricier qui ne pouvait plus dans les circonstances, recevoir de prestations pour le garder, est-elle bien différente de celle des jeunes dont il vient d'être question? La vie quotidienne est alors marquée du poids de la nécessité et de la pire dépendance: vivre sous la coupe d'un étranger qui vous héberge par souci d'humanité. Heureusement pour notre interviewé, l'appartenance à un corps de cadets de l'armée qui semble canaliser plusieurs de ses intérêts met un peu de couleur dans une quotidienneté plutôt grisâtre et contribue à le valoriser. Il espère être accepté éventuellement dans l'armée où il pourrait trouver la sécurité, même s'il connaît les dures exigences des premières années.

En attendant une réponse de ce côté, il doit tout mettre en oeuvre pour se dénicher un emploi, même s'il a l'assurance que son copain ne le mettra pas à la porte. Son désir d'autonomie le motive à répéter les démarches: consulter le Journal de Québec, téléphoner aux employeurs à propos des offres d'emplois susceptibles de lui convenir, se rendre au Centre d'emploi ou entreprendre une tournée des employeurs par secteur géographique. Il a ainsi fait le Vieux-Québec au complet, sans entrer "dans ce qui est professionnel" cependant, nous avouera-t-il, parce qu'il répète qu'il ne peut faire que des tâches ingrates: entretien ménager, plonge, vente de crème glacée. Démarches infructueuses jusqu'à maintenant: "Y'a toujours des personnes plus compétentes que moi." Ou encore: "[...] ça donne pas grand-chose, les places ont déjà été occupées." Il regrette aussi que les employeurs soient si "à cheval sur les critères" et qu'ils demandent toujours un secondaire. Lui, n'a peut-être pas cette qualification, mais il prétend apprendre très vite.

Le fait de ne pas avoir d'argent explique peut-être les soirées passées devant la télévision et la fréquentation de la Maison des jeunes (où on va "pour ne pas faire de coups dans la rue"). Il s'isole, délaissant ses anciens copains faute d'argent pour les suivre et se réfugiant dans le jeu de "Donjons et dragons" qu'il semble beaucoup aimer et les longues promenades solitaires. Ce jeune homme prépare lui-même sa nourriture et fait l'entretien du logement. Pendant tout ce temps, il rêve de vivre seul, de voler de ses propres ailes. La ténacité viendra-t-elle à bout des multiples handicaps qui auraient pu faire de lui un sans-logis, n'eut été l'ouverture de coeur d'un autre jeune qui commence cependant à trouver lourd le poids d'une bouche de plus à nourrir?

Les journaux des trois jeunes qui habitent seuls ou avec un copain dans un cas ne donnent pas l'impression qu'on a affaire à des gens mal pris ou malheureux. Tous trois ont fait des sorties où il y avait du vin, de la bière, des bons

repas, parfois pris au restaurant, et surtout beaucoup d'amis dans deux cas.

> P.S.: Pour moi, ce fut une journée complète surtout quand elle m'a permis de m'exprimer par les rapports humains. Que puis-je vouloir en plus, j'ai joué sur plusieurs notes, l'amour, le respect, l'amitié, les affaires, à bien y penser, il me manque seulement "un job". Quand je passe une journée semblable, on ne peut perdre la chance de penser que tout ira bien demain et que le tunnel n'est pas éternel.

Un paragraphe ici ou là laisse entendre qu'il s'agit peut-être de moments d'euphorie et que la vie sans argent n'est pas toujours ce qu'il y a de plus rose.

> Je sais que je n'ai rien de bien beau à raconter mais ça me permettra de revivre mon calvaire de la journée (je sais, je paranoye un peu aujourd'hui). Bon, tout est fait, tout est terminé, j'ai tout dit et je devrais aller dormir un peu pour faire passer le stress.

À l'exception d'un seul, les interviewés qui ne vivent pas avec leur famille mènent une vie mouvementée. Le rythme de la vie familiale n'est pas là pour imposer son ordre et ses contraintes. Le hasard des rencontres pour combler la solitude, les imprévus d'une vie qui n'est pas marquée de la régularité du travail salarié et qui se déroule sous le signe de l'attente, imposent une cadence effrénée.

À un temps qu'on pourrait pensé vide, parce que dépourvu de ce qui constitue le pivot de la vie active dans nos sociétés, on substitue un temps échevelé, mais rempli. Les activités de recherche d'emploi, les rencontres impromptues prennent beaucoup d'importance à défaut d'autres moyens de se valoriser et de ressources pécuniaires pour meubler autrement ses loisirs. Il faut aussi du temps pour compenser

le manque d'argent: effectuer les emprunts, s'habiller à bon compte, se déplacer à pied ou en autobus.

La télévision et la radio sont là pour combler les vides entre les rencontres, les sorties, le téléphone et le sommeil: "J'ai regardé un peu la télé, mais à cette heure-là, même avec le câble, y'a pas grand chose à voir à part les vidéos...".

Si la télévision constitue le pain quotidien de tous, encore à plus forte raison l'est-elle pour ceux qui ont une santé fragile, qui n'ont pas développé d'aptitudes particulières dans les activités de loisir (pratique d'un art ou d'un sport, bricolage, lecture) ou qui n'ont plus les moyens de faire ce qu'ils aimeraient, dans le sport entre autres choses.

Les petits faits, les petites choses prennent valeur de symbole: le téléphone qui sonne, le courrier qui arrive, la bière qu'on prend avec des amis, les vêtements qu'on choisit à l'ouvroir paroissial, la voiture qu'on ose s'offrir même si on n'en a absolument pas les moyens...

* * *

L'incursion dans la vie quotidienne des jeunes chômeurs révèle encore une fois la diversité dans le genre de vie de ceux qui se retrouvent en chômage. Cette diversité ne réside pas tant dans le type d'activités -- on retrouve des "modèles" dans la manière d'occuper son temps et dans les ressources financières -- que dans les degrés de manque et les représentations que les jeunes s'en font. De ceux qui ne souffrent pas de leur situation financière parce qu'ils s'accommodent temporairement de ce qu'ils ont à ceux qui ont faim ou qui sont découragés, toutes les nuances sont possibles. Plusieurs circonstances concourent à rendre la vie de chômeur supportable ou insupportable.

Malgré le sentiment de dépendance que les jeunes peuvent éprouver à l'égard de la famille d'origine et la hâte qu'ils peuvent avoir d'en sortir, ceux qui ont la possibilité d'y vivre dans une certaine harmonie n'ont pas les problèmes de subsistance et l'inquiétude vis-à-vis le lendemain de ceux qui vivent seuls, avec des compagnons ou qui ont eux-mêmes des enfants. L'aide sociale (le montant accordé aux moins de trente ans) vient atténuer les préoccupations de ceux qui ont déjà un filet sous les pieds: ceux qui peuvent vivre ou retourner vivre chez leurs parents. Les jeunes qui ont l'énergie et suffisamment d'initiative pour travailler au noir ou profiter des programmes gouvernementaux d'insertion au travail finiront par se débrouiller à la condition de ne pas être malades, d'éviter les accidents et de fuir les responsabilités familiales. Même les mères de famille monoparentale qui ont pensé solutionner leurs problèmes de subsistance par la venue d'un enfant en arrivent à trouver leur marge de manoeuvre étroite à moins de participer à un programme qui paie les frais de garde et, encore là, pour les activités du programme et non pour les loisirs[13].

La vie quotidienne est-elle plus difficile à vivre en ville qu'à la campagne? Il aurait fallu comparer de façon beaucoup plus serrée la situation dans les deux cas pour pouvoir conclure quelque chose dans ce sens. Il semble que les logements soient moins chers en campagne, mais avec 156 $ par mois pour vivre, ils le sont toujours trop. Les sources de distraction sont plus nombreuses en ville mais aussi plus coûteuses et plus sollicitantes. Les occasions de rencontre et de déplacement sont sûrement plus limitées à la campagne. C'est peut-être pour cette raison qu'on est si pressé de se procurer une voiture.

Nous l'avons vu par la description de quelques budgets, il faut être fort en calcul pour arriver à survivre seul avec l'aide sociale même maximale ou le travail au noir. Le travail au noir des jeunes que nous avons côtoyés n'a en effet rien du double emploi ou du travail clandestin

de certains métiers lucratifs. Les jeunes qualifient justement ces travaux de "jobines" dévalorisées, sous-payées, caractéristiques des premières expériences de travail des jeunes et qui ont tendance à devenir le lot quotidien de ceux qui n'arrivent pas à décrocher l'emploi stable et suffisamment rémunéré.

Cette incursion dans la vie quotidienne des jeunes chômeurs laisse le sentiment qu'ils partagent beaucoup de choses en commun avec ceux que des études[14] qualifient de travailleurs précaires: développement de stratégies dans la recherche d'emploi, effort d'imagination à l'oeuvre pour trouver le nécessaire et même se payer le petit superflu qui revalorise l'image qu'on a de soi, multiplication des relations pour combler la solitude, censure des rêves. Le degré d'anxiété varie selon que cette situation apparaît temporaire ou pas et selon qu'on en a l'habitude dans le milieu d'origine ou dans l'environnement.

Les ressources disponibles apportent leur part de détermination dans les manières de vivre. On entre ici dans un cercle vicieux. Il faut un minimum de ressources pécuniaires pour participer aux symbolismes de la vie de groupe quand on est jeune: distinction par les vêtements, fréquentation de certains lieux, rituel du verre de bière ou de vin selon le milieu d'origine ou celui auquel on aspire, et ainsi de suite. Les quelques dollars qui permettent l'identification au groupe font toute la différence entre l'isolement auquel leur absence confine et qui peut conduire jusqu'à la morbidité et l'espoir de s'en sortir, lié à une certaine forme de grégarisme.

NOTES

1. Bourdieu, Pierre, "Préface", Paul Lazarsfeld, Marie Jahoda et Hans Zeisel, Les chômeurs de Marienthal, Paris, Les éditions de Minuit, 1981, p. 9.

2. Marc-Adélard Tremblay et Gérald Fortin avec la collaboration de Marc Laplante, Les comportements économiques de la famille salariée du Québec, Québec, PUL, 1964, p. 235-250.

3. Madeleine Gauthier, "Les jeunes sans emploi sont-ils pauvres?", Madeleine Gauthier, dir., Les nouveaux visages de la pauvreté, Québec, IQRC, 1987, p. 45-65 (Questions de culture n^{o} 12).

4. Si le partage de l'emploi n'est pas possible, celui des revenus l'est. C'est ce qui expliquerait la cohabitation selon l'article: "Chômage et solidarités familiales", Futuribles, déc. 1986, p. 73. Une autre forme de partage se réalise dans l'échange de services et de biens: Andrée Roberge, "L'échange informel en milieu semi-rural pour faire face à la pauvreté", Madeleine Gauthier, dir., Les nouveaux visages de la pauvreté, Québec, IQRC, 1987, p. 173-196.

5. Paul C. Glick et Sung-Ling Lin, "More Young Adults Are Living with Their Parents: Who Are They?" Journal of Marriage and the Family, vol. 48, n^{o} 1, février 1986, p. 107-112.

6. Paul Bodson, L'ajustement à une situation prolongée de chômage, Université du Québec à Montréal, Département des études urbaines, 1986, 31 p. (Coll. Études urbaines-Études touristiques).

7. Les jeunes femmes n'acceptent pas plus de vivre "au crochet" de leur mari que de leurs parents, La situation des jeunes à l'aide sociale, Québec, Gouvernement du Québec, 1984, p. 19 et 83.

8. Simon Langlois, "Les familles à un et à deux revenus: changement social et différenciation socio-économique", Jorn Carlsen et Jean-Michel Lacroix, dir., Culture et société au Canada en période de crise économique, Ottawa, Association des Études Canadiennes, 1987, p. 147-160.

9. Justo Michelena, Des jeunes sans avenir: propos et confidences, Centre des services sociaux du Montréal métropolitain, 1983, 101 p. (miméo).

   Terry Williams et William Kornblum, Growing up poor, Lexington, Massachusetts et Toronto, Lexington Books, 1985, 137 p.

10. Thierry Blöss, Décohabitation familiale, rapports entre générations et mobilité résidentielle, Communication au Symposium international sur les incidences des transformations socio-familiales sur l'habitat, Arc et Senans, 17 au 19 septembre 1987, p. 11 (miméo).

11. "Chez les personnes de 15-24 ans, les femmes sont deux fois plus susceptibles que les hommes de vivre avec un conjoint et moins susceptibles qu'eux d'être à la charge d'un ménage familial." Ministre d'État à la Jeunesse, Jeunesse/Youth, Un nouveau profil statistique des jeunes au Canada, Gouvernement du Canada, s.d., p. 163 (Recensement de 1981).

12. Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, Étude d'évaluation sur les mesures de relance, Les motifs de sortie des jeunes bénéficiaires de l'aide sociale, Québec, Gouvernement du Québec, 1985, 20 p. Voir en particulier les raisons pour quitter l'une ou l'autre des "mesures de relance". La raison principale se situe autour du fait d'avoir trouvé un emploi ou une autre occupation.

13. Sur la question des femmes chefs de familles monoparentales, voir Lise Saint-Jean, "La pauvreté des femmes: la monoparentalité féminine", Madeleine Gauthier, dir., Les nouveaux visages de la pauvreté, Québec, IQRC, 1987, p. 19-44.

14. Olivier Galland, "Précarité et entrées dans la vie", Revue française de sociologie, n° XXV, 1984, p. 49-66. L'auteur analyse les modifications du passage à l'âge adulte. Celui-ci s'étendrait maintenant au-delà des frontières institutionnelles (l'apprentissage) et au-delà des frontières qui en faisaient le privilège d'une classe (dilettantisme réservé à la classe bourgeoise).

Conclusion

Le désir que nous exprimions de déceler, à travers le chômage des jeunes, une éventuelle restructuration des modes de vie et une conception différente du travail et du temps libre, nous conduit à des observations passablement différentes de ce qu'on pouvait en dire. Plutôt que de découvrir des structures nouvelles, cette enquête a projeté à l'avant-scène des comportements, des représentations et des institutions que d'autres réalités avaient relégués aux oubliettes pendant quelques années et qui n'en continuaient pas moins de constituer le terreau dont se nourrit la vie en société. Les crises ou les périodes perçues comme plus difficiles à vivre pour un groupe ou une société ont ceci de particulier qu'elles départagent l'essentiel de l'accessoire, mettent en lumière la vulnérabilité de certains groupes, remettent en question les certitudes.

Les comportements observés par le biais de la situation financière des jeunes chômeurs et de leur occupation du temps ont révélé l'existence de catégories fort diversifiées à l'intérieur d'une situation elle-même marginalisante. Les plus mal pris, ceux qui n'ont pas été socialisés au travail, qui vivaient dans l'isolement et qui manquent de débrouillardise, constituaient l'extrémité d'un spectre auquel les discours ont souvent identifié l'ensemble des jeunes sans emploi. Une lecture nivelante de la situation a parfois con-

duit à la méprise dans le discernement de besoins fort différents.

Bien au-delà des considérations économiques ou des effets morbides auxquels on réduit souvent le chômage, l'étude a aussi mis en lumière l'importance des relations sociales que les jeunes recherchent dans le travail en réponse à leur besoin de sociabilité et à leur quête d'identité. Le travail rémunéré dans les sociétés industrielles constitue, en effet, la voie privilégiée d'acquisition du statut et par le fait même de la reconnaissance sociale. Il est au coeur d'un réseau de relations qui renforce l'identité. Le chômage, caractérisé par l'isolement de celui qui le vit, a justement rappelé cet aspect primordial du travail qui en fait un des lieux privilégiés d'expression de la sociabilité.

La famille compte au nombre des institutions dont l'importance s'est montrée telle en période de chômage que sa présence a fait toute la différence entre la situation de ceux qui pouvaient en profiter lorsqu'elle était là pour les supporter financièrement et moralement, favoriser certains apprentissages, leur fournir des connexions, les aider dans leurs démarches et la situation des autres qui devaient se débrouiller sans elle. L'absence du père ou de la mère de l'entourage du jeune ou du monde du travail, a handicapé celui ou celle qui n'avait ni modèle ni porte d'entrée ni conseiller dans ses premières tentatives de conquête d'un marché qui ajoutait aux difficultés habituelles, celles de la concurrence. Au-delà du soutien financier, peu, parmi les interviewés, ont pu profiter de cette "communication" avec l'univers du travail qui permet la transmission du "code" culturel.

En effet, code il y a. Les entrevues nous ont rappelé que la socialisation au travail n'était pas que formation professionnelle dispensée par l'école, mais question d'aptitudes générales au travail acquises à l'école et dans d'autres milieux de vie, de connaissances des réseaux pertinents

et des manières de s'y insérer. C'est l'ignorance du code qui pénalise le jeune instruit issu d'un milieu qui ne l'est pas. C'est sans doute ce que le chômage des plus scolarisés aura appris d'important au cours de cette recherche. Ne manquant pas de qualifications -- bien que certaines formations correspondent plus mal que bien aux ouvertures du marché --, l'absence d'une culture du travail dans la ligne d'une spécialisation a souvent confiné à la passivité dans l'attente ou à l'échec dans la recherche malhabile d'un emploi.

Si certains aspects du code culturel n'ont pas été assimilés faute d'une courroie de transmission ou faute d'expérience dans le milieu d'origine, des éléments d'un modèle construit depuis un siècle d'industrialisation semblent, par contre, constituer le substrat commun d'une représentation collective du travail. En nous communiquant leurs aspirations et leurs rêves, les jeunes, à peu près sans exception, nous ont livré une conception des conditions de travail qui correspond à ce que le discours savant nomme "l'emploi typique". Le travail salarié, à plein temps, avec avantages sociaux et perspective de carrière constitue l'objectif visé. Cette observation remet en question les discours quasi mythiques sur la valeur du temps libéré et soulève un certain nombre d'interrogations quant à l'éthique du travail chez les jeunes. La recherche de l'emploi typique signifie-t-elle que les jeunes soient prêts à faire n'importe quoi pourvu que ce qui le caractérise soit respecté? Des résistances très fortes s'élèvent lorsqu'il s'agit d'accepter un emploi qui a rendu pénible la vie de ses parents, qui ne correspond pas à sa formation même minimale, à des capacités physiques souvent peu développées ou à ses aspirations la plupart du temps beaucoup plus élevées que ce que peut offrir le marché.

D'autres facteurs pourraient s'additionner au niveau d'insatisfaction et à la panique devant la pénurie d'emplois. Les derniers arrivants sur le marché, en plus d'être scolarisés, appartiennent à la première génération issue de

petites familles. Nos interviewés, faut-il le rappeler, nous ont mentionné sans que nous le leur demandions, qu'ils étaient ou enfants uniques, ou cadets de familles nombreuses, ou membres de familles au nombre restreint[1]. La dramatisation opérée autour du chômage des plus instruits -- les moins scolarisés ont toujours été les champions du chômage sans que cela mobilise pour autant les médias et les générations aînées -- conduit à se demander si la crise du chômage des jeunes n'a pas été accentuée du fait qu'elle s'est conjuguée dans le temps avec l'arrivée d'une génération différente des précédentes. Elle l'est, entre autres, dans ses modes de socialisation au travail. Ce qui a été valorisé par les générations précédentes constitue un minimum pour la génération qui suit. Ainsi, les emplois "propres", comme ceux qui existent dans la fonction publique, sont devenus le modèle auquel les jeunes aspirent tout naturellement. La prolongation des études et la vie au sein d'une famille restreinte, ont vu disparaître les habiletés manuelles et un certain sens des responsabilités exigé par le partage des tâches dans les familles nombreuses. La poursuite des études est de plus en plus économiquement possible non seulement à cause de l'accessibilité aux institutions scolaires, mais aussi parce que la famille peut assumer plus longtemps la subsistance d'un ou de deux enfants. Combinés les uns aux autres, ces éléments constituent un portrait passablement différent de ce qui existait jusque-là.

On peut même se demander, devant la sélectivité en matière d'emploi, si l'éventualité d'un refuge dans la famille d'origine n'a pas accentué les taux de chômage. Il n'est pas facile d'obtenir une réponse à cette question parce que, s'il est possible de connaître les raisons d'abandon ou de fin d'un emploi -- la nouvelle Enquête sur l'activité de Statistique Canada nous donnera cette information pour 1986 et 1987[2]--, ce qui motive le choix ou le refus au point de départ échappe à la plupart des enquêtes. Les entrevues nous ont tout de même permis de constater que, même en période de pénurie et en dépit d'un désir très grand de travailler, certains jeunes n'étaient pas prêts à renier

leurs aspirations. Des attentes au niveau de la consommation n'incitent pas à accepter un emploi faiblement rémunéré et sans régularité, sauf s'il s'agit d'une situation temporaire ou d'une question de survie. L'engagement à long terme est aussi reporté: mariage, venue des enfants, lorsque ces ressources ne permettent pas d'assurer la satisfaction d'un niveau élevé de besoins.

Dans les milieux habitués à l'alternance travail-chômage, certains jeunes peu scolarisés se sont accommodés plus facilement à la situation, en particulier ceux d'origine modeste et peu scolarisés et qui pouvaient bénéficier du soutien de la famille. Ils se sont persuadés qu'il n'y avait pas de honte à recourir à l'aide sociale, à "rendre des services" en se faisant payer "sous la table" puisque tout le monde le fait... et à se dissuader de poursuivre des études qui ne seraient pas immédiatement rentables. Les jeunes ayant ces mêmes caractéristiques, et qui se voyaient dans l'obligation de s'en tirer seuls ont eu plus de peine à survivre avec le montant minimal d'aide sociale. Quel sera l'avenir de ces jeunes? Sera-t-il bien différent de celui des catégories sociales qui ont toujours dû se contenter des emplois de seconde zone? Leur désarroi forcera-t-il la restructuration de certains types d'emplois? Par exemple, la sous-traitance dans l'entretien ménager, en même temps qu'elle crée un nouveau type d'emploi accorde un statut et des avantages au travailleur qu'il ne connaissait pas auparavant.

Les jeunes instruits ou issus des classes moyennes ont mis du temps à retomber sur leurs pieds parce qu'ils plongeaient de plus haut dans une réalité qu'ils n'avaient pas prévue: aspirations reliées à la scolarisation, niveau de besoins cultivé dans le milieu familial, carences dans la formation à l'emploi autre qu'intellectuelle. L'insatisfaction risque de demeurer tant que l'objectif initial ne sera pas atteint et l'entrée dans la vie adulte, c'est-à-dire une vie d'engagements et de responsabilités, risque d'être retardée d'autant.

La question du chômage des jeunes aura ainsi attiré l'attention sur une réalité que des années de conquête politique de l'égalité par tout un faisceau de mesures sociales, y compris celle de l'accessibilité à l'école et le refus de certaines idéologies, auront réussi à refouler au niveau du discours: la persistance des différences avec leurs multiples connotations qui se renforcent les unes les autres pour faire de certains jeunes d'éternels perdants dans leurs tentatives d'insertion en emploi, alors que d'autres peuvent se permettre de faire la fine bouche. L'écart entre les deux ne donne pas l'impression de s'amoindrir et a pu, paradoxalement être creusé au moins dans les représentations par des mesures sociales qui ont créé des catégories de bénéficiaires (l'assisté social et le jeune entrepreneur) en voulant atténuer les différences ou promouvoir les initiatives.

Cette distinction s'opère plus particulièrement entre ceux qui ont fréquenté longtemps l'école et les autres. Par exemple, des jeunes du milieu ouvrier vont accepter des travaux d'entretien ou de la plonge puisque ce qui compte pour eux c'est d'avoir un emploi, ce qui ne les empêche pas de souhaiter que cet emploi devienne régulier le plus rapidement possible. Dès qu'un diplôme vient sanctionner une spécialisation, serait-elle de niveau secondaire, l'insatisfaction face aux emplois offerts se manifeste avec force. Que cette diplômation ait été vue comme une promotion sociale (milieu familial peu scolarisé) ou qu'elle survienne dans un milieu moyennement aisé, la difficulté de trouver un emploi dans "son domaine" occasionne une dépréciation de soi telle que tous les stratagèmes peuvent être envisagés pour y faire face. Et c'est quasi un cri de classe qui s'élève pour réclamer des emplois décents pour une "génération perdue".

L'impossible coalition étudiants-ouvriers renforce l'idée de groupes sociaux distincts qui n'est plus liée uniquement aux origines socio-économiques mais à la possibilité (intellectuelle ou autre) d'avoir pu étudier longtemps. La révolte des jeunes suisses où le taux de chômage est très bas[3] appuie l'hypothèse que le chômage n'est pas seul res-

ponsable de la détresse des jeunes, mais que "l'insignifiance" des emplois disponibles à laquelle ils n'ont pas été préparée l'est tout autant.

Les transformations culturelles à l'oeuvre chez cette génération de jeunes seront plus facilement observables dans l'ajustement aux transformations du monde de l'emploi qu'elles ne l'ont été dans l'étude du chômage, une bonne proportion des jeunes chômeurs continuant d'appartenir aux catégories sociales plus vulnérables. Les tactiques ou les ruses de certains jeunes travailleurs font entrevoir la possibilité de nouvelles stratégies d'insertion en emploi que l'anxiété liée au chômage ne laissait pas bien deviner. L'acceptation d'emplois moins directement reliés à la formation mais qui permettent le cumul des expériences, le développement des capacités d'initiative, la revalorisation de certains types d'emplois, la combinaison études-emploi donnent à penser que, avec l'annonce d'une reprise économique, cette génération ne sera peut-être pas aussi perdue que certains ont pu le croire.

L'organisation du travail va sans doute continuer, pendant quelques années, d'exiger des ajustements dans les aspirations[4], dans les stratégies des "nouveaux jeunes" et dans les modalités de socialisation au travail. Elle va cependant continuer de laisser en plan une portion de mal-adaptés qui cumulent au départ des facteurs de risques: isolement, difficultés à poursuivre des études, responsabilités familiales précoces, problèmes de santé, abus d'alcool ou de drogue, retard dans les premières expériences de travail, absence de ressources et de soutiens pour faire face aux imprévus, et ainsi de suite. À vouloir attribuer au chômage la cause de tous les maux, y compris celle du suicide des jeunes, des transformations de taille qu'on n'a pas vu passer, ont secoué la jeunesse. Il est certes plus facile, parce qu'ils sont plus visibles et quantifiables, de lier tous les problèmes aux seuls facteurs économiques. Ne pas tenir compte de la diversité des situations dans l'élaboration de moyens ou de politiques pour faciliter l'insertion

en emploi risquerait bien, cependant, de faire rater la cible.

La période de chômage élevé que les jeunes viennent de connaître, outre les faiblesses des modes de socialisation d'une génération différente à un monde du travail en changement, a fait ressortir d'autres faiblesses du système social. Il a été fait mention, à quelques reprises dans les chapitres qui précèdent, du silence des jeunes à propos des nouvelles formes d'organisation du travail comme solutions au problème du chômage: travail partagé, temps partiel, diminution des heures de travail. Font exception les plus instruits qui, lors d'une rencontre d'étudiants à l'université, ont considéré longuement ces solutions. Chez ces derniers, par contre, on n'entendra jamais remettre en question le travail des femmes alors que ce sera le cas de jeunes femmes du milieu ouvrier qui manifesteraient plus d'intérêt pour s'occuper des enfants à la maison si elles croyaient avoir les moyens d'en avoir que pour s'épuiser dans des tâches qu'elles n'aiment pas.

Sauf exception encore, les jeunes ne parlent pas du syndicalisme si ce n'est d'un acquis syndical, le critère d'ancienneté, mais pour dire qu'il leur bloque l'accès à l'emploi. N'est-il pas révélateur qu'aucun jeune n'ait vu dans les syndicats un instrument de revendication de son droit de travailler? Cette même absence s'étend, cependant, à toute forme de regroupement, comme on l'a vu, y compris aux partis politiques. Les nombreuses associations créées ces dernières années proviennent rarement de l'initiative des chômeurs et même des jeunes sauf en milieu universitaire. Les jeunes rencontrés compteraient davantage sur les réseaux que sur les associations pour se tirer d'embarras.

Nous nous attendions à ce que les jeunes blâment "le système", "la société" de tous leurs maux. À notre étonnement, ces mots furent rarement utilisés sauf dans le cas des quelques militants du RAJ que nous avons connus. Ils nous entretiennent du chômage comme s'il s'agissait d'une épidé-

mie dont on ne connaîtrait pas la cause. Ces jeunes qui, pour la plupart, n'y sont pas préparés, ne parlent que très rarement des changements technologiques, ce qui contraste avec tout ce que les médias ont pu dire. On pointera du doigt quelques boucs émissaires, y compris certains jeunes eux-mêmes, mais pas "le système". Prenant sur eux de solutionner leur problème d'emploi, de "se partir quelque chose", l'idée ne leur vient pas de blâmer le gouvernement sinon de suggérer quelques aménagements. À moins que le vocabulaire n'ait changé! Le nombre de ceux qui réclament des prestations d'aide sociale et les critiques adressées aux programmes d'aide à l'emploi, montrent bien qu'ils cherchent aussi le soutien de l'État en attendant autre chose. Les solutions se trouveraient alors aux deux pôles: l'individu et l'État. Les jeunes auraient intériorisé ces deux réalités: compter d'abord sur soi, recourir à l'État en cas de difficulté. Les organismes intermédiaires seraient présents au niveau du diagnostic, mais les jeunes interviewés ne miseraient pas sur eux pour les solutions, les considérant comme davantage axés sur la défense des intérêts d'une autre génération.

Le discours des jeunes chômeurs est-il moins idéologique parce qu'il provient des couches les moins scolarisées, parce que ceux qui le tiennent sont plus isolés ou parce que les chômeurs ne constituent pas une classe sociale et n'ont pas de requêtes communes? Sauf en de rares exceptions, ce ne sont pas les jeunes qui ont réclamé un meilleur sort, mais leurs aînés qui ont tenté de les regrouper dans un syndicat, qui ont défendu leurs droits dans des associations, qui ont utilisé leurs chaires (journalistiques ou universitaires) pour crier leur désarroi. Encore ici faut-il se demander si les rapports entre générations ne reproduisent pas ce que l'on retrouve dans la vie privée au sein des nouvelles familles: tolérance, condescendance des aînés, désir de communication des jeunes[5] dans la majorité des cas; isolement, mutisme, rupture chez les autres. Deux types de jeunes en ressortent, les uns cherchant la prolongation de leur bien-être actuel, les autres devant assumer très tôt

leur autonomie. Dans les deux cas, reste-t-il du temps pour un type de revendication dont l'expérience des dernières années leur a montré l'inefficacité?

De nouveaux mécanismes ont cependant surgi de façon pragmatique et ont donné des résutats inattendus: des "mesures d'employabilité", des "organismes-conseils", et d'autres encore. Le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu qui parlait de programmes de "création" d'emploi au début des années 1980 a opté pour une nouvelle terminologie où il est plutôt question d'"aide à l'emploi" et de "mesures de relance[6]", laissant aux dynamismes du marché le soin de fournir les emplois mais se gardant le soin d'assurer la bonne marche de l'étape intermédiaire.

Ces mesures s'adressent-elles à la clientèle qui en a le plus besoin? Nous avons vu qu'il y avait une hiérarchisation implicite des programmes d'aide sociale. Le jeune entrepreneur est favorisé par rapport au travailleur communautaire. Les programmes devraient-ils devenir universels et rejoindre tous les jeunes en phase d'insertion à l'emploi? Devraient-ils s'adresser à tous les jeunes qui ont besoin d'un coup de pouce à la sortie de l'école et non seulement aux bénéficiaires de l'aide sociale? Alors que la "sortie" des jeunes de ces programmes pouvait être considérée comme un échec dans une perspective de création d'emplois, l'analyse des "motifs" de sortie montre que la principale raison invoquée a été l'obtention d'un emploi. L'enquête permet d'affirmer que l'étape d'insertion à l'emploi (recherche d'emploi, premières expériences de travail, etc.) pendant une période où l'emploi se fait plus rare devrait être entourée de beaucoup de soins en particulier pour les jeunes moins débrouillards et moins bien soutenus dans leurs démarches et qui peuvent difficilement supporter la concurrence. Certains jeunes ont besoin d'être "pris par la main" pour se rendre sur les lieux d'un premier emploi alors que d'autres, au même âge, se lanceront en entreprise.

Au moment où l'économie a des "ratés", où ses rouages grincent au point de connaître un taux de chômage aussi élevé que celui du Québec en 1983, comment les plus mal pris peuvent-ils faire face aux nécessités? Le système de sécurité sociale surtout issu des années d'après la crise de 1929 a ses limites dans une situation où les paramètres ont changé. C'est loin d'être tous les jeunes de moins de vingt-cinq ans qui profitent de l'assurance-chômage à cause du type d'emploi qu'ils ont eu ou de sa durée. Le montant de l'aide sociale ne laisse aucune autonomie aux moins de trente ans qui ne peuvent se permettre de vivre aux dépens de leur famille. La réglementation des métiers manuels en éloigne plus d'un du marché de l'emploi. La flexibilité qu'utilisent les employeurs pour contourner les acquis syndicaux constitue un obstacle à l'emploi régulier d'une main-d'oeuvre nouvelle et jeune. Par ailleurs, rien dans la réglementation n'empêche les formes d'organisation du travail qui retardent continuellement la possibilité pour les jeunes de s'insérer de façon régulière dans un emploi: emplois temporaires, travail occasionnel, contrats à durée limitée, etc. Rien, non plus, n'aide les familles qui recueillent leur jeune sans emploi de retour à la maison, qu'il ait dix-huit ou vingt-cinq ans.

Les lacunes du système social sont, sous certains aspects, atténuées chez les jeunes du fait de la généralisation du chômage. L'aide sociale s'avère moins perçue comme une solution de dernier recours que comme un revenu garanti lorsqu'il n'y a pas d'emploi et qu'il n'y a pas de possibilité de retirer de l'assurance-chômage. Cette représentation se généralisera-t-elle au point de préparer la voie à une philosophie politique qui, à défaut de prôner le plein emploi, assurerait un revenu minimum garanti? Est-elle encore trop le fait d'une minorité trop éloignée de la clase dirigeante pour pouvoir influencer ses orientations? Des choix politiques marqueront les années qui viennent. En faveur de qui se feront-ils? À moins qu'avec la diminution du nombre de jeunes entrant sur le marché du travail, la

question se résolve d'elle-même et permette d'éviter ces questions de fond!

L'imagination sociale, en période de pénurie d'emplois, est le plus souvent le fait des autres que celle des chômeurs eux-mêmes qui, pour les raisons que nous avons déjà examinées, ne peuvent constituer un groupe social fort. Ce sont encore les gouvernements qui jouent le plus grand rôle en instituant des programmes d'aide à l'emploi et des mesures d'employabilité et en faisant appel à leurs partenaires sociaux, les institutions financières, les entreprises et les syndicats. La valorisation de l'entreprenariat (programmes d'aide aux jeunes entrepreneurs), les subventions pour la création d'emploi (subventions aux entreprises, "bons d'emploi"), l'aide aux coopératives (subventions gouvernementales et appui du Mouvement Desjardins), les déductions fiscales pour stimuler l'investissement, la création par un syndicat d'un fonds d'aide aux entreprises, les programmes de mise à la retraite constituent autant de mesures suscitées par la nécessité de réagir. La réduction du temps de travail dont ont si abondamment parlé les centrales syndicales n'a pas eu l'effet escompté, sinon l'augmentation du travail à temps partiel qu'elles n'ont jamais prôné et qui est plutôt vu comme une forme d'exploitation de la main-d'oeuvre féminine et jeune.

Les autres, c'est aussi les multiples associations qui suppléent, complètent, précèdent les relations et les formes d'aide des institutions existantes. Elles agissent là où les réseaux primaires atteignent leurs limites: pressions sur les gouvernements, défense des droits des individus. Elles mettent en évidence les lacunes du système d'aide sociale: centres d'hébergement, "soupe populaire", lieux de rencontre. Les associations naissent et se constituent tantôt sur la désintégration, tantôt sur l'inaptitude des autres formes d'assistance. Certaines verront les buts qu'elles poursuivent et les moyens qu'elles mettent en oeuvre s'intégrer aux structures étatiques déjà en place. On retrouvera peut-être leurs revendications inscrites au pro-

gramme d'un parti politique... La plupart disparaîtront comme elles sont venues, témoins pendant un moment du désarroi des individus qui subissent le poids d'une situation qui les dépasse.

La "crise de l'emploi" aura mis en relief l'esprit inventif des plus forts. Les astucieux ont vite découvert où et comment aller chercher de l'aide et des subventions. Le clivage entre "les petits débrouillards" et les autres s'est approfondi. Les extrémités du continuum entre le moins de trente ans qui brasse "un chiffre d'affaires" en termes de millions et celui qui "fait les poubelles" pour survivre tendent à s'éloigner continuellement l'une de l'autre. Notre observation nous a permis de découvrir les uns et les autres et de décrire les moyens de s'en sortir comme les culs-de-sac. Au terme de cette recherche, nous pouvons formuler l'hypothèse que ce que nous avons observé chez les jeunes chômeurs, les modalités de leur sociabilité tout autant que leurs conceptions du travail, caractérise la culture des "nouveaux jeunes" dont le chômage a mis en évidence certains traits.

NOTES

1. Les interviewés qui avaient 20 ans en 1985 et 1986 se trouvent en effet au point de démarcation entre la fin du "baby boom" et le début du déclin démographique. Ce phénomène est facilement visualisable dans une pyramide des âges s'étendant de 1894-1895 à 1984-1985.

2. Les résultats d'une enquête longitudinale (sur deux années) commence en effet à nous parvenir et que nous analyserons dans le cadre d'une recherche en cours sur la précarité de l'emploi.

3. G. Béroud, "Valeur travail et mouvement de jeunes", Revue internationale d'action communautaire, vol. 8, nº 48, 1982, p. 5-29.

4. Des allusions dans des biographies ou des mémoires laissent entendre que le passage de l'école à un emploi satisfaisant a, dans d'autres périodes aussi, mis un certains temps à se faire. Par exemple, le fondateur de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval rappelle, dans ses mémoires, comment des amis et des critiques de cette institution au cours de ses premières années d'existence se préoccupaient du sort qui serait réservé à ses étudiants parce que cela n'était pas du tout évident que ces derniers pourraient se trouver de l'emploi. La création du Conseil de la coopération, s'il devait rendre service au mouvement coopératif, était vu aussi comme un débouché pour les diplômés de sciences sociales. "Si le projet réussissait, ce serait rendre un service très pratique au mouvement, en même temps qu'à l'École" affirmait le père Georges-Henri Lévesque. Souvenances 1, Montréal, Les Éditions La Presse, 1983, p. 334.

5. Le sociologue allemande Rainer Zoll fait remarquer que la manière des jeunes de s'attaquer à leurs problèmes prend la forme de la communication parce que le minimum de confiance qui existait auparavant dans les institutions s'est effrité et doit être reconquis par le dialogue. Hypothèse d'un nouveau modèle culturel, communication dans le cadre du congrès de l'Association canadienne des anthropologues et des sociologues de langue française (ACSALF), Moncton, mai 1988.

6. Nicole Gauthier et Roch Turcotte, Le sondage sur l'attraction du programme "Bon d'emploi plus" auprès des employeurs-participants, Québec, Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, mai 1987, p. 1.

ANNEXES

ANNEXE 1

Notes méthodologiques

Comme l'échantillon a été longuement décrit au chapitre 1, nous nous contenterons de signaler ici les difficultés que nous avons rencontrées dans la constitution de cet échantillon et la cueillette des données. Nous exposerons ensuite quelques-unes des questions que nous nous sommes posées au moment du choix de la méthode et des orientations de l'analyse.

1. Le dépistage des interviewés

La formation de l'échantillon ne fut pas chose facile, pas tant dans l'usage des critères que nous nous étions donnés, que dans le dépistage lui-même. Il n'existe pas de structure ou d'organisation où il serait possible de rejoindre un ensemble de "jeunes chômeurs" comme le permet une fermeture d'usine, par exemple, ou un centre d'hébergement dans le cas de l'itinérance. Le chômage des jeunes est une réalité sociale floue, mouvante. Ce qui la caractérise, c'est la dispersion, l'éclatement. Nous avons tenté de rejoindre une variété de jeunes chômeurs en multipliant les sources et les réseaux d'information: Centres Travail-Québec (CTQ), Centres de main-d'oeuvre du Canada (Module Jeunes travailleurs), Centres locaux de services communautaires (CLSC), Centres de services sociaux (CSS), Commission de formation professionnelle, clergé paroissial, pastorale sociale, commissions scolaires régionales, Cafés-rencontres, Maisons de jeunes, Centres communautaires, associations (Regroupement autonome des jeunes (RAJ), Club de placement jeunesse, Association de défense des droits des assistés sociaux, Associations des sans-emploi, Solidarité-Jeunesse, Centre Action-Travail, Chôm'hier) et individus qui connaissaient nos intentions.

Les organismes gouvernementaux et paragouvernementaux, liés par la confidentialité des dossiers, ne pouvaient nous fournir de listes de chômeurs. Nous avons cependant pu assister à des réunions de "recherche dynamique d'emploi" (CTQ) ou à des rencontres de chômeurs dans des CLSC et demander aux jeunes présents s'ils acceptaient de collaborer à notre recherche. Certains étaient réticents à le faire par timidité, difficulté d'expression, crainte de "l'enquêteur". D'autres ou leurs proches, nous annonçaient, au moment du "coup de fil", qu'ils venaient de trouver un emploi! Beaucoup

furent appelés, mais il y eut peu d'élus, n'ayant pas de moyens de coercition comme ce peut être le cas dans les ministères ou leurs contractants, par exemple, qui, non seulement disposent des listes d'assistés sociaux ou de chômeurs, mais détiennent le pouvoir tacite du pourvoyeur sur des bénéficiaires lorsqu'il s'agit pour le jeune de répondre à une demande de renseignements. Nous croyons, cependant, avoir rejoint suffisamment de jeunes pour couvrir la plupart des situations de chômage, tenant compte de la variété des caractéristiques individuelles et des objectifs que nous poursuivions.

Il faut ajouter aux difficultés de dépistage celle de la mobilité géographique. Celle-ci n'a pas facilité la poursuite de notre enquête. Nous avons eu beaucoup de peine à retrouver les jeunes que nous avions interviewés une première fois et qui vivaient à l'extérieur de leur famille d'origine afin de vérifier où ils en étaient.

Notre désir d'inclure dans l'échantillon des jeunes des régions où la population diffère par la densité, la réalité socio-économique et le taux de chômage nous a fait opter pour cinq lieux d'observation: un quartier de grande ville, la Basse-Ville de Québec; une grande ville aux caractéristiques socio-économiques différentes, Sainte-Foy; deux petites villes, l'une minière, Thetford, l'autre industrielle, Montmagny, et une région rurale, celle de Bellechasse avec ses villages prospères et ses populations périphériques qui le sont beaucoup moins.

Ce qui entraîne un taux élevé de chômage dans ces régions, c'est le fort taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans. (Recensement de 1981). Chez ces derniers, la différence entre les sexes est marquée, en particulier dans les petites villes de Thetford (H: 30,3 % et F: 21,5 %) et de Montmagny (H: 23,1 % et F: 31,3 %), et dans le comté rural de Bellechasse (H: 23,4 % et F: 29,7 %). À Montmagny et dans Bellechasse, les femmes chôment beaucoup plus que les hommes. À Thetford, ce sont les hommes et c'est là que se trouve le plus grand écart, près du tiers des jeunes hommes se trouvant en chômage. Bien que l'écart soit moins grand, il y a aussi plus de jeunes hommes que de jeunes femmes (H: 24,3 % et F: 20,4 %) qui chôment à Québec.

Nous avions choisi Sainte-Foy et la Basse-Ville de Québec cherchant par là à bien différencier deux régions urbaines ayant des niveaux de vie différents. Le taux de chômage était, cependant, pratiquement aussi élevé dans l'une que dans l'autre pour les 15 à 24 ans (Sainte-Foy: 21,5 % et

Québec: 22,4 %). La présence d'une forte concentration d'étudiants dans les quartiers voisinant l'Université Laval pourrait expliquer ce fait.

Pour localiser les concentrations de jeunes chômeurs dans la Basse-Ville de Québec, il faut regarder ce qui se passe dans chacun des quartiers où nous avons effectué des entrevues: Saint-Jean-Baptiste (H: 23,9 % et F: 18,2 %), Saint-Roch (H: 23,6 % et F: 26,6 %) et Saint-Sauveur Est (H: 31,5 % et F: 24,7 %) et Ouest (H: 28,6 % et F: 18,4 %).

À Montmagny, les femmes sont plus nombreuses que les hommes dans la population active totale. Sans doute, les jeunes hommes émigrent-ils en plus grand nombre que les femmes, les fermetures d'usine réduisant leurs chances d'emploi dans leur région[1]. En milieu rural, dans Bellechasse, les possibilités d'emploi pour les jeunes femmes sont plus rares que pour les jeunes hommes qui peuvent au moins faire du travail saisonnier sur les fermes ou de la coupe de bois dans l'arrière-pays. C'est dans cette région que l'on a rencontré des "inactives" en emploi dans des maisons privées. À Thetford, la situation des mines a un impact réel sur les jeunes hommes qui voient se fermer ce qui a traditionnellement constitué pour eux la principale porte d'entrée sur le marché du travail[2]. Depuis plusieurs décennies, les quartiers ouvriers de la Basse-Ville de Québec attirent les plus démunis financièrement. Les logements coûtent moins cher. C'est là que se trouvent la plupart des maisons de chambres où aboutissent le plus souvent des hommes seuls. La rénovation de la Haute-Ville de Québec, la construction d'hôtels, d'édifices gouvernementaux ont refoulé là ceux qui sont plus susceptibles de devenir chômeurs. Ces divers facteurs pourraient expliquer la distribution spatiale du chômage.

2. Le choix de la méthode

Quelle méthode pouvait être suffisamment efficace pour nous faire entrer dans l'univers culturel des jeunes chômeurs? Nous pensions d'abord utiliser l'histoire de vie. Nous nous sommes vite rendus compte que le matériel que nous avions commencé à recueillir lors d'une phase exploratoire, s'il était "expression d'identité[3]", n'était tout de même pas "récit" de toute la vie et surtout pas l'étude de "l'histoire" des jeunes chômeurs. L'accent étant mis sur "l'état de chômeur", c'était la portion du temps d'une vie délimitée par cette expérience qui mobilisait l'intérêt de l'interviewé comme de l'interviewer. Cela ne signifie pas que l'entrevue était

fixée sur le temps présent: les expériences passées de travail et de vie scolaire de même que les projets d'avenir occupaient une bonne place dans les entrevues souvent à l'initiative du jeune lui-même.

Bien que nous ayons eu en tête la préoccupation de vérifier l'existence ou non de comportements novateurs ou de changements sociaux et culturels auprès du grand nombre de ceux qui ont connu le chômage au cours des dernières années, nous ne supposions pas, au départ, quelle pouvait être la nature de ces changements. Nous espérions plutôt la découvrir par l'observation et l'écoute attentive de ceux que nous interrogions. Ce que nous recherchions avant tout, c'était de tracer un tableau des représentations et des comportements des jeunes qui vivent une situaton de chômage qui a atteint, au cours des années 1980, la plus forte proportion des dernières décennies.

La problématique que nous formulions à la suite de lectures et d'analyse des journaux et que nous avons brièvement présentées en introduction, nous conduisait au choix d'une méthode inductive de type qualitatif. Si la "grounded theory[4]" comme méthode permettait d'orienter assez facilement la cueillette d'informations et de lui donner des balises, cela n'allait pas de soi au plan de l'analyse. Cette méthode n'est pas accompagnée de "techniques" qui en faciliteraient l'utilisation comme c'est le cas des méthodes quantitatives.

3. La cueillette des données

La méthode choisie nous a d'abord permis de poser une limite dans la cueillette du matériel ou de nous réorienter vers d'autres sources. Avec le critère de saturation, nous pouvions nous assurer que nous avions rencontré suffisamment de jeunes dans telle situation ou pas assez dans l'autre. Nous avons aussi pris garde de ne pas recruter tous nos chômeurs dans des groupes organisés ou des centres d'emplois en multipliant les modes d'approche.

Nous nous sommes retrouvés à un moment donné de la recherche, face à un "trou noir". Après avoir effectué plus d'une cinquantaine d'entrevues, nous avions peu, dans notre échantillon, de jeunes parmi les plus démunis. Malgré des efforts pour en "dénicher" lors des sessions de "recherche dynamique d'emploi" organisées par les centres Travail-Québec et l'appel à divers organismes, ces jeunes n'acceptaient pas de nous rencontrer en entre-

vues. Timides, réticents, ils se demandaient "ce que ça allait donner". Faute de pouvoir constituer un échantillon représentatif, nous savions, à partir de la connaissance que nous avions déjà des jeunes chômeurs qu'il nous fallait rejoindre ce sous-groupe[5]. Comment communiquer "par la parole" avec des individus dont la première caractéristique est d'avoir de la difficulté à s'exprimer? Le mur du langage et de la communication nous séparait. Que valent les recherches fondées sur l'interprétation du discours quand toute une partie du groupe étudié ne tient pas de discours ou ne veut pas en tenir? Comment nous tirer de cette impasse? Nous avons fini par rencontrer quelques-uns de ces jeunes pris dans une situation des plus inconfortables: hébergement temporaire, peu de relations sociales, dans l'attente du chèque de l'aide sociale au montant minimal.

Un autre moment difficile de la cueillette des données fut celui où nous nous sommes rendu compte que l'entrevue ne favorisait pas l'expression de propos sur la vie quotidienne. Après avoir parlé de leurs expériences de travail, de leur famille, de leurs amis, les jeunes donnaient l'impression de n'avoir plus rien à dire sur leur façon de passer le temps sans emploi. Les questions de l'interviewer n'arrivaient pas à déclencher leur intérêt. Lorsque nous leur parlions de leurs loisirs, la plupart oubliaient de nous mentionner les heures passées à regarder la télévision.

Il fallait imaginer une autre façon d'arriver à les faire parler. Il ne nous était pas possible de suivre les chômeurs dans leurs péripéties quotidiennes et cela aurait peut-être été un peu trop artificiel. C'est alors que nous avons décidé d'utiliser une autre technique: la méthode du journal et de l'entrevue sur le journal[6]. Une des principales caractéristiques de cette méthode, c'est que le chômeur devient l'observateur de sa vie quotidienne. Les objecteurs diront que cette observation sera empreinte de subjectivité. L'intérêt sera justement de voir comment l'observateur donne sens à la réalité qu'il vit: "[...] if we could clarify the detail of everyday life in the scene, we would, in the process, discover the structure of relevancies that inform, render sensible and give value to such activities[7]." Une autre objection consistera à dire que le journal a pu être truqué ou qu'il ne reflète pas complètement la vie quotidienne de l'interviewé. L'entrevue qui suit la rédaction du journal sur une semaine a justement pour but d'amener l'interviewé à préciser certains points, à compléter ce qui exige des éclaircissements. Le journal sert alors de prétexte à une

entrevue en profondeur sur le déroulement des ativités quotidiennes et le sens que l'interviewé lui donne. Les entrevues qui ont suivi l'expérience du journal ont été longues (de 1h30 à 4h30), peu importe que le journal ne contienne qu'une description sèche des activités ou qu'il soit rempli d'un couvert à l'autre.

Tant de questions se posaient au moment où nous avons commencé notre recherche sur la capacité des jeunes chômeurs d'entreprendre des actions collectives ou d'en réaliser avec d'autres, que nous avons recherché les occasions de voir des groupes à l'oeuvre. Nous avons participé, à titre d'observateur, à la Rencontre-jeunesse de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) des 25 et 26 janvier 1985, au colloque organisé par le Regroupement des associations étudiantes universitaires du Québec (RAEU) les 16 et 17 novembre 1984, au Symposium sur les jeunes et l'emploi dans la région de Québec, les 21 et 22 mai 1985, à un congrès de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) intitulé "Ensemble pour le changement" et tenu à Québec, le 10 novembre 1984. Nous avons collaboré à la préparation et avons participé activement au colloque intitulé "Une société des jeunes" qui a donné lieu à une publication[8]. Au cours de ce colloque, notre participation consistait à faire une analyse rétrospective des études qui ont porté sur les associations de jeunes et qui faisait ressortir les "générations d'association" et à décrire les associations surgies en grand nombre au cours des dernières décennies dans le cadre d'une typologie axée sur l'origine des associations (des jeunes eux-mêmes ou du monde adulte pour venir en aide aux jeunes)[9].

Nous avons aussi voulu compléter un certain nombre d'informations concernant la recherche d'emploi en suivant une expérience à partir de l'offre parue dans les journaux jusqu'à l'entrevue, en dernière instance, pour effectuer l'élimination.

4. L'analyse des données

Une fois les entrevues transcrites et les notes d'observation réunies, y compris le "journal de bord" des chercheurs, nous nous retrouvions devant une masse de matériaux en vrac qu'il fallait d'abord ordonner le plus souvent sous forme de tableaux. Par exemple, à la lumière de leurs expériences de travail et de chômage, comment les jeunes

évaluent-ils leur passage à l'école? Comment ont-ils effectué leur recherche d'emploi? Et ainsi de suite.

Si la validité de l'approche utilisée dans la cueillette des données pouvait être assurée par le critère de saturation, la présentation de ces données n'allait pas de soi. La difficulté de l'analyse de matériel biographique réside, entre autres, dans les multiples orientations qu'a prise la sociologie empirique au cours des dernières décennies. La même biographie peut donner lieu à la recherche des significations (théorie de l'acteur, logique des comportements, interactionnisme symbolique) comme à l'analyse des structures où l'histoire de vie est expliquée par rapport à un au-delà des individus[10].

Étant donné l'objectif que nous poursuivions, ces approches ne présentaient pas toutes la même efficacité et nous avons essayé de nous en tenir à ce que Glaser et Strauss, repris récemment par Daniel Bertaux, proposaient comme technique. Cette dernière consiste à "construire progressivement" au fur et à mesure de la cueillette des récits, "une représentation de l'objet sociologique[11]". À la différence des méthodes hypothético-déductives, les catégories sont construites au fil de la cueillette au lieu d'être préalablement définies. C'est par la comparaison constante des catégories que la saturation apparaît ou n'apparaît pas si, dans ce dernier cas, il s'avère que les situations soient tellement variées qu'il faille un nombre d'observations impossible à réaliser pour l'atteindre.

Nous avons appliqué cette méthode en quatre temps:

a) au fur et à mesure des auditions et des lectures des entrevues, nous avons d'abord observé l'émergence de catégories entourant les thèmes que l'interviewer ou les jeunes abordaient: la durée du chômage, les expériences antérieures de travail, la préparation au travail, la situation financière, etc.;

b) nous avons ensuite comparé les éléments qui se rapportaient à chaque catégorie pour faire ressortir les ressemblances et les dissemblances. Par exemple, les différentes représentations de la durée du chômage, les types d'emplois, etc.;

c) chaque catégorie pouvait à son tour être mise en relation avec les autres. Ainsi, la présence de la famille pouvait être associée aux éléments d'aide dans la recherche d'emploi ou au soutien matériel et moral en période de chômage.

d) des constantes apparaissaient dans les catégories et leurs regroupements. C'est à partir de cette réduction qu'il était possible d'établir une ou des théories (par exemple, que le travail est central dans les représentations des jeunes chômeurs) ou encore de confronter ces constantes à des théories existantes (celle de la "reproduction", par exemple).

Dans le cas de cette étude, cependant, cette construction concernant le chômage des jeunes tient de l'ordre des hypothèses puisque, pour respecter la démarche dans toute son intégrité, il aurait fallu procéder à la vérification de ce que nous avons retenu comme catégories dans la population globale pour en mesurer l'importance. C'est pourquoi nous tentons de présenter un portrait d'ensemble de la réalité sous forme d'hypothèses plutôt que sous celle d'une théorie.

"L'attention à l'inattendu", possible dans ce genre de recherche, peut mettre sur la voie de considérations nouvelles. Le rang dans la famille nous a conduit à nous interroger sur la culture des "nouveaux jeunes" issus de familles peu nombreuses ou d'un modèle de famille différent de celui des décennies antérieures. R. K. Merton nomme ce phénomène "serendipity[12]". Nous aurions pu réexaminer tout le matériel recueilli sous cet angle qui n'est apparu qu'à la fin de la recherche, mais qui guidera sans doute nos observations futures de la jeunesse.

Un projet est en cours où nous explorerons plus en profondeur les modalités d'insertion en emploi, en particulier en emploi précaire, de même que le genre de vie des jeunes qui le connaissent, autant leurs perspectives d'avenir que leur vie actuelle. Peut-être sera-t-il possible, à partir de cet approfondissement, de formuler une théorie de la culture des "nouveaux jeunes" en insertion dans des modalités d'organisation du travail qui sont aussi en transformation.

Nous avons eu le souci de confronter constamment "le discours des jeunes" aux autres observations que nous faisions et aux nombreux travaux

effectués par les chercheurs gouvernementaux et universitaires de façon à montrer leur étendue ou leur originalité. Les nombreuses références ajoutées à chaque chapitre constituent une revue des recherches sur la question mais "sans le titre".

NOTES

1. Travaux des étudiants de la maîtrise en aménagement du territoire et développement régional dans le cadre du laboratoire d'aménagement 1981-1982, "Une stratégie du développement pour la Côte-du-Sud", La Côte du Sud, Québec, Université Laval, 1982, p. 59. (miméo).

2. Esther Poiré, Chômage et ajustements budgétaires des ménages: la région de l'amiante, Essai exécuté sous la direction du professeur Pierre Fréchette et présenté au programme ATDR de l'Université Laval comme exigence partielle pour l'obtention du grade de maître en aménagement du territoire et développement régional, Québec, 1985, p. 1.

3. Nicole Gagnon, "Données autobiographiques et praxis culturelle", Cahiers internationaux de sociologie, vol. LXIX, 1980, p. 296.

4. B. G. Glaser et A. L. Strauss, The Discovery of Grounded Theory, Chicago, Aldine, 1967, 271 p.

5. F. Kerlinger, Foundations of Behavioral Research, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1971, p. 129.

6. Don H. Zimmerman et D. Laurence Wieder, "The diary: diary-interview-method", Urban Life, janv. 1977, vol. 5, nº 4, p. 479-498.

7. Idem, p. 490.

8. Fernand Dumont, dir., Une société des jeunes?, Québec, IQRC, 1986, 399 p.

9. Madeleine Gauthier, "Les associations de jeunes", Une société des jeunes?, op. cit., p. 338-369.

10. Franco Ferraroti, "Les biographies comme instrument analytique et interprétatif", Cahiers internationaux de sociologie, vol. LXIX, 1980, p. 242.

11. Daniel Bertaux, "L'approche biographique: sa validité méthodologique, ses potentialités", Cahiers internationaux de sociologie, LXIX, 1980, p. 205.

12. R. K. Merton, Éléments de théorie et de méthode sociologiques, Paris, Plon, 1965, p. 47-51 (Recherches en sciences humaines).

ANNEXE 2

Tableau 1

Répartition des jeunes selon l'occupation principale, décembre 1984

		15-19 ans		20-24 ans		25-29 ans		Total	
		n	%	n	%	n	%	n	%
Étudiants	n	362 587	74	104 510	21	23 121	5	490 218	100
	%	72		17		4		28	
Travailleurs	n	64 000	9	301 000	40	383 000	51	748 000	100
	%	13		48		63		43	
Bénéficiaires	n	50 707	16	150 051	46	121 744	38	322 502	100
	%	10		24		20		19	
Autres[a]	n	23 706	14	66 439	38	83 135	48	173 280	100
	%	5		11		13		10	
Total	n	**501 000**	**29**	**622 000**	**36**	**611 000**	**35**	**1 734 000**	**100**
	%	100		100		100		100	

a. Définition de la catégorie "Autres": "[...] la catégorie "Autres" a été obtenue de façon résiduelle et les données qu'on y trouve sont, de ce fait, plus difficiles à interpréter. On y retrouve les personnes qui travaillent à temps partiel, celles qui étudient à temps partiel, celles qui sont en chômage sans recevoir de prestations, celles qui reçoivent des prestations autres que des prestations ordinaires et enfin celles qui sont inactives et qui ne reçoivent aucun transfert.

Le nombre de jeunes dans cette catégorie augmente avec l'âge; la proportion par groupe d'âge passe de 14 % à 38 % pour atteindre 48 % chez les 25-29 ans. On remarque que les femmes constituent la forte majorité (86 %) de ce groupe et qu'on peut penser qu'il s'agit surtout de personnes inactives."

Source: Bureau de la statistique du Québec, Les 15-29, Portrait statistique des jeunes par région, Les publications du Québec, 1986, p. 74-75.

Tableau 2

Nombre de chômeurs, taux de chômage et durée du chômage des jeunes, par groupe d'âge, 1984

Région		15-19 ans			20-24 ans		
		Nombre de chômeurs (000)	Taux de chômage (%)	Durée moyenne du chômage (semaines)	Nombre de chômeurs (000)	Taux de chômage (%)	Durée moyenne du chômage (semaines)
01	Bas-Saint-Laurent -- Gaspésie	...[1]	...[1]	17,7	...[1]	34,6	21,4
02	Saguenay -- Lac-Saint-Jean	...[1]	...[1]	12,7	5	27,5	15,0
03	Québec	7	19,4	13,8	11	14,2	16,5
04	Trois-Rivières	4	25,2	14,7	6	21,1	21,4
05	Estrie	...[1]	...[1]	14,3	...[1]	...[1]	18,8
06	Montréal	28	22,1	16,2	47	16,7	21,4
07	Outaouais	...[1]	...[1]	17,3	4	22,8	23,1
08	Abitibi-Témiscamingue	...[1]	...[1]	15,4	...[1]	...[1]	23,9
09 10	Côte-Nord et Nouveau-Québec	...[1]	...[1]	...[1]	...[1]	...[1]	25,6
Ensemble du Québec[2]		**43**	**23,4**	**17,2**	**90**	**19,7**	**18,3**

1. Donnée inférieure à 4 000, donc peu fiable.
2. Les données relatives à l'ensemble du Québec sont celles de l'enquête de janvier 1985.

Source: Statistique Canada, compilations spéciales pour le Bureau de la statistique du Québec: Les 15-29, Portrait statistique des jeunes par région, 1986, p. 45.

Tableau 2 (suite)

25-29 ans			Ensemble des jeunes (15-29 ans)		
Nombre de chômeurs (000)	Taux de chômage (%)	Durée moyenne du chômage (semaines)	Nombre de chômeurs (000)	Taux de chômage (%)	Durée moyenne du chômage (semaines)
4	24,7	25,7	12	30,8	22,1
...[1]	...[1]	17,5	10	23,3	15,4
10	12,6	20,7	27	14,4	17,4
5	16,8	25,1	15	20,2	21,0
...[1]	...[1]	15,7	7	19,1	16,6
34	12,0	22,2	109	15,8	20,3
...[1]	...[1]	20,5	11	20,0	20,6
...[1]	...[1]	13,3	6	22,2	19,0
...[1]	...[1]	28,5	4	21,7	26,0
68	**14,1**	**19,6**	**201**	**17,9**	**18,4**

ANNEXE 3

Journal de chasseur

Méthode

-- Toujours inscrire la date, l'heure et l'endroit où vous écrivez.

Ex.: Lundi 1er août 1985 -- 22h45 --Dans ma chambre.

-- N'écrire que d'un seul côté de la page.

-- La description de vos activités quotidiennes peut comprendre l'horaire de votre journée en détails.

Ex.:
-- Heure du lever,
-- Les gens que vous voyez,
-- Vos sujets de conversation,
-- Les téléphones reçus ou faits,
-- Les dépenses,
-- Les activités (écoute de la TV, etc.),
-- L'heure du coucher,
-- Etc.

-- Pour chacune de vos activités, tentez de répondre aux questions suivantes: qui, quoi, quand, où, comment.

N.B.: Vous pouvez ajouter des pages au besoin.

ANNEXE 4

Mobilité sociale

Profession des parents[a]	Père	Mère	Niveau de scolarité des enfants	Indice de mobilité par rapport au père
	Nombre			
1. Professionnel				
artiste	1		Secondaire V	-[b]
avocat	1		Secondaire III	-
2. Gérance et administration				
cadre gouvernement	2		DEC - secondaire V	- -
3. Semi-professionnel	0			
4. Petit administrateur				
agent d'assurance	1		DEC	=[c]
comptable	1		DEC	-
garagiste	1		Secondaire IV	-
organisateur de syndicat	1		Cégep inachevé	-
superviseur	2	1	Secondaire V profes., Université inachevée	- -
5. Collets blancs				
fonctionnaire	2	1	Décrocheur - cégep inachevé	- =
maître de poste		1		
inspecteur	1		Secondaire VI profes.	=
secrétaire		1		
vendeur		1		
6. Spécialisé				
couturière		1		
cuisinière		1		
maçon	1		Secondaire V	=
mécanicien	1		Secondaire VI profes.	=
menuisier	2		Cl. spéc. - Sec. V général	- =
noyauteur	1		Secondaire IV profes.	-
surveillant		1		

ANNEXE 4 (suite)

Mobilité sociale

Profession des parents[a]	Père	Mère	Niveau de scolarité des enfants	Indice de mobilité par rapport au père
	Nombre			
7. Semi-spécialisé				
camionneur	3		Secondaire IV - Sec. V, baccalauréat	= = +[d]
navigateur	1		Secondaire IV	-
opérateur	1		DEC	+
outilleur	1		Sec. profes. court	-
postillon	1		Secondaire V profes.	-
8. Non-spécialisé				
cantonnier	3		Sec.V profes. - Sec.VI profes. - DEC gén.	+ + +
entretien	1	4	DEC	+
journalier	2		Sec. V, DEC technique	= +
manoeuvre	1		Secondaire VI	+
serveuse de restaurant		2		
employé de supermarché	1		Secondaire IV	=
9. Cultivateur	1		Secondaire V	-
10. Chômeur	3		DEC tech., Sec.V profes., Secondaire V	+ = =
11. Autres				
assisté social	2	2	Secondaire III profes.,	= =
étudiante		1		
ménagère	37			
12. Rentier-retraité	7		DEC général, Sec. V profes., sec. V, DEC tech., baccalauréat	5+, 2=
13. Invalide	7		Sec. profes. court, cégep inachevé	= +

ANNEXE 4 (suite)

Mobilité sociale

Profession des parents[a]	Père Nombre	Mère Nombre	Niveau de scolarité des enfants	Indice de mobilité par rapport au père
14. Décédé	7	2	Sec. V, cégep inachevé, sec. III profes. court, baccalauréat	6=, 1+
15. Ne sait pas	3	1	Décrocheur, sec. II, sec. III	3=

a. Selon le code des professions.
b. Le signe - indique que le jeune risque de connaître une mobilité descendante par rapport à ses parents.
c. Le signe = indique que le jeune a des chances de ne connaître aucune mobilité par rapport à ses parents.
d. Le signe + indique que le jeune, à cause de son bagage académique, pourrait connaître une mobilité ascendante.

ANNEXE 5

Offre d'emploi et profil des répondants

Animateur(trice)
Coordonnateur(trice)

La Corporation....., est à la recherche d'un(e) "Animateur(trice)-coordonnateur(trice)" (1 poste).

Tâches:
Le ou la candidat(e) retenu(e) devra:

-- Animer et encadrer un groupe de 40..... âgés de .....;
-- Travailler en étroite collaboration avec le conseil d'administration à la mise sur pied .....;
-- Coordonner l'équipe bénévole d'animation;
-- Planifier des activités et voir à leur réalisation.

Qualifications:
Détenir une formation académique en sciences sociales ou en psychologie ou en amination ou en loisirs ou toute autre formation ou expérience jugée pertinente.

Type d'emploi:
Temps partiel -- 20h00 par semaine. (Fin de semaine).

Durée de l'emploi:
13 semaines (avec possibilité d'extension).

Salaire:
À déterminer avec l'employeur.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur curriculum vitae avant le ..... à 16h00 à:

.....
.....
.....

ANNEXE 5 (suite)

Profil des 45 répondants

. **âge:**		. **état civil** (lorsque mentionné)	
19 ans et moins	1	marié	13
20-24 ans	25	célibataire	8
25-29 ans	12	charge d'enfants	3
30-45 ans +	6		
Sans mention	1		
. **niveau de scolarité:**		. **aux études:**	
secondaire	3	cégep	4
collégial	24	baccalauréat	2
baccalauréat	14	maîtrise	1
maîtrise	3	. **sexe:** f	23
sans mention	1	m	22

. **années écoulées depuis la fin des études** (lorsque mentionné):

1 an	DEC	5	2 ans	DEC	4
	BAC	5		BAC	3
				M.A.	1
3 ans	DEC	2	4 ans +	SEC.	1
	BAC	2		DEC	9
	M.A.	1		BAC	4

. **expériences de travail**

	Nombre	Moyenne
a. en relation avec le diplôme	165	3,67
b. sans relation avec le diplôme	112	2,48
c. bénévolat	91	2

. **variations dans le nombre d'emplois:**

de 1 à 10

LES PUBLICATIONS DE L'IQRC*

I. La famille, les sexes, les générations

1. Denise Lemieux et Lucie Mercier. La recherche sur les femmes au Québec: bilan et bibliographie. Coll. "Instruments de travail" nº 5, 1982, 339 pages. 14,25 $

2. Renée Cloutier, Gabrielle Lachance, Denise Lemieux, Madeleine Préclaire et Luce Ranger-Poisson. Femmes et culture au Québec. Coll. "Documents préliminaires" nº 3, 1982, 107 pages. 6,00 $

3. Alain Vinet, Francine Dufresne et Lucie Vézina. La condition féminine en milieu ouvrier: une enquête. Coll. "Identité et changements culturels" nº 3, 1982, 222 pages. 18,50 $

4. Yolande Cohen. Les thèses québécoises sur les femmes. Coll. "Instruments de travail" nº 7, 1983, 124 pages. 8,00 $

5. Denise Lemieux. Les petits innocents. L'enfance en Nouvelle-France. 1985, 205 pages. 12,00 $

6. Fernand Dumont, dir. Une société des jeunes? 1986, 397 pages. 14,50 $

---

* Le prix des publications est sujet à modification sans préavis.

7. Marie-Marthe T. Brault. Du loisir à l'innovation. Les associations volontaires de personnes retraitées. Coll. "Documents de recherche" nº 15, 1987, 176 pages. 15,00 $

8. Renée B.-Dandurand et Lise Saint-Jean. Des mères sans alliance. Monoparentalité et désunions conjugales. 1988, 297 pages. 22,00 $

9. Renée B.-Dandurand. Le mariage en question. Essai sociohistorique. 1988, 190 pages. 18,00 $

10. Isabelle Perrault. Autour des jeunes. Reconnaissance bibliographique. Coll. "Documents de recherche" nº 17, 1988, 422 pages. 24,00 $

II. Les communautés ethnoculturelles

1. David Rome, Judith Nefsky et Paule Obermeir. Les Juifs du Québec -- Bibliographie rétrospective annotée. Coll. "Instruments de travail" nº 1, 1981, 319 pages. 13,00 $

2. Gary Caldwell et Éric Waddell, dir. Les anglophones du Québec: de majoritaires à minoritaires. Coll. "Identité et changements culturels" nº 1, 1982, 482 pages. 14,00 $

3. Gary Caldwell et Éric Waddell, editors. The English of Quebec: from majority to minority status. Coll. "Identité et changements culturels" nº 2, 1982, 466 pages. 14,00 $

4. Gary Caldwell. Les études ethniques au Québec -- Bilan et perspectives. Coll. "Instruments de travail" nº 8, 1983, 108 pages. 10,50 $

5. Honorius Provost. Les premiers Anglo-Canadiens à Québec -- Essai de recensement (1759-1775). Coll. "Documents de recherche" nº 1, 2e édition, 1984, 71 pages. 7,50 $

6. Tina Ioannou. La communauté grecque du Québec. Coll. "Identité et changements culturels" nº 4, 1984, 337 pages. 18,00 $

7. Pierre Anctil et Gary Caldwell. Juifs et réalités juives au Québec. 1984, 371 pages. 20,00 $

8. Richard Dominique et Jean-Guy Deschênes. Cultures et sociétés autochtones du Québec. Bibliographie critique. Coll. "Instruments de travail" nº 11, 1985, 221 pages. 19,50 $

9. Ronald Rudin. The Forgotten Quebecers. A History of English-Speaking Quebec, 1759-1980. 1985, 315 pages. 14,00 $

10. Ronald Rudin. Histoire du Québec anglophone, 1759-1980. Traduit de l'anglais par Robert Paré, 1986, 332 pages. 15,00 $

11. Denise Helly. Les Chinois à Montréal, 1877-1951. 1987, 315 pages. 20,00 $

12. Fernand Ouellet, dir. Pluralisme et école. Jalons pour une approche critique de la formation interculturelle des éducateurs. 1988, 617 pages. 30,00 $

13. Pierre Anctil. Le rendez-vous manqué. Les Juifs de Montréal face au Québec de l'entre-deux-guerres. 1988, 366 pages. 25,00 $

14. Pierre Anctil. "Le Devoir", les Juifs et l'immigration. De Bourassa à Laurendeau. 1988, 170 pages. 18,00 $

III. La culture populaire

1. Yvan Lamonde, Lucia Ferretti et Daniel Leblanc. La culture ouvrière à Montréal (1880-1920): bilan historiographique. Coll. "Culture populaire" nº 1, 1982, 178 pages. 9,00 $

2. Danielle Nepveu. Les représentations religieuses au Québec dans les manuels scolaires de niveau élémentaire (1950-1960). Coll. "Documents préliminaires" nº 1, 1982, 97 pages. 6,50 $

3. Jean-Pierre Dupuis, Andrée Fortin, Gabriel Gagnon, Robert Laplante et Marcel Rioux. Les pratiques émancipatoires en milieu populaire. Coll. "Documents préliminaires" nº 2, 1982, 178 pages. 9,00 $

4. Jean Bourassa. Le travailleur minier, la culture et le savoir ouvrier. Coll. "Documents préliminaires" nº 4, 1982, 79 pages. 5,25 $

5. Sophie-Laurence Lamontagne. L'hiver dans la culture québécoise (XVIIe-XIXe siècles). 1983, 197 pages. 11,50 $

6. Joseph Laliberté. Agronome-colon en Abitibi. Coll. "Littérature quotidienne" nº 1, 1983, 157 pages. 12,00 $

7. Benoît Lacroix et Jean Simard. Religion populaire, religion de clercs? Coll. "Culture populaire" nº 2, 1984, 444 pages. 22,00 $

8. Benoît Lacroix et Madeleine Grammond. Religion populaire au Québec. Typologie des sources -- Bibliographie sélective (1900-1980). Coll. "Instruments de travail" nº 10, 1985, 175 pages. 15,00 $

9. Andrée Fortin. Le Rézo. Essai sur les coopératives d'alimentation au Québec. Coll. "Documents de recherche" nº 5, 1985, 282 pages. 17,00 $

10. Jean-Pierre Dupuis. Le ROCC de Rimouski. La recherche de nouvelles solidarités. Coll. "Documents de recherche" nº 6, 1985, 282 pages. 17,00 $

11. Centre populaire de documentation de Montréal. Le choc du passé. Les années trente et les sans travail. Bibliographie sélective annotée. Coll. "Documents de recherche" nº 11, 1986, 186 pages. 15,00 $

12. Yvan Lamonde et Raymond Montpetit. Le parc Sohmer de Montréal, 1889-1919. Un lieu populaire de culture urbaine. 1986, 231 pages. 17,00 $

13. Thérèse Beaudoin. L'été dans la culture québécoise, XVIIe-XIXe siècles. Coll. "Documents de recherche" nº 10, 1987, 235 pages. 20,00 $

14. Gabriel Gagnon et Marcel Rioux. À propos d'autogestion et d'émancipation. Deux essais. 1988, 190 pages. 17,00 $

15. Madeleine Gauthier. Les jeunes chômeurs. Une enquête. Coll. "Documents de recherche" nº 18, 1988, 302 pages. 18,00 $

IV. La création et la diffusion de la culture

1. Jean-Robert Faucher, André Fournier et Gisèle Gallichan. L'information culturelle dans les médias électroniques. Coll. "Diagnostics culturels" nº 1, 1981, 167 pages. 7,00 $

2. Angèle Dagenais. Crise de croissance: le théâtre au Québec. Coll. "Diagnostics culturels" nº 2, 1981, 73 pages. 5,00 $

3. Yvan Lamonde et Pierre-François Hébert. Le cinéma au Québec -- Essai de statistique historique (1896 à nos jours). Coll. "Instruments de travail" nº 2, 1981, 481 pages. 18,00 $

4. François Colbert. Le marché québécois du théâtre. Coll. "Culture savante" nº 1, 1982, 112 pages. 8,00 $

5. Jean-Pierre Charland et Nicole Thivierge. Bibliographie de l'enseignement professionnel au Québec (1850-1980). Coll. "Instruments de travail" nº 3, 1982, 284 pages. 14,00 $

6. Vivian Labrie. Précis de transcription de documents d'archives orales. Coll. "Instruments de travail" nº 4, 1982, 220 pages. 11,00 $

7. Sylvie Tellier. Chronologie littéraire du Québec. Coll. "Instruments de travail" nº 6, 1982, 352 pages. 18,50 $

8. Jean-Pierre Charland. Histoire de l'enseignement technique et professionnel. 1982, 485 pages. 25,50 $

9. Nicole Thivierge. Écoles ménagères et instituts familiaux: un modèle féminin traditionnel. 1982, 478 pages. 25,50 $

10. Yvan Lamonde. L'imprimé au Québec: aspects historiques (18e-20e siècles). Coll. "Culture savante" nº 2, 1983, 370 pages. 18,00 $

11. Yvan Lamonde. Je me souviens. La littérature personnelle au Québec (1860-1980). Coll. "Instruments de travail" nº 9, 1983, 278 pages. 17,00 $

12. Claude Savary, dir. Les rapports culturels entre le Québec et les États-Unis. 1984, 353 pages. 17,00 $

13. Pierre Lavoie. Pour suivre le théâtre au Québec. Les ressources documentaires. Coll. "Documents de recherche" nº 4, 1985, 521 pages. 22,00 $

14. Jacques Dufresne, Fernand Dumont et Yves Martin. Traité d'anthropologie médicale. L'Institution de la santé et de la maladie. Presses de l'Université du Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, Presses Universitaires de Lyon, 1985, XVII-1 245 pages. 59,95 $

15. Léon Bernier et Isabelle Perrault. L'artiste et l'oeuvre à faire. "La pratique de l'art 1", 1985, 518 pages. 30,00 $

16. Marcel Fournier. Les générations d'artistes suivi d'entretiens avec Robert Roussil et Roland Giguère. "La pratique de l'art 2", 1986, 202 pages. 18,00 $

17. Yvan Lamonde et Esther Trépanier. L'avènement de la modernité culturelle au Québec, 1986, 320 pages. 24,50 $

18. Vivian Labrie. ABC: Trois constats d'alphabétisation de la culture. 1986, 246 pages. 29,00 $

19. Maurice Lemire, dir. L'institution littéraire. IQRC et CRELIQ, 1986, 217 pages. 19,50 $

20. Alfred Dumais et Johanne Lévesque. L'auto-santé. Des individus et des groupes au Québec. 1986, 223 pages. 17,00 $

21. Gabrielle Lachance, dir. Mémoire d'une époque. Un fonds d'archives orales au Québec. Coll. "Documents de recherche" nº 12, 1987, 251 pages. 16,00 $

22. Marcel Fournier, Yves Gingras et Othmar Keel. Sciences et médecine au Québec: perspectives sociohistoriques. 1987, 212 pages. 20,00 $

23. Maurice Lemire, dir., avec la collaboration de Pierrette Dionne et Michel Lord. Le poids des politiques. Livres, lecture et littérature. 1987, 191 pages. 18,00 $

24. Vivian Labrie. Alphabétisé-e-s! Quatre essais sur le savoir-lire. 1987, 270 pages. 30,00 $

25. Claude Galarneau et Maurice Lemire, dir. Livre et lecture au Québec, 1800-1850. 1988, 270 pages. 22,00 $

V. Les régions du Québec

1. Jules Bélanger, Marc Desjardins et Yves Frenette. Histoire de la Gaspésie. Coll. "Les régions du Québec", Montréal, Boréal Express, 1981, 807 pages. 29,95 $

2. Jean-Claude Marsan. Montréal, une esquisse du futur. 1983, 325 pages. 15,00 $

3. André Dionne. Bibliographie de l'île Jésus. Coll. "Documents de recherche" nº 2, 1983, 324 pages. 18,50 $

4. Serge Gauthier et collaborateurs. Bibliographie de Charlevoix. Coll. "Documents de recherche" nº 3, 1984, 320 pages. 18,00 $

5. Serge Gauthier et collaborateurs. Guide des archives de Charlevoix. 1985, VIII-97 pages. 6,00 $

6. Serge Laurin et Richard Lagrange. Bibliographie des Laurentides. Coll. "Documents de recherche" nº 7, 1985, 370 pages. 18,00 $

7. Yves Hébert. Bibliographie de la Côte-du-Sud. Coll. "Documents de recherche" nº 8, 1986, 339 pages. 18,00 $

8. Guy Gaudreau. L'exploitation des forêts publiques au Québec, 1842-1905. 1986, 126 pages. 11,00 $

9. Yves Beauregard. Bibliographie du Centre du Québec et des Bois-Francs. Coll. "Documents de recherche" nº 9, 1986, 495 pages. 25,00 $

10. Marc Desjardins. Bibliographie des Îles-de-la-Madeleine. Coll. "Documents de recherche" nº 13, 1987, 281 pages. 20,00 $

11. Daniel Tessier et al. Bibliographie de Lanaudière. Coll. "Documents de recherche" nº 14, 1987, 270 pages. 20,00 $

12. Antonio Lechasseur avec la collaboration de Jacques Lemay. Municipalités et paroisses du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. Populations et limites territoriales 1851-1981. 1987, 51 pages, 5 microfiches (Bas-Saint-Laurent, 563 p., Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine, 304 p.). 10,00 $

13. Marc Desjardins. Bibliographie de la Gaspésie. Coll. "Documents de recherche" nº 16, 1987, 436 pages. 24,00 $

14. Françoise de Montigny-Pelletier et Andrée Raiche-Dussault. Bibliographie de la Rive-Sud de Québec (Lévis - Lotbinière). Coll. "Documents de recherche" nº 19, 1989, 263 pages. 20,00 $

VI. Hors chantier

1. Paul Aubin. Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada (1966-1975). 2 tomes -- 1981, 1 425 pages, 22 000 titres. 60,00 $

2. Gabrielle Lachance. La culture contemporaine face aux industries culturelles et aux nouvelles technologies. Rapport-synthèse, Rencontre franco-québécoise sur la culture, Québec-Montréal, du 4 au 8 juin 1984, 145 pages. 7,00 $

3. Statistiques culturelles du Québec (1971-1982). 1985, XLII-932 pages. 45,00 $

4. Paul Aubin et Louis-Marie Côté. Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada/Bibliography of the History of Quebec and Canada (1976-1980). 2 tomes -- 1985, LXIV-1 316 pages, 20 000 titres. 60,00 $

5. Jean-Paul Baillargeon, dir. Les pratiques culturelles des Québécois. Une autre image de nous-mêmes. 1986, 394 pages. 19,50 $

6. Paul Aubin et Louis-Marie Côté. Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada/Bibliography of the History of Quebec and Canada (1946-1965). 2 tomes -- 1987, LXXVII-1 396 pages, 22 000 titres. 60,00 $

VII. Collection Questions de culture

1. Fernand Dumont, dir. Cette culture que l'on appelle savante. 1981, 190 pages. 15,00 $

2. Fernand Harvey et Gary Caldwell, dir. Migrations et communautés culturelles. 1982, 159 pages. 15,00 $

3. Fernand Dumont, dir. Les cultures parallèles. 1982, 172 pages. 15,00 $

4. Jean-Charles Falardeau, dir. Architectures: la culture dans l'espace. 1983, 210 pages. 15,00 $

5. Yvan Lamonde, dir. Les régions culturelles. 1983, 189 pages. 12,00 $

6. Madeleine Préclaire, dir. La culture et l'âge. 1984, 198 pages. 12,00 $

7. Gabrielle Lachance, dir. La culture: une industrie? 1984, 216 pages. 12,00 $

8. Pierre Anctil, Léon Bernier et Isabelle Perrault, dir. Présences de jeunes artistes. 1985, 190 pages. 12,00 $

9. Denise Lemieux, dir. Identités féminines: mémoire et création. 1986, 199 pages. 12,00 $

10. Gabriel Dussault, dir. L'État et la culture. 1986, 173 pages. 12,00 $

11. Thérèse Hamel et Pierre Poulin, dir. Devenir chercheur-e: itinéraires et perspectives. 1986, 185 pages. 12,00 $

12. Madeleine Gauthier, dir. Les nouveaux visages de la pauvreté. 1987, 258 pages. 18,50 $

13. Renée B.-Dandurand, dir. Couples et parents des années quatre-vingt. 1987, 284 pages. 20,00 $

14. Gladys L. Symons, dir. La culture des organisations. 1988, 220 pages. 18,00 $

VIII. Collection Diagnostic

1. Laurent Laplante. Le suicide. 1985, 126 pages. 9,95 $

2. Jacques Dufresne. La reproduction humaine industrialisée. 1986, 126 pages. 9,95 $

3. Gérald LeBlanc. L'école, les écoles, mon école. 1986, 110 pages. 9,95 $

4. Jean Blouin. Le libre-échange vraiment libre? 1986, 135 pages. 9,95 $

5. Jacques Dufresne. Le procès du droit. 1987, 127 pages. 9,95 $

6. Michel Plourde. La politique linguistique au Québec (1977-1987). 1988, 143 pages. 9,95 $

7. Vincent Lemieux. Les sondages et la démocratie. 1988, 122 pages. 9,95 $

8. Laurent Laplante. L'université. Questions et défis. 1988, 141 pages. 9,95 $

IX. Collection Edmond-de-Nevers

1. Lucie Robert. Le manuel d'histoire de la littérature canadienne de Mgr Camille Roy. 1982, 198 pages. 11,00 $

2. Réal Brisson. La charpenterie navale à Québec sous le régime français. 1983, 320 pages. 19,50 $

3. Hélène Lafrance. Yves Thériault et l'institution littéraire québécoise. 1984, 174 pages. 13,50 $

4. Hélène Laforce. Histoire de la sage-femme dans la région de Québec. 1985, 237 pages. 19,50 $

5. Michel Sarra-Bournet. L'Affaire Roncarelli. Duplessis contre les Témoins de Jéhovah. 1986, 196 pages. 18,00 $

6. Denis Goulet. Le commerce des maladies. La publicité des remèdes au début du siècle. 1987, 139 pages. 20,00 $

7. Hélène Bédard. Les Montagnais et la réserve de Betsiamites (1850-1900). 1988, 149 pages. 20,00 $

X. Rapports de recherche et manuscrits à diffusion limitée*

1. Louise Rondeau. Le récit de fin du monde: orientations méthodologiques de recherche. Québec, IQRC, 1982, 70 pages.

2. Michelle Trudel-Drouin. Vie quotidienne en Nouvelle-France: un choix de textes. Montréal, IQRC, 1982, 166 pages.

3. Paule Chouinard. Anthologie de poèmes québécois sur les saisons. Montréal, IQRC, 1983, 1 350 pages.

4. Mireille Perreault. Marchandisation, industrialisation de la culture. Rimouski, IQRC, 1983, 72 pages.

5. Carmen Quintin. Les pratiques émancipatoires dans deux coopératives d'habitation de la région montréalaise. Montréal, IQRC, 1983, 124 pages.

6. Gary Caldwell, Paule Obermeir et al. Out-migration of 1971 English Mother-tongue High School Leavers from Quebec: eleven years after. Lennoxville, IQRC et Anglo Quebec en Mutation Committee, 1984, 37 pages.

---

* disponibles sur demande à l'IQRC, 14, rue Haldimand, Québec, G1R 4N4 (418) 643-4695.

7. Gabrielle Lachance. Le rapport industrie/culture. 1987, 5 cahiers. I. L'artisanat et les métiers d'art, 38 p. II. Les arts d'interprétation, 38 p. III. Le cinéma, 40 p. IV. Le livre, 40 p. V. Quelques indications bibliographiques, 38 p.

XI. Banques de données sur support informatique

1. Jean-Pierre Chalifoux. Le livre et la lecture au Québec au XX^{e} siècle. Montréal, IQRC, 1982, (8 000 titres)**.

2. Paul Aubin et collaborateurs. HISCABEQ. Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada (1946-1980). Montréal, IQRC, 1981, (70 000 titres - mise à jour trimestrielle)***.

XII. Documents audio-visuels*

1. Arthur Lamothe. Culture amérindienne. Archives. (Vingt documents produits par les Ateliers audio-visuels du Québec.)

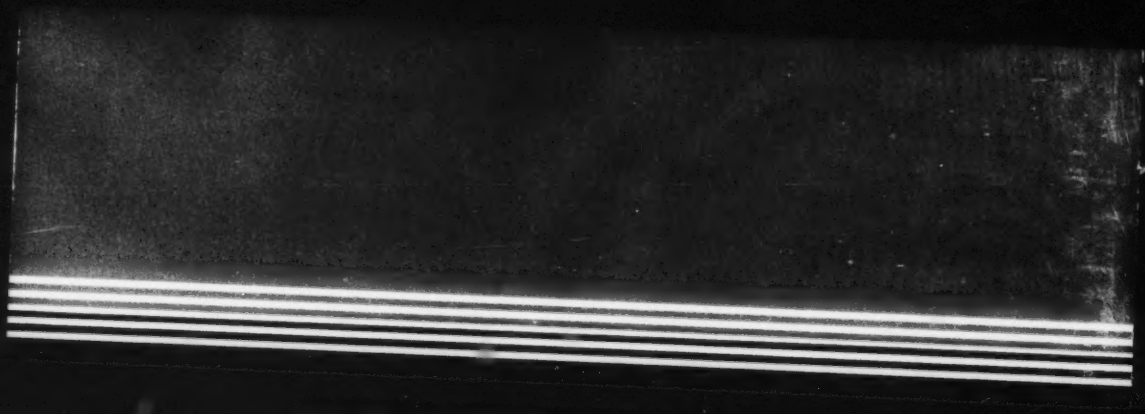
---

* disponibles sur demande à l'IQRC, 14, rue Haldimand, Québec, G1R 4N4 (418) 643-4695.

** accessible sur demande à La Centrale des bibliothèques, 1685, rue Fleury Est, Montréal, H2C 1T1 (514) 381-8891.

*** pour s'abonner à HISCABEQ, communiquer avec IST-Informathèque Inc. Service d'assistance technique:

Code régional	Numéro à composer
514	383-1611
418, 514, 613, 819, 416, 519, 705, 506, 902	1-800-361-4777



LES PUBLICATIONS DE L'IQRC

L'Institut a pour objets, en vue de contribuer au développement culturel du Québec, d'effectuer, d'encourager et de soutenir des recherches et des études sur les divers aspects des phénomènes culturels. À cette fin, il doit concevoir et réaliser les plans et les programmes de recherche nécessaires pour mieux comprendre les transformations de la culture au Québec.

La publication des résultats de ces travaux est l'une des tâches reliées étroitement à la réalisation du mandat de l'Institut.

Ces publications prennent la forme de collections de volumes ayant pour but de diffuser des résultats ou des outils de recherche pouvant être utiles à la communauté scientifique et à un plus large public, entre autres :

Questions de culture a pour buts de faire le point sur un thème déterminé en rapport avec la culture, en réunissant des spécialistes sur la question et, d'ouvrir de nouvelles perspectives de réflexion sur les phénomènes culturels universels et québécois.

Diagnostic, destiné au grand public, réunit des ouvrages portant sur des questions de brûlante actualité. Les auteurs présentent un état de la question, tentent de cerner le problème et suggèrent des éléments de solution ou des pistes de recherche, dans un langage simple, clair et direct.

Diagnostic informe, provoque la réflexion, stimule la recherche et aide le lecteur à se former une opinion éclairée.

L'Institut publie également, à plus large diffusion et sous forme de volumes hors collection, certains grands travaux. En outre, divers travaux ou documents présentant un intérêt pour un public restreint sont publiés dans des cahiers ou des ouvrages de facture modeste et la diffusion est limitée.

Les publications de l'Institut sont sous la direction du secrétaire général, monsieur Léo Jacques. Madame Véronique Morin assume la responsabilité de l'édition.

Institut québécois de recherche sur la culture
14, rue Haldimand, Québec G1R 4N4